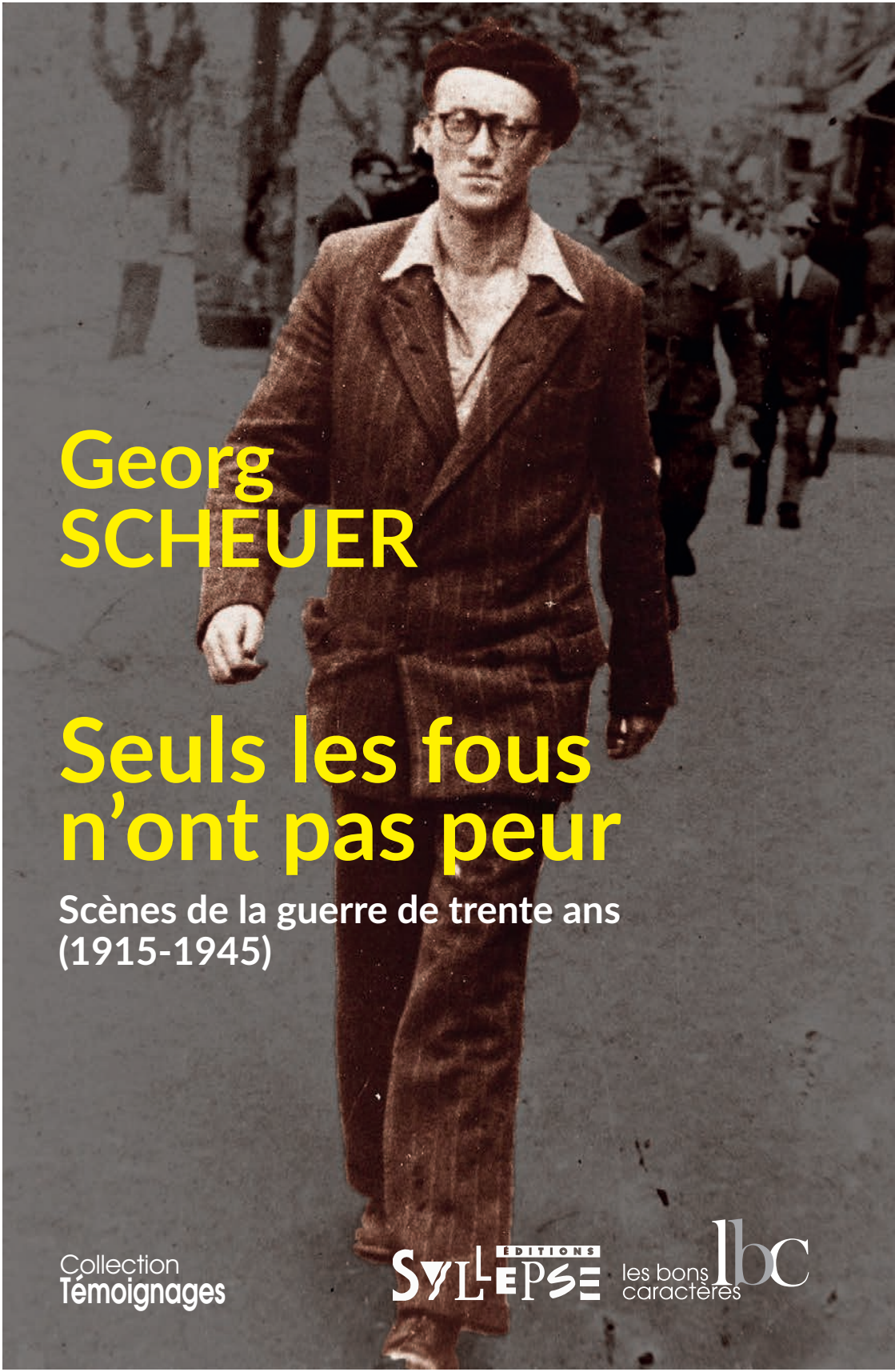


Georg SCHEUER

Seuls les fous n'ont pas peur

Scènes de la guerre de trente ans (1915-1945)

Collection Témoignages

SYLLEPSE EDITIONS

les bons caractères lbc

Seuls les fous n'ont pas peur
Georg SCHEUER
SYLLEPSE EDITIONS
lbc

SEULS LES FOUS N'ONT PAS PEUR

SEULS LES FOUS N'ONT PAS PEUR

SCÈNES DE LA GUERRE DE TRENTE ANS (1915-1945)

GEORG SCHEUER

TRADUIT DE L'ALLEMAND (AUTRICHE)
PAR CHRISTA SCHEUER-WEYL ET GENEVIÈVE HESS

ÉDITIONS LES BONS CARACTÈRES
ÉDITIONS SYLLEPSE

© ÉDITIONS LES BONS CARACTÈRES ET SYLLEPSE 2022

ÉDITIONS SYLLEPSE
69, RUE DES RIGOLES, 75020 PARIS (FRANCE)
EDITION@SYLLEPSE.NET
WWW.SYLLEPSE.NET
ÉDITIONS LES BONS CARACTÈRES
4, RUE FLORIAN, 93500 PANTIN
EDITIONS@LESBONSCARACTERES.COM
WWW.LESBONSCARACTERES.COM
ISBN : 9782493083128

Cet ouvrage a été traduit avec le concours du Fonds national de la République d'Autriche pour les victimes du national-socialisme et du Bureau d'aide à la recherche et aux sciences de la vie de la ville de Vienne.

1re édition française, Éditions Syllepse, 2002.

Ce livre est paru en allemand en 1991 aux éditions Verlag für Gesellschafts-kritik (Vienne, Autriche) sous le titre: *Nur Narren fürchten nichts. Szenen aus dem dreissigjährigen Krieg 1915-1945*.

Photos et illustrations: collection personnelle de l'auteur.

Sauf indication contraire, les notes sont des traductrices.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS 7

CHAPITRE 1
LA FOI 15

- QUE DIEU PRÉSERVE…
- C'EST LA LUTTE FINALE…
- CONTRASTES
- SONNETTES ET INTERDICTIONS
- PREMIÈRE RÉUNION
- GROUPE DE RANDONNÉE
- *FREUNDSCHAFT !*
- CROIX GAMMÉES
- CONVERSION

CHAPITRE 2
L'ÉGLISE 41

- BERLIN LA ROUGE
- UN LIEUTENANT ET TROIS HOMMES !
- AVENTURE STYRIENNE
- NUIT SUR L'ALLEMAGNE
- RETRAITE STRATÉGIQUE
- AVEC DOLLFUSS, VERS LES TEMPS NOUVEAUX…
- VIENNE, FÉVRIER 1934
- RUTH
- DANSONS LA CARMAGNOLE…
- FORMATION

CHAPITRE 3
LES HÉRÉTIQUES 73

- FRACTION DE GAUCHE
- LE CRÉPUSCULE DES DIEUX
- LUEURS À L'OUEST
- LA RUPTURE
- LE CONSEIL DE RÉVISION
- AVEC TROTSKY

CHAPITRE 4
LA PRISON 91

- ARRESTATION ET INTERROGATOIRE
- LE PROCÈS
- LE BAGNE

ICONOGRAPHIE 117

CHAPITRE 5
L'ÉMIGRATION 143

QUE DIEU PROTÈGE L'AUTRICHE !
MORT AUX JUIFS !
BRÜNN
DÉLOGÉS ET CHASSÉS
ZLATA PRAHA (PRAGUE LA DORÉE)
VERS D'AUTRES RIVES
LA CONFÉRENCE DE FONDATION
LA FRONTIÈRE
LE DERNIER DÉFILÉ

CHAPITRE 6
LA GUERRE 177

ALLONS ENFANTS…
LA LIE DE LA TERRE
LES MILLES
PRESTATAIRE
LA DÉBÂCLE
LE TRAIN FANTÔME
TERMINUS
RENTREZ AU REICH !
ÇA ALLAIT TROP BIEN
MONTAUBAN

CHAPITRE 7
LA RÉSISTANCE 213

RAZZIA
FAUX PAPIERS
MISSION ET FIN DE H. R. ALEXANDROWICZ
PROCÈS À TOULOUSE
COMMUNIQUÉ SPÉCIAL
PENSÉES NOCTURNES
ÉVASION À MARSEILLE
SPAGHETTIS
LA LIBÉRATION

ÉPILOGUE 241

INDEX 245

AVANT-PROPOS

Dans ce livre consacré à ses souvenirs, Georg Scheuer (1915-1996) raconte son parcours militant au cours des années 1930-1945 en Autriche d'abord, puis en France, où il s'était alors réfugié. Né dans un milieu juif – ses parents seront déportés et assassinés par les SS dans un camp en Biélorussie en 1942 –, il adhère très jeune aux organisations de jeunesse du Parti ouvrier social-démocrate d'Autriche (SDAPÖ) : l'Association des collégiens socialistes, la Jeunesse socialiste ouvrière, les Faucons rouges. Scheuer fait en effet partie de cette génération qui s'est trouvée plongée dans la tourmente des années 1930 : la crise économique, la montée du nazisme et du stalinisme, la guerre mondiale et le combat dans la clandestinité.

L'Autriche de cette époque était ce qu'il restait de l'immense empire austro-hongrois qui s'était écroulé en 1918. C'était un petit pays en proie à bien des convulsions politiques et sociales. En même temps, la classe ouvrière y était très fortement organisée dans le Parti social-démocrate, le SDAPÖ. Celui-ci, après une période où il avait été en butte à la répression entre 1883 et 1891, avait connu un développement considérable. Il portait les espoirs de centaines de milliers de travailleurs, qui voulaient non seulement en finir enfin avec la monarchie surannée, mais aussi avec l'ordre bourgeois.

Ce n'était plus la perspective de la direction du parti depuis longtemps. Comme ce fut le cas dans presque toute la 2e Internationale, elle s'était progressivement intégrée dans le jeu parlementaire et avait fini par se ranger derrière la monarchie en approuvant la guerre, en août 1914. Mais à partir de 1916, lorsque le mécontentement contre la guerre et ses conséquences – innombrables morts sur le front, destructions et privations à l'arrière – commença à se faire sentir, le Parti social-démocrate commença à prendre ses distances et à parler de paix. En novembre 1918, l'empire vermoulu des Habsbourg, qui avait duré plus de 600 ans, s'effondra. Au total 1,5 million de soldats avaient été tués

et 4 millions blessés. La situation économique était catastrophique. Les différentes nationalités opprimées prirent aussitôt leur indépendance et, dans ce qui restait de l'empire et qu'on appelait alors l'Autriche allemande, la république fut proclamée. À Vienne et dans de nombreuses villes industrielles, des conseils ouvriers apparurent. En partie décomposé, l'appareil d'État était paralysé. La révolution sociale était à l'ordre du jour.

Ce fut particulièrement le cas au printemps 1919, au moment où la révolution se développait aussi en Bavière et dans la Hongrie voisines. Avec le prolétariat allemand, la classe ouvrière autrichienne était une des plus organisées d'Europe. Dans cette après-guerre de crise, elle aurait pu incarner une tout autre perspective que les nationalismes dont une nouvelle montée se préparait. Mais le Parti social-démocrate utilisa tout son poids pour empêcher la vague révolutionnaire d'aller à son terme.

Les dirigeants sociaux-démocrates réussirent plus facilement qu'en Allemagne, où les soubresauts révolutionnaires se poursuivirent jusqu'en 1923, à contenir la pression des masses. Le Parti social-démocrate prit ainsi la tête d'un gouvernement de coalition avec la droite réactionnaire. Un certain nombre de réformes sociales furent mises en œuvre : congés payés, réduction du temps de travail, assurance-maladie, droit de vote des femmes, interdiction du travail des enfants, abolition de la peine de mort, etc. Comme souvent dans de telles circonstances, la bourgeoisie, de peur de tout perdre, acceptait d'accorder ce qu'elle refusait depuis des décennies. Mais en même temps le gouvernement réprima toute expression de la combativité des masses. En février 1919 à Graz, la deuxième ville du pays, puis en avril et en juin à Vienne, la police tira sur des manifestants communistes. La Garde rouge issue des conseils de soldats fut désarmée. Les conseils ouvriers furent institutionnalisés et transformés en un gigantesque appareil bureaucratique.

En octobre 1920, la situation s'étant stabilisée pour les possédants et le Parti social-démocrate ayant reculé lors des élections générales, il quitta le gouvernement et se replia sur Vienne, où il avait remporté la majorité absolue lors des premières élections municipales de mai 1919. Il y développa alors tout une série de réformes sociales : construction de logements sociaux, développement des transports en commun et des services de santé, dépoussiérage des programmes de l'école publique, etc. La

capitale allait désormais être connue comme « Vienne la rouge ». Tout cela ne fut pas pour rien dans le poids considérable que le parti conserva dans cette période.

Né en 1915, Georg Scheuer est trop jeune pour avoir vécu consciemment cette période de l'immédiate après-guerre. Mais au début des années 1930, lorsqu'il s'engage dans l'action politique, il ressent rapidement la pusillanimité de la direction du Parti social-démocrate face à la montée du fascisme. En 1930, le SDAPÖ représentait encore 41 % de l'électorat et revendiquait 600 000 membres. Il animait plus d'une trentaine d'organisations de masse de toutes sortes : culturelles, sportives, mais aussi de libres penseurs, une union antialcoolique, une association pour la promotion de la crémation, jusqu'à une ligue de secouristes ouvriers, etc. Pour un pays de 6,7 millions d'habitants, c'était considérable. Mais sa politique réformiste, en particulier à Vienne, qui avait été tolérée par la bourgeoisie un certain temps, ne le fut plus lorsque la crise économique mondiale toucha l'Autriche de plein fouet à partir de 1931. Les classes laborieuses en furent les principales victimes, avec la hausse du chômage, les baisses de salaire, les licenciements de fonctionnaires, la réduction des allocations de chômage, l'augmentation des taxes. La situation politique changea rapidement, avec une montée des forces de la réaction. Le mouvement ouvrier était visé.

Dans ce contexte, ce dont le prolétariat avait besoin, c'était d'une direction de combat, déterminée à donner à la classe ouvrière toutes ses chances dans les affrontements politiques qui se profilaient inéluctablement. La direction du Parti social-démocrate était tout sauf cela, comme son attitude l'avait montré depuis des années. Trotsky, qui avait vécu en exil en Autriche entre 1907 et 1914 et avait eu l'occasion de le connaître de l'intérieur, avait, en 1921, porté un jugement sévère sur le parti autrichien. Ce jugement allait se révéler malheureusement prémonitoire. C'est en effet après être resté, à plusieurs reprises, l'arme au pied devant l'offensive de la réaction que la direction du Parti socialiste engagea, en février 1934, à reculons, une insurrection mal préparée qui se termina par une défaite tragique.

Ayant pris conscience rapidement que le SDAPÖ n'était pas le parti dont la classe ouvrière avait besoin, Scheuer rejoint, dès 1931, la Jeunesse communiste. Mais s'il regroupait des militants courageux, le Parti communiste autrichien demeurait un nain

politique à côté de la social-démocratie. Et surtout, il était en pleine phase de stalinisation. La faillite sans combat du Parti communiste allemand lors de l'arrivée au pouvoir de Hitler en 1933 amène Scheuer à se poser bien des questions. Il a lu en bibliothèque les œuvres de Lénine et s'oriente progressivement vers le «bolchevisme-léninisme», comme on disait alors. Il fait ainsi partie de la petite poignée de militants qui se reconnaissent dans le combat de Léon Trotsky et qui se regroupent pour défendre l'idéal communiste contre la réaction stalinienne pour tenter de construire un des premiers groupes de l'Opposition de gauche en Autriche. Et cela, dans des conditions difficiles de clandestinité, sous la dictature mise en place après l'écrasement de l'insurrection de février 1934. Il n'avait alors que 20 ans.

Arrêté fin 1936, Scheuer est condamné en 1937 à cinq ans de forteresse lors du «procès des trotskistes» de Vienne. Quelques mois après, en février 1938, il aura la chance de profiter d'une amnistie générale et pourra franchir la frontière tchécoslovaque, le 11 mars... un jour avant l'entrée de la Wehrmacht allemande en Autriche et son annexion par le régime nazi.

Scheuer réussit ensuite à se réfugier en France. Avec l'éclatement de la guerre, comme tous les réfugiés allemands et autrichiens ayant fui le nazisme, il sera considéré comme un potentiel «agent de la cinquième colonne» et interné, par la police française, dans le camp des Milles, près d'Aix-en-Provence. Il parviendra à s'en échapper, sera repris, s'échappera à nouveau, et continuera, dans la clandestinité, le combat contre le fascisme et l'occupant nazi.

Au cours de la guerre, en désaccord avec la proclamation de la 4e Internationale, qu'il jugeait prématurée, il rompt avec les analyses trotskistes, tout en gardant des positions internationalistes. Le petit groupe d'exilés d'origine germanique dans lequel il milite sortit décimé de la guerre : plusieurs d'entre eux ont été fusillés par la Gestapo, d'autres ont disparu dans des camps de concentration. Un autre de ses camarades, qui avait survécu au camp de Buchenwald et était rentré en Autriche, sera arrêté en 1947 par le NKVD, la police politique stalinienne, et à nouveau déporté, cette fois au Goulag, jusqu'en 1955.

La fin de la guerre entraîne pour Georg Scheuer, comme pour beaucoup de militants de cette génération, une perte de repères. Il est démoralisé par l'absence de vague révolutionnaire, par le

stalinisme apparemment triomphant et par les multiples scissions que connurent les différents petits groupes révolutionnaires, bordiguistes, ultragauches, anarchistes, avec lesquels il tente de rester en contact. Après-guerre, pour l'essentiel, Georg Scheuer n'aura plus qu'une activité d'écrivain et de journaliste.

Il nous reste son témoignage : celui d'un militant courageux, d'un de ceux qui ont gardé le flambeau dans une période difficile et qui ont contribué, malgré toutes les vicissitudes, à ce que les idées révolutionnaires ne disparaissent pas. Que son témoignage serve aux générations d'aujourd'hui à assimiler les expériences du passé et à s'armer pour les combats de demain.

Les éditeurs, octobre 2022

À mes camarades de l'époque.
G. S.

Enfant perdu

Sentinelle perdue dans la guerre de la liberté,
J'ai fidèlement tenu depuis trente ans.
J'ai combattu sans espoir de vaincre ;
Je savais que je ne rentrerais pas valide au foyer.
J'ai veillé jour et nuit, incapable de dormir
Comme faisait sous la tente la troupe des amis
(D'ailleurs, les ronflements sonores de ces braves
Me tenaient les yeux ouverts si j'avais un peu sommeil).
Dans ces nuits-là, je me suis morfondu souvent,
Et j'ai connu la peur (seuls les fous n'ont pas peur).
Pour la mettre en fuite, je sifflais alors
Les vers impertinents d'un chant railleur.
Oui, je suis resté vigilant, l'arme au bras.
Et si je voyais venir quelque coquin suspect,
Je tirais juste et lui logeais dans les tripes
Une balle brûlante, chaude comme braise.
Il pouvait sans doute arriver quelquefois
Qu'un triste coquin de ce genre sût également
Tirer juste. Je ne puis, hélas ! pas dire le contraire :
Mes plaies sont béantes, mon sang se répand.
Une sentinelle est manquante !… Mes plaies sont béantes
L'un tombe, les autres serrent les rangs…
Mais je tombe invaincu, et mes armes
Sont intactes… Seul, mon cœur est à bout.

Heinrich Heine, *Romancero, Lazarus,* 23

Traduction publiée dans
Heinrich Heine, *Pages choisies,*
Paris, Éditions Sociales, 1964.

CHAPITRE 1
LA FOI

QUE DIEU PRÉSERVE[1]…

À 21 ans, Alice Leimdörfer quitta la plaine magyare pour la capitale lointaine, Vienne. Fille d'un agriculteur-artisan ruiné, elle était née à Temesvar[2] et avait grandi dans le Banat, îlot souabe de langue allemande. À Vienne, elle travaillait «au pair» chez des parents éloignés tout en faisant des études de musique. Fréquentant assidûment l'Opéra aux places debout les moins chères, c'est là qu'elle fit la connaissance de Heinrich Scheuer. Il avait 27 ans, cadet d'une famille nombreuse du village de Schaffa (Safov) en Moravie du Sud, proche de la frontière avec la Basse-Autriche, dans la région située entre Retz et Znaim[3]. Ses parents vivaient modestement d'une épicerie. Dès leur jeunesse, les enfants étaient envoyés à Vienne pour chercher du travail et pour y «réussir». Heinrich était le dernier. Assez tôt il s'était libéré de la religion transmise et des contraintes familiales et était devenu panthéiste et pacifiste. Il travaillait comme rédacteur à l'agence de presse impériale.

Étant tombés amoureux, Alice et Heinrich échafaudaient des plans pour l'avenir. Ils se marièrent fin mai 1914 à Vienne, quelques semaines seulement avant le coup de feu de Sarajevo. L'ombre de la guerre planait déjà sur l'empire des Habsbourg. Tout de suite après le mariage, Heinrich se retrouva à son poste de rédacteur. Comme la plupart de leurs contemporains ils croyaient que la guerre serait terminée à Noël, au plus tard en 1915, «victorieusement» bien entendu.

Mais la guerre ne faisait que démarrer vraiment. Mes oncles Jacob, Julius et Siegfried se trouvaient dans les tranchées du front

---

1. Hymne des Habsbourg.
2. Timisoara en Roumanie, centre économique et culturel de la région du Banat. Après la Première Guerre mondiale, le traité de Trianon détachait le Banat de la Hongrie pour en attribuer un tiers à la Yougoslavie et deux tiers à la Roumanie.
3. Retz se trouve du côté autrichien, Znaim (Znojmo en tchèque) du côté tchèque.

oriental ou étaient prisonniers en Sibérie. Mon père, habillé de son uniforme noir de fonctionnaire avec un sabre arrondi (la poignée dorée avec l'écusson impérial), se rendait tôt le matin à son bureau et rédigeait les dépêches parlant de batailles et d'occupations, de retraites et d'avancées, d'attentats et de révoltes.

Pour moi, tout commence un soir d'hiver à Vienne. Enfant, je me trouve à la fenêtre de notre appartement minuscule dans la Matthäusgasse : une pièce, une petite chambre, cuisine, l'eau et les cabinets sur le palier. Je fixe la ruelle grise. Le lanternier avance dans la neige. Avec un long bâton, une petite flamme au bout, il allume le réverbère à gaz en face de notre fenêtre. Le petit train souffle sur le viaduc et nous envoie son épaisse fumée noire. Il transporte des troupes, des munitions et des vivres d'une gare à l'autre. Des soldats défilent tout près dans la RadetzkyStrasse. Ils chantent en cadence, et nous, les enfants, balbutions avec eux les chants guerriers et impérialistes : *Ce Dieu qui fit pousser le fer… Prince Eugène, le chevalier noble… J'avais un camarade…* Le sabre de fonctionnaire et un ours en peluche, ce sont mes premiers jouets. Je ne veux pas rester seul et j'appelle ma mère. J'ai peur que des soldats l'arrêtent et l'emmènent. Je crains le monstre aveugle dont tout le monde parle et se plaint : la guerre ! Blocus alimentaire : le pain est jaune et s'émiette dans la main.

Notre voisin Withalm aime la boisson et adore le vieil empereur. Une fois il m'attire chez lui et me montre avec vénération les portraits de Sa Majesté sur le dessus de sa cheminée. Un autre voisin s'appelle Zweig, il est boucher de métier. Même en ces temps de pénurie, les Zweig ont naturellement toujours de la viande, pourtant chère et sévèrement rationnée. Parfois ils nous vendent un tout petit morceau ou un os à moelle pour la soupe. Peu après ma naissance, le bon vieil empereur quitte la scène définitivement. Il a régné pendant soixante-huit ans et n'a réussi à déclencher qu'une seule guerre mondiale, les peuples l'aimaient beaucoup et mouraient volontiers pour lui. Mais tout a une fin.

Nous nous chauffons avec un petit poêle en fer. Il se trouve dans la cuisine, les portes menant à la salle de séjour et à la petite chambre sont ouvertes, ainsi la chaleur peut-elle se répandre dans le logement entier. Tôt le matin, avant d'allumer le feu, on nettoie. Le tuyau du poêle entre dans le plafond, il est bouché par la suie. Ma mère s'agenouille devant le poêle et nettoie. Tout à

coup, une avalanche de suie tombe et couvre la pièce. Tout est noir.

Le charbon entreposé dans la cave est monté dans une hotte et vidé dans la boîte à charbon de la cuisine. J'adore me réfugier dans cette boîte quand elle est encore vide. Je referme le couvercle. Personne ne sait où je suis. Georges, où es-tu ? Lorsque je sors, je suis noir de poussière de charbon et maman me baigne dans le baquet en bois. Plusieurs fois elle prend le seau pour chercher de l'eau sur le palier et le chauffe sur le poêle. Le baquet est posé sur deux tabourets. On mélange l'eau chaude et l'eau froide. Après le bain, on retire le bouchon en bois, et l'eau sale coule dans un seau qu'on doit sortir et vider dans les toilettes.

Quel contraste avec la bibliothèque dans la petite chambre ! Elle va jusqu'au plafond et comprend au moins mille volumes. Mon père les a acquis depuis sa première jeunesse, soigneusement conservés, numérotés. Les annotations discrètes et les coupures de journaux et de revues témoignent du monde intellectuel de mes parents, de leurs penchants, de leurs opinions et de leurs goûts. Le *Urfaust* de Goethe porte le « Numéro Un » dans cette longue liste ; suivent les classiques, *Zarathoustra* de Nietzsche, Liliencron, Bocacce, Verlaine et Baudelaire, Oscar Wilde, Shakespeare, Hebbel, Bjornson, Richard Wagner, Lenau et Dickens. Puis Ibsen, Hofmannsthal, Dehmel, Gerhard Hauptmann, Petzold, Platen et Stefan Zweig, pour qui mon père a travaillé un certain temps comme secrétaire. Pour finir Thomas Mann, Tolstoï, Dostoïevski, Gottfried Keller, Nestroy et… les *Grabennymphen* de 1789[4]. Et naturellement Karl Kraus. Les dates d'édition m'indiquent le seuil de la Première Guerre mondiale, *Les derniers jours de l'humanité*[5] ont commencé. Il y a encore des *Audiences chez François-Joseph, Histoires juives* de Perez, Otto Weininger, le *Don Quichotte* de Cervantes, Wedekind, les *Pensées et souvenirs* de Bismarck, une *Histoire populaire des Juifs,* et enfin, rangés côte à côte, la *Bible pour la maison* en édition art nouveau 1912, *Vie et œuvre de Bouddha, L'Unique et sa propriété* de Stirner, une version

4. Récits sur la vie des prostituées de Vienne (les « nymphes »), déambulant notamment sur le « Graben », artère principale du centre-ville. Ce petit recueil était interdit sous l'impératrice Marie-Thérèse mais vendu sous le manteau, il constituait un petit trésor pour les bibliophiles.

5. Titre de l'une des œuvres principales de Karl Kraus.

allemande du Coran (éditée en 1857 à Bielefeld), la *Critique de la raison pure* de Kant, imprimée en 1916 «sur papier de guerre» et les *Œuvres complètes* de Spinoza. Mes parents, dégagés de préjugés anciens, ne se sont pas encore fixés sur des idées nouvelles. Ils cherchent et doutent.

C'EST LA LUTTE FINALE…

Dans notre ruelle sale et grise, il arrive un peu d'air frais, une sorte de reflet rouge du grand tremblement de terre à l'Est. Les gens s'agglutinent dans les rues, appellent et chantent. La guerre est perdue, la monarchie tombée en miettes, l'Autriche sera une République. Sur une photo, je vois mon père assister comme reporter à un rassemblement devant la mairie de Vienne. C'est Karl Leuthner[6] qui parle, on voit également dans la foule Julius Deutsch[7] et des soldats démobilisés. Le 4 novembre 1919 le *Redaktionskonzipist* (rédacteur en bas de l'échelle hiérarchique) Heinrich Scheuer, par une lettre personnelle du chancelier fédéral Karl Renner, est nommé «rédacteur»:

> Je vous nomme rédacteur au Bureau de correspondances télégraphiques où vous serez maintenu à l'emploi occupé jusqu'à présent. Il n'y a pas de changement dans le montant de vos émoluments suite à cette décision.

L'électricité dans notre appartement! Finies les lampes à pétrole. On tourne un petit bouton et les pièces s'éclairent comme en plein jour. Et puis mes parents ont fait l'acquisition d'un piano. On le monte en poussant et ma mère est heureuse. Elle s'exerce en jouant des Lieder de Schubert, accompagnant son propre chant. Et on achète une machine à coudre. Ma mère la fait marcher avec son pied, bobine et coud, je me tiens debout à ses côtés et je veux participer à ce jeu. Fais attention, dit-elle, ne joue pas avec l'aiguille. Nous attendons mon oncle Julius qui doit rentrer de captivité en Russie. Tous les frères et sœurs de mon père sont rassemblés dans son appartement de célibataire et préparent tout pour recevoir le frère disparu pendant des années. Les soldats rentrent peu à peu, seuls les morts restent au loin. Un soir, mon père chantonne une chanson nouvelle, jusqu'alors inconnue pour

6. Karl Leuthner (1868-1914): social-démocrate autrichien.
7. Julius Deutsch (1884-1968): dirigeant du Schutzbund, milice armée du Parti social-démocrate autrichien.

nous, une mélodie solennelle et émouvante. Pour l'instant il ne connaît que le texte du refrain : C'est la lutte finale…

Les inscriptions impériales disparaissent, le Bureau télégraphique impérial et royal devient l'Agence officielle des informations, l'uniforme noir sera échangé contre un complet civil. Mes parents adhèrent au SDAP, le Parti ouvrier social-démocrate d'Autriche. Chaque mois le « camarade » passe pour apporter la revue mensuelle *Der Sozialdemokrat* et les timbres de cotisation à coller dans le carnet d'adhérent. Et puis on discute. Nous prenons un abonnement à l'*Arbeiter-Zeitung (AZ),* journal du parti, mais également à la *Neue Freie Presse*[8]. Dans l'*AZ*, je commence par admirer les caricatures : propriétaires et trafiquants ventrus, prolétaires hâves. Je demande à connaître la signification des lettres, je joue sur une vieille machine à écrire et j'apprends à lire.

Je suis amoureux de la jeune institutrice, Mademoiselle Fiala, je la vois dans mes rêves. Mais bientôt un instituteur, Monsieur Mang la remplace, il revient du front, blessé par balle aux testicules, il met le doigt dans son nez et nous gifle. Nous n'osons pas le raconter à nos parents, nous avons honte d'avoir été battus, dans cette école primaire, à l'ombre de l'église Kolonitz dont le clocher est orné d'un croissant à côté de la croix, en souvenir du siège de la ville par les Turcs en 1683.

La petite Rose vient au monde en décembre. Je dors entre mes parents dans le lit conjugal lorsque ma mère est prise par les douleurs. Gémissements et agitation. On appelle une sage-femme, après un examen rapide elle prépare l'entrée dans une maternité. Le nouveau-né portera le nom de notre grand-mère Rosa Scheuer. Papa est amoureux de la petite Rose, avant même qu'elle n'arrive à la maison. Il lave les couches, pour lui son caca a un parfum de roses. Nous sommes en 1919, un an après le « renversement », après la « révolution de novembre » et la proclamation de la République. C'est pourquoi notre cercle d'amis la salue comme « petite républicaine ». Elle est jolie, intelligente, douée et entêtée. Elle sera ma première élève. Je lui apprends à marcher, à lire et à écrire, bien avant son entrée à l'école primaire.

Soupe scolaire dans la salle de gymnastique. À la queue leu leu nous passons devant deux énormes marmites, deux femmes à la

8. Quotidien bourgeois libéral.

mine sévère nous versent une assiettée de bouillie. Il faut l'avaler mais elle est immangeable. Quelques enfants vomissent, d'autres remplissent leurs poches de cette tambouille et vident tout dans le caniveau en rentrant à la maison. Les Américains envoient des colis, l'instituteur fait tirer au sort pour la répartition. Je reçois un tablier rose pour fille, je l'apporte à ma petite sœur.

Soigneusement empilés et ficelés, vieux journaux et revues sont rangés dans le bas de notre bibliothèque. Je fouille dans ces gazettes poussiéreuses parues avant et pendant la guerre. Je trouve l'impressionnant *Simplicissimus* de Munich[9], l'*AZ* de Vienne, l'« organe central de la social-démocratie allemande en Autriche », dans lequel la censure a laissé de nombreux blancs.

Les navires de guerre modernes sont imposants lorsqu'on les voit amarrés au port ou quand on les croise, rapporte Gustav Noske, à l'époque envoyé spécial de l'*AZ*, en parlant de la marine allemande. Et il conclut :

> Mais près des machines et des batteries des centaines d'hommes attendent, alors que moi-même dans mon lit et malgré les bruits inhabituels qui viennent résonner de loin au travers des parois d'acier, j'ai trouvé le sommeil depuis longtemps.

La première information de la rubrique « Nouvelles du jour » a été confisquée – il ne reste qu'une tache blanche. Selon le communiqué de la police on apprend qu'il y a « maintenant déjà des ouvriers auxiliaires de 13 ans » et on est avisé des « prix maximums pour les légumes et les poissons en Allemagne » et d'un « règlement au sujet du beurre » à Berlin. Les prix exorbitants des aliments feront l'objet de « rassemblements » des sociaux-démocrates à Vienne. Enfin des « informations de la part du public » :

> Cri d'alarme de la mode viennoise. La guerre, qui exige tant de sacrifices et met en lumière l'infamie de nos ennemis, n'impressionne nullement nos belles mondaines. La mode de Vienne, authentique et solide, unique par ses prix, est aujourd'hui encore, freinée par les offres de la « mode parisienne ». Des marchands avides de profit ramènent à Vienne des modèles français par des voies détournées en passant par la Suisse, et les vendent à des prix follement

9. *Simplicissimus* : hebdomadaire satirique et politique, fondé à Munich en 1896.

élevés… Nous espérons que là aussi nos femmes rempliront leur devoir patriotique en préférant notre production nationale plutôt que de soutenir nos ennemis et de leur faire de la publicité.

CONTRASTES

Schaffa, village ensoleillé dans le sud de la Moravie, contraste avec la Matthäusgasse sombre. Dans cette maison que mes arrière-grands-parents – les parents de ma grand-mère Rosa Deutsch – ont construite, je passe les heures les plus heureuses de mon enfance. Elle est située à un endroit paisible à l'entrée du village. Nous quittons Vienne par les Chemins de fer du Nord, changeons à Retz et marchons à partir de Langau, ou bien nous montons dans la voiture à chevaux de Gutmann, le cocher, pendant une demi-heure pour arriver en Tchécoslovaquie. La forêt de conifères à la frontière murmure, chargée de mystères, des milliers de fraises rouges et de myrtilles noires se cachent dans les sous-bois, les sapins exhalent une odeur délicieuse. Le chemin monte légèrement, passé le petit monument commémoratif il redescend doucement jusqu'à la douane tchèque. Contrôle rapide. Nous longeons le pré où les trois Tsiganes célèbres[10] jouent et chantent, ils viennent tous les ans avec manèges et orgues de barbarie… Il y a là une belle bohémienne avec un enfant. Mon père me met en garde ; lui-même, petit, aurait presque été emmené par des Gitans de passage…

Nous entrons dans le vestibule au sol carrelé, à gauche la salle de séjour, nous ouvrons les volets, une lumière éclatante coule dans la pièce et éclaire une peinture à l'huile représentant nos arrière-grands-parents. Le vieux à gauche tire sur sa pipe d'arrière-grand-père, son épouse à droite semble contente et heureuse. Les meubles n'ont pas bougé depuis cinquante ans, leurs enfants et petits-enfants veulent que tout reste en place. Si ma mère a des velléités de changement ou de renouvellement, cela est aussitôt considéré comme l'hérésie d'une femme extérieure à la famille. Donc, tout reste à la même place : la commode avec les souvenirs, le divan fatigué, les photos de famille jaunies.

Mais nous, les enfants, nous ne restons presque jamais dans le logement. Pendant la journée nous sommes dans la forêt ou sur la colline. Le soir, avant le coucher, on allume la lampe à

10. Allusion à un poème de Nikolaus Lenau, poète romantique autrichien.

pétrole, nous mangeons du pain beurré et buvons du lait frais. De la simple cuisine paysanne, un escalier mène au grenier, où un tricycle et d'autres ustensiles mystérieux sommeillent sous la poussière accumulée depuis des décennies. Des marches en pierre mènent vers une cave froide et humide qui sert d'entrepôt pour les pommes de terre et le charbon.

On peut traîner pendant des heures dans les coins sauvages. Avec les longs roseaux Papa sculpte de magnifiques pipeaux. Un chemin mène du cimetière chrétien au cimetière juif. Nous aidons aux travaux de la moisson pour ensuite rentrer sur les charrettes chargées au maximum, tirées par des bœufs et des chevaux. Je cours pieds nus sur les chaumes en essayant de faire voler très haut dans le ciel mon cerf-volant. Des promenades nous mènent à l'étang de Gresing où nous barbotons et nageons pour nous faire sécher ensuite sur les rochers chauffés comme de la braise par le soleil. À vélo jusqu'à Frain et Freistein pour des baignades dans la Thaya, verte rivière frontalière coulant entre creux et collines, routes en lacets et fermes.

En vérité, Schaffa, c'est un quartier chrétien et un quartier juif. De la place de l'église, une ruelle étroite mène à l'ancien ghetto. Le boulanger Max-Bäck y tient sa boutique et, en signes hébreux, marque les dettes avec une craie sur son tableau noir. Schaffa a un cordonnier chrétien et un cordonnier juif. À travers l'écheveau de ruelles en passant par une place ombragée, on arrive au temple. Le soir, de vieux Juifs sont assis sur des bancs en bordure du village, petits commerçants et artisans, ils bavardent. Je me rends chez madame Bruckner, la vieille fermière, pour chercher du lait encore tiède et quelquefois un morceau de gâteau. Mais ce que j'aime par-dessus tout c'est m'allonger au soleil devant la maison, lisant ou rêvant. À 6 ans, je fais la lecture de *Fips le singe* de Wilhelm Busch à ma petite amie Gretl Kohn. Elle est la petite-fille du chantre qui s'efforce en vain de m'enseigner l'alphabet hébreu. Gretl est jolie et ravissante et nous essayons mutuellement de nous mettre au fait sur les mystères de la procréation.

Ma mère a la nostalgie de sa patrie hongroise, de sa ville natale Temesvar, rattachée à la Roumanie après l'effondrement de la Monarchie, et qui depuis s'appelle Timisoara. Plusieurs fois elle entreprend le long et pénible voyage, deux fois elle m'emmène, moi l'enfant. Nous partons de Vienne par le train vers l'est,

il faut changer fréquemment avec de longues attentes, pendant deux jours et deux nuits, en passant par Arad. Contrôle brutal à la frontière en pleine nuit par des douaniers roumains, fouille des valises, réquisition délibérée d'objets anodins.

À Temesvar, ma mère rend visite à sa sœur Maria, que j'appelle tante Mizzi, avec laquelle elle s'entretient uniquement en hongrois, à ma grande colère car je ne comprends pas un mot. Tante Mizzi, une célibataire un peu bizarre, gagne sa vie comme lingère. Elle me porte dans son cœur, moi le garçon de 9 ans, me prend une fois dans son lit et me caresse avec effusion. Elle a un ami qui travaille au journal allemand de Temesvar, elle lui passe une de mes rédactions. J'ai écrit l'histoire du sac à main de ma mère, tout vieux et râpé et pourtant soigneusement conservé et toujours en service par souci d'économie. Et c'est effectivement publié dans le journal. Tante Mizzi est très fière de moi et m'invite plusieurs fois à manger des glaces dans un salon de thé de Temesvar.

Visite chez des parents lointains très aisés. Ils veulent voir le rejeton d'Alice et m'examinent avec des remarques, moitié en hongrois moitié en allemand. D'où est-ce qu'il a ces cheveux roux, demandent-ils. Ma mère ne le sait pas. Est-ce que le père – il est resté à Vienne – a des cheveux roux, peut-être? Non, admet Alice. L'énigme de la couleur de mes cheveux reste entière. On me couche dans cette maison élégante, les adultes continuent à bavarder au salon. Le personnel dort dans la cuisine, par terre devant le poêle. Ils en ont l'habitude, explique la maîtresse de maison aux visiteurs ébahis. Plus tard les jeunes servantes me rendent visite pour voir si je suis bien dans mon petit lit, elles me tâtent, me tripotent et me chatouillent. Enfin au moins un petit changement, se disent-elles. Chut! des bruits viennent du salon, je suis à nouveau seul.

Ma mère se sent hongroise, elle parle l'autrichien avec un accent légèrement magyar et dans son esprit, elle vit dans le «bon vieux temps de paix». Elle n'est pas monarchiste, mais économe; à Vienne nous buvons le café toujours dans de vieilles tasses, ébréchées mais «indestructibles», sur lesquelles sont gravés les portraits du jeune couple impérial Karl et Zita.

Deta, un village souabe-magyar proche de la frontière yougoslave, fait partie de la Roumanie depuis 1919, comme la région du Banat. Les policiers et les gendarmes sont roumains. Ils ne

parlent pas un mot de souabe ni de hongrois et personne ne les comprend. On les déteste. Les indigènes ont un nom méprisant pour les occupants roumains : « Valaches ». C'est-à-dire : brutes sans culture. Les « Valaches », déguisés en douaniers et police des frontières (Siguranza), montent dans les wagons et dérangent, souvent en pleine nuit, les voyageurs. Ils fouillent sauvagement dans les valises, touchent à tout avec leurs doigts sales et posent des questions incompréhensibles. Ils trébuchent sur les gens accroupis ou endormis dans les couloirs du train bondé, en passant de compartiment en compartiment. Évidemment ils volent tant qu'ils peuvent et appellent tout cela une « confiscation ». Inutile de protester, car la Siguranza est une police secrète dangereuse.

Ma mère, tout comme sa famille restée à Temesvar, garde son attitude de rejet contre les envahisseurs et usurpateurs roumains. À Arad où nous changeons de train pour poursuivre notre route vers Temesvar et Deta, tante Mizzi nous attend. Les deux sœurs se parlent en hongrois, rouspètent contre les conditions de vie roumaines. Cela ne fait jamais que six ans depuis 1919 que le diktat de Paris ordonne l'intégration de territoires hongrois dans l'État roumain, et les Magyars jurent que « jamais » ils ne l'accepteront : « Non, non, jamais ! »

Mais à Deta je vois des « Valaches » sous une apparence tout à fait sympathique et colorée : paysans et paysannes en costumes pittoresques et robes de dimanche. Ils chantent et dansent. L'argent est roumain, naturellement. Les pièces de monnaie du Lei ont un trou au milieu, ainsi on peut les enfiler et on n'a pas besoin de porte-monnaie.

Mon grand-père Markus Leimdörfer est veuf. Il vit dans une vieille ferme à Deta, il est paralysé suite à une attaque, ce sont des voisins qui prennent soin de lui, notamment le vigoureux Braun-Batschi (« oncle » Braun). Il faut la force d'un homme pour soulever le paralysé le matin, le porter du lit vers le fauteuil et le recoucher le soir. Une certaine Gretl (en souabe : Kredl) s'occupe du ménage ; un couloir, deux pièces et une cuisine rudimentaire où la quantité de mouches est un véritable fléau. Ces insectes couvrent toutes les surfaces comme de sombres tapis aux nœuds serrés. Sur des bandes attrape-mouches elles bourdonnent jusqu'à la mort.

L'eau, on la prend du puits à poulie entouré d'une barrière de protection toute pourrie contre laquelle il faut s'appuyer pour tirer vers le haut un seau rempli d'eau. Pendant des années, on parle de la rénovation de cette protection qui représente un danger mortel ; l'argent manque. Le puits sert de chambre froide pour les pastèques et d'autres fruits. Les « waters » sont des latrines dans la cour, une planche pour s'asseoir avec un trou. La merde est enlevée de temps en temps et sert d'engrais.

Kredl a une fille, Leni, elle a à peu près mon âge et devient ma compagne de jeux dans la cour de la maison de Markus Leimdörfer. Un jour une élégante calèche tirée par des chevaux s'arrête, parents ou relations aisées de Temesvar. On pense me combler de joie par une promenade. Je ne l'accepte qu'à condition que Leni m'accompagne. Mais les visiteurs chics mettent leur veto. L'enfant malpropre d'une servante ne doit à aucun prix monter dans le carrosse briqué, rien n'y fait ni pleurs ni supplications. À la fin et contre mon gré on me soulève pour me mettre dans le véhicule et Leni, sanglotante, doit rester en arrière. Dans un nuage de poussière nous traversons Deta et ses environs et partout où nous nous arrêtons des gamins curieux et envieux se rassemblent. Je meurs de honte et je hais mes bienfaiteurs.

Le nom de famille Leimdörfer provient probablement de *lehm,* glaise, et *dörfer,* villages. La route du village n'est pas pavée mais boueuse, bordée de fermes basses et de mûriers. Les baies blanches et douceâtres tombent des arbres et disparaissent dans la poussière épaisse. Des voisins construisent une nouvelle maison de briques qu'ils forment eux-mêmes dans la terre glaise, et qu'on laisse durcir sous le soleil brûlant. Derrière les maisons il y a des cours avec étables et mares, bœufs, vaches, volaille et surtout des cochons. L'arrivée d'une truie avec de nombreux petits à la ferme de mon grand-père est pour moi, enfant des villes, un événement inoubliable. En vain j'essaie de chevaucher l'un ou l'autre des petits cochons, comme un éclair ils s'échappent et font un train du diable dans la cour en poussant des petits cris aigus. La truie par contre, grosse et paresseuse, est couchée dans l'étable et grogne doucement. L'abattage d'un autre cochon dans la maison voisine fait pleurer Kredl ; c'est elle qui avait soigné la bête. Elle refuse de goûter au boudin tout frais.

Messe solennelle dans l'église catholique de Deta. Rose (4 ans et demi) et moi (8 ans et demi) assistons par curiosité, sans nos

parents qui sont allés rendre visite à des amis. Son de l'orgue, prêche, prières. Subitement, tous tombent à genoux. Rose s'agenouille comme tout le monde, moi je reste debout. Je ne fais pas partie de cette religion, pourquoi je devrais m'agenouiller maintenant, me dis-je. Chuchotements et appels : « À genoux ! » Je ne bouge pas. Ma conscience me dit que celui qui appartient à cette religion s'agenouille maintenant, mais pas moi, ce serait malhonnête. À la sortie de l'église, des adultes en colère m'insultent avec des mots que je ne comprends pas. Je m'enfuis en courant. Le lendemain, des gamins me poursuivent, me menacent et me lancent en hongrois : « *Jidula* ». Je me réfugie dans la cour de Markus Leimdörfer, verrouille le portail. À l'extérieur, des pierres tombent avec fracas contre le bois, quelques-unes atterrissent dans la cour, injures. On m'a reconnu comme étranger, comme l'autre, celui qui dérange la Sainte-Messe, un « *Jidula* ». La colère ne vise pas mon grand-père, ce n'est pas lui qui dérangerait ceux qui vont à la messe et puis il mange la viande de porc comme tout citoyen honnête. Mais il héberge un estivant suspect, un trouble-fête venu de Vienne.

Un enfant en bas âge est mort, il avait à peine quelques semaines. On l'a placé dans la bière, il a l'air de dormir. Son visage est rose et lisse comme la cire. C'est la première fois que je vois de si près un être humain mort. Je ne connais pas la famille, une voisine m'a amené. Pendant des heures, on déambule dans le cimetière, une foule avec des fleurs, chants chrétiens et prières. « Où est-ce que tu as été si longtemps ? », me demande ma mère. À un enterrement.

De quoi vit Markus, de quoi a-t-il vécu ? Est-ce sa maison ou bien l'a-t-il seulement louée ? C'est l'objet de la conversation entre ses filles Alice et Mizzi. Des quantités incroyables de pipes en terre cuite sont entassées dans une remise. La fabrication de ces pipes a dû être une des nombreuses aventures et existences éphémères de Markus Leimdörfer, avant qu'il n'ait été frappé d'apoplexie. De sa femme, ma grand-mère Émilie Frey, j'apprends seulement qu'elle est morte jeune, qu'elle aimait passionnément jouer du piano, mais qu'une goutte des articulations de la main l'en empêchait. Elle a transmis son enthousiasme pour la musique à sa fille Alice, ma mère.

SONNETTES ET INTERDICTIONS

Nous déménageons en 1925, dans ma dixième année ; nous quittons notre logement de prolétaires de la Matthäusgasse pour un quartier «plus chic», la Neustiftgasse dans le 7e arrondissement : deuxième escalier, dernier étage, sans ascenseur là encore, un appartement plus grand, à nouveau sans salle de bains. Mes parents demeurent sociaux-démocrates mais il y a certains signes d'«embourgeoisement». Après les écoles élémentaires des rues Kolonitz et Lerchenfeld, ils envisagent brièvement de m'envoyer dans un lycée catholique, mais je me décide pour une école publique de l'Albertgasse.

Nous sommes maintenant en démocratie et vous devriez élire des représentants, nous dit notre professeur d'allemand, Dr Viktor Trautzel. Il est d'ailleurs rédacteur dans le service culturel du journal chrétien-social *Reichspost.* La démocratie est à la mode. Donc nous élisons des représentants, qui doivent améliorer les relations entre professeurs et élèves et assurer le bon déroulement de l'enseignement quotidien, ainsi que la discipline. Bientôt nous votons, selon des critères politiques : socialistes de gauche et quelques communistes – et la droite, surtout des nazis et des cléricaux. Trautzel est équitable et s'efforce, malgré ses opinions politiques, d'aplanir ou au moins d'endiguer les divergences politiques qui vont en croissant dans notre salle de classe et dans toute l'école.

En été 1927, j'ai 12 ans, mon père m'envoie dans le camp de vacances réservé aux fils de fonctionnaires, à Saint Wolfgang dans la région du Salzkammergut. La salle des fêtes est dominée par le portrait plus grand que nature de l'empereur François-Joseph. Une équipe d'éducateurs choisis spécialement pour leur attitude réactionnaire – on les appelle les préfets – s'occupe du dressage militaire et de l'éducation monarchiste et chrétienne des mille élèves qui ont entre 10 et 18 ans, et qui sept fois par jour doivent répondre à l'appel. Nous portons des numéros sur tous nos vêtements, nous marchons en rang au réfectoire, restons debout devant nos chaises, une sonnette – on s'assoit, une deuxième sonnette – distribution de la soupe, c'est après le troisième signal seulement que nous avons le droit de manger. Il est interdit de nager dans le lac, de jouer dans la forêt, de chanter librement à haute voix. Nous nous baignons militairement, nous nous mettons en rang pour saluer le drapeau, pour accueillir le

ministre des armées chrétien-social Carl Vaugoin qui nous fait l'honneur d'une visite.

Pas la moindre présence féminine dans ce camp. Les plus âgés font «la belle» et sont sévèrement punis lorsqu'on les attrape. Les autres se masturbent. Les préfets ont leurs préférés, des garçons-poupées blonds. Le préfet principal monte sur l'estrade de la salle des fêtes et, la tête tournée vers l'image du Habsbourg, nous met en garde contre les dessins et les inscriptions obscènes sur les murs des cabinets qu'il fait d'ailleurs nettoyer. Mais deux jours après ils sont à nouveau recouverts.

Au cours des journées caniculaires de ce mois de juillet 1927 les nouvelles bouleversantes des batailles de rue à Vienne bousculent cette idylle de caserne. Dans la province du Burgenland, non loin de la frontière hongroise, il y a un village dont le nom est de sombre présage : Schattendorf[11]. Des fascistes embusqués ont tiré sur des ouvriers sociaux-démocrates. Les assassins ont été arrêtés, jugés et acquittés. Le 15 juillet, des milliers d'ouvriers descendent vers le centre de Vienne pour protester contre cet acquittement scandaleux, le président de police Schober envoie la police montée, les masses ouvrières sont dispersées, on leur tire dessus, elles se rassemblent de nouveau et prennent d'assaut le Palais de justice, symbole de la justice de classe. Des paquets de dossiers volent par les fenêtres et bientôt des flammes montent vers le ciel. Le palais de justice brûle. Des morts et des blessés sur le pavé des rues de Vienne. Les ouvriers font grève. Tout cela, on peut le lire dans les journaux qui parviennent à Saint Wolfgang. Le préfet principal tente dans un discours solennel de minimiser les événements, il dément les nouvelles qui pourtant sont confirmées le lendemain. C'en est fini de la paix et de l'ordre aux bords du lac Wolfgang. Parmi nous il y a des enfants de cheminots grévistes et des fils de policiers blessés. Les opinions opposées se heurtent les unes contre les autres.

PREMIÈRE RÉUNION

L'entrée aux meetings électoraux est interdite aux enfants. Une foule afflue dans la salle Wimberger. Des membres du Schutzbund[12] aux brassards rouges gardent l'entrée. Je fixe des

11. Traduit littéralement, *Schattendorf* signifie village de l'ombre.
12. Ligue de défense républicaine, milices ouvrières armées du Parti socialiste constituées pour répondre aux Heimwehren, formations paramilitaires de droite, créées après 1918.

yeux la pancarte notifiant l'interdiction, et j'hésite. Derrière moi attendent la nuit, le devoir, la maison, la journée d'école de demain. C'est la lumière, cette foule agitée et la voix sombre de l'orateur qui irrésistiblement m'attirent, me font passer le contrôle, me poussent en avant, vers l'inconnu, vers l'aventure.

La salle est archicomble. Passez par là, camarades... On m'emmène avec d'autres arrivants vers une salle plus petite. Derrière un épais rideau de fumée se tient Karl Leuthner, toussant et respirant avec peine. Non, ce n'est pas la belle voix sonore de tout à l'heure. On va à côté chez Breitner[13], chuchotent mes voisins qui se lèvent. Je les suis. Voilà à nouveau cette voix. Je ne peux pas apercevoir l'orateur, il y a trop de grandes personnes autour de moi, mais je le connais déjà pour l'avoir vu sur des centaines de dessins et de caricatures, sa barbe en pointe, son pince-nez, le ministre des finances rouge de Vienne, Hugo Breitner, surnommé le « sadique des impôts » par ses adversaires bourgeois. Ils le représentent comme le diable, tenant un fouet à neuf lanières avec lequel il martyrise la pauvre bourgeoisie.

Nous imposons les bonbons avec lesquels les dames de la haute se gâtent les dents et avec les sommes ainsi obtenues, nous construisons des cliniques dentaires pour les enfants du peuple. Une avalanche d'applaudissements interrompt l'orateur. Nous imposons leurs voitures de luxe et leurs villas, et ainsi nous construisons des maisons populaires, des piscines qui seront des exemples éclatants dans le monde entier. La foule applaudit et trépigne jusqu'à ce que les voix se fondent dans un chant qui submerge tout. Le meeting est terminé. Des milliers de morceaux de papier volent. J'en attrape un et le mets dans ma poche. C'est un bulletin de vote du Parti ouvrier social-démocrate.

Depuis ce soir-là, je suis pris par l'ivresse. J'étudie les affiches électorales qui changent tous les jours ; des voitures parcourent la ville à toute vitesse et lancent des quantités de tracts et de brochures en direction des passants ; dans les boîtes aux lettres et devant les portes on dépose à toute heure de nouveaux imprimés de propagande ; sur des estrades en plein air on explique à des milliers de promeneurs nocturnes pour qui ils doivent voter ; dans le ciel des avions dessinent des symboles politiques.

13. Hugo Breitner (1873-1946) : socialiste autrichien, conseiller municipal de Vienne.

Un camarade d'école d'une classe parallèle me demande à brûle-pourpoint et de manière solennelle pendant la pause : est-ce que tu es socialiste ? Cela m'impressionne et je réponds : au fond, oui. Alors il faut que tu viennes à l'Association des lycéens socialistes (VSM). Dans le local de la Jeunesse ouvrière socialiste (SAJ), Pfeilgasse. Je le raconte à la maison. Mon père est contre : l'école est faite pour travailler et non pour faire de la politique. Ma mère calme le jeu ; je devrais y réfléchir et finalement décider seul.

Je me rends maintenant régulièrement aux soirées du VSM dans la Pfeilgasse. Les cours traitant du *Capital* de Karl Marx m'ennuient. Ce qui me fascine par contre c'est une joute oratoire entre le « petit Otto Bauer[14] » représentant les « socialistes croyants » et l'athéiste véhément Heinz Czeczovicka. Aux murs sont collés des affiches, des montages de photos et la devise : « Le savoir est le pouvoir ! »

GROUPE DE RANDONNÉE

Assis sur les mêmes bancs du lycée moderne, nous avons le même âge et la même haine du dressage et du stress qu'on nous fait subir à l'école. Pepi Hindels me guide, ou plutôt me détourne, lorsqu'il m'amène à une soirée du Groupe de randonnée socialiste, dans la Josefstädterstrasse. Il y a là un cercle de jeunes, parmi lesquels Poldi Spira, Vally Kunke, Peter Havas, Adelheid Stifter, Gretl Karner, Lore Wasinger, ils sont en train d'apprendre une chanson sur Florian Geyer[15] : « *Als Adam grub und Eva spann, wo blieb da der Edelmann*[16] *?* » Après quelques mots et de solides poignées de main, on m'accepte dans le groupe. Un monde nouveau s'ouvre à moi.

Nous portons comme emblème le *Bundschuh*, la chaussure portée par les paysans insurgés du 16e siècle, symbole de leur lutte. Heinz Trampus, au nez d'aigle et aux yeux clairs, nous domine avec sa personnalité de leader, son tempérament et son talent d'organisateur. Il développe un mélange fait de naturisme

14. Appelé ainsi en opposition au « grand Otto Bauer », leader socialiste autrichien. Le « petit Otto Bauer » représentait un groupe de croyants à l'intérieur du parti, alors que les autres membres étaient en général libres-penseurs.
15. Florian Geyer : figure marquante des émeutes paysannes du 16e siècle en Allemagne.
16. « Quand Adam creusait et qu'Ève filait la laine, où donc le gentilhomme se trouvait-il ? » Expression employée notamment lors de la révolte des paysans pauvres en Angleterre au 14e siècle.

selon la *Wandervogelromantik*[17] et de conviction révolutionnaire, il organise des marches nocturnes, des camps, toujours mixtes, des baignades nudistes communes, des exercices militaires sans armes, des jeux de reconnaissance sur le terrain.

Hindels ne participe pas à tout cela, il préfère rester à la maison le dimanche et lire le *Manifeste communiste* de Karl Marx et de Friedrich Engels. Il ne veut pas non plus se lever à l'aube pour se rendre dans le Wienerwald, la forêt viennoise[18]. Heinz se moque de lui et l'exclut du Groupe socialiste de randonnée. Je trouve cela injuste et le dis à Poldi Spira, je souligne les capacités et les mérites de mon copain. Poldi pense que c'est sans importance. Trotsky, malgré ses capacités et ses mérites, ne vient-il pas d'être banni de l'Union soviétique ? Poldi a 16 ans, il a tout lu dans l'*AZ*. Moi je n'ai que 14 ans tout comme Pepi Hindels. Poldi ne parvient pas à nous convaincre par sa comparaison dont je ne saisirai le sens profond que beaucoup plus tard[19].

Lors des soirées au club ou assis autour d'un feu de camp, Heinz nous prêche les idées de révolution culturelle, d'éducation sexuelle radicale, de révolution sociale contre toute autorité impériale ou bourgeoise, de rejet de la famille comme institution reproduisant l'oppression étatique et sexuelle. Je répète tout cela à la maison au grand effroi de mes parents. Chez beaucoup d'entre nous, ces idées tombent sur un terrain fertile et développent des fruits auxquels notre chef n'a pas songé.

Notre camp d'été à Eisenkappel devient lieu de rébellion. Nous avons pris nos quartiers dans une grange à foin, Heinz dort à l'hôtel. Son amie Luz vient lui rendre visite, elle n'a rien à voir avec nous, les gamins. Nous sommes livrés à nous-mêmes et nous nous posons des questions naïves sur l'égalité et la solidarité. Heinz n'accepte pas notre critique et punit. Sans discussion il arrache de nos chemises vertes notre emblème, le *Bundschuh*, et quelques jours avant la fin officielle du camp, nous fait escorter à la gare par Poldi, son représentant fidèle. C'est une humiliation

17. « *Wandervogelromantik* » (« romantisme des oiseaux migrateurs »), mouvement de retour à la nature, portant toute une mythologie, très en vogue dans la jeunesse allemande dès avant la guerre de 1914. Souvent orienté à gauche. Les Jeunesses hitlériennes avaient essayé de le récupérer.

18. Wienerwald, forêt de Vienne sur les collines qui bordent la ville à l'ouest et au nord. Endroit privilégié des Viennois pour des promenades et randonnées.

19. Spira deviendra par la suite membre dirigeant du Parti communiste autrichien et le restera jusqu'en 1968.

cuisante et une déception. Arrivés à Vienne nous rapportons tout aux camarades restés chez eux. Nous décidons de nouer un contact direct avec les Faucons rouges et nous essayons en plus de former un groupe de jeunesse autogéré, tous égaux, et sans chef. Quelques-uns rompent avec le mouvement de jeunesse et rentrent la tête basse dans le giron de leurs familles qui, dans des lettres de lecteur adressées à des journaux bourgeois se plaignent ensuite de ces «corrupteurs rouges de la jeunesse». Il ne me viendrait pas à l'esprit de tirer de telles conséquences. Pour moi, Heinz Trampus n'est qu'un cas isolé, un accident en contradiction avec une idée qui à mes yeux reste intacte.

Le secrétaire général des Faucons rouges, Joschi Holaubek, nous demande de lui faire un rapport détaillé sur le déroulement du camp d'été et nous confronte avec Heinz. Je n'ai pas encore 15 ans et on me nomme chef de groupe des Faucons rouges de l'arrondissement viennois Josefstadt. Je suis des cours au Karl-Marx-Hof[20] et j'écoute des conférences d'Anton Tesarek et de Felix Kanitz[21]. Les sujets : questions politiques et culturelles, chants populaires et ouvriers, comment organiser les soirées pour les jeunes dans notre foyer, préparation des excursions, premiers secours. Un jour, le maire, M. Seitz, nous rend visite et il me serre la main. J'en suis fortement impressionné. Lorsque je le raconte à la maison, mon père commente avec sarcasme : «Et après avoir serré tant de mains il lava soigneusement les siennes.»

Du haut de mes 15 ans, je dois donc organiser et diriger des soirées et des excursions avec des enfants ouvriers de 10 à 13 ans. Je m'occupe d'eux tous les jours, souvent je rends également visite à leurs parents et ainsi, je me trouve confronté à une foule de questions politiques, sociales, psychologiques et pédagogiques. En même temps je continue mon travail à l'Association des lycéens socialistes et à la Jeunesse ouvrière socialiste. Otto Bauer, Max Adler et Wilhelm Reich sont les orateurs lors de nos conférences. En plus, avec les Chemises bleues[22] je participe aux meetings des campagnes électorales pendant lesquelles nous

20. Vaste ensemble d'habitat social, symbole de la politique de logement de Vienne la Rouge dans les années 1920. S'y trouvait également le centre de formation des Faucons rouges.
21. Dirigeants des Jeunesses socialistes autrichiennes.
22. Groupe de propagande des Jeunesses socialistes, appellation due à leur uniforme.

faisons du théâtre de rue avec sketches, chœurs parlés et couplets politiques. Mes jours et mes nuits sont bien chargés.

Mon collègue de classe Beran est permanent au *Nationaler Schülerbund,* groupe d'écoliers nationalistes. Il nous invite, Hindels et moi, à une réunion de discussion. Dans un local sombre souterrain, des sabres et des écussons sont accrochés aux murs. Les «élèves nationalistes» sont assis autour d'une lourde table en bois et boivent de la bière. Leur formation intellectuelle n'est pas formidable. Les roulements de tambours du Reich voisin ne sont pas encore parvenus jusqu'à eux. Ils écoutent nos arguments, ne répondent pas grand-chose mais ne se laissent tout de même pas convaincre. Dans le feu de nos exercices oratoires je me suis rapproché sensiblement des opinions radicales émises par Hindels.

Notre professeur d'allemand, Trautzel, nous encourage à pratiquer des «joutes oratoires» sur des thèmes choisis librement par nous-mêmes. Je me décide pour la révolution de 1848, Hindels choisit le soulèvement du groupe Spartacus allemand en 1919. Devant nos copains de classe, pour la plupart issus du milieu bourgeois, il décrit avec des mots saisissants l'écrasement des spartakistes par les «chiens assoiffés de sang» de Noske, ministre de l'intérieur, et ne se prive pas d'expressions énergiques sorties directement du jargon des réunions du Parti communiste. Trautzel, d'habitude flegmatique, se met en colère et l'interrompt, ce qui n'émeut nullement Hindels qui se réjouit d'avoir réussi sa provocation. Il quittera bientôt le lycée et entrera comme apprenti puis comme employé commercial à la quincaillerie Eltschka & Radl dans le troisième arrondissement de Vienne, à la Esteplatz.

Maintenant il vient souvent me chercher après les cours pour me raccompagner et me «travailler», avec, à l'appui, les dernières brochures des PC autrichien et allemand, le dernier numéro de *Rote Fahne* (le Drapeau rouge)[23], dont il a souligné au crayon rouge et épais les articles ou les titres, spécialement pour moi. Bien souvent nous nous rencontrons aussi tard le soir pour discuter de la «marée brune[24]» qui monte, de la «trahison» des sociaux-démocrates et de la nécessité d'un «Front unique à la base».

23. Organe central du PC autrichien.
24. «Brun», synonyme de «nazi» dans le langage courant. Allusion aux chemises brunes portées par les membres du parti et notamment par les SA, les sections d'assaut.

FREUNDSCHAFT[25] *!*

Retraite aux flambeaux sur le Ring[26] à la veille du 1er Mai. Habillés de nos chemises vertes et bleues ornées de nos foulards rouges et de nos insignes, nous descendons de nos quartiers, de nos cercles ouvriers et de nos maisons du peuple, traînons des drapeaux, commençons à les dérouler, le vent nous aide, il ébouriffe les cheveux des filles tout comme nos banderoles ; le soir tombant, le rouge du tissu devient plus foncé ; dans les ruelles latérales mal éclairées nous attendons impatiemment le moment où nous pourrons quitter l'ombre pour nous jeter dans le fleuve humain scintillant de ces centaines de milliers de lumières. Derrière nous, un orchestre du Schutzbund, nous chantons : « *Hebt unsere Fahnen in den Wind, sie fliessen hell wie Sonnenglut und künden, dass wir gläubig sind, der Mensch ist gut, der Mensch ist gut*[27]*…* » Des fenêtres ouvertes, on nous crie « *Freundschaft !* » ; notre jeunesse, disent les adultes. Beaucoup saluent d'un mouvement de tête et se taisent. Nous chantons et marchons sur place pour ne pas perdre la cadence. Devant, notre cortège s'est déjà ébranlé, le mouvement se répercute par saccades, rangée par rangée, pour finalement nous saisir et nous jeter en avant. Nous marchons par rangées de dix, le cortège s'arrête, tant mieux, ainsi tout cela durera plus longtemps. Ce soir toute la ville bouge. Les parcours des principales lignes de tramway ont été déviés. Nous nous dirigeons vers le centre. De tous les côtés arrivent des cortèges aux flambeaux. Nous défilons à côté de la ruine du Palais de justice, le long de la façade postérieure du Parlement. L'Hôtel de Ville est illuminé, palais de cristal qui rayonne très loin, nous sommes arrêtés devant ce château magique, des colonnes continuent à affluer, des orchestres, des chœurs parlés, des chants de combat, un peu plus loin une masse de gens qui nous entourent.

Tout à coup une voix grave et puissante ; elle couvre le bruit et les centaines de chansons, elle parle de façon claire et brève de la journée des travailleurs et de cette veillée, des espoirs et des acquis, une voix invisible presque surnaturelle. Lorsqu'elle se tait, un silence solennel se répand sur la place, seuls demeurent les

25. *Freundschaft !* (Amitié !). Jusqu'il y a peu d'années la formule officielle et traditionnelle des membres du Parti socialiste autrichien pour se saluer entre eux.
26. Le Ring (Anneau), large avenue ceinturant le centre historique de Vienne.
27. « Levez nos drapeaux dans le vent, ils flottent comme le soleil ardent et manifestent notre foi, l'homme est bon… »

claquements des drapeaux dans le vent printanier et le grésillement des flambeaux. Doucement d'abord puis de plus en plus fort un chant s'élève et devient chœur de masse : *L'Internationale.* Les cortèges s'ébranlent, le long du Ring, passant devant la foule en liesse contenue par la chaîne du service d'ordre du Schutzbund, et devant les palais pompeux d'un temps révolu. Par rangées de dix, nous crions en chœur et l'impératrice Marie-Thérèse assise sur son trône en pierre entre les deux musées doit bien nous entendre. Pas comme autrefois, à deux, à trois, clamons-nous. Nous marchons en masse, nous marchons comme classe, des heures durant, jusqu'à la place Schwartzenberg, une année entière, toute une génération. Nous nous croyons invincibles.

Je me sens appartenir à un temps nouveau, à une génération nouvelle ; le temps d'avant-guerre, ce vieux temps soi-disant bon, je ne l'ai pas connu, j'en entends seulement parler comme de l'époque légendaire de la poule au pot, glorifiée par les petits bourgeois monarchistes mais également par les républicains. Ce n'est pas seulement mon âge qui m'en sépare mais surtout la catastrophe mondiale qui a éclaté au moment de ma naissance. Pour moi, seul compte le monde nouveau surgi en 1918 des décombres du système ancien. Mes yeux sont surtout tournés vers l'« avenir » que je veux voir comme la continuation du renversement commencé. Comment continuer cette révolution entamée, bien trop timidement entamée, cela représentera pour nous un sujet de discorde pendant des années. Mais revenir en arrière, nous en sommes convaincus, cela est impossible. Ceux qui persistent à regarder en arrière nous apparaissent comme les débris d'un temps depuis longtemps révolu.

CROIX GAMMÉES

Devant la porte du lycée, à 8 heures du matin, un type distribue des tracts. Devant mes yeux des lettres noires dansent sur le papier rouge… socialisme… liberté…, sûrement encore un appel des socialistes ou peut-être même des communistes ? Je me dépêche, déjà presque en retard, en remontant la Neustiftgasse, j'arrache à toute vitesse une feuille des mains de l'agitateur, la fourre dans mon cartable et cours vers la salle de classe. Le son strident de la sonnette annonce le début des cours. Plus tard je découvre la supercherie ; c'est la première fois qu'ici les « croix gammées », c'est ainsi que nous les appelons, ont fabriqué un tract débordant de démagogie révolutionnaire et socialiste, avec

l'objectif précis d'attirer au premier coup d'œil les élèves politiquement à gauche. Le côté contre-révolutionnaire et antisémite apparaît ensuite de manière inattendue. Il en est de même pour les affiches du début des années 1930 : presque toujours sur fond rouge, certains mots surdimensionnés, charlatanesques, vulgaires, de plus en plus insolents, elles sont ornées de croix gammées, appelant à des meetings avec la mention : « Entrée interdite aux Juifs ».

Par contre, *Kikeriki,* hebdomadaire « humoristique », exposé dans un kiosque de la Lerchenfelderstrasse, a l'air vraiment vieux jeu ; il est truffé de caricatures antisémites grossièrement dessinées et de « blagues » tout aussi primitives. La presse viennoise « bien-pensante », comme l'organe des chrétiens-sociaux *Reichspost* et le *Wiener Neueste Nachrichten* édité par la prétendue « préférence nationale », distille le poison antisémite par doses plus subtiles.

Je m'efforce de mieux connaître les véritables arguments de la propagande brune qui va en s'amplifiant, et plusieurs fois je lis le *Völkischer Beobachter* à travers les vitrines d'un marchand de journaux du Lerchenfeldergürtel. Le grand format est inhabituel et impressionne. Mais je ne peux me résoudre à acheter la plus importante feuille nazie en provenance de Munich ; les articles en première page avec leurs gros titres noirs toujours soulignés d'un épais trait rouge m'en disent assez. D'ailleurs dans les rues et sur les places de Vienne, l'hebdomadaire nazi local *Kampfruf* (Appel au combat) est colporté et vendu à la criée.

Les meetings tumultueux se succèdent à un rythme accéléré. Pots de bière, chaises et tables servent d'« arguments frappants » destinés aux adversaires et aux vitrines. À aucun prix les nazis ne veulent discuter avec des « Juifs » ou des « Juifs camarades ». Ainsi ils évitent dès le départ les épreuves intellectuelles risquées. Mais de temps en temps ils sont bien obligés de croiser le fer – et d'avoir le dessous – avec les marxistes « non-juifs ». En pleine rue, Adolf Kozlik, assiégé par des centaines d'étudiants nazis, tient une conférence marxiste-révolutionnaire, sa voix couvrant tous les bruits. Polémiste acerbe, il répond à toutes les interpellations, maniant un langage simple et sérieux, et il sort vainqueur des hordes déchaînées. Ils rassemblent des forces nouvelles dans leurs défilés en uniforme et dans leurs retraites aux flambeaux sur la Ringstrasse. « *Deutschland erwache!* » (Allemagne réveille-toi !) et

«*Juda verrecke!*» (Mort aux Juifs!), ce sont là les mots d'ordre qui sortent inlassablement de leurs gorges rauques.

CONVERSION

En 1931, plus de 600 représentants de 34 partis socialistes sont réunis à Vienne; pendant quelques semaines les menaces de crise et de guerre disparaissent sous le rayonnement d'illusions rouges. Braque[28], le dirigeant socialiste français, et Otto Wels, président du Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD), semblent réconciliés sur la tribune du congrès de Vienne. Le maire Seitz rappelle 1914, lorsque l'Internationale devait justement se réunir à Vienne et en fut empêchée par les événements de la guerre. Le président de la 2e Internationale, le ministre belge Vandervelde, utilise même un langage radical. Une nouvelle guerre engendrera la révolution, dit-il. Léon Blum, qui sera quelques années plus tard Premier ministre du premier gouvernement du Front populaire en France, déclare à Vienne: «Pas de paix sans désarmement». Le journal *AZ* voit dans cette rencontre de l'Internationale un «moment de l'histoire mondiale».

À nouveau nous défilons pendant des heures en rangées de dix sur la Ringstrasse, cette fois-ci devant les délégués du monde entier; sur la tribune d'honneur devant le Parlement sont assis Karl Kautsky et Filippo Turati, le Suisse Robert Grimm et le menchevik Fédor Dan, les sociaux-démocrates allemands Breitscheid, Crispien, Löbe et Wels, le Français Renaudel, la Hongroise Anna Kethly et surtout Friedrich Adler – qui en plein milieu de la guerre mondiale en 1916, pour protester contre la boucherie et aussi contre l'attitude des dirigeants de son propre parti, a abattu le Premier ministre en place à Vienne, Stürgkh, et a été condamné à mort pour cet acte. Le soir, je rencontre des jeunes «de tous les pays» devant l'Hôtel de Ville. Nous échangeons nos insignes et nous discutons. C'est là que la propagande communiste se fait la plus intense parmi nous.

> Vous les jeunes, vous connaissez trop peu l'histoire du mouvement ouvrier, mais regardez donc les divergences nationales entre vos délégués au cours de ce congrès international – ils continuent à servir les

28. Il s'agit d'Alexandre Bracke, dit Bracke-Desrousseaux (1861-1955).

intérêts de leurs commanditaires capitalistes, comme à l'époque de la guerre mondiale.

Les partis socialistes, nous expliquent les agitateurs du Parti communistes, ont voté en 1914 pour la guerre, dont vous et vos parents avez été les victimes. Ils ont oublié leurs serments de paix d'avant-guerre et ils ont expulsé les radicaux, parce que ceux-ci étaient restés fidèles à leurs obligations internationalistes envers les ouvriers. Je proteste et demande des preuves.

Lisbeth Steinitz elle aussi me «travaille». Un peu plus âgée que moi, elle est déjà inscrite à l'Université. Un jour elle m'emmène à une importante réunion du Parti communiste. Je prends la parole: «Vous parlez d'unité, toujours et encore de l'unité avec les socialistes. Mais en même temps nous sommes pour vous l'ennemi numéro 1. Vous voulez donc l'unité avec l'ennemi numéro 1?»

Je me réjouis de l'embarras que ne tarde pas à provoquer ma question parmi les communistes. L'orateur n'est pas préparé à de telles questions car les sociaux-démocrates boycottent par principe les réunions du PC dont les membres suivent de toute façon la ligne officielle sans discussion. L'embarras augmente lorsqu'un réfugié yougoslave se lève, pour me répondre avec un accent très prononcé: «Camarades, nous ne voulons pas d'unité avec les sociaux-fascistes! Ce sont des escrocs, des bourreaux, des assassins d'ouvriers! Je les connais...» Il ne peut continuer. On lui ôte la parole. Le réfugié quitte la salle en colère. Le président de séance déclare que ce n'est pas l'avis du Parti communiste, qu'il désire l'unité avec les ouvriers socialistes, les considère comme des amis et non comme des ennemis. Il essaie de sauver mon âme. Je ne dis plus rien. Je n'avais pas prévu l'impact de ma question et regrette presque de l'avoir posée; pour un peu le réfugié me ferait pitié. Le PC autrichien m'apparaît comme un ramassis d'impuissants et d'infortunés bien que phraseurs de bonne foi.

Derrière les vitres sales de la Librairie ouvrière, au numéro 69 de la Alserstrasse, s'étalent des livres et des brochures reliés en rouge, des photos, des recueils de chansons, des revues et les œuvres complètes de Lénine. Presque tout provient d'Allemagne ou bien directement de la «Patrie des travailleurs», cela se reconnaît facilement au papier rugueux et gris. Je fouille dans les tas de papiers imprimés, je compte mes sous pour acheter les feuilles précieuses. Hindels m'en prête un peu. Je découvre un

monde nouveau. La critique des communistes lancée contre la social-démocratie n'est donc pas une démagogie bon marché, elle touche des points douloureux, le grand parti ouvrier a réellement voté pour la guerre en 1914, et les communistes sont maintenant les seuls qui semblent réaliser dans un pays un système social nouveau dont nous ne faisons que rêver.

Soixante cadres de la Jeunesse ouvrière socialiste (SAJ) et de l'Association des lycéens socialistes (VSM) annoncent leur passage chez les communistes, dans une déclaration rendue publique avec fracas. Parmi les signataires de cette déclaration se trouvent Karl Stavarits, Christian Broda, Erich Fein, Ernst Hoch et d'autres. Dans une salle de l'auberge Rossak, dans la Hütteldorferstrasse, ils expliquent les raisons de leur décision. Est-ce que je dois suivre leur exemple ?

Camarade, tu ne peux pas rester debout, assieds-toi là, me dit un membre du service d'ordre avec son brassard rouge lors du meeting communiste de l'arrondissement de Hernals. Est-ce que je suis son camarade ? Ruskin, chanteur venu d'Allemagne, veut propager par ses mélodies rythmées les idées d'une révolution mondiale communiste. Jusque-là, j'ai délibérément évité d'applaudir les orateurs. Mais Ruskin m'entraîne lorsqu'il reprend les mêmes thèmes en artiste, sous forme concentrée. J'oublie mes intentions, galvanisé par le rythme révolutionnaire et les rafales d'applaudissements. Avec la foule chauffée, je sors dans les rues à la nuit tombée et subitement, je me rends compte que dans mon for intérieur j'ai rompu avec le parti ouvrier modéré. Quelques jours plus tard j'adhère aux Jeunesses communistes.

CHAPITRE 2
L'ÉGLISE

Le garde appuie sur un bouton et la porte s'ouvre. Le numéro 69 dans la Alserstrasse au premier étage. Une épaisse fumée me saisit. Les camarades, femmes et hommes, sont presque tous des fumeurs invétérés. Est-ce en cela aussi qu'ils imitent Staline ? Dans ce secrétariat du parti installé à l'étage au-dessus de la Librairie ouvrière, de vieilles machines à écrire crépitent, là-bas un homme maigre et mal rasé tourne la manivelle d'une machine à polycopier, des femmes, jeunes et plus âgées, classent des circulaires, des procès-verbaux ou des ébauches de thèses produits inlassablement par le « parti mondial ».

Avec une émotion mal contenue j'entre dans le secrétariat qui m'apparaît comme un lieu sacré malgré, ou justement à cause de son manque de confort. Je suis venu chercher des petites vignettes sur lesquelles on a imprimé des mots d'ordre du parti. Je vais les coller sur les murs et sur les panneaux d'affichage.

Le Parti c'est l'avant-garde. Il dispose de nombreuses organisations annexes, qui lui emboîtent le pas pour marcher derrière lui. Les Jeunesses, le Secours rouge, l'Aide ouvrière internationale, l'Opposition syndicale révolutionnaire, l'Association des amis de l'Union soviétique, toutes ont des revues et des brochures qui se complètent mutuellement. Le parti est l'Église de la nouvelle foi rédemptrice, l'état-major général, l'outil de l'histoire, l'espoir de l'humanité, dans ses rangs règne une discipline librement consentie, les décisions sont prises en toute liberté, elles sont appliquées avec une discipline de fer, les minorités se soumettent à la majorité et en première ligne marche le meilleur, l'élève et l'ami de combat de Lénine : le petit père Staline, en rang avec les autres, portant un simple habit de soldat, fumant la pipe – un camarade comme toi et moi, humble, modeste, décidé. C'est ainsi que j'essaye de voir tout cela du haut de mes 16 ans. Dans nos échanges de réflexions avec Hindels – nous continuons à nous rencontrer régulièrement pour d'interminables discussions – surgissent de temps en temps des réserves.

N'est-ce pas risqué de magnifier ainsi un être vivant ? Tout le monde peut se tromper. Staline aussi. Qu'on glorifie Lénine, qu'on l'embaume, qu'on l'abandonne à la vénération du peuple, cela, je le comprends. Il est mort et il a fait ses preuves. Mais Staline est vivant. Qui peut nous garantir son infaillibilité pour toujours ? Ce n'est pas ainsi qu'on doit poser la question. Il faut employer la dialectique. Staline ne décide pas seul. Il est seulement un symbole visible aux yeux de tous. Les décisions ne sont-elles pas prises par l'ensemble des leaders élus par la base ?

Aux Jeunesses communistes, dans la Blumauergasse. Là aussi on fume beaucoup et on discute ferme. Heini Gabler vient de rentrer d'Union soviétique et prépare un discours qu'il doit tenir encore ce soir à une réunion des Jeunesses communistes. Schropp, son remplaçant, me présente comme militant fraîchement gagné, et Heini me serre la main, lève aussitôt le poing à hauteur d'épaule et je réponds à ce salut du parti, symbole de combat et de menace contre nos ennemis. Il nous raconte justement son voyage, me dit Schropp, crache par terre et étale son crachat avec son pied, il répète souvent ce geste comme s'il voulait souligner par là l'importance de ses paroles parcimonieuses. Pas besoin de questions ou d'explications, le camarade Gabler a été choisi comme délégué pour un voyage dans la patrie des travailleurs, un grand honneur, pendant des semaines on lui a montré des entreprises, des écoles, des villes et des villages. Dans une heure, il communiquera les conclusions de ce voyage dans une réunion publique et je suis pleinement conscient de l'importance de cet instant, je fais signe de la tête et demande simplement : est-ce qu'il y a quelque chose à faire ? Bien sûr, il y a toujours du travail au secrétariat des Jeunesses ; dans un coin des camarades comptent les matraques du service d'ordre peintes en noir, ailleurs est assis Erich Fein, il tape une de ces innombrables circulaires dont chacune a son importance historique spécifique. On m'envoie à la machine à polycopier, un simple cadre en bois tendu d'une mince toile ; j'attrape la poignée d'un rouleau trempé dans de l'encre à imprimer et le passe sur le voile, le noir pénètre sur le stencil en dessous, l'impression apparaît sur la première feuille, je soulève le cadre, prends la feuille imprimée et pose un autre papier.

À la lueur terne des rares sources de lumière voilées de fumée, les mains couvertes de poussière et de saleté, j'exécute les

derniers gestes nécessaires à la fabrication d'un de ces tracts qui doivent libérer le monde de la poussière et de la saleté, de la fumée et de la misère. Dehors la nuit printanière bourdonne et nous attire, mais nous devons nous préparer à des temps autrement importants.

L'encre d'imprimerie sur les feuilles blanches n'est pas encore séchée, Gabler porte sa serviette avec les manuscrits et les documents statistiques, Schropp et Erich Fein ont pris les matraques sous les bras et moi, je porte les tracts à peine terminés. La salle de réunion est archicomble, le service d'ordre s'empare des matraques, je distribue les tracts avec mes mains encore noircies. Nous attendons le secrétaire général Johann Koplenig comme premier orateur, mais c'est Richard Schüller qui arrive. On dit que c'est lui qui rédige les discours du bureau politique. Puis c'est Gabler qui monte à la tribune. Après un long exposé surtout truffé de statistiques, interrompu à intervalles réguliers par des applaudissements délirants, quelques incrédules se risquent à émettre leurs réserves, en général on couvre leurs voix en criant ou en battant des mains, et le camarade Gabler leur répond dans sa conclusion.

Tout à coup la nouvelle arrive que des groupes armés nazis se sont réunis tout près. Restez ensemble, camarades ! En colonnes compactes, des chants de combat et des mots d'ordre révolutionnaires sur les lèvres, nous quittons la salle. La police attend dans une rue latérale avec une voiture d'intervention rapide, les sabres tirés ; sur un ordre elle fonce sur notre manifestation et nous chasse de tous côtés. Nous nous dispersons, fuyons dans toutes les directions pour éviter les coups de sabre et les arrestations. Je cours avec un petit groupe isolé, à côté et derrière moi les camarades crient : Arrêtez-vous, camarades, restons ensemble ! Mais ils courent eux-mêmes. Ce n'est que plus tard que je comprends la symbolique de cette contradiction entre les paroles et les actes, ombres projetées de nos défaites futures.

En 1931, nous déménageons dans la Neulinggasse. Après une attente assez longue, un logement municipal nous est accordé. Où est-ce que tu traînes toutes les nuits ? Mes parents soupçonnent des aventures amoureuses, je reste bouche cousue. Ma mère me conjure de répondre, j'entends à peine les menaces de mon père. Je vis dans un autre monde, fais de plus en plus souvent l'école buissonnière, passe mes matinées au secrétariat des Jeunesses

communistes de la Blumauergasse, à la Librairie ouvrière ou dans les manifestations et les rassemblements. Lorsque la police utilise les matraques et les sabres contre les manifestants, cette brutalité me prouve la justesse de mes idées communistes, je me fais remarquer en criant à haute voix les slogans, ce qui me vaut d'être arrêté plusieurs fois, d'être emmené au commissariat le plus proche et libéré seulement après vérification de mon identité ; dorénavant je suis donc fiché.

Une nuit je descends en douce dans la rue pour coller des tracts dans mon quartier, tout autour de la Neulinggasse, j'admire mon œuvre dans une rue déserte. En face, de l'ombre d'un recoin, la silhouette d'un policier se détache : Qu'est-ce que vous faites là, jeune homme ? Je lis cette affiche, comme vous le voyez. Ne racontez pas de bêtises ! Je vous ai observé. Suivez-moi. Au commissariat on me fouille et on m'oblige à mettre moi-même les tracts trouvés dans mes poches dans le poêle du poste, puis on me raccompagne à la maison, ainsi mes parents sont-ils finalement mis au courant de mes activités nocturnes.

C'est dommage pour vous, Scheuer. Ces paroles douces, presque mélancoliques de notre professeur de latin, M. Blei, m'atteignent plus que de sévères réprimandes. Le professeur responsable de la classe, M. Trautzel, ne dit rien et ferme les yeux. Cependant la guerre politique frappe aux portes de notre école, dès la fin des cours les nazis accrochent démonstrativement leurs croix gammées et il y a des bagarres. Notre directeur, M. Klieba, peut observer de sa fenêtre comment l'élève Scheuer s'y distingue. Pourquoi ces méthodes violentes ? Nous aussi quand nous étions jeunes, nous avions nos opinions. Moi par exemple j'étais libéral et cela signifiait beaucoup en ce temps-là. Mais nous ne nous sommes pas battus pour autant ! Pourquoi essayer de convaincre un directeur de lycée réactionnaire de nos idées révolutionnaires ? Peine perdue. On me conseille de changer d'établissement.

Impressionnée par ces actions à l'école, la direction viennoise des Jeunesses communistes me propose la création d'une Association de lycéens révolutionnaires (RMV). J'accepte tout feu tout flamme et bientôt, toutes les lycéennes et tous les lycéens proches des idées communistes recevront une circulaire pour les inviter à une conférence du parti et des jeunesses. Dans la plupart des lycées viennois on crée donc des cellules communistes, et à la première conférence nous fondons formellement la nouvelle

association. Je suis élu responsable politique *(Pol-Leiter)* de ce RMV, mon camarade August Fischer sera responsable de l'organisation. Des journaux révolutionnaires et des tracts, ainsi que la revue de l'Association des élèves socialistes (SSB), nom de l'organisation des lycéens du Parti communiste d'Allemagne (KPD) publiée à Berlin s'adressent donc dorénavant en Autriche aux «élèves de condition modeste» pour les appeler à lutter «contre le monopole de l'éducation détenu par les classes dirigeantes» et «contre les méthodes d'éducation nationalistes et militaristes». Je me jette dans ce travail à corps perdu. Il correspond à mes convictions, à mes sentiments et à ma propre expérience. Dans mes écrits et dans mes paroles je fustige maintenant la situation que j'ai vécue moi-même dans les écoles et dans le centre de vacances de Saint-Wolfgang.

BERLIN LA ROUGE

Prends garde aux maladies vénériennes et sois vigilant, recommande ma mère, elle m'accompagne à la gare du Nord, mon père sera averti seulement après coup, le temps presse. Juste après mon seizième anniversaire je passe Noël et le Nouvel An à Berlin pour la première fois, comme délégué de la RMV que nous venons de fonder à Vienne. Mon premier voyage à l'étranger tout seul. Je me joins d'abord à une joyeuse bande qui va dans un camp de ski en forêt de Bohême organisé par Willy Herz et l'Association des amis de l'Union soviétique qui a son siège dans le 7e arrondissement, dans la Burggasse, puis je continue en autostop jusqu'à Dresde, enfin je prends le train pour Berlin. Là, Lisbeth Steinitz m'attend, le poing gracieusement levé en signe d'appartenance au parti, elle ne me salue cependant pas par l'habituel *Rotfront* (Front rouge) mais m'accueille par un «*Heil Moskau!*» (Salut à Moscou!), ce qui est tout à fait nouveau et déconcertant pour moi. Depuis quelques mois déjà, elle se trouve dans cette ville sur les bords de la Spree, plongée jusqu'au cou dans des activités révolutionnaires. Pourtant elle rentrera bientôt dans le giron de la social-démocratie. Le congrès des élèves communistes est interdit, nous siégeons d'abord dans le foyer de la Jeunesse juive-socialiste, puis dans la salle du groupe parlementaire du KPD à la Diète de Prusse.

Des camarades berlinois m'hébergent, c'est ici que j'entends parler pour la première fois de l'Opposition de gauche au sein du KPD. Léon Trotsky, révolutionnaire mondialement connu ayant

combattu aux côtés de Lénine, a été expulsé il y a quelques années de la patrie des travailleurs. Il organise désormais des oppositions de gauche dans les partis de la 3e Internationale, il stigmatise les actions que pratique le KPD en accord avec les nationaux-socialistes, et il recommande un front unique avec les sociaux-démocrates contre Hitler. Front unique avec le parti de Noske et de Zörgiebel ? Jamais ! La réponse du Kremlin et du KPD est sans équivoque. Mais beaucoup de communistes doutent et dans leur for intérieur, ils donnent raison au « Vieux[1] » qui, dans son exil turc, avertit et met en garde tout en écrivant des thèses.

Je me noie dans le tourbillon berlinois, dans la capitale du Reich secouée par la fièvre. Jusque-là j'avais considéré Vienne comme une grande ville. Berlin me fascine avec son métro, ses trains rapides de banlieue, sa cohue extraordinaire, son élan, avec en plus l'influence massive du KPD, Wedding la Rouge[2], l'art et la culture révolutionnaires, une atmosphère politique de fin du monde. Je visite l'Assemblée nationale du Reich – le Parlement est en vacances – Lisbeth m'accompagne, elle s'amuse à lancer furtivement des pépins d'orange dans toutes les directions. Sur les sièges vides, je lis les noms des grandes figures du dernier spectacle : Breitscheid, Goering, Torgler. Un référendum, qui a réuni passagèrement les voix du KPD et celles du Parti nazi (NSDAP)[3], a failli renverser le gouvernement républicain pour mettre à sa place un nouvel ordre du jour : la bataille finale entre gauche et droite. L'issue de ce dernier combat ne fait aucun doute pour moi : les masses d'ouvriers sociaux-démocrates se battront avec les communistes contre Hitler ; la « patrie des travailleurs », l'invincible Union soviétique, se mettra en mouvement pour assurer la victoire socialiste en Allemagne. Si Hitler devait entrer au gouvernement, les bataillons de l'Armée rouge se trouveraient aux frontières allemandes, déclare un orateur dans un rassemblement du KPD. Applaudissements déchaînés dans la salle. Que la police disperse à ce moment précis le rassemblement, cela ne pourra rien changer au poids prophétique de ces

1. Surnom donné à Léon Trotsky par ses partisans.
2. Quartier ouvrier de Berlin.
3. Référence au référendum de 1931 en Prusse, initié par l'extrême droite. Un « plébiscite brun » dont le KPD avait prétendu faire un « plébiscite rouge ». Le KPD s'était donc associé aux voix du NSDAP pour obtenir la révocation du chancelier de ce Land alors aux mains des sociaux-démocrates.

mots, des milliers de participants lèvent le poing et entonnent à gorge déployée les chants de combat et d'assaut de la révolution mondiale communiste. Je rentre chargé de notes, de journaux et de revues et plein d'impressions nouvelles, je suis membre d'un mouvement qui embrasse la terre entière. «L'année prochaine quand tu reviendras, nous serons déjà au pouvoir!», me crient les camarades lorsque je prends congé.

Tu ne t'intéresses donc pas aux filles?, me demande le douanier tchèque en fouillant dans mon seul bagage, une valise remplie à ras bord de documents politiques. Il trouve cela suspect et me soupçonne d'être nazi, parce qu'on y voit aussi pas mal de croix gammées. Je réussis tout de même à lui faire comprendre qu'il s'agit de littérature antinazie.

UN LIEUTENANT ET TROIS HOMMES!

Le développement ultérieur en Allemagne et en Autriche renforce mes convictions radicales de gauche. Tous les jours, je dévore les quotidiens, les dernières nouvelles en provenance du Reich sur l'atmosphère de guerre civile latente. Au printemps 1932, le maréchal Hindenburg sera élu président du Reich directement par le peuple, non pas comme avant avec les voix des partis de droite, mais avec l'appui du SPD. À l'extrême droite, Hitler obtient à lui seul plus de 36 % des voix; à l'extrême gauche Thälmann en recueille 17 %. Le chancelier centriste, Brüning, démissionne, son successeur est le réactionnaire von Papen, à la tête d'une «concentration nationale».

Le 20 juillet 1932 – date inoubliable – quelque chose d'inconcevable pour moi se passe. Le chancelier du Reich von Papen, destitue par «décret-loi» le gouvernement de Prusse, coalition dirigée par les sociaux-démocrates, et il envoie un lieutenant de la *Reichswehr*[4] accompagné de quelques soldats pour en chasser les membres de leurs bureaux. Les ministres sociaux-démocrates «s'inclinent devant la violence». Cela restera pour nous, de la gauche radicale, le symbole de la capitulation du SPD: «Un lieutenant et trois hommes!...» La présidence du SPD exhorte les camarades à la «discipline», l'Alliance syndicale

4. *Reichswehr,* armée allemande reconstituée en 1921 selon les conditions du traité de Versailles, armée de métier jusqu'en 1935, elle constituait une sorte d'État dans l'État et ne s'est jamais vraiment identifiée à la République parlementaire, manquant de loyauté envers le pouvoir civil.

générale allemande (ADGB) appelle à la prudence, le KPD lance son action de propagande et d'agitation «antifa» (antifasciste). Journaux communistes et socialistes seront continuellement interdits pour plusieurs mois.

À Vienne, je suis ces événements avec fascination et horreur. Il me semble évident que des conséquences pour l'Autriche ne sauraient tarder. À l'ombre d'Hindenburg et de Hitler, les conservateurs autrichiens de droite et l'extrême droite lèvent la tête. Dans le camp de la gauche, on se pose sans cesse la question de savoir si quelque chose de similaire pourrait se passer «chez nous» aussi. Les dirigeants du SDAP assurent, que «jamais» ils ne reculeraient devant un lieutenant et quelques soldats comme en Prusse.

Mai 1932. Dollfuss devient chancelier fédéral d'une coalition de droite. On ne prend pas cela tellement au sérieux. Il semble inimaginable que précisément ce petit Dollfuss creuse la tombe de la République en Autriche. Entre-temps les nazis réussissent à entrer à l'Hôtel de Ville avec quinze conseillers municipaux. J'assiste à cette sensation locale du haut des tribunes. Tout de suite, dès la première séance, ces conseillers nationaux-socialistes, ici aussi en uniforme SA, essaient de brandir des cravaches. La majorité sociale-démocrate les éjecte de la salle. Des encriers et des cendriers volent.

Quelques jours plus tard les nazis organisent à Vienne des attaques contre des foyers de travailleurs et démolissent un lieu de prière juif. Et tout cela pour clore en beauté leur réunion générale. Goering et Streicher sont venus de Berlin, Goebbels tient un discours dans l'arène Engelmann.

À gauche, il ne se passe pas grand-chose. Sociaux-démocrates et communistes se contentent de modestes contre-manifestations. Il y a des heurts. La direction centrale du Schutzbund met en garde contre les «provocations» et appelle à la «discipline». Je ressens cela comme une «tactique de freinage» lourde de conséquences. Peu de temps après, le leader des milices conservatrices, le major Fey, est nommé ministre de l'intérieur par le chancelier fédéral Dollfuss.

Mais tout cela ce sont des incidents qui se succèdent encore au ralenti, à l'ombre d'événements qui commencent à se précipiter en Allemagne. Après leur victoire électorale de l'été, les nazis se déchaînent au cours d'actions de terreur sanglantes dans plusieurs villes allemandes. La justice se range de leur côté : des

sociaux-démocrates et des communistes sont continuellement condamnés à des peines de prison sévères. Les militants d'extrême droite sont presque toujours traités avec ménagement.

Début novembre 1932, une grève des transports est organisée conjointement par les nazis et le KPD. Au début c'était un mouvement pour la hausse des salaires. Mais bientôt on assistera à des accrochages sanglants, et des échanges de coups de feu feront plusieurs morts. C'est dans cette atmosphère que l'on votera pour la dernière fois dans la République de Weimar. On note un léger recul de la vague brune. Beaucoup de journaux voient cela comme une «défaite» des nazis, qui restent malgré tout le parti le plus fort en majorité relative. Le même optimisme de circonstance se maintient à gauche lorsque Hindenburg, quelques semaines plus tard, pose des «conditions» à Hitler, candidat à la chancellerie, que dans un premier temps celui-ci n'accepte pas. Les manchettes des journaux à Vienne : «Pauvre Hitler» ou bien «Hitler éconduit».

AVENTURE STYRIENNE

Nous avons de la chance ; à Ardning près de Liezen en Styrie au lieu de passer notre temps à faire du ski ou à suivre les cours théoriques du soir, nous pouvons participer directement à la lutte de classe, sauver un prolétaire des intentions spoliatrices de l'État capitaliste et mobiliser de surcroît la conscience de classe des prolétaires du village. Quelques étudiants hésitent, surtout les étrangers, des réfugiés polonais et yougoslaves ; les filles aussi ne sont pas vraiment enthousiastes, elles ont imaginé les cours de ski différemment, elles voudraient qu'il neige pour nous changer les idées. Mais le ciel de ce 31 décembre 1932 reste impitoyable – ou bienveillant, comme on voudra, et au petit matin nous nous mettons en route, notre drapeau rouge du RMV en tête, afin de nous battre pour le droit et la justice. À Admont, une partie de la population prolétarienne du village se joint à nous effectivement, quelques ouvriers agricoles et valets de ferme.

Le vieux Strohleny et sa femme sont presque sourds, mais ils comprennent tout de suite que nous sommes venus pour défendre leur chèvre et leur machine à coudre, le peu qui leur reste, contre l'État rapace, ils pleurent d'émotion et nous offrent du thé. Et voici déjà qu'on entend du bruit dehors, on ne s'est pas trompé, la force publique est devant la porte, un huissier accompagné par

un gendarme pour procéder à la saisie ; quelques acheteurs aussi se pointent.

Nous nous mettons en place et le camarade Fischbacher, responsable de cellule à Liezen, déclare d'une voix forte et décidée : Il n'y aura pas de saisie ! Rompez ! Le gendarme veut se mettre en avant, il reçoit un coup de matraque sur l'épaule et cède à la force. Les représentants de l'État se retirent mais seulement pour une demi-heure. Un bataillon de gendarmerie approche, la baïonnette au canon, ils attendent l'ordre de leur commandant qui, à l'amiable, nous invite une dernière fois à quitter les lieux. Nous sommes dans une République et nous pouvons nous mettre où nous voulons, réplique avec fierté le camarade Fischbacher ; sa référence à cette République que pourtant nous combattons est nouvelle pour moi. Nous sommes obligés de reculer devant les baïonnettes si nous ne voulons pas nous faire embrocher mais nous avons gagné la bataille, l'heure prévue pour la saisie est passée.

Nous formons une colonne de manifestants et nous nous apprêtons à traverser Admont en chantant des refrains révolutionnaires. Les gendarmes ne l'entendent pas de cette oreille, ils nous guettent, se saisissent de moi et de quelques autres et nous traînent à la prison communale de Liezen.

La première nuit de ma vie en prison, mon premier Nouvel An derrière les barreaux. À Liezen, on nous enferme dans deux cellules juxtaposées, nous pouvons nous parler par la fenêtre et nous entendons la musique de la nuit de la Saint-Sylvestre. Fischbacher s'efforce de me donner du courage. J'ai tout juste 17 ans mais je suis plein de confiance car notre action a réussi.

Le 2 janvier, les gendarmes sont dessoûlés, ils se rendent dans notre camp de ski à Ardning et arrêtent tous les lycéens et étudiants encore présents ; avec le vieux Strohleny on nous transfère en autocar à Leoben. Comme Strohleny n'entend pas bien les questions des gendarmes, on l'insulte et on le maltraite : Chien rouge, tu verras ce que tu verras ! Dans la cour de la prison nous devons nous mettre en rangs et à nouveau ce sont des injures. On me met dans une cellule avec des criminels adultes et c'est seulement à cause de mes protestations qu'on m'enferme avec des jeunes, je commence tout de suite une grève de la faim. Après cinq jours et cinq nuits, on nous libère, suite à l'intervention d'un avocat communiste venu de Vienne.

NUIT SUR L'ALLEMAGNE

Quelques semaines après mon aventure styrienne, le soir du 30 janvier 1933, c'est le coup de tonnerre qui arrive de Berlin. Je suis assis avec Hindels devant un appareil de radio assez primitif et j'écoute les rumeurs qui nous parviennent d'Allemagne à travers la nuit. Tout à coup le speaker change de voix ; à la place du ton habituel calme et apparemment neutre, on entend le déchaînement de possédés. Des paroles sauvages jaillissent de la bouche de Hitler, suivies d'applaudissements frénétiques. Nous croyons voir les masses en mouvement qui passent en triomphe devant la tribune, flambeaux à la main. La cadence sèche des bottes marchant au pas se mélange avec des chants guerriers et des slogans criés en chœur. Hindenburg a nommé Hitler chancelier du Reich !

Ce n'est pas la peine d'attendre quoi que ce soit du SPD, mais le KPD aura sûrement déjà pris les dispositions nécessaires, dis-je à l'adresse de Bruno. Hindels s'appelle dorénavant « Bruno », et moi je suis connu à Vienne comme « Hansl le rouge », une allusion à la couleur de mes cheveux. Mon ami me contredit : pourquoi des dispositions ? Selon lui ce ne serait qu'un simple changement de gouvernement comme nous en avons déjà souvent vécu. Hitler ne serait pas plus mal que ses prédécesseurs. L'ennemi principal, ce serait les sociaux-fascistes. Est-il sérieux ou bien veut-il simplement me faire comprendre l'absurdité de la ligne politique de Staline ? N'y aurait-il vraiment pas d'opposition communiste contre la prise de pouvoir de Hitler ?

Nous traversons Vienne à la nuit tombée, en silence. La révolution est maintenant inévitable, dit Hindels après quelque temps et il paraît maintenant convaincu. Mais comment finira-t-elle ? Les ouvriers sont divisés. Nous discutons encore longtemps et concluons que l'Europe entière se trouve devant des luttes de classe décisives. L'Internationale est avec nous, un sixième de la Terre est avec nous.

Nous vivons les événements allemands comme dans un délire fébrile. Quatre semaines s'écoulent entre l'accès au pouvoir de Hitler et l'incendie du Reichstag[5], le 27 février, quatre semaines pendant lesquelles les partis de gauche et les syndicats allemands

5. Œuvre d'un déséquilibré, mais qui n'avait pas pu agir seul, l'incendie du Parlement fut immédiatement instrumentalisé par les nazis. Ils accusèrent les communistes, qui n'y étaient pour rien, pour justifier des représailles contre ceux-ci.

existent encore mais n'agissent pas. Ils se limitent à des mots et veulent «temporiser» pour voir les premiers pas du régime nazi qui selon eux n'est pas encore très ferme sur ses étriers. Les sociaux-démocrates pensent que Hitler aura «bientôt échoué». On craint une «loi antisocialiste» comme au temps de Bismarck. Le 7 février 200 000 sociaux-démocrates peuvent encore se rassembler au Lustgarten de Berlin pour une manifestation antifasciste, mais le pronostic du journal *Vorwärts* ne se réalisera pas: «Jamais Berlin ne sera la capitale d'un empire fasciste! Berlin reste rouge!» En même temps le comité central du KPD publie une fois de plus un appel au «front unique». Un appel à la grève générale reste sans écho parce que le SPD et le Syndicat général allemand refusent d'entrée de jeu leur soutien.

Une proposition de Stampfer, rédacteur en chef de *Vorwärts,* dans une lettre ouverte adressée au KPD le 12 février, de conclure au moins un «pacte de non-agression au sein de la gauche» sera immédiatement repoussée par le parti. De même une lettre ouverte adressée par Thälmann aux ouvriers sociaux-démocrates, quelques heures avant l'incendie du Reichstag, ne dépassera pas le rituel «Front unique à la base» et sera surtout une action servant d'alibi et destinée aux archives.

Ainsi le gouvernement de Hitler se décide-t-il à faire le pas suivant. Puisqu'une résistance active de la gauche n'est pas à craindre, on peut amorcer la répression froide et systématique. Le 17 février Goering exige de tous les services de police, encore partiellement composés de sociaux-démocrates, une collaboration directe avec la SA, les SS et les Casques d'acier[6], et de faire front sans équivoque contre la gauche. L'usage des armes à feu est recommandé. La direction des syndicats se limite à une lettre adressée à Hindenburg protestant avec tiédeur contre l'ordonnance appelant à tirer, en contradiction avec «les manières d'un peuple civilisé». Chez les nazis, cela provoque seulement du mépris, et une terreur policière renforcée. Le 22 février Goering décrète par une nouvelle ordonnance l'entrée en fonction des SA et des SS comme police auxiliaire. Maintenant tous les préparatifs pour une répression massive sont mis en place. Le coup d'envoi sera donné par le Reichstag en flammes.

6. Fédération des anciens combattants de la Première Guerre mondiale, de tendance nationale-conservatrice et antidémocratique.

Quelques jours plus tard, malgré la terreur officielle qui se répand, les partis de gauche auront tout de même encore 12 millions de voix, au cours des dernières élections législatives libres du 5 mars 1933 : 7,1 millions iront au SPD avec 120 mandats, 4,7 millions au KPD avec 81 mandats. Le NSDAP en aura 17,3 millions, avec 288 mandats ; il obtiendra ainsi 43,7 % des voix, manquant donc encore une fois la majorité absolue.

Les sièges du Parlement revenant au KPD lui seront immédiatement retirés par le gouvernement de Hitler, trois mois plus tard ce sera au tour des mandats du SPD. Peu de temps après, les complices conservateurs et les suivistes libéraux seront évincés. « Écrasez les marxistes, broyez la Commune ! » L'appel du gros maréchal deviendra une réalité sanglante. Des bottes bien cirées piétinent et broient des ventres et des cerveaux d'hommes, brisent leurs os et écrasent leurs visages, les sbires du « Führer » vont chercher dans leurs appartements de nouvelles victimes qui pour la plupart se laissent traîner sans résister vers les caves des SA.

J'apprends tout cela par les quotidiens autrichiens et par les premiers exilés allemands qui arrivent à Vienne. C'est une tuerie systématique, presque silencieuse dans des cachots insonorisés. Seulement çà et là un coup de feu comme pour s'entraîner, avec la mention ultérieure : « Tué au cours de son évasion. »

Les victimes qu'aurait coûtées une résistance jugée « inutile » auront donc été épargnées. Mais elles tomberont quand même : désarmées et attachées comme du bétail. Le vacarme d'une lutte ouverte a été évité et le hurlement de ceux qui ont été trahis et suppliciés sera étouffé. Je pense à ces camarades, femmes et hommes, dont j'ai fait la connaissance il y a un an, les dizaines de milliers qui dans les rassemblements de masse, le poing levé, avaient manifesté leur résistance et leur volonté de combat, à ces millions d'antifascistes. Où sont-ils maintenant ? Sont-ils engloutis par les masses en hystérie ? Trahissent-ils leurs idéaux ? Croupissent-ils dans les caves où l'on torture ou bien se cachent-ils ? Sont-ils en fuite ? Se rassemblent-ils pour organiser quelque action ? Finalement toutes ces réflexions se concentrent en moi en une certitude : le parti est battu, la classe ouvrière jetée à terre, la révolution trahie.

Cette découverte est tellement monstrueuse que je n'arrive pas à la comprendre d'un seul coup. Peut-être y a-t-il encore

une issue. L'étendue de la défaite n'est pas encore mesurable. Depuis des années nos cerveaux et nos cœurs étaient axés sur la révolution, la tempête, la victoire. À chaque jour et à chaque heure de nos jeunes vies, par les livres et brochures, chansons et poèmes, journaux et images, explications scientifiques et effusions sentimentales, on nous a inculqué la conviction que c'est justement en Allemagne que la révolution sociale mûrit, qu'elle approche et que c'est en partant de l'Allemagne qu'elle fera sortir de ses gonds le monde entier. Et même nos adversaires ont laissé paraître qu'eux aussi craignaient la révolution sociale. Et tout cela serait effacé parce que le maréchal Hindenburg, ce vieillard, a serré la main à un «joueur de tambour», considéré il y a peu de temps encore comme «ridicule»? Je lis les articles en provenance d'Allemagne, je me plonge dans tous les détails, et un désespoir toujours plus grand m'envahit. Nous vivons la honte des déserteurs qui hier encore marchaient sous le drapeau communiste et qui maintenant emboîtent le pas à l'armée brune. En une nuit, le parti de l'espoir s'est transformé en parti des vaincus. Et puis, est-ce qu'il existe encore? Bien sûr, la victoire n'est jamais assurée, et le combat nous a toujours paru inévitable. Après une lutte ouverte, même une défaite serait plus facile à supporter que ce naufrage passif, cette mort sans défense.

RETRAITE STRATÉGIQUE

L'Église communiste tremble, la foi est ébranlée, les hérétiques lèvent la voix. C'est la plus grande défaite du mouvement ouvrier, le début d'une réaction noire, elle peut durer des dizaines d'années, dit Trotsky dans son exil. Nous rions lorsque nous l'entendons. Il n'y a pas de défaite, la dictature brune n'est qu'un épisode, nous nous replions seulement selon des considérations tactiques, dit Staline. C'est évidemment plus agréable et plus rassurant à entendre. Il s'agit seulement d'une retraite stratégique, voilà ce que nous voulons croire. Lorsqu'elle nie la défaite, la direction du parti vient au-devant des désirs de ses militants car que se passerait-il si vraiment pendant des années les bottes des groupes d'assaut nazis devaient piétiner le pays et peut-être le monde?

En quelques mois tous les camarades connus en Allemagne sont emprisonnés, en fuite ou assassinés. Des fractions essentielles de la nouvelle organisation illégale ont été découvertes. Ce n'est plus une petite défaite, chuchote Bruno, c'est un massacre.

Le comité exécutif de l'Internationale communiste ordonne l'exclusion de tous ceux qui doutent ou renâclent, de tous ceux qui parlent de défaite.

Camarade, tu doutes donc de la justesse de notre politique en Allemagne ? Mais pas du tout, camarade, d'où conclus-tu que je doute ? Silence. Tu reconnais donc, que nous n'avons pas subi de défaite dans le Reich ? Évidemment. Après cet aveu peu sincère on congédie Hindels.

Tu as donc menti ? Oui, qu'est-ce que je pouvais faire d'autre ? Ces tribunaux de parti sont maintenant mis en place partout dans le monde pour rétablir le moral au sein du parti. Bien sûr, le camarade sait aussi bien que moi que nous avons subi une défaite, et qui plus est, catastrophique. Mais un ordre c'est un ordre. Est-ce que je dois me faire exclure du parti à cause d'un mot, juste maintenant ?

Je suis perplexe. Cela m'impressionne presque autant que l'écroulement du mouvement ouvrier en Allemagne : la justification du mensonge dans le parti. Certes, nous ne voulons pas être exclus du parti à cause d'un mot. Mais n'y a-t-il donc pas de liberté d'opinion dans le parti ? N'est-il pas permis de douter de telle ou telle chose puisqu'il s'agit de questions de tactique et non de questions de principe ? Est-ce que nous ne nous distinguons pas justement de tous les autres par le fait que nous disons au peuple toute la vérité et que nous allons au fond des choses ? Hindels sourit tristement. Depuis le naufrage sans résistance du KPD, notre PC miniature en Autriche a lui aussi perdu tout son éclat. Les lieux de réunion sont gris et déserts, les camarades paraissent fatigués et perdus.

AVEC DOLLFUSS, VERS LES TEMPS NOUVEAUX[7]…

À l'ombre du triomphe hitlérien dans le Reich, l'Autriche s'assombrit. L'Assemblée nationale est liquidée. Dollfuss gouverne de façon « autoritaire ». En vain les camarades du Schutzbund républicain attendent-ils dans leurs permanences des « directives » d'en haut. Le Schutzbund sera interdit d'abord au Tyrol, puis dans toute l'Autriche. Les journaux *AZ* et *Kleines Blatt* sont soumis à une censure préalable. Une grève des journalistes en signe de protestation reste sans effet. Paralysie et hypnose sous le slogan

7. Refrain d'un chant à la gloire du chancelier Dollfuss.

de «discipline». La tactique de l'attente. La direction du SDAPÖ s'est pratiquement résignée à l'interdiction de siéger imposée au Parlement, elle n'a retenu que quatre conditions pour déclencher une éventuelle résistance : proclamation autoritaire d'une nouvelle Constitution d'État, interdiction du Parti socialiste, dissolution des syndicats, destitution du maire de Vienne.

Dollfuss interdit également le défilé du 1er Mai qui pourtant se déroule régulièrement depuis presque un demi-siècle. À la veille du 1er mai 1933, je me rends comme des milliers d'autres jeunes socialistes et communistes dans le Wienerwald : une des premières manifestations illégales du mouvement ouvrier autrichien poussé progressivement vers la clandestinité. Nous nous rassemblons dans une grande prairie sur une hauteur. On allume des flambeaux, des drapeaux rouges ondulent dans la brise. Mille fois résonne le cri dans la forêt : «*Erster Mai die Strasse frei!*» (Premier Mai, dégagez la route !), «*Erster Mai es bleibt dabei!*» (Premier Mai, à tout jamais !). Le lendemain la Ringstrasse est effectivement barrée avec des barbelés. Et derrière, la police et l'armée casquées et armées, prêtes à tirer. Nous organisons malgré tout une «promenade de masse» le long du cordon.

Le mois de mai d'habitude si enchanteur, est déprimant en cette année 1933. Un défilé monstre de la Heimwehr fasciste[8] s'emploie à intimider les ouvriers de Vienne la Rouge. Dollfuss fonde le Front patriotique[9] comme nouveau parti d'État auquel il est pratiquement obligatoire d'adhérer. Le Parti communiste et toutes ses organisations auxiliaires qui subsistent encore sont interdits et plongent dans la clandestinité. En juin, des mesures policières sont prises contre les nazis ; mais en même temps il pleut des interdictions de toutes sortes contre la gauche, des pouvoirs accrus pour la police, l'interdiction de distribuer certains journaux. En juin également, interdiction de l'Association des lycéens socialistes. Beaucoup de lycéens socialistes entrent en contact avec les communistes. Mon activité au RMV prend un essor nouveau. Mais je ne me fais plus aucune illusion sur la situation réelle. En septembre, Dollfuss inspiré par les «modèles»

8. Formations paramilitaires ultra-conservatrices, créées après 1918 pour lutter contre les Slaves dans les régions contestées ; elles se battront par la suite surtout contre le mouvement ouvrier et deviendront organisations officielles de l'État corporatiste après 1934. Interdites en 1936.

9. Parti unique du régime austrofasciste.

italien et allemand, fait construire des «camps de détention». En novembre, la peine de mort est rétablie. Le régime des potences commence.

Quand même, y a-t-il peut-être encore l'espoir qu'en cas d'urgence, et en tirant la leçon des événements allemands, on appelle à la grève générale dans les grandes entreprises de Vienne, et que les directions des partis se décident à agir sous la pression de la base? Ou bien cela aussi s'avérera-t-il bientôt seulement une grande illusion?

À Vienne, réveillés par la catastrophe allemande et par ses répercussions autrichiennes, les permanents socialistes de gauche et communistes commencent à se préparer à une éventuelle vie «illégale». Au printemps 1933, avec quelques camarades des Jeunesses communistes de la Blumauergasse, j'organise une discussion de fond qui sera malheureusement interrompue par les émissaires du comité central ou par la direction viennoise qui ne jugent pas opportun de mettre cette question à l'ordre du jour.

Jusqu'au soulèvement de février 1934, je vis comme en suspension dans le vide. Ma foi dans le Parti communiste est ébranlée. À la différence de beaucoup de jeunes socialistes qui sous l'impression de la victoire nazie en Allemagne et de la fascisation accélérée dans leur propre pays se tournent vers le Parti communiste d'Autriche (KPÖ), j'ai emprunté cette voie depuis déjà quelque temps et il me faut maintenant digérer mes expériences concrètes à la lumière de la défaite. Pour la première fois depuis des années, je me retire pour quelques mois du mouvement, je prends des «vacances» pour réfléchir, seul avec mes livres et dans les bibliothèques.

Mais pour l'essentiel, ces réflexions ne font que tourner autour de l'expérience de la révolution d'Octobre en apparence victorieuse, elles puisent surtout dans les œuvres de Lénine, et reviennent donc toujours à la même source d'erreur. Dans le tourbillon des années précédentes, engagé sans interruption dans des activités, je n'ai pas trouvé le temps d'étudier sérieusement de gros volumes. Le reflux général de l'action politique me donne l'occasion en 1933 d'approfondir mes connaissances théoriques. J'acquis quelques tomes de Lénine, le reste je le trouve à la Bibliothèque nationale et à l'Université. Par esprit de tolérance ou par négligence l'État corporatiste autrichien admet encore

des livres qui, en Allemagne, ont été jetés aux flammes depuis longtemps.

En même temps, à l'ombre de la nuit brune, se développe en Autriche une mini-dictature qui s'appuie surtout sur les baïonnettes de l'armée de métier et sur les fusils-mitrailleurs de la police et des lansquenets fascistes qu'on vient de nommer police auxiliaire. En automne 1933 je me rends à Schaffa en Moravie, pour travailler pendant quelques mois dans l'épicerie de mon oncle Siegfried Scheuer ; une première tentative d'émigration politique. Je quitte Vienne non seulement pour reprendre mes esprits mais surtout pour attendre la suite des événements. En tant que communiste déjà condamné donc connu des services de police comme membre d'un parti pourtant minuscule en Autriche, je suis malgré mon jeune âge, sur la liste noire de ceux qui sont destinés aux « camps de détention ». Je ne veux pas m'exposer bêtement à ce danger.

Ciel gris d'hiver sur ce petit village de Moravie du Sud. Une neige glacée recouvre les endroits jonchés de fleurs en été et ceux où mûrissait le blé. Cependant mes pensées ne sont pas ici, mais auprès de Dimitrov, qui au procès de l'incendie du Reichstag à Leipzig ose affronter les dictateurs bruns. Tous les jours, je lis les comptes rendus détaillés du *Prager Tagblatt* qui relatent les paroles audacieuses qu'il jette à la figure des juges nazis et, en première ligne, du gros maréchal Goering. Ces paroles, certes, ne peuvent pas effacer la défaite, mais elles prouvent à des millions de personnes en Europe que la paralysie a des limites. Cette attitude courageuse et la déconvenue du tribunal font germer en moi de nouvelles espérances.

VIENNE, FÉVRIER 1934

Le voilà, assis le nez dans ses bouquins, le grand révolutionnaire, et dehors c'est la grève générale, me lance mon père d'un ton railleur. Il vient de rentrer de l'agence de presse officielle pour la pause de midi et me voit penché sur un livre de Lénine dans ma petite chambre de la Neulinggasse. Je me réveille en sursaut de mes rêves léninistes. La nouvelle d'une résistance armée dans le Cercle ouvrier de Linz se répand dans Vienne comme une traînée de poudre. Comme militant des Jeunesses communistes clandestines, je me mets immédiatement à la disposition du comité central et de la direction régionale du parti qui se bornent cependant à de petites actions d'agitation et de propagande sans

commune mesure avec l'importance de l'événement. Le PC et ses formations sont pris à l'improviste par les batailles de rue de février, des communistes y participent seulement à titre individuel. Les rendez-vous avec mon agent de liaison Josef Lauscher les 12 et 13 février n'aboutissent pas à une intervention effective dans les combats, les Jeunesses communistes sont incapables de réagir vite et efficacement à ces événements inattendus.

Je parcours les rues pour essayer de rejoindre les lieux où on combat au-delà du Danube. La grande masse des ouvriers de Vienne reste passive et attend des directives. Le tramway et de nombreuses entreprises se sont arrêtés, non pas à cause d'une véritable grève générale mais suite à une interruption du courant à la centrale électrique, œuvre d'une minorité décidée. La police et l'armée ont bouclé les quartiers qui se sont soulevés et sont complètement maîtres des opérations. Un nouveau départ ou bien la fin ? me demande Hindels qui conclut : peut-être les deux. On entend les rafales des fusils-mitrailleurs au loin. En ces heures, nous croyons encore possible de rattraper à Vienne ce qui a été raté en Allemagne.

Gustav Gronich (Max) défend le pont de Kagran avec quelques autres. Dans ce groupe, la plupart des combattants n'appartiennent à aucun parti, même pas au Schutzbund, ce sont de simples prolétaires du faubourg de Kagran. Ils se battent jusqu'au moment où tout espoir est perdu. Dollfuss envoie des armes lourdes. Au soir du deuxième jour du soulèvement, Max dissout son petit groupe de combat, jette son fusil dans une sablière, traverse le bras du Danube pris par la glace et rentre chez lui, indemne, ni vu ni connu. Plus tard, il me racontera :

> Ce qui m'a sauvé c'est que je connais ce bras du Danube comme ma poche. Bien que la glace ait déjà fondu par endroits j'ai pu passer là où elle était encore dure. Un autre n'aurait sans doute pas pu s'y risquer. Puis j'ai jeté mon manteau, j'ai changé de vêtements et je suis resté cloîtré chez moi pendant quelques jours.

Sans le dire à mon père, j'emporte sa machine à écrire archivieille pour la déposer chez des camarades des Jeunesses communistes. Il ne s'en sert presque plus, puisqu'il tape à la machine surtout à l'agence de presse. Maintenant je la mets à la disposition des Jeunesses communistes clandestines, qui vraiment en ont

beaucoup plus besoin. Tout d'abord mon père ne s'en aperçoit pas puisque le couvercle métallique se trouve comme toujours à sa place habituelle. Jusqu'au jour où il le soulève, cela fait un esclandre épouvantable.

Le 13 février, Vienne est prise de panique, des groupes de la Heimwehr se déplacent à toute allure, c'est la terreur blanche. Je passe dans des rues et des ruelles isolées, les habitants jettent par la fenêtre leurs insignes du parti socialiste par peur qu'on les trouve chez eux lors d'une perquisition. Par hasard, je rencontre Bruno Holfeld, rédacteur responsable du journal *AZ,* une vieille connaissance de mes parents. Que faire? Que faire?, gémit-il, il est désespéré. Quelques jours plus tard il est rédacteur de la presse de Dollfuss, mise au pas, et en 1938 il passera chez les nazis.

En attendant, mes parents ont fourré tous les papiers suspects dans notre poêle, les vieux carnets de membre du SDAPÖ remplis de timbres payés fidèlement pendant des années, des livres et des brochures rouges qui se sont accumulés au fil du temps. «Où étais-tu, d'où viens-tu, où est-ce que tu traînes?» On tire dehors. Je proteste énergiquement contre cet autodafé, vous n'avez pas le droit, ce sont mes brochures. C'est la fin de cette folie, maintenant tu vas revenir à la raison, dit mon père, c'est fini, c'est le début d'une ère nouvelle, il faut te plier sinon tu quittes cette maison. Je me jette d'autant plus, et à corps perdu, dans des activités rouges qui prennent un élan incroyable. Des groupes entiers des Jeunesses socialistes ouvrières sont orphelins après l'effondrement des organisations légales de la social-démocratie, et ils cherchent un nouveau havre politique.

Dans ces premières semaines après le soulèvement de février, je vis à Vienne un mélange de peur et de colère contenue. La terreur blanche du régime Dollfuss-Starhemberg avec loi martiale, potence, arrestations en masse et peines capitales ne fait effet que pendant peu de temps. Un climat d'opposition se développe non seulement parmi les ouvriers mais aussi dans les classes moyennes, et ce malgré la mise au pas de la presse et des méthodes policières plus répressives. L'indignation contre le massacre de février, en particulier les armes lourdes employées contre les HLM, trouve un écho dans les tracts distribués massivement et dans les réflexions et les conversations qu'on entend dans la rue et dans les transports en commun. La peur des mouchards diminue. Dans

cette atmosphère, des groupes clandestins de cadres peuvent se former plus facilement qu'avant le soulèvement. Les autorités austrofascistes sont ressenties par une grande partie de la population comme un pouvoir d'occupation détesté. À la résistance «rouge» des ouvriers contre l'austrofascisme, s'ajoute une opposition teintée de «brun» dans les classes moyennes.

Bien avant février 1934, il y avait déjà des ébauches de groupes clandestins. Mais la véritable sélection se fait maintenant après l'épreuve du feu de février. Bien que la plus grande partie des membres de la social-démocratie et des syndicats désormais interdits soit opposée au régime, elle n'est pas pour autant prête à une activité illégale chargée de risques. En particulier les camarades les plus âgés hésitent ; quelques-uns cependant se montrent disposés à cacher du matériel dans leur jardin ouvrier, à mettre leur appartement à disposition pour une rencontre clandestine ou à prêter une machine à écrire.

Une nouvelle ère commence maintenant dans la clandestinité «souterraine». Nous avons là une longueur d'avance par rapport aux autres, car bien avant février, nous avions constitué des groupes illégaux, et nous nous connaissons mieux étant donné notre nombre plus réduit. La confiance personnelle mutuelle, les épreuves surmontées dans les actions concrètes, la ponctualité et la fiabilité joueront dorénavant un rôle important. Depuis 1933, suite aux mesures d'interdiction successives, socialistes et membres du Schutzbund eux aussi avaient commencé à mettre en place petit à petit des dispositifs pour une organisation et un travail clandestins, mais tout de même de façon hésitante tant que le parti n'était pas formellement interdit. Après février, l'afflux vers le Parti communiste de socialistes prêts au combat n'a pas seulement des motifs politiques – la déception due à la défaillance de la social-démocratie – mais aussi des motifs d'organisation politique ; ils y trouvent des structures clandestines déjà établies, alors que les socialistes révolutionnaires (RS)[10] en sont à mettre en place leur appareil. Beaucoup de ces sociaux-démocrates désormais «sans abri» doivent s'adapter à la situation

10. Les RS furent constitués en 1934 par les organisations de jeunesse de l'ancien Parti socialiste autrichien (SDAPÖ) interdit et en exil. Plus radicaux que l'ancien parti, ils exigeaient «le rétablissement de la démocratie par des moyens révolutionnaires». En 1945, la fondation du nouveau Parti socialiste autrichien (SPÖ) réunissait les RS et l'ancien SDAPÖ.

nouvelle et même à la littérature clandestine des RS. L'*Arbeiter-Zeitung* illégal a une fonction essentielle dans cette reconversion. Le journal, bien que paraissant maintenant en petit format, porte toujours l'ancien titre familier. Il sera produit en Tchécoslovaquie et passera continuellement la frontière en fraude.

«Avez-vous deux cigarettes?» C'est le mot de passe. Je remets un petit paquet de tracts clandestins pour la diffusion. Hindels est l'instigateur de cette action. C'est mon premier contact avec Karl Fischer, devant l'entreprise Eltschka und Radl, à l'aube, juste après le soulèvement de février. J'ai 19 ans, lui 17. Nous ne prononçons pas un mot de plus. Sept heures moins une, il fait encore noir et froid. Sur mon vélo, je continue vers d'autres actions contre le régime austrofasciste: fabrication de matériel, transmission, distribution, réunions clandestines, lancements de tracts, manifestations éclairs. Le régime prévoit le même tarif pour chacun de ces actes; pour un seul tract de «haute trahison», on écope de la même peine que pour un attentat à l'explosif. Nous savons que pour l'ensemble des activités d'une seule journée, nous en aurions pour cent ans de réclusion.

Les disputes avec mon père deviennent de plus en plus orageuses. Il reste un serviteur loyal de l'État corporatiste, par la force des choses, mais en partie aussi par conviction. Je lui reproche de servir ce «régime de potences». Il me réplique que je le mets en danger par mon travail clandestin. En 1934, pour le 75e anniversaire de l'agence de presse officielle, il publie un opuscule où il résume l'avènement et la chute de la Première République et où il prétend que «sous la conduite de notre vénéré chancelier fédéral, le Dr Schuschnigg, l'Autriche s'est réveillée à une vie nouvelle portée par une foi nouvelle dans son avenir». Il adhère à cette «Autriche nouvelle» alors que moi, avec mes 19 ans, dans la clandestinité de ce même État austrofasciste, je m'emploie d'autant plus à œuvrer pour une société nouvelle. Lui, il se donne tout entier à son métier, Schuschnigg lui accorde le titre de *Regierungsrat*[11]. Une rupture personnelle entre père et fils sera évitée de justesse grâce à l'intervention de ma mère.

Les formes de notre résistance ne sont pas encore définies systématiquement, elles se développent dans des situations nouvelles aux changements rapides, à la base, dans la diversité et le

11. Conseiller nommé par le gouvernement, titre ronflant et purement honorifique.

pragmatisme, avant même que des directives et des mots d'ordre viennent du sommet. Dans les entreprises on pratique la résistance passive, des interruptions de travail symboliques de cinq minutes, et même quelques grèves plus importantes. À la différence de l'Allemagne hitlérienne, il s'agit d'une «illégalité de masse». Le «Syndicat unique», créé par l'austrofascisme après l'interdiction des syndicats libres, est ressenti d'abord comme une manœuvre grossière du pouvoir, et sera par conséquent boycotté par les ouvriers et par les organisations de gauche clandestines. Sa faiblesse et son manque d'assise dans les masses contraignent le régime à faire des concessions. Cela nous amène à des réflexions et à des différends tactiques; jusqu'où pourrait-on ou devrait-on exploiter cette occasion de mener une activité «légale», sans prêter main-forte aux gouvernants en place. La grande masse des ouvriers non organisés continue à se méfier des opérations de charme déclenchées par le «Syndicat unique» à la solde du régime.

Camarades, l'illégalité est notre chance, c'est maintenant ou jamais que nous gagnerons la majorité de la classe ouvrière, le PS s'est disloqué et ses militants affluent vers nous. C'est Schropp qui parle, le représentant du comité central, au cours de notre réunion clandestine dans un coin sûr de la forêt viennoise. Les dirigeants du PS sont réfugiés à l'étranger, ou en prison, ou bien ils ont acheté leur liberté par le silence, ils ne sont nullement en état de subir une dictature, nous par contre nous y sommes préparés. Les jeunes camarades, filles et garçons, il y a peu de temps encore membres des Jeunesses ouvrières socialistes, écoutent attentivement. Les trois jours du soulèvement les ont poussés pour de bon dans le camp communiste. Schropp déroule les notes qu'il a faites sur du papier à cigarette, prêt à chaque instant à faire partir en fumée la feuille ultra-fine par une pression sur son briquet, ou à l'avaler.

Cours intensifs sur les règles de la conspiration, dans les bois et derrière les collines, formation sur l'art du camouflage, comment organiser et protéger des réunions clandestines, comment préserver l'organisation des mouchards et des provocations, comment se comporter en cas d'arrestation et devant le tribunal? Ces règles sont basées sur l'expérience des bolcheviks sous le tsarisme, les enseignements les plus récents venant du 3e Reich

sont réunis dans des brochures qui ne tardent pas à tomber entre les mains de la police autrichienne.

RUTH

Ruth Nathanson, 18 ans, mince et gracieuse, les cheveux foncés, une chemise de sport rouge, la voix hésitante et pleine d'assurance à la fois, intelligente et jolie, je tombe amoureux sur-le-champ. C'est le premier automne après le soulèvement de février, nous nous rencontrons avec d'autres camarades, filles et garçons, à Neuwaldegg pour une excursion dans la forêt viennoise, une réunion clandestine, des randonneurs innocents dans la nature, la police n'a aucun moyen de contrôle pour savoir si nous parlons de politique ou d'un événement sportif. Nous avons une apparence «normale», des jeunes en petits groupes, des «cellules de trois», les délibérations commencent déjà en marchant et si un inconnu s'approche, nous ne sommes nullement embarrassés, nous rions à gorge déployée comme si nous venions de faire une bonne blague.

Cette fois-ci c'est une réunion clandestine du RMV, l'organisation des lycéens à présent interdite. Le comité central des Jeunesses communistes a donné l'instruction aux lycéennes et aux lycéens de quitter les cellules ouvrières et de former des cellules d'élèves. Beaucoup ont d'abord rechigné, ils désiraient se joindre aux ouvriers plutôt que de faire de la propagande parmi les étudiants. Mais entre-temps ils ont compris de quoi il s'agit et ils sont enthousiastes. Conspirer contre le système éducatif autoritaire, contre les professeurs, contre l'ordre bourgeois – quelle aventure !

Les affaires courantes sont réglées, les tâches distribuées, l'édition de journaux clandestins pour les écoliers et de tracts est décidée, je marche maintenant à côté de Ruth, l'importance de la fonction qu'elle occupe peut justifier de l'intérêt particulier que je lui porte, les règles de la conspiration expliquent facilement que nous nous isolions un peu, je dois seulement prendre garde de ne pas aller trop vite si je ne veux pas mettre en danger notre œuvre commune, derrière nous marchent les autres participants à la réunion, en groupes de deux ou de trois.

Martha Nathanson, la mère de Ruth, est membre fondateur du PC autrichien. Ruth a plus de chance que moi, me dis-je, elle a des parents communistes, elle a absorbé le communisme quasiment avec le lait maternel. Mais ils ne sont plus dans le

parti, me dit Ruth après un instant d'hésitation. Ils ne sont plus dans le parti? Mais où sont-ils alors? C'est-à-dire maman est au Secours rouge. Ah, ça va. Mais papa est dans l'opposition. Dans l'opposition? Je n'insiste pas. Il y a là quelque chose d'obscur, de dangereux. Il vaut mieux ne pas approfondir. Et puis la fille n'est pas responsable de son père...

Nous avons fixé un autre rendez-vous, il faut parler de la diffusion des brochures, des mesures de sécurité, des mots d'ordre. Nous marchons longtemps dans les ruelles sombres du neuvième arrondissement, je mets mon bras autour de ses épaules, il faut bien la protéger contre le froid, et d'autre part il y a des policiers qui nous scrutent d'un regard insolent et soupçonneux, mais qui n'osent pas s'approcher d'un couple d'amoureux. C'est donc parfaitement dans les règles de la clandestinité que de «jouer» aux amoureux. C'est même un devoir. Mais je suis vraiment amoureux et je le lui dis, au coin de cette ruelle déserte, sous un ciel froid et nocturne, je l'embrasse sur la bouche et je sens son haleine. Non, chuchote-t-elle, pas ici...

Nous nous revoyons sans «règles conspiratrices», sans «affaires courantes». Premier rendez-vous sur un pont, le Friedensbrücke[12], en face de l'arrêt du train de banlieue. Le canal du Danube coule lentement, un petit bateau à vapeur remorque un canot de pêcheur, les tramways ont déjà allumé leurs feux, il fait nuit de bonne heure, la grande aiguille avance vers le six. Ruth surgit du noir, à grands pas, dans sa chemise de ski rouge. Nous descendons l'escalier, marchons en silence bras dessus, bras dessous le long du canal et ne sentons pas le froid qui monte des flots.

DANSONS LA CARMAGNOLE...

À l'été 1934, le Komintern organise à Paris une rencontre sportive internationale pour la jeunesse, pour remplacer la Spartakiade prévue à Berlin et annulée suite à la prise du pouvoir par Hitler. À 19 ans, je pars pour mon premier voyage en France, un tour à pied et en autostop qui doit durer plusieurs semaines pendant les vacances. Tôt le matin je prends le bateau qui remonte le Danube jusqu'à Melk, ensuite je commence à faire de l'autostop par étapes en passant par Linz et Salzbourg. Au Tyrol, je suis

12. Pont de la Paix.

surpris par des salves dans la montagne, l'écho retentit fortement dans les vallées. Une chasse au chamois ?

Quelques heures plus tard, j'apprends la tentative de putsch des nazis. À Innsbruck, partout des visages joyeux, à Vienne les nazis ont attaqué la chancellerie et assassiné Dollfuss. Le putsch est déjà écrasé et dans les rues des hommes patrouillent par deux, casqués, l'arme au poing. Des drapeaux noirs flottent sur les toits en signe de deuil national. Cet épisode dans la lutte entre deux systèmes fascistes ne me concerne pas, je continue ma route, mon but c'est Paris. Pour ne pas me faire inutilement remarquer à la frontière comme autostoppeur, je prends le train jusqu'à Saint-Gall.

Le premier kiosque à journaux suisse est pour moi un vrai miracle. Je viens d'un pays où il n'y a plus de partis, où les journaux paraissant encore sont mis au pas, et ici, à cent mètres de la frontière autrichienne, on vend des journaux de toutes tendances, de tous les pays du monde pour quelques centimes. Je remarque des quotidiens socialistes et communistes, ils sont étalés ouvertement à côté des autres, personne ne semble y prêter attention. J'attends quand même un instant pour que personne ne se trouve à proximité, et j'achète en vitesse le journal communiste que je plie et range soigneusement afin de pouvoir le « déguster » dans un coin tranquille.

Fritz Adler, auquel je rends visite au secrétariat de l'Internationale socialiste, me fait une forte impression. Après l'écrasement du mouvement ouvrier en Allemagne et en Autriche, il se trouve ici à Zurich pour défendre une cause perdue, mais il me communique sa foi en des jours meilleurs. Les Jeunesses communistes de Zurich honorent le soulèvement de février en jouant le *Beau Danube bleu*[13]. Ridicule ! Je le ressens comme du mépris. Les communistes strasbourgeois veulent que je leur décrive les événements de février à Vienne, ils m'écoutent avec recueillement. Assis devant des chopes de bière qu'on remplit sans cesse, leur fidélité à la ligne du parti est sans faille. Le lendemain ils m'emmènent à Sarrebruck pour préparer la campagne pour le référendum sur la Sarre, prévu par le traité de paix de 1919. Au petit matin, en camion, nous traversons des villages alsaciens encore endormis que nous réveillons par nos braillements, *La*

13. Une des valses les plus connues de Johann Strauss.

Marseillaise est encore honnie chez les communistes français, nous beuglons *L'Internationale,* des guirlandes bleu-blanc-rouge, restes du 14 Juillet, sont arrachées en passant, plus nous approchons de la Sarre, plus nous faisons de pauses pour boire un coup.

La foule nazie qui s'est rassemblée à la frontière pour nous accueillir, contemple avec dérision l'arrivée des communistes alsaciens à moitié ivres, mais mes camarades strasbourgeois ne remarquent rien. Ils sont gais et pleins d'entrain. Sur presque toutes les maisons flottent des drapeaux à croix gammée, il suffit de les compter pour connaître le résultat du prochain référendum. Les gens doivent exhiber ces drapeaux sinon ils perdent leur travail, c'est la terreur, en janvier ils voteront quand même pour le statu quo, au moins 40 %, m'instruisent mes camarades et je le crois et je l'écris et on l'imprime. Les communistes ne sont pas seuls ; presque toute la « gauche » succombe à cette illusion.

À Sarrebruck la nouvelle tactique du front unique lancée par Moscou s'est déjà imposée. Aussi puis-je m'exprimer dans une réunion à la Maison du peuple sociale-démocrate devant des jeunes dont la plupart sont socialistes. Le camarade viennois va faire un exposé sur le soulèvement de février. Je décris comment les ouvriers de Vienne ont résisté avec les armes parce qu'ils avaient, à la différence des ouvriers allemands, adopté la tactique du Front unique ; et j'y crois et mes auditeurs socialistes y croient aussi. Les communistes sont tellement enthousiastes qu'ils m'envoient tout de suite à une autre manifestation du Front unique qui aura lieu le lendemain à Neunkirchen. La police et les SA encerclent la salle de réunion, ici les militants sociaux-démocrates et communistes sont candidats à la mort, et pourtant ils poursuivent leurs actions car ils croient effectivement obtenir « au moins 40 % » au référendum, mais peut-être est-ce seulement par habitude et par fidélité.

La famille ouvrière communiste chez qui je passe la nuit a hissé un drapeau rouge sur sa maisonnette, au milieu d'un océan de drapeaux à croix gammée. De toutes les fenêtres des regards chargés de haine nous suivent, dans les têtes de ces gens excités par la propagande du 3e Reich nous sommes des agents ennemis. Après la réunion, nous sommes environ une centaine qui marchons en file indienne dans la nuit illuminée de temps en temps

par le rouge des hauts-fourneaux, nous scandons nos slogans et chantons «*Brüder, zur Sonne, zur Freiheit…*[14]».

La métropole en bordure de Seine me subjugue avec son tumulte et son agitation, ses larges boulevards et ses bouches de métro. Je me rends tout de suite à la centrale des Jeunesses communistes. La grande fête au bois de Vincennes dure jusqu'au petit matin avec des discours, des appels-manifestes, des chants et des réjouissances publiques, des stands de tir avec les têtes du Führer et du Duce comme cibles. J'apprends *la Carmagnole* avec les anciens couplets mais aussi de nouveaux, tels que *Hitler Mussolini, tous les deux raccourcis et les soviets en France!* Les soviets en France – ce slogan est ambigu. Il signifie à la fois des soviets dans les usines, élus par la base, mais aussi l'influence soviétique en France.

J'habite place Jean-Jaurès dans une famille d'ouvriers communistes. Ma connaissance du français laisse encore à désirer mais encore et encore je dois raconter aux camarades les événements de février à Vienne. Après la fête, je me rends à la rédaction du *Gegenangriff* (Contre-attaque), le journal qui vient d'être fondé par les émigrés du PC allemand, et qui fait pendant à la feuille nazie *Angriff* (Attaque) éditée par Goebbels à Berlin. L'«hebdomadaire antifasciste» paraissant à Paris s'est installé dans des bureaux modestes du boulevard Montparnasse. Le rédacteur en chef en est l'Autrichien Bruno Frei; auparavant il avait, avec Willy Münzenberg, dirigé à Berlin le journal communiste à grand tirage *Berlin am Morgen* (Berlin Matin). Bruno Frei a 37 ans, moi je n'en ai pas encore 19. Il me reçoit aimablement mais me soumet à un petit interrogatoire en tête-à-tête; je ne porte évidemment pas sur moi de lettre de recommandation dûment signée et tamponnée par des camarades viennois faisant autorité, et je sors d'une clandestinité absolue après l'écrasement de la révolte. Tout en respectant les règles de la conspiration, je réponds de façon détaillée à un tas de questions portant sur la situation politique et organisationnelle du mouvement clandestin à Vienne. Au bout d'une heure je suis reconnu digne de confiance, et la rédaction me demande immédiatement une contribution, un article pour la prochaine édition. Le sujet est naturellement le soulèvement de février à Vienne. Je m'assieds à l'une de leurs petites tables

14. «Frères, vers le soleil, vers la liberté…», vieille chanson socialiste.

et j'écris mon rapport qui, avec quelques modifications, paraît effectivement, annoncé en première page sous le titre «Le front clandestin en Autriche», assorti d'une «correspondance jeunes» en provenance des «rives du Danube» et d'un panorama des événements de février à août 1934.

Je n'ai pas encore une grande expérience journalistique et je reste surpris devant la publication immédiate de mon papier improvisé. Mais les collègues me mettent encore plus dans l'embarras lorsqu'ils me glissent dans la main 50 ou 60 francs comme honoraires. C'est la première fois que je suis payé pour un article. Egon Erwin Kisch, collaborateur actif du *Gegenangriff,* me pose encore des questions sur mes impressions en Alsace et en Sarre. Lorsque je lui décris les détours et les étapes de mon voyage entre Vienne à Paris, il dit en plaisantant, tu es le contraire de moi, le «reporter frénétique[15]».

En cet été 1934, lors de mon voyage de retour vers Vienne je fais un détour par le Midi, toujours en autostop. Ma première rencontre avec la Provence magnifique. J'arrête n'importe quelle auto, de toute façon le choix n'est pas grand, il faut attendre longtemps avant qu'arrive une voiture qui veuille bien me prendre à son bord. C'est ainsi que l'on peut faire la connaissance de la région et des gens. Une fois je tombe sur un permanent du Secours rouge. Il me raconte avec vantardise qu'il revient justement de Moscou. Je me présente comme délégué des Jeunesses communistes de Vienne qui vient de participer à la rencontre internationale de Paris, et qui est sur le chemin du retour vers l'Autriche. Je ne sais pas encore où passer la nuit et je lui demande s'il ne pourrait pas me trouver un logis, puisqu'il fait partie du Secours rouge. Il me trouve un hébergement, paye pour la nuitée et même pour le petit-déjeuner. Une autre fois j'arrive dans un village, je demande qu'on m'indique une grange à foin où je pourrais passer la nuit, pensant qu'ici tout se passe comme chez les paysans en Autriche, je prie qu'on me donne un peu de lait et de pain. Mais justement, dans le Midi tout est différent, il n'y a pas de grange à foin, pas de paysans producteurs de lait, seulement des vignerons. Ils sont tous très gentils. Je rencontre des émigrés italiens, des antifascistes. Ils sont en train de

15. Allusion aux reportages d'E. E. Kisch : *Der rasende Reporter* (Le reporter frénétique) (1924).

construire une maison, me permettent d'y dormir, me donnent des couvertures. Le lendemain, ça continue…

Une autre fois je suis pris en voiture par des jeunes d'extrême droite. Je ne leur révèle pas mes convictions de gauche, je suis tout simplement un Autrichien. Ces fils de bourgeois me montrent comment s'introduire dans les vignes pour voler les meilleures grappes de raisin et les plus belles pêches avant de poursuivre tranquillement leur route.

À Marseille je me présente au Parti communiste. On me conduit dans un sous-sol où, depuis déjà quelques semaines, est installé tant bien que mal un émigré espagnol. Il a fui une dictature de droite et se cache ici parce qu'il n'a pas de permis de séjour. Il y a des rats dans cette cave. Mauricio m'apprend bien des choses sur la condition d'émigré. Bien sûr je ne suis pas encore émigré, mais touriste. Il m'explique comment se procurer des denrées meilleur marché et comment mélanger des tomates avec des sardines, où trouver du raisin pas cher, il m'envoie au marché car il ne veut pas se risquer dehors. Normalement, ce sont des camarades français qui lui apportent des vivres et des journaux. Pendant quelques jours, c'est moi qui m'en charge.

À Marseille et à Nice je participe à d'intéressantes discussions. Le PCF est encore antimilitariste et il règne un climat vraiment internationaliste. De Nice, je pourrais rentrer sans problème en traversant l'Italie fasciste avec mon passeport autrichien. Mais les camarades insistent pour me faire passer en fraude – je porte quand même sur moi quelques brochures communistes. Sans contrôle douanier. Ils ont une méthode particulière : un service touristique organise des excursions en Italie pour environ trente personnes, aller et retour en car, dans le but de visiter quelques curiosités. Les passeports sont remis au douanier en paquet. Mon passeport n'est qu'entrevu, on compte rapidement : « *Va bene, avanti !* » Je continue en autostop. À ma grande surprise, j'aperçois dans la vitrine d'un libraire *Ma vie* de Trotsky, en italien. Le fascisme italien est plus libéral que l'allemand qui, lui, a débuté avec des autodafés.

La première auberge de jeunesse italienne à Gênes est sale et pleine de poux. On m'instruit comment éviter ou combattre la vermine. Je ne comprends pas encore beaucoup l'italien, j'imagine encore qu'il suffit de rajouter un «o» ou un «a» aux mots français pour être compris. Le père-aubergiste, un chauvin

italien, m'engueule : «*Italia-italiano*». Si tu es en Italie, tu dois parler italien.

FORMATION

Rentré à Vienne après mon séjour en France, je me lance dans l'activité clandestine avec une énergie redoublée. Le comité central des Jeunesses communistes me charge d'une double tâche qui occupera tout mon temps et mobilisera toutes mes forces : un noyautage communiste renforcé des lycées de Vienne et la réalisation de cours de formation dans les nombreuses cellules des Jeunesses communistes récemment créées dans les quartiers ouvriers. Les deux tâches sont fascinantes pour moi.

Il s'agit tout d'abord de réorganiser l'Association des lycéens révolutionnaires sous une étiquette nouvelle : Ligue des lycéens antifascistes (AMB). Josef Lauscher m'explique qu'il ne s'agit pas seulement d'un changement de nom, mais d'une stratégie nouvelle. La tactique de Front unique et de Front populaire souhaitée par Moscou projette déjà son ombre. Alors qu'auparavant on se voulait surtout «révolutionnaire» dans la «lutte de classe prolétarienne contre la bourgeoisie», on se présente maintenant essentiellement comme «antifasciste» en aspirant à des unions «plus larges» y compris avec des bourgeois. Cette directive s'applique tout particulièrement aux lycées. Il n'est donc plus primordial de gagner les lycéens d'origine prolétaire ou de condition modeste pour la lutte contre le monopole de la culture, mais en premier lieu de faire cause commune également avec des «antifascistes» bourgeois ou petit-bourgeois. Je ne suis pas enthousiaste mais je me plie finalement aux directives nouvelles que je transmets à nos cellules dans les lycées viennois.

Le RMV se transforme donc en AMB, je rédige une série d'articles pour son nouveau journal, je donne les manuscrits à Josef Lauscher qui les fait mettre sous presse dans une imprimerie clandestine. Bien vite je me rends compte que techniquement, le résultat est meilleur qu'avant les combats de février ! Le PC autrichien, sur ce plan aussi, fait des progrès visibles. Je reçois les feuilles imprimées de l'AMB, je les transmets aux cellules dans les lycées où elles sont distribuées, collées aux murs ou bien «semées» à des endroits bien précis. Depuis février 1934 on trouve un terrain plus propice pour la propagande communiste dans la plupart des lycées de Vienne. On gagne de nouveaux «éléments» pour l'AMB. Nos slogans rencontrent un succès tout

particulier dans les lycées de filles. À la sortie des cours, je suis souvent entouré d'une bande de jolies sympathisantes et je me balade avec elles dans les rues pour discuter, ce qui provoque des commentaires chez quelques camarades des Jeunesses communistes : « Hansl le Rouge et son harem. »

Le travail de formation dans les nouvelles cellules de jeunes est encore plus important pour moi. Des groupes entiers des Jeunesses socialistes ouvrières et des Jeunesses syndicalistes rejoignent les rangs des Jeunesses communistes. Ces jeunes camarades fraîchement débarqués de la social-démocratie ne sont pas encore à nos yeux de « vrais » communistes ; nous les appelons les « communistes de février » et nous pensons qu'ils ont encore à virer leur cuti social-démocrate. C'est l'objectif d'un important programme de formation, dans lequel *L'État et la révolution* de Lénine joue un rôle primordial.

Jour après jour, à pied ou à bicyclette, je me rends dans les trois arrondissements (Leopoldstadt, Alsergrund, Brigittenau) qui constituent le « cercle ». Mais je me rends aussi dans les quartiers de Floridsdorf, Kagran, Hernals, Ottakring, Margareten et Hietzing où, l'après-midi ou le soir, j'organise selon les règles conspiratrices des rencontres clandestines, dans des petites cellules mais aussi de plus importantes, avec des jeunes pour la plupart chômeurs. Les sujets de nos discussions : le contenu et le sens de la stratégie et de la tactique communistes. Mes paroles tombent presque toujours sur un terrain fertile et il règne une atmosphère de confiance. Je me suis concerté auparavant avec Karl Stavarits ou avec Josef Lauscher sur les grandes lignes du contenu de ce programme de formation, un contrôle d'« en haut » n'étant guère possible dans les conditions d'illégalité et de conspiration. Lauscher me surprend une fois avec la biographie de Trotsky, *Ma vie.* Il hoche pensivement la tête et me dit : Tu ne devrais pas lire ça. Pourquoi, j'observe, il faut tout lire, même si on n'est pas d'accord, pour connaître les arguments et pour pouvoir discuter. Eh bien, soit, il me l'accorde, ce n'est pas une interdiction formelle, tout juste un conseil amical. Pendant toute une année, la confiance du comité central des Jeunesses communistes envers mon travail de formation parmi les jeunes « communistes de février » est totalement justifiée. Puis Staline nous surprend avec son nouveau tournant.

CHAPITRE 3
LES HÉRÉTIQUES

Le chef du PC de Leningrad, Kirov, est liquidé en décembre 1934 par un coup de pistolet dans la nuque. Il paraît qu'il était trop «libéral». L'attentat mis en scène par la Guépéou de Staline est le coup d'envoi d'une «vague d'épuration» terroriste en Union soviétique, de déportations massives et d'exécutions, qui aboutira dix-huit mois plus tard aux procès de Moscou. Les dessous véritables et les connexions de cette colossale provocation stalinienne ne percent que lentement les barrières de la censure pour pénétrer dans nos consciences. En premier lieu l'attention est braquée sur la volte-face de la politique mondiale du Kremlin.

«J'approuve le réarmement de la France». Cette déclaration de Staline éclate comme une bombe parmi nous, dans notre clandestinité viennoise. Le Komintern approuve les armements de guerre d'un pays capitaliste? Une nouvelle mensongère de la presse bourgeoise, explique Heini Gabler, dirigeant des Jeunesses communistes, dans un premier commentaire. Tout de même c'est inhabituel, remarque Hindels. Tu crois vraiment que notre parti pourrait approuver le réarmement d'une puissance coloniale impérialiste? On nous explique que dorénavant, l'ennemi principal n'est plus notre propre bourgeoisie mais le 3e Reich. La patrie de tous les travailleurs est directement menacée par le 3e Reich, c'est pourquoi elle cherche une alliance avec les puissances occidentales. C'est compréhensible. Mais est-ce qu'il faut pour autant sacrifier la lutte de classe dans les pays capitalistes?

Je m'arrange pour avoir *L'Humanité* chez Morawa, la grande maison de presse de la Wollzeile. La *Basler Rund-schau,* feuille camouflée du Komintern sur papier ultramince vient également d'arriver. Les résolutions du PCF sont sans équivoque. Les communistes français votent effectivement les crédits de guerre. Pour la première fois dans l'histoire de la 3e Internationale. Un tournant.

L'approbation des crédits militaires par les sociaux-démocrates le 4 août 1914 avait été pour les communistes le signe de la

faillite de la 2e Internationale qui justifia la scission et la création de la 3e Internationale, fais-je remarquer. Hindels est stupéfait : « Qu'est-ce que tu veux dire par là ? Que notre parti se trouve devant la même croisée des chemins ? Je suis convaincu que le 7e congrès du Komintern condamnera l'attitude du PC français et qu'il rappellera le devoir de tous les partis de mener un combat internationaliste contre la vague de chauvinisme », affirme Hindels. Et si ce n'est pas le cas ? Devons-nous peut-être faire un travail fractionnel ? Horrible. Rien n'est aussi mal vu dans le parti que le « travail fractionnel ». Mais au juste, pourquoi pas de travail fractionnel ? Lénine n'a-t-il pas pris ses distances envers les « socialistes de guerre » ? Je suis devenu communiste surtout parce que j'étais convaincu que les communistes, malgré toutes les erreurs possibles, prenaient fait et cause pour la solidarité internationale de tous les ouvriers, et contre la guerre. Si cela n'était plus le cas, mon appartenance au parti aurait perdu son sens.

FRACTION DE GAUCHE

Hindels me met en garde contre ce genre de jeux intellectuels. Il en va surtout de l'Union soviétique et de sa sécurité. Les décisions possibles du prochain congrès mondial seront décisives. En tout cas tu dois te soumettre sans condition si tu veux être et rester un soldat de la révolution mondiale. Bruno, qu'est-ce que c'est que cette façon inutile de faire des phrases ? Je connais tout ça par cœur. Mais tu dois faire face, me dit mon ami, tu t'es donné à la cause. À la cause, oui, lui dis-je, mais pas aux personnes. D'ailleurs je suis sûr que le congrès mondial hissera à nouveau le drapeau internationaliste. Finalement, nous décidons, à tout hasard, de former une « fraction de gauche » à l'intérieur des Jeunesses communistes. Une mesure préventive pour le cas où Moscou déciderait tout de même autrement. Notre confiance en Staline n'est plus inébranlable. Notre influence dans la clandestinité communiste est considérable. Hindels est permanent dans des groupes syndicaux communistes, moi je dirige des groupes de lycéens et des cours de formation idéologique pour les jeunes socialistes et pour les Faucons rouges récemment passés aux Jeunesses communistes.

Nous savons que toute opposition au sein du parti sera immédiatement sanctionnée par l'exclusion, l'isolement et les calomnies. Nous voulons donc attendre le congrès mondial de

l'Internationale communiste qui aura lieu en été 1935 et jusque-là, asseoir notre influence dans les organisations de base de telle manière que le moment venu, une grande partie des jeunes se joigne à nous.

Vers où se tourner ? Nous devrions prendre contact avec l'Opposition, proposé-je. Hindels proteste : « Jamais avec les trotskistes ! » L'opposition trotskiste nous a été pendant si longtemps présentée comme un épouvantail, comme une « bande de traîtres sans principes ». D'accord, mais j'aimerais tout de même connaître leurs idées. Jamais avec les trotskistes, répète-t-il têtu, jamais avec les briseurs de grève, je les connais. Briseurs de grève ? Quand, où ? Hindels parle de grèves organisées par le KPD avant 1933 en collaboration avec les nazis contre la République de Weimar. Trotsky les avait mis en garde contre cela et avait préconisé le front unique avec le SPD.

Et puis, cette chimère de la révolution permanente. Chimère ? Peut-être. Mais cette histoire de révolution permanente semble ultra-révolutionnaire et suffisamment intéressante pour qu'on puisse vouloir la connaître. Après tout, Trotsky avait combattu aux côtés de Lénine. Ça fait longtemps, réplique Hindels. Finalement nous nous mettons d'accord pour au moins lire la littérature trotskiste. Mais où et comment trouver cette littérature secrète dans la clandestinité autrichienne ? Les parents de Ruth avaient été proches des trotskistes. Mais Ruth elle-même m'avertit : « Tu verras, ils ne font que bavarder et ne font rien. »

Par l'entremise de Ruth, je rencontre dans un café du quartier d'Ottakring, un représentant de la « vieille » opposition de gauche du PC autrichien : Karl Polzer. Son esprit est resté attaché aux années 1920 et il m'explique en détail les étapes de la rupture entre Staline et Trotsky, les rôles joués par Boukharine et Zinoviev. Par contre il ne sait pas ce que concrètement il faudrait faire à Vienne à l'heure actuelle. Je suis déçu. Polzer me présente Berthold Grad, lui aussi un vieux trotskiste. Grad possède une machine à écrire, qu'il met à notre disposition. Ça, c'est du concret. Les vieux trotskistes sont très étonnés que de jeunes communistes s'intéressent d'eux-mêmes aux idées de Trotsky. Il existe en plus un groupe de jeunes « bolcheviks-léninistes » avec Ernst Federn et Julius Metsch. Ceux-ci agissent à l'intérieur du parti clandestin des socialistes-révolutionnaires et se montrent enthousiastes lorsqu'ils ont vent de notre initiative. Enfin, Josef Frey opère

en solitaire avec sa Kampfbund zur Befreiung der Arbeiterklasse (Ligue de lutte pour la libération de la classe ouvrière). Sans nous connaître, il nous soupçonne dans son bulletin *Arbeitermacht* (Pouvoir ouvrier) de faire partie d'une «manœuvre des staliniens» pour «neutraliser» les forces oppositionnelles. L'accueil réservé aux nouveaux hérétiques par les vieux n'est guère encourageant. Nous décidons de rester indépendants jusqu'à nouvel ordre.

LE CRÉPUSCULE DES DIEUX

Au cours de l'été 1935 je vais à nouveau à Paris pendant quelques semaines. Cette fois-ci au nom de la fraction de gauche des Jeunesses communistes, pour ramener le plus vite possible à Vienne les premiers rapports sur le congrès mondial du Komintern réuni en ce moment même à Moscou, et pour savoir ce qu'en pense Trotsky. Nous sommes assoiffés d'informations en provenance de l'étranger, qui ne soient pas censurées. Les résolutions et les thèses récemment adoptées par la 3e Internationale devraient montrer jusqu'où Staline s'est déjà écarté des idées de Lénine, et si une «guérison» du Komintern est encore possible. J'attends encore un débat d'opinions au congrès mondial qui permettra aux «internationalistes» et aux «sociaux-patriotes» de mesurer leurs forces. En plus, je dois contacter à Paris des groupes de l'Opposition de gauche, et ramener à Vienne des documents concernant leur programme.

À Landeck, où j'attends tout au plus un camion qui m'embarquerait pour quelques kilomètres, c'est en fait un Parisien qui s'arrête, avec sa voiture de sport. Il ne désire qu'une chose : quitter les Alpes le plus vite possible et rentrer chez lui. Je serai son interprète et son guide et lui sera mon chauffeur jusqu'à Paris.

Arrivé en bord de Seine, ma déception est immense. Les comptes rendus du congrès que je lis dans la librairie du Parti communiste à Paris, et que je recopie pour mes camarades viennois, ne laissent aucun doute. L'Internationale, qui avait promis de remporter la victoire pour les droits de l'homme, se révèle à nouveau être une farce, l'expression d'un mépris sanglant. Et cette fois-ci cela n'arrive pas lors de l'entrée en guerre comme en 1914 mais bien avant, et non pas à cause d'une «aristocratie ouvrière embourgeoisée» mais par la faute de la «Patrie des travailleurs». Les défaites du mouvement ouvrier à Berlin et à Vienne ont déjà été des coups durs pour notre confiance en nous-mêmes, et maintenant c'est notre Internationale qui rompt avec

les principes sur lesquels elle a été fondée en 1919. La décision du PCF de voter les crédits de guerre, non seulement n'est pas réprouvée par Moscou, mais érigée en devoir pour tous les communistes. Au lieu du «front de classe», on préconise dorénavant le «front populaire» et le «front national», les drapeaux rouges sont remplacés par les tricolores et au son de *L'Internationale* se mêlent les fanfares des hymnes nationaux bourgeois. Triste fin d'été à Paris. Henri Barbusse, le grand écrivain opposé à la guerre, vient de mourir. On lui fait des funérailles solennelles, l'orchestre communiste joue la Marche funèbre russe sur les Grands boulevards. Mais nous portons le deuil, me semble-t-il, d'une mort bien plus importante : celle de l'Internationale.

Paris est le centre de l'émigration antifasciste de plusieurs pays et, ajouté à cela, le quartier général des groupes d'opposition trotskistes. Quittant son exil turc en 1933, Trotsky est arrivé en France où il a dû vivre caché en province, soumis à un contrôle sévère, et a été finalement expulsé en juin 1934 par pression de cercles d'extrême droite mais aussi staliniens. Paris a refusé le droit d'asile à celui qui avait été le premier ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique, en se basant sur un décret datant de 1914. Maintenant, il a provisoirement trouvé refuge en Norvège. De là-bas, il écrit, inlassablement, des thèses, des articles et des lettres qu'on traduit ici, et qui sont envoyés aux quatre coins du monde.

Dans un appartement modeste situé sur une arrière-cour, je rencontre Jean Meichler, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Lutte ouvrière,* une petite feuille sans comparaison avec les tirages en masse de la presse stalinienne. C'est justement cela qui me paraît une garantie pour la qualité du contenu et pour la vérité et la justesse de la cause. Peut-être sommes-nous, comme au temps de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht, une poignée d'inconnus et d'inébranlables à contre-courant, mais c'est là, justement, que réside notre chance «pour demain». Meichler, dont je comprends difficilement le français typiquement parisien, m'amène au secrétariat international et chez les «camarades allemands», les trotskistes d'Allemagne et d'Europe centrale qui ont fui Hitler et Horty et qui ont en plus la Guépéou de Staline à leurs trousses. Mon passage de la 3e à la 4e Internationale est donc lié à de nouveaux dangers. Je le ressens comme une preuve supplémentaire du bien-fondé de la voie choisie.

Erwin Wolf, Allemand de Prague, un des secrétaires du leader de la révolution mondiale, jeune, cultivé et pénétré par la foi révolutionnaire, m'initie aux fondements du communisme selon Trotsky. Il vit à Paris depuis deux ans. Pour Wolf, je suis un jeune camarade venu d'Autriche, le pays du soulèvement de février, qui cherche des voies nouvelles. Du seul pays où, jusque-là, il y a eu une résistance armée contre le fascisme. Wolf veut voir dans mon apparition un «signe des temps», une indication sur l'évolution de la «jeune génération sous le fascisme», une nouvelle garantie «pour demain». Toute la journée, je lis des années entières de revues trotskistes et les derniers livres et brochures du Vieux que je ne peux pas emporter, mais dont je dois tirer la quintessence pour l'apporter à Vienne. Erwin répond inlassablement à mes questions, et lorsqu'il n'a pas de réponse ou lorsqu'il n'a pas le droit de répondre, il me le dit ouvertement. Il me prévient contre les dangers de la voie qu'à présent je veux emprunter: «Ils vous dénonceront à la police, ils utiliseront tous les moyens, prenez garde!» Deux ans plus tard, pendant la guerre d'Espagne, il sera lui-même enlevé et assassiné par la Guépéou de Staline.

À l'asile de nuit, à l'ombre des tours du Sacré-Cœur, l'endroit où les exclus et les plus pauvres parmi les pauvres passent la nuit, je fais la connaissance de Franz Lederer, portant sous le bras le *Staline* d'Henri Barbusse. Ce n'est pas une coïncidence que nous nous rencontrions précisément ici. Il n'y a pas d'auberge de jeunesse à Paris, alors nous dormons à l'asile de nuit, pendant la journée nous nous retrouvons au guichet de la poste restante, Poste centrale, rue du Louvre. Franz, grand et tout droit, aux yeux sombres et brûlants, est venu à Paris en cet été 1935 tout comme moi: pour faire connaissance avec le communisme. Un homme formidable, dit-il sérieusement en me montrant le livre. Barbusse? Staline, dit Franz. À Vienne où il s'appelle Perez, il dirige l'Hashomer Hatzaïr, un groupe de jeunesse sioniste de gauche, dont les membres sont à la recherche de nouvelles orientations.

Comme beaucoup d'autres, il se tourne maintenant vers Staline contrairement à nous qui nous en détachons déjà. Peut-être pourra-t-il s'épargner la déviation stalinienne? Le régime de Schuschnigg tolère l'existence du Hashomer tout en limitant sa liberté de mouvement. Le fascisme autrichien ne se déclare pas ouvertement antisémite, et tolère des groupes qui ont pour but

l'émigration des Juifs vers la Palestine. Mais, bientôt, les organisations sionistes de gauche seront un terrain fertile pour la propagande communiste.

Nous discutons à longueur de jours et de nuits. Franz est parti chercher Staline et il trouve Trotsky dont il ne connaissait jusqu'ici que le nom. Inutile de comparer Staline et Trotsky. Le prophète banni est ce que nous cherchions : l'esprit radical. Nous ne voyons plus la horde misérable de l'asile de nuit, nous n'entendons pas les jurons des clochards qui se disputent un bout de pain ou un lit, nous ne sentons pas le goût de la soupe populaire. Nous discutons sans nous lasser des « temps à venir ».

La tête bourrée à ras bord d'idées explosives et chargé de notes bien camouflées, je rentre en Autriche, j'apporte le message, le détonateur invisible qui doit pulvériser toute cette pourriture et mettre en mouvement un renouveau. Entre-temps notre fraction de gauche a « travaillé » les Jeunesses communistes de Vienne. Nous commençons par l'édition de notre premier tract. Un nouveau groupement, les communistes-révolutionnaires (RKÖ), émerge donc entre les deux partis clandestins, les socialistes-révolutionnaires et le Parti communiste autrichien. Tout d'abord seul Hindels veut « se déclarer ouvertement », les autres font un travail de taupe pour développer l'opposition dans leurs cellules et les comités de section. Alors que nous semons le doute, en confrontant sans commentaire les résolutions opportunistes de droite du 7e congrès mondial aux citations révolutionnaires de Lénine, afin d'inciter à la révolte la jeunesse communiste au nom de Lénine contre la bureaucratie stalinienne, Hindels, lui, agit à visage découvert, il va discuter d'arrondissement en arrondissement en proclamant les idées nouvelles, qui en vérité sont anciennes.

LUEURS À L'OUEST

En été 1936, la vague de grèves avec occupation d'usines en France et le déclenchement de la guerre civile en Espagne ont un effet bouleversant dans notre clandestinité autrichienne. La presse mise au pas par le régime austrofasciste déforme naturellement les nouvelles en provenance de Paris et de Madrid, mais nous avons appris à lire entre les lignes. Une lumière d'un rouge rayonnant – cette fois-ci elle vient de l'ouest. Pour nous la question brûlante se pose : aller à Madrid ou, précisément maintenant, renforcer le travail révolutionnaire dans notre propre

pays ? Au moins la poussée des forces fascistes en Europe de l'Ouest est-elle freinée pour le moment. Des masses d'ouvriers et de paysans anarchosyndicalistes se soulèvent dans une grande partie de l'Espagne contre le coup d'État du général Franco, alors que le gouvernement bourgeois se limite à des efforts faibles et équivoques pour le repousser. Beaucoup de faits nous rappellent tout d'abord mars 1917, Kerenski, le double pouvoir, la radicalisation grandissante dans la course vers les décisions fondamentales. Pour la première fois nous entendons consciemment le grondement d'une révolution authentique, non par le biais de manuels mais par les événements quotidiens. Pendant des mois nous avons l'impression que le monde change de base. Cette fois, dans notre vingtième année, cela ne sera pas seulement une théorie et un espoir mais, semble-t-il, une réalité tangible sur le sol européen.

Staline s'emploie systématiquement à jouer le pompier pour éteindre les foyers révolutionnaires qui ont éclaté en Europe de l'Ouest. Dans l'intérêt de l'armement français, la direction du PCF impose l'arrêt des grèves en s'appuyant sur le pacte Paris-Moscou. Sur ordre du Kremlin et conformément aux directives du dernier congrès du Komintern, l'appareil stalinien se met clairement au service du gouvernement bourgeois dans la guerre civile espagnole et combat farouchement les tendances plus radicales. Tout d'abord verbalement par des calomnies massives, puis sous la conduite directe de la Guépéou, par des assassinats et par la répression contre la gauche espagnole.

En même temps les nouvelles du premier procès de Moscou contre Zinoviev, Kamenev et leurs camarades tombent sur nous comme des coups de massue. Bien que dans notre clandestinité antifasciste viennoise nous ayons perdu nos illusions sur le régime de Staline depuis plus d'une année, nous sommes terrassés par la pluie d'informations relatant les accusations et les autoaccusations fantaisistes des vieux compagnons de lutte de Lénine. Le procureur Vychinsky requiert la peine de mort contre les « chiens enragés ». Nous refusons d'abord de croire à l'exécution de Zinoviev et de Kamenev. J'écris dans notre journal : « Nous ne savons pas encore si la bureaucratie de Staline osera vraiment assassiner la vieille garde. Mais les ouvriers autrichiens doivent savoir qui sont ces hommes condamnés à mort maintenant. » Dans le numéro suivant nous devons cependant confirmer les

exécutions dans un encart bordé de noir. Dans une lettre adressée au secrétariat international parisien, je rapporte :

> En dépit des préparatifs qui ne laissaient guère de doute, la nouvelle des exécutions nous a surpris. On attendait malgré tout une grâce. Le refus de cette grâce a eu un effet encore plus désastreux que tout ce procès. Les ouvriers sociaux-démocrates (légaux) sont indignés. Les socialistes-révolutionnaires lancent une campagne acharnée contre la sentence de Moscou. Les staliniens sont abasourdis et restent en retrait. De vieux communistes sont atterrés. Certains ont pleuré. On sent la fin du vieux bolchevisme, l'aube de la contre-révolution. Pendant ce temps, arrivent des informations sur de nouvelles arrestations massives.

LA RUPTURE

Après ces événements la coupure est définitive. Les jeunes socialistes radicalisés de plusieurs arrondissements de Vienne, notamment du quartier de Margareten, ont rompu avec le SAJ après le soulèvement de février pour rejoindre les Jeunesses communistes, parce qu'ils ne voulaient plus être des «réformistes» mais des «révolutionnaires». Maintenant, voyant le véritable rôle du Komintern, ils trouvent insupportable de rester, ne serait-ce qu'un jour de plus, dans cette organisation. Nous décidons donc de rompre ouvertement avec l'organisation stalinienne, et de fonder une nouvelle ligue *Spartakus* en vue de la préparation d'une nouvelle Internationale. Nos modèles s'appellent Lénine, Liebknecht et Rosa Luxemburg, notre leader c'est Trotsky. Nous sommes inspirés par l'époque primitive du bolchevisme, par l'héroïsme des Spartakistes et par le mythe du fondateur de l'Armée rouge. Le bulletin clandestin que dorénavant nous éditons doit tout d'abord s'appeler «Spartacus» – c'est ma proposition – mais la majorité se décide pour *Bolchevik*. Avec le slogan de Karl Liebknecht : «L'ennemi est dans notre propre pays!» En sous-titre nous reconnaissons la nécessité d'une quatrième Internationale. Et lorsque les staliniens essaient de nous «insulter» comme trotskistes, nous reprenons l'étiquette à notre compte et, bouleversés par les procès de Moscou, nous nous déclarons solidaires avec la vieille garde sacrifiée.

Un «instructeur» venu d'Allemagne du Nord, Bruno Dubber (surnommé Walter), délégué par le bureau politique, organise une assemblée générale des Jeunesses communistes de l'arrondissement de Margareten. Sous le couvert d'assises culturelles, elle a lieu dans un bâtiment de l'éducation populaire. Walter croit l'affaire gagnée d'avance et arrive flanqué de la direction du district, sûr de pouvoir écraser les hérétiques et de sauver l'arrondissement pour la cause de Moscou. Il a réussi si souvent en Allemagne, alors pourquoi pas à Vienne ? Les jeunes de Margareten vont le faire déchanter. Ils invitent Hindels pour donner la réplique. Franz Stiegler, que nous appelons Bursch, est élu président de l'assemblée plénière. Walter n'y voit qu'une formalité, mais la direction régionale flaire l'orage. «Je vous remercie, je donne la parole au représentant du bureau politique et je demande au camarade de ne pas dépasser un quart d'heure afin de nous laisser le temps de discuter», c'est ainsi que Bursch ouvre la séance. Un quart d'heure ? Qu'est-ce que cela signifie ? C'est moi l'instructeur ! Walter est furieux, il doit pourtant se soumettre.

Hindels, comme premier intervenant, se met à réfuter les affirmations de Walter, l'instructeur commence à hurler, au mépris des règles de prudence : Nous ne tolérerons pas ici de discours trotskistes. Assez ! Dehors ! Allez ouste ! Hindels continue à parler calmement, le camarade de Hambourg, furieux, est rappelé à l'ordre par Bursch : Calme-toi, ici tu n'es pas dans une salle de réunion du KPD au temps de la République de Weimar. Walter commence à renverser des chaises. Vous serez tous exclus ! Au beau milieu de ce tapage, Bursch soumet au vote la proposition de quitter les Jeunesses communistes. La décision de retrait est acceptée à l'unanimité.

La nouvelle organisation se constitue avec Klara Bartosik, Hermi Brabetz, Sepp Reinwein, Rudi Strob, Hans Wallner, Friedl et Heini Wotruba et d'autres. La perte de Margareten est un coup dur pour la direction stalinienne. Elle est suivie par des dissidences dans les arrondissements de Kagran, Kaisermühlen, Hietzing, Brigittenau et Leopoldstadt. Le bureau politique réagit avec colère. Il décrète la marginalisation des trotskistes, l'interdiction de discuter avec eux ou de les saluer. Bientôt, suivront la diffamation et la persécution. Les trotskistes doivent être traités comme des fascistes, des indicateurs, des contre-révolutionnaires, des agents de l'ennemi, selon le jargon bureaucratique. La

direction stalinienne me soupçonne d'être l'instigateur de l'opposition puisque j'ai été chargé de la «formation» dans ces arrondissements pendant un an. «Alors, comment ça va, Monsieur Scheuer?», me demande Walter en haussant la voix avec une amabilité feinte lorsque par hasard il me rencontre quelques semaines plus tard sur le trottoir du Margarentengürtel. Portant sur moi des tracts clandestins et quelques exemplaires de notre nouveau journal, je ne peux me permettre d'être impliqué dans un incident. Walter s'en rend compte et me barre la route. Vous êtes bien pressé, Monsieur Scheuer? Propagande trotskiste? Tu sais bien, salaud de trotskiste, ce qui va se passer. Nous sommes obligés de publier vos noms pour mettre en garde les ouvriers. Alors, qu'est-ce que tu en dis, continue-t-il en me provoquant, tu dois piger ça, mouchard!

Le journaliste anglais Jeffery Fraser est bien plus cultivé. Accrédité à Vienne comme correspondant d'un journal libéral et travaillant en même temps pour le Komintern en Autriche, il invite, en juillet 1936, les Jeunesses communistes de Margareten à une randonnée dans la forêt viennoise pour une «discussion amicale». Je suis également convié. Il pleut, nous nous abritons dans une grande tente. Fraser propose un «débat libre» et espère regagner le groupe par le charme. Il parle pendant vingt minutes sans interruption. Je lui réponds aussi longuement, *L'Humanité* en main. Il ne s'attendait pas à ça. Le journal du PCF est trempé par la pluie mais on peut lire sans problème que les grèves de juin 1936 ont déjà été freinées par Maurice Thorez et que le PCF a voté les crédits militaires. C'est donc cela une politique révolutionnaire? Fraser ne sait que répondre. Sous la tente, j'étale *Lutte ouvrière* et *La Commune,* les journaux des trotskistes français qui prennent clairement position pour la révolution ouvrière et contre les armements de guerre.

«Vous finirez comme Jacques Doriot!», lance Fraser, lui aussi il a commencé par une opposition au sein du Parti communiste et il a fini comme fasciste. Nous rions. Il me reste cinq minutes de temps de parole et je conclus en quelques phrases: malgré nos divergences nous sommes pour un front unique contre le fascisme. Mais nous n'oublierons ni les camarades Zinoviev et Kamenev, assassinés par la réaction stalinienne, ni Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. Sur ces derniers mots, Fraser se lève d'un bond et quitte la tente dans une fuite éperdue, comme si ma remarque

sur les procès de Moscou lui avait inspiré une peur physique. Nous ne le reverrons jamais.

LE CONSEIL DE RÉVISION

Schuschnigg décide l'instauration de la conscription générale selon la tradition des Habsbourg. Les jeunes de mon année sont appelés les premiers. 1915-1936 – une nouvelle génération «apte au service» a grandi ! Depuis la chute de l'empire et la proclamation de la République, il n'y avait plus de service militaire obligatoire, et maintenant c'est précisément nous qui devons rouvrir cette danse macabre, et encore sous ce régime austrofasciste funeste. Certains, parmi les générations précédentes, rayonnent de joie de revoir les uniformes des Habsbourg et d'écouter les marches militaires pleines d'entrain qu'on entend à nouveau sur la Ringstrasse. Nous, les jeunes, n'en croyons pas nos yeux ni nos oreilles.

Je n'ai pas envie de répondre à l'appel de rejoindre la caserne sans réagir. En juin 1936 commencent les conseils de révision. J'espère que les sous-officiers de service me déclareront «inapte au service», à cause d'une lésion valvulaire du cœur, et pour forcer la dose sur les conseils de camarades plus âgés, anciens combattants de la première guerre mondiale, j'absorbe une quantité abondante de café, en me rendant ensuite au pas de course par la Landstrasser Hauptstrasse vers la caserne où je dois passer devant le conseil de révision. De nombreux compagnons du même âge et qui partagent le même sort y sont déjà rassemblés. Le temps d'attendre mon tour, mon cœur a repris son rythme normal et après un examen superficiel, je suis déclaré «apte au service» et dirigé provisoirement vers l'artillerie. Mon ordre de mobilisation me parviendra quelques mois plus tard – à la prison de Vienne.

Les choses se présentent tout autrement pour Franz Lederer qui fait partie de la même classe d'âge que moi. Il veut bien faire son service militaire, non seulement par simple sens du devoir léniniste – «le révolutionnaire ne refuse pas le service militaire mais il fait du travail révolutionnaire au sein de l'armée» – mais aussi par amour pour le métier de soldat, la précision et la discipline. Il sert dans l'artillerie à l'arsenal de Vienne. Ses performances et ses capacités sont appréciées. Bien sûr il y a de l'antisémitisme aussi dans l'armée autrichienne et le contrôle politique est sévère, mais personne ne soupçonne que derrière le brave soldat Franz Lederer se cache le Juif «Perez» ou le combattant clandestin

rouge «Dieter». Dans son bel uniforme, il accomplit un travail formidable pour le nouveau groupe, il forme des cellules de soldats et rédige le *Prolétaire sous l'uniforme* qui constituera bientôt un casse-tête énorme pour Leutgeb, fonctionnaire de la police politique.

Franz Lederer est un conspirateur-né. Depuis son retour de France, personne à Vienne n'est encore au courant de son passage à la 4e Internationale. Pour les sionistes de gauche de l'Hashomer, il est toujours «Perez», le fidèle permanent responsable des jeunes. Les communistes voient en lui le compagnon de route issu du camp «bourgeois». Les staliniens sont à la recherche d'alliés venant de «droite» puisqu'ils expulsent de leurs rangs les oppositionnels de gauche. Le camarade Lederer, à peine rentré de France, pays du Front populaire naissant, leur semble le partenaire idéal et le témoin principal pour prouver la justesse de la nouvelle ligne.

Et voici que Franz leur joue ce tour dans la Lobau[1], la «prairie des soviets» où régulièrement des rassemblements clandestins ont lieu, abrités des regards par de vastes massifs de buissons touffus. Il fait un rapport sur le Front populaire français. Parmi la centaine d'auditrices et d'auditeurs à demi-nus, se trouvent aussi quelques «trotskistes» récemment exclus qu'on ne peut pas facilement «éjecter» puisque tout comme les autres baigneurs ils restent là, apparemment indifférents, debout ou couchés en clignant des yeux au soleil. Solennellement on donne la parole au «camarade sans parti de retour de France» pour son rapport sur «les succès de la politique du Front populaire»; et le voilà qui décrit de façon détaillée la rupture avec la «tactique révolutionnaire et internationaliste surannée» et fait l'éloge du tournant vers le «patriotisme» et vers la «collaboration avec la bourgeoisie». Plein d'approbation, il rapporte combien le PCF est devenu «raisonnable» au sens bourgeois du terme. Pour les jeunes communistes autrichiens, de tels éloges sont plutôt pénibles à entendre; à leurs oreilles aiguisées par le soulèvement de février, les nouvelles en provenance de Paris sonnent comme de la dérision. Mais ils ne peuvent retirer la parole à un orateur qu'ils ont eux-mêmes invité, d'autant moins lorsqu'il sort des coupures de

1. Endroit au bord du Danube, resté à l'état sauvage où amis de la nature et naturistes se rendent en été pour se baigner. Sous l'austrofascisme, le lieu servait aussi de lieu de réunion pour des groupes politiques, sous l'apparence anodine d'excursions.

presse de *L'Humanité* et qu'il commence à les traduire. Alors là, les drapeaux tricolores flottent au vent, l'hymne national retentit, de toute évidence les leaders du PC français en rajoutent pour se pavaner avec leurs tirades chauvines, et à ce prix, ils gagnent des alliés dans le camp bourgeois. Pendant que Franz décrit tout cela avec force citations, les staliniens orthodoxes sont pris de malaise. Nous, les hérétiques, nous sommes couchés, nous sourions et profitons du soleil. Franz ne nous regarde pas et nous ne le voyons pas, nous ne nous connaissons pas.

«Nous remercions le camarade pour son compte rendu intéressant», c'est ainsi que le président veut clore la réunion, lorsque Karl Thierl, responsable d'un groupe de Jeunesses communistes de l'arrondissement de Kagran, se lève et demande la parole : «Nous avons maintenant compris que la nouvelle ligne signifie la trahison de la classe…» Il ne peut aller plus loin. Discussion ? Pas question. Il parvient tout juste à annoncer son passage à la nouvelle Internationale, quelques staliniens essaient de le rouer de coups, mais de plus en plus de jeunes se lèvent et se solidarisent avec nous. Nous ne clignons plus des yeux au soleil, nous sommes tous debout en gesticulant, et à la fin, je peux prendre la parole quelques minutes, nous chantons *L'Internationale* et partons un peu plus loin, pour une rencontre nettement plus amicale avec les Socialistes révolutionnaires. Les staliniens restent sur la «prairie des soviets» et Franz nous racontera plus tard les jurons contre les «provocateurs trotskistes», là-bas dans la Lobau.

AVEC TROTSKY

Le Vieux nous apparaît comme le prophète méconnu du communisme de notre époque, comme le véritable héritier de Lénine, leader de la révolution mondiale, non seulement au moment de son apogée mais aussi dans les années de son déclin. Pour des communistes pensants – et nous essayons de penser – Trotsky donne des explications crédibles sur la «période de déclin» et sur la «dégénérescence bureaucratique» en Union soviétique. Ses théories sont d'un seul tenant, elles englobent le temps et l'espace. La révolution sera «permanente», de bourgeoise, elle doit se transformer en prolétarienne, de nationale, elle doit devenir internationale, elle doit s'étendre et s'approfondir ou bien périr. Le socialisme dans un seul pays n'est pas possible, les affirmations de Staline se révèlent être un non-sens. L'État ouvrier isolé devait «dégénérer» ; Lev Davidovitch le prouve dans des centaines

d'articles et de lettres. L'inévitable révolution mondiale remettrait cependant l'État ouvrier «dégénéré» sur le droit chemin, et ouvrirait la voie vers le socialisme ; Trotsky l'explique dans des douzaines de brochures et de livres. Et quel langage, quelle musique ! Pas de «langue de bois», pas de répétitions monotones, mais des formules claires jaillies d'un esprit brillant, du vrai génie de la révolution.

Nous devenons «trotskistes», ou presque. Nous lisons l'*Histoire de la révolution russe* de Trotsky et le monde nous apparaît sous une autre lumière. Tout ceci, les staliniens nous l'ont donc dissimulé et caché. Est-ce que c'est seulement maintenant que nous rejoignons les véritables sources de la révolution ? Nous lisons *Ma vie,* l'autobiographie, elle englobe en fait plusieurs vies : le rebelle en quête de son chemin, le révolutionnaire conscient, le président du premier soviet en 1905, l'émigré, le fondateur de l'Armée rouge, le commissaire du peuple et le leader, le banni et le pourchassé sans visa, l'oublié et le proscrit.

Au début du printemps 1936, Jan Frankel se rend à Vienne en tant qu'envoyé de Trotsky. En 1929 lorsque le fondateur de l'Armée rouge dut s'exiler en Turquie, Jan, à l'époque encore oppositionnel de gauche à Prague, l'y rejoignit pour lui servir de secrétaire, étant donné ses connaissances linguistiques. Le Vieux a besoin de secrétaires politiques capables et fiables pour traduire en plusieurs langues ses nombreux articles, lettres et messages politiques, m'explique Jan. Il a vécu sous le même toit que le Vieux. Je lui demande comment il est au juste, le Vieux. Trapu et pourtant grand. Et puis il doit prendre un peu de ventre maintenant. Je tombe des nues. Un leader de la révolution ventru est totalement incompatible avec ce que j'imagine. Jan se rend compte de ma surprise et se ravise : c'est à cause de sa santé. Ce sont les médecins qui le lui ont prescrit. Les reins, le foie… Évidemment, sa santé est plus importante que tout le reste. J'ai honte d'avoir basculé dans le culte idéaliste de la personnalité. Jan m'aide à voir en Lev Davidovitch un simple mortel qui, en raison de ses capacités exceptionnelles, s'est trouvé un moment à la pointe des événements, et qui maintenant dans la période de réaction essaie de tenir le flambeau de l'espoir, en union avec nous tous.

Il y a un poste libre dans la garde personnelle du leader de la révolution mondiale. Est-ce que dans votre groupe vous avez un

camarade qui pourrait se charger de cette fonction ? Jan Frankel me propose de remplir cette mission. J'y réfléchis mais je préfère quand même rester jusqu'à nouvel ordre en Autriche, où nous venons de mettre sur les rails pas mal de choses. Jan insiste : comme tu le sais, le Vieux doit être continuellement protégé contre les attaques des staliniens et des fascistes. Je propose Max. Ce combattant de février semble répondre aux exigences. Mais le plan échoue, Max est arrêté par la police de Schuschnigg.

Immédiatement après cette vague d'arrestations, et pour la première fois, je me rends à Prague pour discuter avec Jan Frankel, Jiri Kopp et Wolf Salus. Leur groupe s'appelle « Jiskra » et édite un journal du même nom, Frankel y publie ses articles sous la signature de « Verny ». J'habite chez Salus, le fils talentueux d'un gynécologue qui est aussi poète et dont les collections lyriques portent des titres aussi romantiques que « Son des cloches », « Rêves clairs » et « Harpe de Dieu ». Dans les années 1930, le fils révolutionnaire préfère un autre ton. Premier contact amical également avec le groupe Proletar, en scission récente avec le PC tchèque, sous la direction de Jozef Guttmann, autrefois membre du bureau politique du PC tchèque et du comité exécutif de la 3e Internationale, ainsi qu'avec les camarades du groupe trotskiste des Sudètes sous la direction de Julik ; ils publient le journal polycopié *Das Banner* (la Bannière). Enfin, je rencontre ici Margarete Watz, dénommée plus tard Rita Dewar, qui a fui l'Allemagne hitlérienne devant la Gestapo et la Guépéou. Elle émigrera bientôt à Londres et nous aidera de là-bas les années suivantes avec une solidarité à toute épreuve.

Grâce à l'amnistie de Schuschnigg, proclamée en juillet 1936, Max est libéré. Je rentre à Vienne avec de nouvelles et solides relations. Parmi les « vieux trotskistes », l'ingénieur Johann Schöffmann et Ludwig Auinger, plongeur dans un restaurant, rejoignent notre nouveau groupe. Ils ont soif d'actions concrètes. Enfin « Klinger », alias « Barton », s'intéresse à nous. Il est directeur d'une entreprise industrielle et, comme passe-temps, soutient des mouvements révolutionnaires. Je ne réussis pas à résoudre cette énigme psychologique, cet homme financièrement aisé est taciturne et susceptible. Schöffmann me prépare pendant des heures à ma première rencontre avec « Klinger », il m'explique ce que je dois dire et ce que je dois éviter. Finalement, je parle le moins possible. « Klinger » verse quelques centaines de schillings et se

déclare prêt à continuer à nous soutenir. L'édition de plusieurs brochures est assurée financièrement.

Notre journal paraît régulièrement, une ou deux fois par mois. Avec nos modestes moyens, nous essayons de faire face aux événements qui se succèdent brutalement en cette année 1936 tumultueuse. En février, anniversaire du soulèvement, nous lançons un appel à la grève. En mars paraît un appel à la solidarité avec les camarades accusés au cours du procès des RS et un appel contre la guerre de Mussolini en Éthiopie. Le numéro de mai est saisi et détruit par la police au cours de la vague d'arrestations. En juin nous écrivons avec enthousiasme sur les grèves de masse en France, et avec Trotsky, nous sommes convaincus que là-bas une nouvelle «Révolution française a commencé». En même temps, les nouveaux symptômes de la réaction qui progresse en Union soviétique nous inquiètent. En juillet, un numéro spécial traite des accords Hitler-Schuschnigg. En août, le début de la révolution espagnole ébranle également le régime austrofasciste et éveille des espoirs téméraires. Quelques semaines plus tard, arrive la terrible nouvelle des procès sanglants de Moscou; nous réagissons avec une manchette: «Extermination générale des léninistes russes». En octobre, nous publions les 37 thèses de la première conférence internationale pour une quatrième Internationale, insérant nos propres sous-titres et en soulignant ce qui nous semble le plus important. En novembre, nous rapportons des informations sur le pouvoir des ouvriers et des citoyens en Catalogne, et nous nous posons des questions sur l'évolution récente du régime de Schuschnigg.

En un mot, la nouvelle organisation clandestine fonctionne. Le secrétariat se trouve à la Gusenleitnergasse, chez Karl Fischer. Sa mère, Maria Fischer – nous l'appelons tante Mitzi – nous soutient. Elle appelle son fils «Kegel» ce qui deviendra son pseudonyme dans la clandestinité. L'appareil à polycopier se trouve à Kagran. Les cellules se réunissent régulièrement. Des journaux étrangers passent la frontière en fraude en provenance de Bratislava et de Brno. Nous sommes sûrs de notre cause et confiants dans la marche de l'histoire mondiale. La police voit les choses autrement.

CHAPITRE 4
LA PRISON

ARRESTATION ET INTERROGATOIRE

À 7 heures du matin, deux fonctionnaires de la police politique de Schuschnigg sonnent et frappent énergiquement à la porte de l'appartement d'Heinrich et Alice Scheuer, dans un logement municipal du troisième arrondissement de Vienne, au numéro 39 de la Neulinggasse, escalier I, premier étage, porte numéro 4. Police, ouvrez ! Je dors encore dans ma petite chambre. Ma mère ouvre : vous désirez ? Il s'agit de votre fils.

Ma chambre est « propre ». Dans les poches de mes vêtements et dans les tiroirs de mon petit bureau il n'y a ni tracts ni notes suspectes. Dans une cavité de notre bibliothèque se trouve bien un exemplaire d'une brochure arrivée de l'étranger il y a une semaine, ils ne la trouvent pas.

Monsieur Scheuer junior ? L'un des deux hommes passe sa grosse tête par la porte. Je le regarde, les yeux encore chargés de sommeil. Pouvez-vous vous habiller, s'il vous plaît. Les deux fonctionnaires entrent dans la pièce étroite. L'un, de stature plutôt trapue, dirige l'expédition et commence tout de suite à examiner les journaux posés sur le bureau, alors que le deuxième, grand et osseux, regarde autour de lui, un peu gêné. Tout à coup, le « chef » découvre de vieilles cartes géographiques des environs de Vienne : des plans stratégiques ! Je souris, je crois que c'est une blague. Mais le policier reste de marbre. Si vous croyez qu'il s'agit là de préparatifs pour la guerre civile, emportez-les tranquillement, ces cartes. Faites votre devoir ! L'ironie semble faire impression, du moins provisoirement. Il met les plans de côté, puis les oublie en partant.

La perquisition est vite terminée et sans résultat. Mais je dois les suivre au service central de la police. Ce n'est qu'un contrôle, ce soir je serai de retour, je console ma mère sans y croire. Un adieu bref pour longtemps.

Nous quittons la maison. Il n'y a pas de voiture qui nous attende comme je l'avais imaginé. Ces deux messieurs sont venus à pied. À trois, d'un pas lent comme pour flâner, nous descendons vers le Stadtpark, le jardin municipal. Silence. Puis subitement : « Vous pouvez nous croire, Monsieur Scheuer, nous n'aimons pas notre métier. » Ah bon ?! Vous croyez peut-être que ce gouvernement nous est sympathique ? Ah oui ?! Des agents en uniforme noir, toujours deux par deux, patrouillent dans les rues, baïonnette au fusil qui repose sur l'épaule. Des policiers armés font leur ronde d'un pas mesuré, observent attentivement les passants et, si quelqu'un leur paraît suspect, lui demandent ses papiers. Il vous est peut-être sympathique, à vous ? Qui donc ? Le gouvernement ! Ah ! Pourquoi pas ? Alors pourquoi est-ce qu'on vient vous chercher pour vous amener au service central de la police ? Il s'agit sans doute d'un malentendu. Malentendu ? La police ne se trompe pas. Tant mieux ! Le fonctionnaire se tait, voyant que je ne veux pas engager la conversation.

Nous prenons le tramway jusqu'au Schottenring. L'immeuble du service central de la police nous engloutit. Des couloirs sombres, des escaliers. Mon regard s'arrête sur un grand portrait de Schober, préfet de police défunt, qui avait équipé la troupe avec du matériel ultramoderne pour la guerre civile, et qui il y a dix ans, le 15 juillet 1927, a livré des batailles de rue contre les ouvriers en révolte qui ont fait beaucoup de victimes. Dans cette maison imprégnée de son esprit, il reste le maître reconnu.

Il s'avère bientôt que j'ai été « filé » depuis quelque temps. Dans un rapport de police rédigé la veille de mon arrestation, on peut lire littéralement :

> A quitté son logement à 9 h 20 et, en passant par la Salesianergasse, il a rejoint au pas de course l'arrêt du tram près de la patinoire, où il est monté dans un tram de la ligne G2. Avec ce tram, il s'est rendu à la Josefstädterstrasse, y a pris une correspondance de la ligne J jusqu'au Gürtel, a pris une correspondance de la ligne 8 et est descendu à la Burggasse. De là, il est revenu sur le Gürtel, en passant par la Herbststrasse et la place Ludo Hartmann pour entrer dans la Maison du peuple. Il y était attendu par un garçon du même âge, environ 20 ans, mesurant à peu près 170 cm, mince, blond, rasé de près, vêtu d'un anorak marron clair, de culottes de golf brunes,

> de chaussettes de la même couleur et de chaussures foncées, qui lui a remis un petit papier.

Suite à une dénonciation « anonyme », les agents de Schuschnigg ont observé ma dernière rencontre avec Kegel dans la salle de lecture de la Maison d'éducation populaire. À la fin, l'indicateur notait : « S'est dirigé à pied, en partie au pas de course, vers son immeuble où il est arrivé à 16 h 35. Au cours de la surveillance qui a suivi, on ne l'a plus revu ce jour-là. »

Heureusement, car les rendez-vous les plus importants ont eu lieu le soir. Le fascisme adouci par la négligence.

Mais des fonctionnaires plus intelligents étaient parfaitement renseignés sur notre activité. Dans un rapport de police de décembre 1936, on indiquait :

> Ce groupe jusqu'alors totalement insignifiant a déployé ces derniers temps une activité et une propagande renforcées, surtout et non sans succès parmi la jeunesse. Dans quelques arrondissements de Vienne, ils ont essayé d'organiser leurs membres en groupes.

Une pièce enfumée. Le commissaire Hackl est un fumeur invétéré. Il me regarde à peine, range des papiers, des classeurs, des notes. « Où étiez-vous avant-hier ? », me lance-t-il. Après un bref silence, je murmure : « Avant-hier ? Avant-hier… Je ne me souviens vraiment plus. » Pendant les heures d'attente, un mécanisme de refoulement s'est tellement bien mis en place que je ne peux plus le contrôler.

Leutgeb, fonctionnaire de la police criminelle, petit, large et trapu, entre. Il me mesure avec ses yeux foncés. Pour la première fois depuis que je me trouve dans ce bâtiment, je rencontre la haine. Leutgeb pose sur la table quelques feuilles tapées à la machine. J'essaie de déchiffrer les caractères à l'envers. Leutgeb s'en aperçoit et hurle : « Ces feuilles ne sont pas pour vous ! Quelle insolence ! Savez-vous où vous êtes ?! » Il écume de rage. Ses yeux sont maintenant injectés de sang. Je le regarde tranquillement sans dire un mot. Il menace : « Vous vous rendrez compte qu'ici on ne plaisante pas. »

Hackl sort un petit paquet de photos d'identité, il me les passe au-dessus de la table d'un geste nonchalant et s'allume une nouvelle cigarette. Regardez ces photos. Est-ce que vous reconnaissez quelqu'un ? Je pose les photos devant moi. L'une après l'autre. Je connais presque toutes les personnes photographiées.

Seraient-elles toutes arrêtées ? Ce serait grave. Hackl fait semblant d'être occupé par une pile d'autres papiers et s'enveloppe d'un nuage de fumée.

Les photos me regardent, silencieuses et graves, comme si elles voulaient dire : oui, nous sommes tous ici. Mais toi, tais-toi ! Voici le crâne rond du camarade Julius Metsch, le visage sillonné de rides de l'ingénieur Johann Schöffmann, Ernst Federn avec ses lunettes, l'expression craintive du camarade Berthold Grad et les yeux rieurs du plongeur Ludwig Auinger.

Vous reconnaissez quelqu'un ? Je nie. Mmmh… C'est bien ce que je pensais.

Il n'en dit pas plus, range les photos soigneusement et sonne. Le planton m'amène à la salle de garde et c'est là que Leutgeb m'attend les yeux brillants. Par ici ! Il hurle et me coince entre deux géants en uniforme en train de manger leur casse-croûte. L'un lit le journal du soir et j'essaie de jeter un coup d'œil sur les titres. Débarrassez-moi de ce journal ! Monsieur Scheuer ne lit pas la presse bourgeoise. Il ne lit que des tracts rouges. Leutgeb ricane dédaigneusement en proférant ces paroles.

Alors ils ont aussi trouvé nos bulletins ? Alors, mon garçon, tu parles ou tu ne parles pas ? Il agite son poing devant mes yeux. Les deux géants sourient avec bonhomie et j'ai l'impression que tout ceci ne leur plaît guère. Reste calme, me dis-je, dans les commissariats on frappe, c'est bien connu, mais pas au service central de la police…

Un coup sec contre ma mâchoire gauche et mes lunettes volent quelque part dans la salle de garde. Un va-et-vient de policiers. Les deux géants ne bougent pas. Il faut rester calme. Pas de réponse, pas de mouvement. Espèce de chien ! Chien rouge ! On va t'écraser, t'aplatir comme ça ! Je ne vois pas le geste du fonctionnaire, je le devine seulement… Une douleur lancinante dans la partie gauche de mon visage, un tiraillement et un élancement obscurcissent ma conscience. Un factionnaire avertit de quelque chose. La voiture est avancée.

Scheuer ! Je me lève, me penche pour chercher mes lunettes. Là… Un fonctionnaire les pousse vers moi d'un mouvement du pied. Merci. Leutgeb se tait. Je me retourne vers la sentinelle pour être emmené. Halte, un instant. Leutgeb me tire par le bras et subitement, arbore une mine mystérieuse et aimable : « Écoutez Scheuer, ne nous en veuillez pas pour tout ceci. Notre

travail est difficile. Nous devons clore ce dossier. Vous êtes un homme intelligent. Aidez-nous…»

Nouvel interrogatoire. Rush final. Et ces manuscrits qu'on a trouvés chez votre ami Karl Fischer? Fischer a tout avoué. Vous aviez établi votre secrétariat chez lui. Le pauvre garçon le paiera cher. Qu'est-ce que vous en dites? Leutgeb me plaque une feuille manuscrite sous le nez. Mon écriture. Propagande antimilitariste. Vous connaissez ça? Non. Et ça? Leutgeb retourne la feuille et j'y vois la copie de nouvelles de l'agence de presse officielle. Des vieux papiers utilisés par mon père pour écrire des notes au verso. J'avais trouvé ce papier quelque part et l'avais utilisé moi-même. Il devait être détruit après impression des manuscrits. Et voilà qu'il a abouti ici au service central de la police. Je suis pour ainsi dire grillé.

Alors, Scheuer, allez-y! Vous connaissez ça? C'est pourtant votre écriture? C'est un wagon entier de matériel illégal que nous avons dû enlever de chez Fischer ce matin. Bien sûr le matériel n'a pas encore été examiné mais ces feuilles ont tout de suite retenu notre attention.

Leutgeb sourit aimablement: «Eh bien Scheuer, si ce n'est pas votre écriture, de qui est-elle alors? Vous refusez de répondre? Vous croyez pouvoir faire l'idiot? Trop tard. Vous n'êtes pas idiot, Scheuer, votre style n'est pas trop mal. Nous allons faire un exercice pour comparer les écritures.» «S'il vous plaît» – il me met un crayon entre les doigts. À, B, C, écrivez en lettres d'imprimerie, en lettres capitales, tout l'alphabet. J'écris. Sur le manuscrit saisi j'avais légèrement déformé mon écriture, maintenant j'utilise mon écriture habituelle. Le prolétariat, écrivez, Scheuer, le prolétariat doit, votre écriture normale… Leutgeb se penche par-dessus mon épaule pour contrôler… doit s'opposer au rétablissement du service militaire obligatoire et… s'engager avec tous les moyens possibles pour faire aboutir les revendications sociales actuelles. Point. Ça y est?

Il choisit précisément cette phrase car elle peut m'être fatale: conspiration contre la sécurité de l'État. Un instant, cela suffit. Il prend la feuille et la montre au commissaire. Ils comparent les deux écritures. Ressemblance frappante. Le même F. Et puis le D. Tout est clair.

Hackl me regarde: «Nous savons qu'il s'agit de votre écriture. Si vous ne l'admettez pas, nous ferons faire une expertise. Le

résultat est le même. Les frais seront pour vous.» «Mais il n'a pas d'argent, remarque Leutgeb ironiquement, c'est papa qui paiera, n'est-ce pas? Le jeune homme s'en fiche». «Quoi? Alors, poursuit Hackl, vous confirmez que c'est votre écriture?» Non. Hackl laisse tomber et observe, apparemment perdu dans ses pensées: «On ne les a pas tous, de votre groupe un seul nous manque, Josef Hindels. Celui-là, nous irons le chercher lundi à son travail. On ne connaît pas encore son adresse privée.»

Leutgeb revient et m'emmène dehors. Il essaie encore une fois d'en appeler à ma conscience. Scheuer, vous êtes bête. Ça n'a pas de sens de nier des choses prouvées. Je comprends que vous ne veuillez pas charger vos camarades. Cela vous honore. Mais nier l'évidence, c'est de la folie. Il attend que ses paroles fassent effet. Je réfléchis, il n'a pas tout à fait tort. Cependant je me dis que si je commence par dire A, je devrai aussi dire B. Si j'admets avoir écrit ces lignes, je devrais expliquer dans quelles circonstances, sur l'ordre de qui et avec quelle aide.

Je plains votre père. Si vous étiez mon fils, je vous aurais fait passer le goût de la politique et vite fait, vous pouvez me croire. Je connais le village natal de votre père, je suis moi-même originaire de Moravie. Et je connais les habitants de ce village: tous des braves gens, loyaux. On dit souvent du mal des Juifs. Mais les gens originaires de ce village étaient tous honnêtes et patriotes, bien que Juifs. Pourquoi êtes-vous tellement différent? D'où vient votre mère? Ah bon, de Transylvanie. Est-ce que ce serait le sang hongrois? Je hausse les épaules et me borne à poser une question: quelle peine m'attend? «Six mois ou un an de détention administrative si vous n'avouez pas. Et le camp. Et puis naturellement un procès. Si vous avouez, on pourra tout diminuer et atténuer. Réfléchissez avant qu'il ne soit trop tard...»

Donc ils iront chercher Hindels lundi. Quelle imprudence commise par monsieur le commissaire de l'avoir mentionné. Aujourd'hui, c'est vendredi. Heureusement on m'autorise, bien que sous surveillance de la police, de parler quelques minutes avec ma sœur. En langage codé, je peux lui annoncer le danger qui menace et lui demander d'aller avertir Hindels de toute urgence. Elle court sans tarder vers la Spaungasse et met sa famille au courant. J'apprendrai plus tard que mon ami plonge aussitôt dans la clandestinité. Le lundi, la police se présente effectivement sur les lieux mais l'homme recherché est introuvable. Il continue à

déployer dans la clandestinité viennoise une activité fébrile et, pour me disculper, rédige les derniers numéros de notre journal. Puis il se fait teindre les cheveux, franchit la frontière avec un faux passeport et bientôt s'établit à Prague comme représentant de notre groupe à l'étranger.

Revenu dans ma cellule, je cherche à me consoler et à trouver des raisons pour mon arrestation : la prison est une « école » par laquelle tout révolutionnaire doit passer. On ne peut plus m'arrêter maintenant. Enfin un endroit calme : la cellule. Elle m'accueille, étouffante mais presque protectrice et libératrice. Les premiers jours sont les plus durs. Le prisonnier doit s'habituer à l'enfermement, apprendre à être privé de liberté. C'est comme une opération douloureuse ; l'opéré doit surmonter la première douleur cuisante, faire tout d'abord connaissance avec ce qui est nouveau, changé ou manquant sur son corps. Au moment de mon arrivée dans la prison de la police, le fait de devoir rester seul dans une cellule me semble épouvantable et effrayant. Le lien avec la société à laquelle on vient de m'arracher est encore vivant et actif.

Tout cela n'était pas tout à fait inattendu. Ils devaient remonter jusque chez moi à la suite de dénonciations et de surveillances multiples. Et pourtant d'une certaine façon j'avais cru en mon étoile. Les clandestins sont presque toujours un peu superstitieux, même les adeptes du matérialisme historique. Sans le fameux sixième sens, rien n'est possible. Cette fois-ci il m'a trahi.

Le jour se lève lentement. Subitement la sensation de solitude commence à me guetter et à s'accrocher à moi comme un poids. Je ne peux pas toujours parler avec moi-même, j'ai besoin d'un écho vivant, d'une résonance comme preuve de ma propre vie. Apparemment, j'existe encore, car le judas à la porte s'ouvre à intervalles réguliers. Maintenant je suis reconnaissant à cet œil qu'auparavant je trouvais agaçant, car j'y vois une ultime confirmation de mon existence ; un contact, aussi infime soit il, avec un autre homme – ne serait-ce qu'un gardien. Mais à la longue, cet espion muet est paralysant, fatigant, abrutissant. Je m'ennuie. Et surtout : j'ai peur d'être seul, seul pour un temps indéfini. Je cogne contre la porte avec mon poing : deux fois, trois fois. L'abattant s'ouvre. Le gardien se baisse et je vois son visage moustachu : « Qu'est qu'il y a ? Je voudrais… du papier

et un crayon. Vous voulez formuler une requête ? Peut-être un aveu ? Déjà maté ? »

J'écris donc une requête après l'autre et je demande à la direction de la prison plus d'air, plus de lumière, plus de nourriture, plus de changement. Le gardien vient chercher les feuillets couverts d'écriture et le crayon et remet le tout au responsable de l'étage. Celui-ci met certainement la requête à la poubelle et range le crayon à sa place. J'attends une réponse. Les journées s'étirent mornes et sombres. Toujours à la même heure, les *fazis*[1] font irruption dans la cellule pour rabattre le châlit contre le mur et le soir pour le remettre en place. L'abattant dans la porte s'ouvre trois fois par jour pour laisser passer un bol de café, une purée de pois ou une soupe aux patates. Cela fait des années que je n'ai pas mangé aussi régulièrement. Je sens les poils drus de ma barbe naissante.

Maintenant j'écris : « Cher Monsieur Leutgeb, j'ai une communication à faire et je demande à être présenté devant vous. » Apparemment, ce billet n'atterrit pas dans la corbeille à papier. Le mandat d'amener arrive promptement, plus vite que prévu. De mauvaise humeur et mal rasé, mes chaussures délacées, je traverse la prison en trébuchant, je descends les escaliers grillagés. Scheuer..., dit le fonctionnaire qui m'attend en bas. Rien d'autre.

Nous passons par la porte étroite, et, depuis tant de jours, mon visage est fouetté par l'air frais et froid. Nous montons dans une voiture de police et je vois Vienne illuminée, les passants qui se hâtent sur leur route, j'entends les cloches des tramways. L'horloge au carrefour indique 2 h 10, les gens ont donc déjeuné et retournent à leur travail. Ils sont libres. Pendant ces cinq minutes j'oublie ma propre captivité et je respire à nouveau la liberté par tous les pores de ma peau. Et si ce n'était que pour ces cinq minutes, me dis-je, la promenade en vaudrait la peine.

« Alors, vous avez une communication à faire ? » Leutgeb me fixe de ses yeux sombres avec curiosité.

– Oui. Mais d'abord j'exige tous les droits qui reviennent à un prisonnier politique : courrier, visites, promenade, lectures.

– Vous posez donc des conditions ? Bon. Vous aurez tout ça. Vous allez voir que je suis honnête.

– Merci.

---

1. Serviteur, factotum, en jargon carcéral : détenus chargés des corvées.

– Alors, cette communication ?

– Eh bien, cette écriture, c'est effectivement la mienne.

– Et alors ?

– C'est tout.

– C'est tout ? C'est pour cela que vous demandez un mandat d'amener ? Vous vous foutez de moi ? Nous savions depuis longtemps que c'est votre écriture. Ce sont des aveux complets que nous attendons de vous : des indications précises sur le rôle que chacun de vous a joué. Les commettants ! Les bailleurs de fonds !

Je me tais. Leutgeb devient cramoisi, il serre les poings. « Emmenez-le ! », hurle-t-il.

– Monsieur le commissaire, dis-je (bien que je sache qu'il n'a pas encore droit à ce titre, mais pensant que cette méprise le calmera peut-être), vous m'avez promis quelque chose.

– Ah oui… Il se rend dans la pièce voisine. Pendant que je l'attends, les deux agents qui m'ont arrêté passent près de moi.

– Pas possible, Monsieur Scheuer, s'étonne le plus jeune. Vous êtes toujours ici ?

– Comme vous le voyez, je réponds en grattant ma barbe.

– Mais nous n'avions rien trouvé chez vous. Il n'y avait pas de charge contre vous. Leutgeb réapparaît dans le cadre de la porte, une feuille de papier dans sa main.

– Nous nous étonnions, dit celui qui a la grosse tête, de voir que Monsieur Scheuer est toujours ici.

– Celui-là ? Il va rester encore longtemps ! Un grand criminel ! Les fonctionnaires me regardent d'un air incrédule comme si j'étais un fantôme. D'autres fonctionnaires de la police criminelle entendent les explications de Leutgeb qui hausse le ton ; ils s'approchent. Un traître ! Une crapule ! Ces messieurs se pressent pour voir de leurs propres yeux la bête mal rasée ainsi décrite.

– Monsieur Scheuer n'attend que le jour où il nous pendra tous. N'est-ce pas ? Un policier par candélabre. Pas vrai ?

D'où sort-il tout ça, d'un quelconque tract d'extrême droite ou de sa propre imagination ?

– Mais on ne vous laissera pas faire, hurle-t-il. Compris ? Jamais ! Car auparavant – Leutgeb vocifère et lève les deux poings comme s'il voulait casser un bâton invisible – auparavant nous te casserons le cou !

– Ah bon. Indifférent, je regarde dans le vide. Mais Leutgeb, comme s'il craignait une réplique, ordonne :

– Et maintenant ouste ! Voici le papier. On vous accorde tout : promenade, courrier et le reste. Mais vous ne sortirez plus d'ici : au moins un an de détention administrative et puis le pénitencier. Emmenez-le !

LE PROCÈS

Changement de décor : le bâtiment du tribunal. Dorénavant, pendant neuf mois, je ne serai plus entre les mains de la police austrofasciste mais prisonnier de la justice qui, elle, n'est pas encore tout à fait mise au pas. Sturm, le gardien de prison, un petit bonhomme aux yeux rieurs, m'accueille : « Vous êtes donc un rouge ? » Il me conduit par de longs couloirs jusqu'à la cellule numéro 106.

– Ici, il y a encore un autre rouge comme vous, dit-il en clignant de l'œil, à peu près de votre âge. Vous ferez certainement bon ménage.

Contrairement aux policiers, les autres gardiens ne sont pas non plus des valets inconditionnels du régime, mais de simples salariés. Le responsable de l'étage est malade de l'estomac ; toujours de mauvaise humeur et renfrogné. Il accomplit son service à contrecœur, mais sans brutalité.

La porte claque dans mon dos et je suis seul, mon compagnon de cellule est parti pour la promenade. Qui peut-il être, est-ce que nous nous entendrons vraiment ? La vie commune dans une cellule de prison a des exigences plus grandes que d'autres formes de vie en communauté humaine. Cela demande des nerfs solides, de la volonté et de la force de caractère. Il n'y a guère de changement. Jour et nuit, heure après heure, des mois et des années on est enfermé ensemble sur une surface réduite. En tant que prévenus politiques, nous ne sommes pas obligés de travailler et nous devons nous occuper nous-mêmes.

Hans était, tout comme moi, dans le mouvement des jeunes socialistes depuis son enfance. Après le soulèvement de février, il est passé comme beaucoup d'autres chez les communistes qui lui semblaient les plus radicaux, et donc les meilleurs. Il est tout étonné d'apprendre par ma bouche qu'il y a des communistes dissidents, pourchassés en Russie de façon sanglante et qui prennent position pour la création d'une nouvelle Internationale ouvrière. Ici, dans la cellule 106, ni la police ni les intrigues staliniennes ne peuvent m'empêcher de développer mes idées heure après heure – de la révolution russe à la révolution

espagnole, des temps de Lénine aux procès de Moscou, de la 3e à la 4e Internationale. Hans m'écoute avec un intérêt soutenu ; un monde nouveau semble s'ouvrir devant lui. Il essaie de faire des objections auxquelles je réponds en détail ; nous avons du temps, beaucoup de temps !

Pourtant, à chaque instant, le juge d'instruction peut nous convoquer. Le siège du tribunal voisine directement avec notre quartier de détention. Nous sommes à quelques pas de la porte qui nous mène à l'interrogatoire. Dans notre petit monde, nous épions les bruits venant du dehors, du hall. Chaque pas, chaque cliquetis, chaque craquement peut annoncer un interrogatoire auquel notre âme et notre esprit doivent être préparés.

Les heures s'écoulent, les portes claquent à côté et en face ; là, on apporte à manger, là une lettre, ici quelqu'un est emmené chez le dentiste, chez l'avocat ou à la visite. Ce centre vit sa propre vie. Quatre hommes se relaient continuellement pour s'occuper de nous. Ces fonctionnaires nous sont quasiment octroyés comme serviteurs. Je n'ai que rarement le droit de quitter ma cellule ; une fois par jour, pour marcher en rond pendant une petite heure dans la cour, deux fois par mois pour le bain et exceptionnellement pour l'interrogatoire, une confrontation ou une visite. Les fonctionnaires de la prison m'apportent quotidiennement les repas et le courrier censuré. En plus ils gardent ma lame de rasoir et mes ciseaux à ongles qu'on ne me rend que pour la toilette. Sinon, je pourrais me taillader les veines du poignet.

Quand nous en avons assez de nos discussions politiques, nous nous plongeons dans un jeu d'échecs, déplaçons les pièces formées dans de la mie de pain sur l'échiquier dessiné au crayon. Nous organisons notre temps et les journées nous paraissent trop courtes. Le matin, devant la fenêtre ouverte, nous faisons des exercices physiques pour ne pas nous rouiller ; nous inspirons profondément, levons une chaise les bras tendus, faisons des flexions de genoux et nous étirons nos corps les bras suspendus au tuyau de chauffage. Nous lisons ce qui nous tombe entre les mains mais nous avons du mal à nous concentrer sur des textes plus difficiles. Les polars ou les romans d'amour sont les plus adaptés à étouffer notre inquiétude.

L'amour… Nulle part ailleurs on peut l'oublier moins qu'ici, entre ces murs gris d'où il a été banni. Nos jeunes corps s'étirent et désirent cet amour que nous connaissons si peu et que nous

avons tellement négligé à cause de nos activités politiques. Ici, nous avons le temps de réfléchir, de digérer nos impressions passées et nos péchés par omission, de rêver aux jours à venir.

Non, la vie ne pourra pas simplement reprendre là où elle a été interrompue par l'arrestation, elle doit être vécue de manière plus forte et plus intense. J'ai vu une fille, elle m'a fait signe de la main. En effet, sur le chemin menant à la douche, en longeant la «cour des potences», où depuis le rétablissement de la peine de mort le bourreau a repris du service, on nous fait traverser une cour sur laquelle donne la fenêtre d'une cellule de femmes. Et là-bas dans la pénombre, derrière les barreaux, une femme nous a fait signe pendant quelques secondes. Et ce signe s'adressait à chacun de nous. Nous pouvons maintenant en rêver pendant des jours, quatorze jours jusqu'au prochain bain. Quel âge peut-elle avoir? Peut-être est-elle aussi jeune que nous? Elle est blonde pour les uns, brune pour les autres.

Dans la cellule voisine se trouve par hasard, Fritz Niescher, membre de notre groupe, arrêté quelques semaines avant moi dans un contexte différent mais également poursuivi pour propagande communiste révolutionnaire. Le juge d'instruction s'aperçoit trop tard que nous faisons partie du même mouvement, fait qui devrait interdire que nous soyons placés dans des cellules voisines. Entre-temps nous faisons tous les jours notre promenade en commun, et d'ailleurs nous communiquons de toute façon par billets et en tapotant aux murs selon un code convenu.

Cette détention préventive dure neuf mois. Je ne suis convoqué que rarement pour des interrogatoires. Les «preuves» pour une condamnation d'au moins cinq ans sont là. Or, plus je reste en détention préventive, moins mon séjour en maison de réclusion sera long. Et à Vienne je peux rester en contact avec ma mère par ses visites, et indirectement avec mes amis dehors.

Enfin on me transmet une enveloppe bleue: la convocation au procès. Le service du tribunal m'envoie cette lettre comme si je n'étais pas à sa disposition à tout moment dans une cellule de prison, mais comme si je logeais quelque part en privé. Je dois même signer pour certifier que j'ai effectivement reçu cette convocation. Cinq jours plus tard je dois déjà paraître en public comme accusé dans un procès pour haute trahison.

Je demande immédiatement le droit de consulter mon dossier et ainsi je peux lire, pour la première fois depuis mon arrestation,

les rapports de police qui ont été rédigés sur moi. Dans une cellule spéciale, je feuillette donc ces papiers avec mon ami Wolfgang Speiser, jeune avocat et collaborateur de mon défenseur Oswald Richter, et j'apprends noir sur blanc que j'ai été filé pendant des mois.

> Change souvent ses vêtements, sort quelquefois avec un couvre-chef et quelquefois tête nue, apparemment pour rendre une surveillance plus difficile. Est en conflit avec son père qui plus d'une fois lui a reproché son engagement politique...

D'où tiennent-ils cela ? De la voisine ? De la concierge ? Je lis ces dossiers révélateurs en grande vitesse, on les a mis à ma disposition seulement pour une heure : les dépositions de mes camarades, les procès-verbaux des interrogatoires de police, les déclarations chez le juge d'instruction. Le rideau se lève. Je lis surtout par curiosité ; malgré le jargon juridique froid que les commissaires cherchent à donner à ces dépositions, je retrouve tous les accents personnels de mes amis, et avec cela le contact avec les jours passés.

Grands préparatifs pour le procès, comme pour une représentation théâtrale dans laquelle je dois jouer un rôle. Ma mère me conjure dans une dernière conversation à travers le grillage, cette fois-ci au nom de mon père, de ne pas faire de déclaration politique devant le tribunal afin de ne pas le compromettre encore davantage. Je refuse toute promesse, je ne me sens moralement engagé qu'envers mes camarades, envers le mouvement pour lequel je dois répondre ici. Ton père fera tout pour que la presse ne soit pas présente, mais peut-être que quelques journalistes viendront quand même, pourquoi faire des déclarations fracassantes ? Tu peux peut-être t'en tirer avec quelques mois et ensuite passer à l'étranger. Est-ce qu'elle y croit vraiment ? Je fais signe que non et me mets à parler d'autre chose. Ma mère disparaît derrière le grillage, quelque part dans l'ombre des couloirs et des escaliers.

On vient nous chercher séparément dans nos cellules et on nous conduit vers la salle d'audience en faisant des détours par des corridors et des cours. Dans l'antichambre les *fazis* me servent un café supplémentaire et m'encouragent. Du courage j'en ai ; ce qu'il me faut surtout c'est de la présence d'esprit. Mentalement je répète les formules politiques que je veux faire passer en douce

dans mes réponses au tribunal. Il s'agit de dire l'essentiel de façon succincte avant que l'on ne me coupe la parole.

Osio, le président du tribunal, homme maigre aux joues creuses, veut en finir rapidement avec notre affaire. Elle durera pourtant des heures et des heures. Dans la salle, au milieu de l'assistance clairsemée, se trouve ma mère. Par prudence personne n'est venu de notre groupe clandestin. Les camarades attendent dehors le jugement qui leur sera communiqué par nos familles et nos avocats. Je salue silencieusement mes coaccusés que je revois pour la première fois après dix mois de détention préventive.

Le greffier, un petit homme desséché, lit l'acte d'accusation :

> Dans la deuxième moitié de l'année 1936 en collaborant à la fabrication et à la distribution des écrits énumérés plus loin, donc d'imprimés hostiles à l'État dont la fabrication et la distribution ont été ou devaient être dissimulées aux autorités…
> a) en dévalorisant les ordres ou les décisions des autorités par des injures, des dénigrements, des indications mensongères ou des déformations de la réalité, ou en incitant de cette manière d'autres personnes à la haine, au mépris, au dépôt de plaintes infondées contre l'autorité de l'État et celle de la commune ou contre certains organes du gouvernement dans l'exercice de leur fonction…

Le petit bonhomme reprend son souffle et continue :

> b)… en essayant d'inviter, d'encourager, d'inciter à des actes immoraux ou défendus par la loi ou en tentant de préconiser ou de justifier ceux-ci…

Le président du tribunal veut ensuite me poser des questions, mais je suis fermement décidé à me défendre par une déclaration d'un seul jet. À la surprise du tribunal, je passe à des « aveux complets » et j'enchaîne sur la nécessité du rétablissement des libertés démocratiques et de l'abolition de la dictature. D'une voix monocorde, car on me retirerait la parole au moindre éclat, j'évoque en plus le besoin urgent d'une quatrième Internationale.

« Vous ne serez pas un deuxième Trotsky », remarque Osio sèchement en me foudroyant du regard à travers ses lunettes. Au-dessus de sa tête, le portrait de Dollfuss, le chancelier assassiné, est accroché au mur, et un crucifix est posé devant lui. « Restez-en aux faits ! » Il poursuit ses recommandations. « Répondez à mes

questions et abstenez-vous de faire des discours politiques. Il n'y a pas de représentants de la presse dans la salle.»

Le président ne dit pas la vérité. Dans la salle d'audience, à côté de nos familles, se trouvent au moins deux jeunes gens qui prennent fébrilement des notes et qui sont de toute évidence des correspondants pour les affaires judiciaires. D'ailleurs je ne m'adresse pas à eux, même si j'espère que mes paroles seront reprises par la presse mise au pas; mes paroles sont destinées, j'en suis convaincu, à l'«histoire mondiale».

Les observations ironiques du président me laissent indifférent. Même les remarques plus spirituelles du juge ne peuvent me toucher. Je sais que j'ai devant moi des «sbires soudoyés» soumis eux-mêmes à des contraintes. Je n'ai rien à leur dire, notre dialogue ne saurait être pour moi que l'occasion pour faire de la propagande utile. Osio abrège notre audition, mais il est trop tard. Les reporters de l'*Echo* et du *Telegraf,* les journaux de boulevard à grand tirage, viennent de quitter la salle précipitamment pour préparer leurs manchettes. Brièvement et de manière énergique, le procureur Beigl requiert une peine «exemplaire» pour «haute trahison aggravée».

Notre avocat, Oswald Richter, un socialiste, soutient une plaidoirie passionnée, ce à quoi je ne m'attendais pas car il m'avait paru souvent apathique au cours des neuf mois de l'instruction. Il attire l'attention sur notre jeune âge, ce qui incite le procureur à remarquer d'une façon menaçante et haineuse: «Ces garçons seront un peu plus âgés lorsqu'ils quitteront la prison.» Il est évident qu'il requerra contre nous une longue peine de prison. L'avocat ignore ces sarcasmes et essaie même de tirer profit de nos idées sur la révolution mondiale:

> Messieurs de la Cour! Ces jeunes gens ont lancé un défi contre le monde entier. Leurs ennemis sont le 3e Reich d'Adolf Hitler, le régime de Staline et, il ne faut pas l'oublier, le capitalisme mondial. Dans ces circonstances, la minuscule Autriche joue bien le moindre des rôles dans leurs écrits car ils ont, comme je viens de le dire, des ennemis autrement plus importants, des adversaires bien plus nombreux, ce qui leur laisse peu de temps pour l'Autriche...

De cette manière ironique, il essaie, sans cependant nous avoir consultés auparavant, de convaincre le tribunal que nous sommes

des fous anodins et naïfs. Après une heure de délibération, on nous inflige une peine de un à deux ans de prison pour «crime de trouble de l'ordre public selon le paragraphe 65a» et pour «délit contre l'ordre public selon les paragraphes 300 et 305». Les peines sont échelonnées selon nos âges, ainsi j'écope de dix-huit mois et mon copain Kegel de quatorze. Notre enfermement doit être aggravé d'un jour de jeûne par trimestre.

Nous ne sommes pas mécontents. Nous avons déjà derrière nous plus de la moitié de la peine, et nous pouvons compter sur une libération anticipée. Debout nous écoutons la proclamation du verdict et nous le ressentons comme indulgent: «Selon le paragraphe 55a, la détention préventive du 6 novembre 1936, 9h30, jusqu'au 13 août 1937, 17h30, sera incluse.»

À ce moment, le procureur en colère se lève d'un bond et fait appel. L'audience est close. Dehors dans le couloir, Kegel et moi pouvons pour la première fois depuis notre arrestation nous revoir vraiment, nous parler et tenir conseil. Au cas où la peine serait augmentée suite au pourvoi du procureur, nous entamerons une grève de la faim.

14 août 1937. Les journaux viennois parlent de notre procès. Dans ses éditions de l'après-midi et du soir, le *Telegraf* a relaté toutes les phases de notre procès avec des manchettes: «Procès de trotskistes à Vienne», «Les adeptes de la 4e Internationale répondent de leurs actes». Avec de tels titres, à un moment où les procès des trotskistes à Moscou constituent la sensation mondiale, la presse de boulevard viennoise peut faire monter ses ventes en flèche. *Tag,* journal libéral, et *Kleines Blatt,* journal du régime destiné à la classe ouvrière, emploient un ton plus sobre et font même ressortir nos déclarations pour les droits des travailleurs. Sympathies du journaliste? Démagogie de la réaction? Le très clérical *Reichspost* relève de façon haineuse nos «remarques insolentes», alors que le journal national-socialiste *Neueste Nachrichten* critique le jugement modéré sur un ton antisémite. En tout cas, toute la presse viennoise parle des activités de la 4e Internationale dans l'Autriche fasciste.

Un mois plus tard cependant, en septembre 1937, on nous fait savoir par une «brève communication» que la Cour supérieure a donné suite au «pourvoi en nullité du procureur» et que trois d'entre nous – Auinger, Fischer et Scheuer – sont condamnés pour «haute trahison» à la «réclusion pour une durée de cinq

ans». Les débats ont eu lieu en notre absence et à huis clos. «Les accusés sont coupables, peut-on y lire, d'avoir incité à des entreprises ayant pour but un changement du type de gouvernement, à la révolte et à une guerre civile à l'intérieur de nos frontières. Ces agissements, sans lien avec une autre entreprise criminelle, sont restés sans succès.»

Subitement nous entamons donc une grève de la faim, tous à la même heure bien que nous soyons logés dans différents quartiers de la maison d'arrêt. La direction se trouve devant une énigme. Je refuse la soupe du matin et veux me débarrasser de quelques conserves que j'ai dans ma cellule. Mais le gardien ne l'entend pas ainsi. «Alors je les jetterai dans la cour par la fenêtre.» Le fonctionnaire est effrayé. «Si vous faites ça, vous irez au mitard.» Les boîtes restent devant ma porte.

Les jours suivants, le directeur se donne la peine de venir nous voir en personne dans nos cellules pour demander s'il y a des «désirs ou des plaintes». Il cherche à nous persuader amicalement: «Si vous continuez la grève, on vous coupera l'eau et on ne vous donnera que du lait. Vous serez obligé de boire car il n'y a pas de grève de la soif.» Silence. «Alors soyez raisonnables. Je ne peux rien contre la condamnation.»

Les trente premières heures sont les plus dures. Le corps doit apprendre la privation, l'estomac doit s'adapter, s'habituer à la faim. Je reste couché étendu sur mon lit, je bouge peu, j'économise mes mouvements, je renonce à la promenade, je suis pris de vertige en marchant. Le troisième jour ça va mieux. Malgré cela nous arrêtons la grève aussi soudainement que nous l'avons commencée. C'est une grève de protestation que nous avons limitée dès le début à trois jours pour «sensibiliser l'opinion publique mondiale». En même temps, nous demandons de ne pas être dispersés dans plusieurs pénitenciers mais de rester ensemble.

LE BAGNE

Mon poignet droit est enchaîné au poignet gauche de Ludwig Auinger, c'est ainsi que nous sommes escortés à la gare de l'Ouest par le gardien Schubert, nous allons à Krems dans un compartiment de troisième classe tout à fait normal. Après un temps si long je revois des êtres humains libres, la circulation intense et surtout des femmes, j'aspire ces dernières impressions, dernières images de la liberté. Je me suis résigné à mon destin, mon sort me semble normal, faisant partie de la situation

politique générale ; le pays entier est enchaîné, et nous devons sentir le poids de ces chaînes avec une force accrue puisque nous sommes en avance sur les autres. Schubert sait que cette fois-ci il escorte des politiques, peut-être s'est-il porté volontaire pour ce transport, il sait aussi que nous sommes des «rouges». Comme «condamné pour haute trahison» je peux me permettre de proclamer mes idées haut et fort, et pendant cette petite heure de voyage en chemin de fer, je m'emploie à faire le procès de ce régime, je ne lésine pas sur les mots durs que je choisis pourtant de façon que le fonctionnaire ne se sente pas personnellement visé, mais qu'il voie d'autant mieux l'infamie de ses supérieurs. Il est gêné et se tait.

L'air de la prison me saisit brutalement, odeur de soupe aigre, d'urine et de mauvaise sueur, même la fenêtre ouverte. Lorsque le froid de l'hiver ou la dureté du règlement exigent la fermeture hermétique des volets d'aération, alors cet air vicié se fait encore plus lourd et étouffant.

À Vienne, les salles de la prison sont plus vastes, l'écho des pas et des cris est plus fort et plus sonore, comme dans une piscine couverte saturée de vapeur, les ouvriers de la prison, détenus eux-mêmes, font retentir leurs sabots sur les escaliers et les marches, font cliqueter la vaisselle en fer-blanc et suivent les gardiens de cellule en cellule. Des centaines de portes ayant toutes les mêmes judas, les mêmes serrures, les unes à côté des autres, avec des numéros et des signes, étage après étage jusqu'en haut sous la verrière qui laisse passer une lumière d'hiver terne, dans ce complexe de bâtiment qui possède des bureaux et des salles d'audience uniquement du côté rue, mais qui abrite dans ses entrailles une infinité de quartiers et de cours. Le soir tombant, des voix du désespoir, des appels à l'espérance s'envolent des cellules vers la cour de la prison, pour avertir les complices, leur rappeler la solidarité, les encourager à ne rien avouer et à persister dans le «non» catégorique, des chansons et des mots de plaisir. On secoue les barreaux jusqu'à ce que des gardiens fassent irruption dans les cellules et, sous les coups, poussent les récalcitrants vers le sous-sol. Très tard le soir, on entend quelquefois les cloches lointaines des trams, en pleine ville.

Ici à Stein, au contraire, règne un silence glacial qu'aucun cri ne déchire. Les prisonniers détenus ici n'ont plus besoin de se

concerter[2]. Ils ont aussi tout intérêt à ne pas se faire remarquer, car leur comportement en prison peut décider d'une prolongation ou d'une réduction de peine. Il n'y a pas non plus de mesures de protection pour les candidats au suicide, les escaliers ne sont pas grillagés et les balustrades sont basses et bancales. Il semble presque qu'ils veuillent nous inviter à nous lancer dans l'abîme : « Sautez, que tout soit terminé. » L'homme qu'on vient d'arrêter est capable de toutes sortes de gestes désespérés ; bien souvent il souhaite mourir. Le condamné par contre est un être qui réfléchit ; il veut surtout vivre, survivre.

Je m'installe donc au pénitencier pour un temps assez long et je suis tout à fait optimiste. Tout me paraît clair et significatif ; la bourgeoisie nous a jetés en prison car elle tremble devant nous ; le mécontentement grandit dans la population et le jour n'est peut-être pas si loin où les masses enfonceront les portes de la prison pour nous en sortir triomphalement. Peut-être n'arriveront-elles pas jusqu'à Stein, mais une fois le renversement opéré à Vienne, un simple coup de téléphone décidera de notre sort. Une délégation rouge viendra nous chercher et nous rendra la liberté. Quand ? C'est secondaire. Nous sommes engagés dans un grand rapport de force, dans la lutte des classes.

Depuis le siècle dernier, il existe en Autriche un statut pour les prisonniers politiques, donc détention commune des « politiques » séparés des « criminels ». Nous sommes ici environ 20 « rouges » (socialistes, staliniens, trotskistes, membres du Schutzbund et auteurs d'attentats à l'explosif) réunis dans un étage spécial, à peu près autant de « chemises brunes » à l'étage au-dessous. Chez eux comme chez nous les portes des cellules sont ouvertes pendant certaines heures de la journée. Les promenades communes des « rouges » d'un côté et des « bruns » de l'autre – deux à trois heures par jour pour chaque groupe – peuvent être organisées par les prisonniers sous leur propre responsabilité : nous y jouons parfois au football et de temps en temps les nazis s'y entraînent à marcher au pas militaire. Les jours de fête, on a le droit de recevoir des colis de nourriture sans limitation de poids. On peut s'abonner à tous les journaux autorisés en Autriche. Notre temps est rempli par l'étude et des discussions sur le contenu des journaux et des livres que nous recevons. Rudolf Anzböck est l'unique

2. Stein : partie de la ville de Krems, en Basse-Autriche, sur le Danube.

porte-parole des «rouges» auprès de la direction. Il est condamné à perpétuité comme complice de Josef Gerl, condamné à mort et exécuté en 1934 pour un attentat à l'explosif[3].

Les quatre trotskistes que nous sommes sont admis dans l'aile «rouge» pour rejoindre les autres politiques, «prisonniers d'opinion marxiste». Dès avant notre arrivée, les staliniens essaient déjà d'imposer notre isolement complet. Selon eux, nous devrions être seuls, chacun dans notre cellule. Mais ils échouent grâce à la résistance des socialistes et des membres du Schutzbund qui insistent pour que nous soyons reconnus comme faisant partie intégrante de la communauté «rouge».

On amène Hans Spielmann de Graz, condamné à deux ans de prison pour propagande communiste. Il est curieux et imprudent. Et voilà qu'en détention il est exclu du Parti communiste parce qu'il discute avec moi et avec Karl Fischer pendant la promenade dans la cour de prison, malgré l'interdiction formelle. On ne discute pas avec des trotskistes, on ne les salue pas, on les boycotte ostensiblement ou tout du moins on les évite. Hans ne veut pas suivre ces consignes. Il est sceptique, manque de discipline, en un mot vraiment pas stalinien. Ce n'est qu'en apparence qu'il a suivi la première décision du groupe communiste. Ouvertement, il a évité le contact avec nous, mais en réalité il l'a poursuivi par correspondance. À cet effet, je griffonne pour Spielmann des brochures entières dans ma cellule. Sur la guerre d'Espagne qui justement semble atteindre un point culminant, et sur les buts de la 4e Internationale. Hans est fasciné, pose des questions, veut en savoir toujours davantage. Je lui glisse mes feuillets, il les lit en cachette, pose de nouvelles questions et se fait prendre par ses camarades. Donc on l'excommunie, un beau dimanche, pendant la messe à laquelle assiste également le personnel de la prison. Notre bande d'athées marxistes reste pour ainsi dire sans surveillance. Des sons d'orgue et d'harmonium arrivent de loin. Le groupe du PC peut se réunir dans une cellule sans être dérangé, discuter du cas Spielmann et prendre une décision.

---

3. Le régime de l'État corporatiste accordait donc aux prisonniers politiques un statut spécial, bien qu'on ait hésité dans un premier temps étant donné certains «risques». Mais le refus de ce statut spécial aurait constitué des «risques» plus grands encore. Le régime austrofasciste (1934-1938) choisit donc de se conformer aux règles qui avaient déjà fait leurs preuves sous la monarchie et pendant la 1re République.

Anton Rintelen purge sa peine («à perpétuité») au «sanatorium» de la maison d'arrêt. L'ancien président chrétien-social de Styrie a été condamné pour sa participation au putsch national-socialiste de juillet 1934. Il devait devenir chancelier fédéral «brun», successeur d'Engelbert Dollfuss, assassiné par les nazis. Le putsch ayant échoué, Rintelen a échappé de justesse à la pendaison. Maintenant il passe sa détention dans des conditions adoucies. Je l'aperçois lorsque moi-même je suis transféré pendant une semaine à l'hôpital de la prison. Ici le linoléum recouvre les dalles de pierre, un petit-déjeuner composé de café ou de chocolat remplace la soupe au pain du matin, tous les jours de la viande ou un repas de régime spécial, de vraies toilettes au lieu de la tinette.

Dehors un nouvel hiver tombe sur l'Autriche, notre deuxième hiver en prison. L'année 1937 s'achève. Noël approche. L'inquiétude et la crainte nous envahissent. Beaucoup espèrent une amnistie partielle. Le chancelier fédéral Schuschnigg l'a mentionnée plus d'une fois, parlant d'une «pacification» générale. Et voilà qu'une deuxième année de notre vie derrière les barreaux commence déjà. Les condamnés à vie essaient de nous consoler : après ça va plus vite car on s'habitue. Ce ne sont que les premières années qui sont difficiles. Tu en as pour combien ? Cinq ans. Cinq ans ? Je les passerais volontiers assis sur une lame de rasoir, me dit un criminel purgeant sa perpète. Sa vie n'est pas touchée par les événements politiques. Il n'y a que des grands changements de régime ou des bouleversements qui pourraient lui rendre la liberté. Par exemple, le retour des Habsbourg, dit-il : si Otto monte sur le trône, nous serons tous libérés. Dans cette prison de Stein, les assassins et les escrocs au mariage sont donc tous plus ou moins pour le rétablissement de la monarchie.

Nous, les rouges, nous comptons sur la pression des puissances occidentales ; quant aux nazis ils attendent Hitler. Plusieurs fois déjà, notamment avant Noël et le Nouvel An, Schuschnigg a montré sa «volonté de réconciliation» en libérant des prisonniers politiques. Plus Noël approche, moins nous, les détenus politiques, parlons d'amnistie. Nous ne voulons pas nous exposer à la déception et aux sarcasmes. Nous vaquons à nos occupations quotidiennes, un peu plus graves et tendus que d'habitude, et nous évitons surtout de mentionner ce à quoi nous pensons tous. Seulement ici ou là, pendant la promenade, si deux bons copains

se trouvent loin des autres, alors l'espoir peut être évoqué avec des mots, et même là uniquement sur le ton du doute. Mieux vaut s'attendre à peu ou à rien.

Le soir, lorsque le silence de la prison se fait de plomb, que les portes des cellules sont verrouillées depuis longtemps et que même le craquement d'une allumette devient un bruit intense, le soir on peut rêver. Seul, penché sur une feuille de papier, avec une plume, un crayon ou un bout de mie de pain noir avec lequel on peut modeler le corps d'une fille nue. Ou bien aussi sans aucun support matériel, les yeux fermés devant lesquels défilent les images de la liberté et de la vie : les rues enneigées de chez soi, la pièce chauffée avec l'arbre de Noël illuminé, Noël en liberté…

En tête-à-tête, Kegel me confesse ses soucis : une vie manquée, ratée, jamais encore couché avec une femme. Ne regrette rien, tu as voué ta vie à une cause plus importante. Mais ici, cette façon de se faire illusion à soi-même ne fonctionne plus très bien. Plus de réunions, de manifestations, de clandestinité, d'activité fébrile pour sublimer le désir ou pour l'étouffer, ce désir le plus naturel du monde et de plus en plus brûlant. Et ici, il n'y a ni la faim ni le fouet du travail forcé pour dompter cet instinct obscur… Trop tard ! Il ne reste que des murs froids, épais et hauts, que cette cellule, assez grande pour t'y maintenir avec ta misère, et assez petite pour aiguiser ta douleur. Cette fenêtre laisse passer suffisamment d'air et de lumière pour te rappeler que maintenant, juste en cet instant, des hommes et des femmes, des garçons et des filles, vivent dehors en liberté, s'allongent au soleil, rient et s'aiment ; mais cette même fenêtre est trop petite pour t'accorder la moindre distraction.

Les images de l'amour et de la liberté s'estompent, l'imagination se dérobe, la fantaisie ne trouve plus de quoi se nourrir. Le cureton de prison découpe dans les journaux toutes les images, tous les mots qui pourraient exciter nos sens. Les murs de nos cellules doivent rester nus. Nous essayons de dessiner, de modeler, d'écrire, et surtout de parler de tout cela. Mais nous restons emmurés, moralement aussi. Tu peux crier. Personne ne t'entendra, seulement le gardien qui pour te punir te jettera au cachot pendant quarante-huit heures, sans pain ni soupe et sans ce petit bout de ciel, cette ultime preuve d'une autre vie, libre, d'une vie qui fut et qui sera peut-être à nouveau.

Ces murs, ces barreaux : des êtres humains les ont construits pour priver d'air, de lumière et de liberté d'autres êtres humains. Des prolétaires bien entendu. Auraient-ils dû refuser ce travail ? Et leur pain quotidien ? Et les autres, prêts à accepter n'importe quel travail ? D'ailleurs, la révolution pour laquelle tu te bats, est-ce qu'elle abolira les prisons ? Tu as choisi ta destinée. Sois-en fier. Le chemin sera long et il traversera des générations. C'est ainsi que nous parlons et que nous nous cassons la tête, derrière les murailles de la prison, en 1937, peu de mois avant l'effondrement du régime.

Lorsque Schuschnigg, le 12 février 1938, se rend chez Hitler à Berchtesgaden, je suis encore couché dans ma cellule ; au-dessus de mon lit est suspendu un petit écriteau selon lequel je quitterai la prison trois ans et demi plus tard, le 6 octobre 1941, pour purger ensuite ma « peine administrative » d'un an dans une prison de la police ou dans un camp de rétention, jusqu'en novembre 1942. La nouvelle du voyage de Schuschnigg se répand comme une traînée de poudre entre ces vieux murs. Le 17 février au matin, un bruit inhabituel parvient jusqu'à ma cellule. J'entends les voix excitées des *fazis*. Peu après, Kegel frappe à ma porte et me crie par le judas : « Amnistie ! Amnistie pour tous les politiques ! » Je ne peux le croire. C'est un fait ! Ils l'ont entendu à la radio. Ces postes à galène fabriqués en cachette ? Je lui crie à travers la porte encore fermée : « Pas pour nous, Karl, ne te fais pas d'illusions ! Peut-être une amnistie partielle ; attendons d'abord les journaux… »

Mais presque tous les détenus politiques sont déjà saisis par une vague d'espoir soudaine. Dans le secteur des nazis en dessous de nous, c'est la jubilation. Seuls les auteurs d'attentats à l'explosif et nos deux condamnés à la perpète, Rudolf Anzböck et Richard, restent sceptiques. « Vous serez peut-être libérés, mais pas nous. Ce n'est pas encore notre tour. » Nous tentons de les consoler : cette fois-ci il s'agit d'une amnistie générale, le communiqué a été formel. Anzböck hausse les épaules :

> En juillet 1936, on disait aussi « Amnistie générale ». Tous les politiques ont été libérés. Moi aussi ils m'ont appelé au bureau, mes vêtements civils étaient préparés, mon compte soldé, encore quelques formalités et quelques portes à franchir, et puis : Anzböck, retournez dans votre cellule. Il y a deux ans. Vous vous rendez compte de ce que ça signifie ?

Nous nous taisons. Richard essaie de boire son café du matin, mais sa main tremble si fort qu'il en renverse la moitié. Il est condamné à la prison à vie pour un prétendu «double meurtre» pendant les journées de février 1934.

La journée carcérale commence par la monotonie habituelle, nous avalons notre soupe comme tous les jours, la promenade, d'abord pour les bruns, ensuite pour les rouges, a lieu comme à l'ordinaire. Le courage des plus optimistes commence à baisser. Les bruns renoncent à leurs exercices militaires et nous à notre football dans la cour de la prison. En petits groupes nous discutons de l'information et de tout ce qui peut s'y rapporter.

Pour nous les rouges, il y a une nouvelle inquiétante : dans des communiqués officiels, on indique que l'amnistie serait le fruit du «rapprochement entre les deux États allemands» réalisé à Berchtesgaden. Pas question cette fois-ci d'une «pacification avec la gauche». Peut-être que seuls les nazis seront amnistiés ? Je me souviens des menaces de Koller, le dirigeant SA ; il est toujours à l'étage en dessous et, plus d'une fois il m'a promis la corde au cou dans le cas où les bruns prendraient le pouvoir. Aujourd'hui il fait encore partie de nos codétenus, demain il pourrait bien être notre bourreau. La chaîne de collines derrière l'enceinte de la prison, de l'autre côté du Danube, cette carte postale éternellement figée et lointaine, me semble encore plus figée et lointaine.

Les premiers nazis sont appelés les uns après les autres dans les bureaux de la direction ; ils reviennent en civil, cherchent leurs effets personnels et disent au revoir à leurs camarades de cellule. Nous les observons de notre étage. Ce sont des hommes transformés, ils ont quitté leurs blouses de détenus, portent des vêtements normaux, des souliers, des chaussures de montagne, des chapeaux, déjà ils ont échappé à la masse grise des bagnards ; par des signes extérieurs on peut distinguer maintenant l'étudiant du jeune paysan ou l'artisan du professeur. Certains portent à nouveau des bottes noires ou des bas blancs[4], et quittent la prison d'un pas assuré, la main levée pour le «salut allemand» : *Heil Hitler !* L'envie de rire nous est passée, le soir est tombé, l'étage des nazis est désert et nous, nous devons retourner dans nos cellules.

4. Les mi-bas blancs étaient un signe de reconnaissance des nazis autrichiens dans la clandestinité avant 1938.

Tôt le matin nous nous apercevons que la voie pour notre libération est également ouverte. Nous descendons précipitamment les escaliers avec nos paquets, nous emballons nos affaires dans des cartons difformes, nous n'avions pas de valises en arrivant ici. Messieurs, dit Kodré, le directeur – et je m'étonne que tout à coup nous soyons redevenus des «messieurs» –, j'espère que vous n'avez pas trop souffert ici et que vous pourrez poursuivre votre chemin sans rencontrer d'épreuves trop difficiles... Kodré se racle la gorge, il est embarrassé. Ne manifestez pas, prenez sans tarder le prochain train, vos familles vous attendent. Manifester? La police ne viendra pas nous accueillir et on nous prie même de ne pas manifester? Alors, dit le vieux pour finir, je ne vous dis pas: au revoir! Nous rions. Anzböck s'avance et parle en notre nom, en peu de mots: «Ce fut une période difficile. Mais nous vous remercions, Monsieur le directeur, pour votre attitude humaine. Vous nous avez aidés à surmonter beaucoup de choses.» Mais Kodré ne veut rien entendre. Chacun de nous lui serre encore la main et murmure un salut.

Un gardien nous conduit à travers pièces et couloirs; avec ses clés qui sont attachées à un anneau d'acier, il ouvre une serrure après l'autre et finalement une porte étroite que nous franchissons les uns derrière les autres. «Encore deux pas et c'est la liberté, dis-je à Kegel. Je te cède le pas», me répond-il. Puis presque en même temps, nous trébuchons, vers l'inconnu, vers une «ère nouvelle»...

ICONOGRAPHIE



Devant l'Hôtel de Ville de Vienne, 1919.
Orateur : Karl Leuthner, social-démocrate.
À gauche : Heinrich Scheuer, correspondant de l'agence de presse officielle.
Devant à droite : Friedrich Adler.
Debout derrière lui : Julius Deutsch, dirigeant du Schutzbund.



Le père de Georg Scheuer devant sa maison natale à Schaffa (Safov, Moravie).





Alice Scheuer, la mère de Georg.
Rose Scheuer, la sœur de Georg.

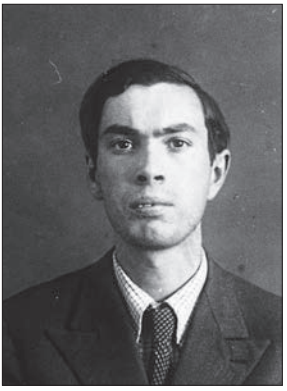






Photos d'origine policière des accusés du « procès des trotskistes », Vienne, 1937.
Ludwig Auinger, Karl Fischer,
Berthold Grad, Georg Scheuer,
Johann Schöffman.







Opposants de gauche à Vienne, 1936.
Klara Bartosik, Ernest Edern,
Josef Reinwein, Heinrich Wotruba,
Gottfried Wotruba





Edith Kramer, militante des Communistes révolutionnaires.
Charles Béreaux.



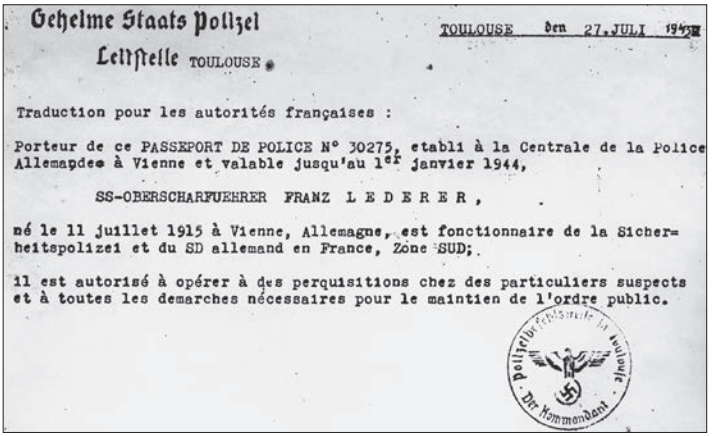
Internés civils autrichiens, Les Milles, 1939-1940.



Georg Scheuer au camp des Milles, 1939-1940.



Fausse carte d'identité de Georg Scheuer, établie au nom de Georges Lagrange, musicien, né à Mulhouse.



Geheime Staats Polizei
Leitstelle TOULOUSE

TOULOUSE Den 27.JULI 1943

Traduction pour les autorités françaises :

Porteur de ce PASSEPORT DE POLICE N° 30275, etabli à la Centrale de la Police Allemande à Vienne et valable jusqu'au 1er janvier 1944,

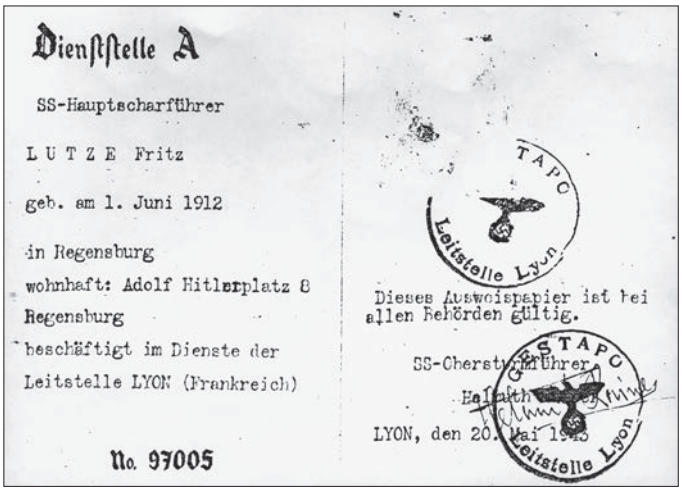
SS-OBERSCHARFUEHRER FRANZ L E D E R E R ,

né le 11 juillet 1915 à Vienne, Allemagne, est fonctionnaire de la Sicherheitspolizei et du SD allemand en France, Zone SUD;

il est autorisé à opérer à des perquisitions chez des particuliers suspects et à toutes les demarches nécessaires pour le maintien de l'ordre public.

Geheime Staatspolizei Leitstelle Toulouse
Der Kommandant

Faux tampons, en-tête de lettres et faux laissez-passer.



Dienststelle A

SS-Hauptscharführer

L U T Z E Fritz

geb. am 1. Juni 1912

in Regensburg

wohnhaft: Adolf Hitlerplatz 8

Regensburg

beschäftigt im Dienste der

Leitstelle LYON (Frankreich)

No. 97005

GESTAPO Leitstelle Lyon

Dieses Ausweispapier ist bei allen Behörden gültig.

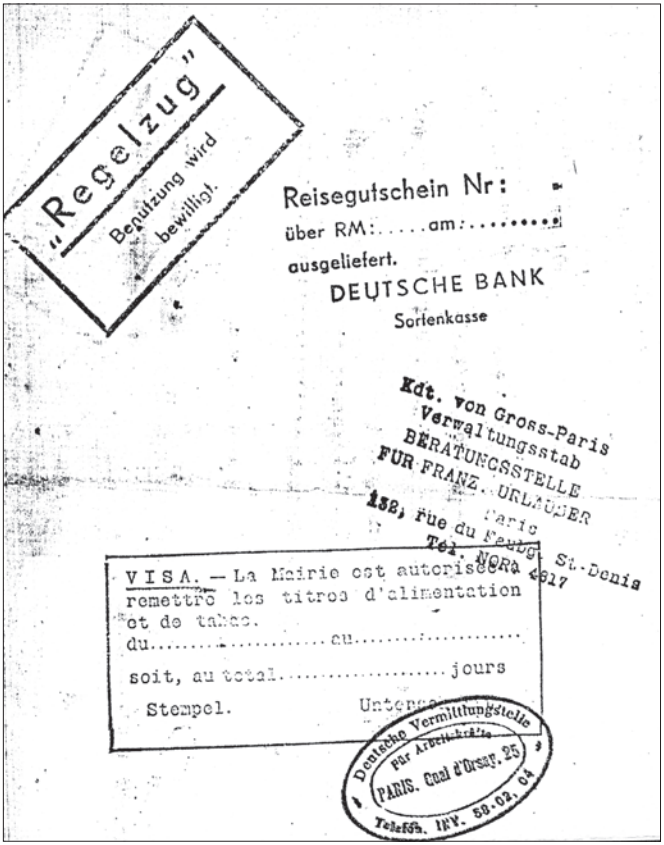
SS-Obersturmführer

Haltath

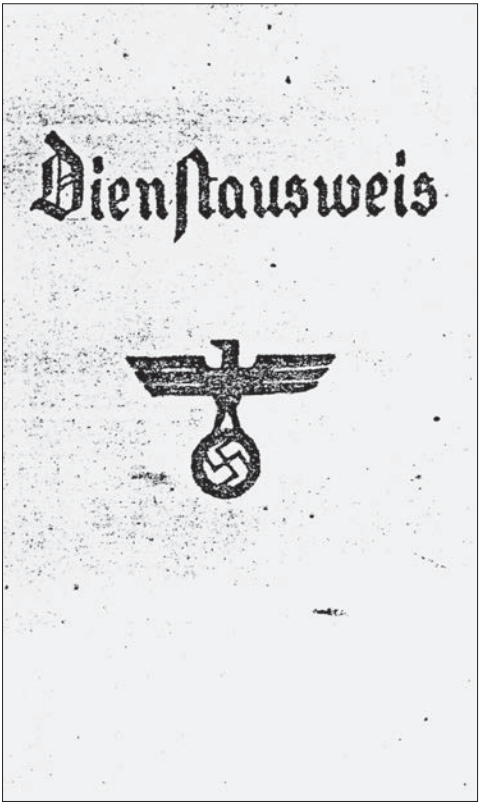
LYON, den 20. Mai 1943

GESTAPO Leitstelle Lyon

Faux tampons, en-tête de lettres et faux laissez-passer.



Faux tampons, en-tête de lettres et faux laissez-passer.



Faux tampons, en-tête de lettres et faux laissez-passer.





Les participants à l'action d'évasion, Marseille, 1943.
Ignaz Duhl, Gustav Gronich,



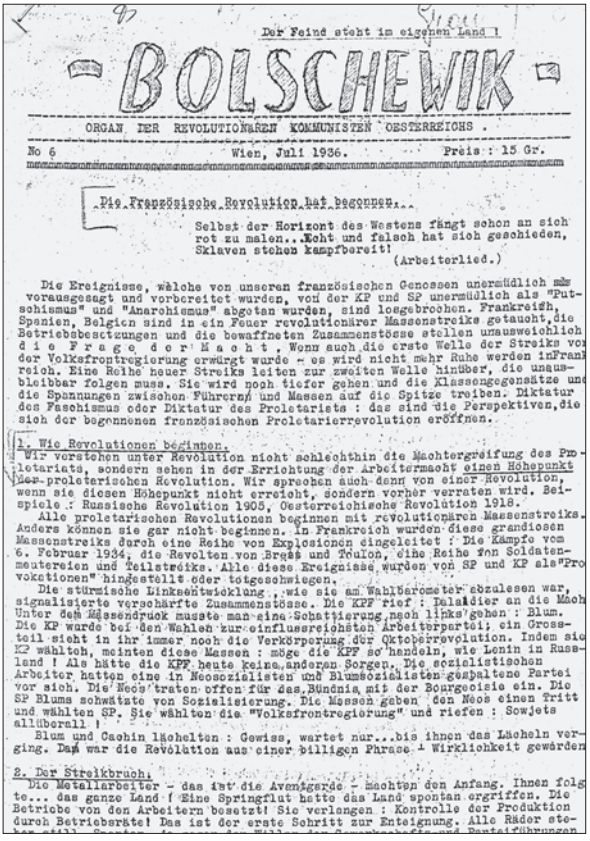


Les participants à l'action d'évasion, Marseille, 1943.
Lotte Israël, Georg Scheuer,





Les participants à l'action d'évasion, Marseille, 1943.
le soldat allemand, Mélanie Berger (l'évadée).



Der Feind steht im eigenen Land !

- BOLSCHEWIK -

ORGAN DER REVOLUTIONÄREN KOMMUNISTEN OESTERREICHS .

No 6 Wien, Juli 1936. Preis : 15 Gr.

Die Französische Revolution hat begonnen...

Selbst der Horizont des Westens fängt schon an sich
rot zu malen...Recht und falsch hat sich geschieden,
Sklaven stehen kampfbereit!
(Arbeiterlied.)

Die Ereignisse, welche von unseren französischen Genossen unermüdlich vorausgesagt und vorbereitet wurden, von der KP und SP unermüdlich als "Putschismus" und "Anarchismus" abgetan wurden, sind losgebrochen. Frankreich, Spanien, Belgien sind in ein Feuer revolutionärer Massenstreiks getaucht, die Betriebsbesetzungen und die bewaffneten Zusammenstösse stellen unausweichlich die Frage der Macht. Wenn auch die erste Welle der Streiks von der Volksfrontregierung erwürgt wurde - es wird nicht mehr Ruhe werden in Frankreich. Eine Reihe neuer Streiks leiten zur zweiten Welle hinüber, die unaufhaltbar folgen muss. Sie wird noch tiefer gehen und die Klassengegensätze und die Spannungen zwischen Führern und Massen auf die Spitze treiben. Diktatur des Faschismus oder Diktatur des Proletariats : das sind die Perspektiven, die sich der begonnenen französischen Proletarierrevolution eröffnen.

1. Wie Revolutionen beginnen.

Wir verstehen unter Revolution nicht schlechthin die Machtergreifung des Proletariats, sondern sehen in der Errichtung der Arbeitermacht einen Höhepunkt der proletarischen Revolution. Wir sprechen auch dann von einer Revolution, wenn sie diesen Höhepunkt nicht erreicht, sondern vorher verraten wird. Beispiele : Russische Revolution 1905, Oesterreichische Revolution 1918.

Alle proletarischen Revolutionen beginnen mit revolutionären Massenstreiks. Anders können sie gar nicht beginnen. In Frankreich wurden diese grandiosen Massenstreiks durch eine Reihe von Explosionen eingeleitet : Die Kämpfe vom 6. Februar 1934, die Revolten von Brest und Toulon, eine Reihe von Soldatenmeutereien und Teilstreiks. Alle diese Ereignisse wurden von SP und KP als "Provokationen" hingestellt oder totgeschwiegen.

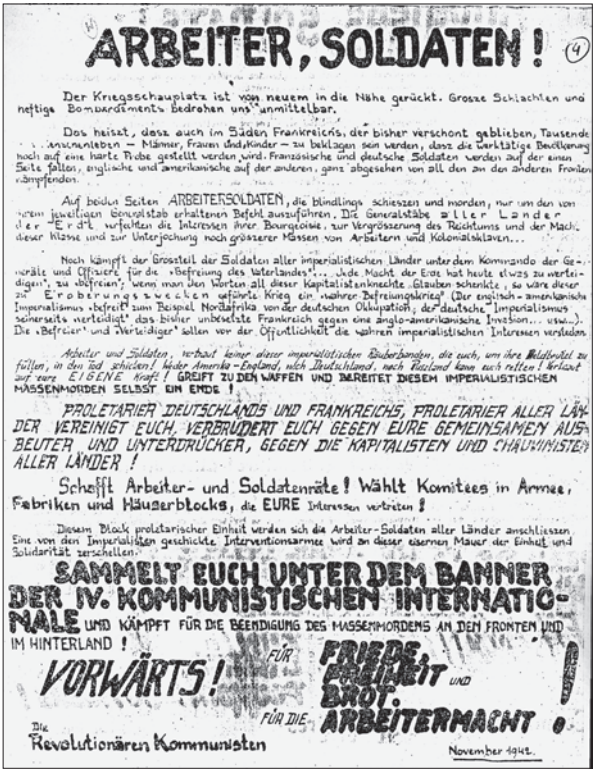
Die stürmische Linksentwicklung, wie sie am Wahlbarometer abzulesen war, signalisierte verschärfte Zusammenstösse. Die KPF rief : Daladier an die Macht ! Unter dem Massendruck musste man eine Schattierung noch links gehen : Blum. Die KP wurde bei den Wahlen zur einflussreichsten Arbeiterpartei; ein Grossteil sieht in ihr immer noch die Verkörperung der Oktoberrevolution. Indem sie KP wählten, meinten diese Massen : möge die KPF so handeln, wie Lenin in Russland ! Als hätte die KPF heute keine anderen Sorgen. Die sozialistischen Arbeiter hatten eine in Neosozialisten und Blumsozialisten gespaltene Partei vor sich. Die Neos traten offen für das Bündnis mit der Bourgeoisie ein. Die SP Blums schwärmte von Sozialisierung. Die Massen gaben den Neos einen Tritt und wählten SP. Sie wählten die "Volksfrontregierung" und riefen : Sowjets allüberall !

Blum und Cachin lächelten : Gewiss, wartet nur...bis ihnen das Lächeln verging. Dann war die Revolution aus einer billigen Phrase - Wirklichkeit geworden.

2. Der Streikbruch.

Die Metallarbeiter - das ist die Avantgarde - machten den Anfang. Ihnen folgte... das ganze Land ! Eine Springflut hatte das Land spontan ergriffen. Die Betriebe von den Arbeitern besetzt! Sie verlangen : Kontrolle der Produktion durch Betriebsräte! Das ist der erste Schritt zur Enteignung. Alle Räder ste-

Bolschewik, Organ der Revolutionären Kommunisten Österreichs, n° 6, Vienne, juillet 1936 (sur la situation en France).



ARBEITER, SOLDATEN ! ④

Der Kriegsschauplatz ist von neuem in die Nähe gerückt. Grosse Schlachten und heftige Bombardements bedrohen uns unmittelbar.

Das heisst, dass auch im Süden Frankreichs, der bisher verschont geblieben, Tausende unschuldige Menschen – Männer, Frauen und Kinder – zu beklagen sein werden, dass die werktätige Bevölkerung noch auf eine harte Probe gestellt werden wird. Französische und deutsche Soldaten werden auf der einen Seite fallen, englische und amerikanische auf der anderen, ganz abgesehen von all den zu den anderen Fronten abtransportierten.

Auf beiden Seiten ARBEITERSOLDATEN, die blindlings schiessen und morden, nur um den von ihrem jeweiligen Generalstab erhaltenen Befehl auszuführen. Die Generalstäbe aller Länder der Erde verfolgen die Interessen ihrer Bourgeoisie, zur Vergrösserung des Reichtums und der Macht dieser Klasse und zur Unterjochung noch grösserer Massen von Arbeitern und Kolonialsklaven...

Noch kämpft der Grossteil der Soldaten aller imperialistischen Länder unter dem Kommando der Generäle und Offiziere für die «Befreiung des Vaterlandes»... Jede Macht der Erde hat heute etwas zu verteidigen, zu befreien; wenn man den Worten all dieser Kapitalistenknechte Glauben schenkte, so wäre dieser zu Eroberungszwecken geführte Krieg ein «wahrer Befreiungskrieg» (Der englisch-amerikanische Imperialismus «befreit» zum Beispiel Nordafrika von der deutschen Okkupation, der deutsche Imperialismus seinerseits «verteidigt» das bisher unbesetzte Frankreich gegen eine anglo-amerikanische Invasion... usw...). Die «Befreier» und «Verteidiger» sollen vor der Öffentlichkeit die wahren imperialistischen Interessen verstecken.

Arbeiter und Soldaten, vertraut keiner dieser imperialistischen Räuberbanden, die euch, um ihre Geldbeutel zu füllen, in den Tod schicken! Weder Amerika-England, noch Deutschland, noch Russland kann euch retten! Verlasst euch auf eure EIGENE Kraft! **GREIFT ZU DEN WAFFEN UND BEREITET DIESEM IMPERIALISTISCHEN MASSENMORDEN SELBST EIN ENDE !**

PROLETARIER DEUTSCHLANDS UND FRANKREICHS, PROLETARIER ALLER LÄNDER VEREINIGT EUCH, VERBRÜDERT EUCH GEGEN EURE GEMEINSAMEN AUSBEUTER UND UNTERDRÜCKER, GEGEN DIE KAPITALISTEN UND CHAUVINISTEN ALLER LÄNDER !

Schafft Arbeiter- und Soldatenräte ! Wählt Komitees in Armee, Fabriken und Häuserblocks, die EURE Interessen vertreten !

Diesem Block proletarischer Einheit werden sich die Arbeiter-Soldaten aller Länder anschliessen. Eine von den Imperialisten geschickte Interventionsarmee wird an dieser eisernen Mauer der Einheit und Solidarität zerschellen.

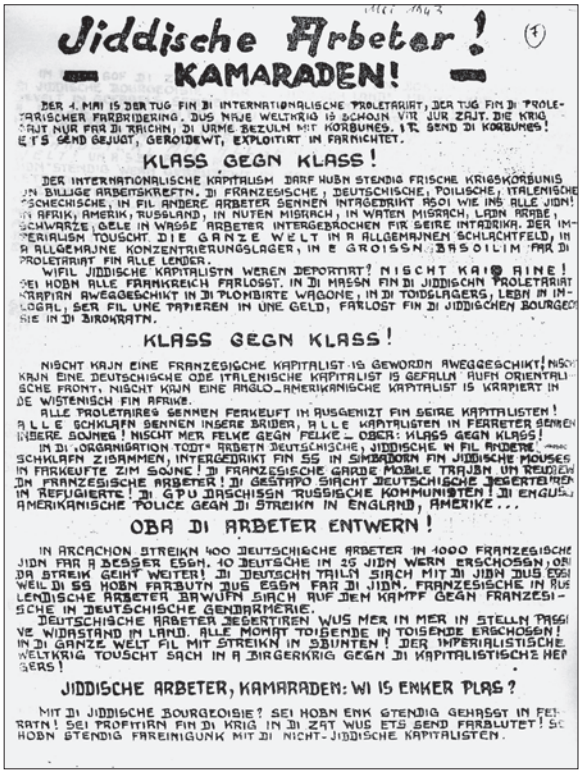
SAMMELT EUCH UNTER DEM BANNER DER IV. KOMMUNISTISCHEN INTERNATIONALE UND KÄMPFT FÜR DIE BEENDIGUNG DES MASSENMORDENS AN DEN FRONTEN UND IM HINTERLAND !

VORWÄRTS ! FÜR **FRIEDEN, FREIHEIT** UND **BROT.** FÜR DIE **ARBEITERMACHT !**

Die Revolutionären Kommunisten

November 1942.

Tract des Communistes révolutionnaires.
En allemand : « Arbeiter, Soldaten ! » (Ouvriers, Soldats !), novembre 1942.
Après l'entrée de l'armée allemande en zone Sud.
Tract bilingue, la version française se trouve au verso.



Jiddische Arbeter!

KAMARADEN!

DER 1. MAI IS DER TUG FIN DI INTERNATIONALISCHE PROLETARIAT, DER TUG FIN DI PROLETARISCHER FARBRIDERING. DUS NAJE WELTKRIG IS SCHOJN VIR JUR ZAJT. DIE KRIG ZAJT NUR FAR DI RAICHN, DI URME BEZULN MIT KORBUNES. IR SEND DI KORBUNES! ER TS SEND GEJUGT, GEROIDEWT, EXPLOITIRT IN FARNICHTET.

KLASS GEGN KLASS!

DER INTERNATIONALISCHE KAPITALISM DARF HUBN STENDIG FRISCHE KRIGSKORBUNIS UN BILLIGE ARBEITSKREFTN. DI FRANZESISCHE, DEUTSCHISCHE, POILISCHE, ITALENISCHE TSCHECHISCHE, IN FIL ANDERE ARBETER SENNEN INTAGEDRIKT ASOI WIE INS ALLE JIDN! IN AFRIK, AMERIK, RUSSLAND, IN NUTEN MISRACH, IN WATEN MISRACH, LAJN ARABE, SCHWARZE, GELE IN WASSE ARBETER INTERGEBROCHEN FIR SEIRE INTARIKA. DER IMPERIALISM TOUSCHT DIE GANZE WELT IN A ALLGEMAJNEN SCHLACHTFELD, IN A ALLGEMAJNE KONZENTRIERUNGSLAGER, IN E GROISSN BASOILIM FAR DI PROLETARIAT FIN ALLE LENDER.

WIFIL JIDDISCHE KAPITALISTN WEREN DEPORTIRT? NISCHT KAINE! SEI HOBN ALLE FRANKREICH FARLOSST. IN DI MASSN FIN DI JIDDISCHN PROLETARIAT KRAPIRN AWEGGESCHIKT IN DI PLOMBIRTE WAGONE, IN DI TODSLAGERS, LEBN IN IN-LOGAL, SER FIL UNE TAPIEREN IN UNE GELD, FARLOST FIN DI JIDDISCHEN BOURGEO SIE IN DI BIROKRATN.

KLASS GEGN KLASS!

NISCHT KAJN EINE FRANZESISCHE KAPITALIST IS GEWORDN AWEGGESCHIKT! NISCHT KAJN EINE DEUTSCHISCHE ODE ITALENISCHE KAPITALIST IS GEFALN AUFN ORIENTALISCHE FRONT. NISCHT KAJN EINE ANGLO-AMERIKANISCHE KAPITALIST IS KRAPIERT IN DE WISTENISCH FIN AFRIKE.

ALLE PROLETAIRES SENNEN FERKEUFT IN AUSGENIZT FIN SEIRE KAPITALISTEN! ALLE SCHKLAFN SENNEN INSERE BRIDER, ALLE KAPITALISTEN IN FERRETER SENNEN INSERE SOJNES! NISCHT MER FELKE GEGN FELKE – OBER: KLASS GEGN KLASS!

IN DI »ORGANISATION TODT« ARBETN DEUTSCHISCHE, JIDDISCHE UN FIL ANDERE SCHKLAFN ZISAMMEN, INTERGEDRIKT FIN SS IN SIMBADORN FIN JIDDISCHE MOUSES IN FARKEUFTE ZIM SOJNE! DI FRANZESISCHE GARDE MOBILE TRAJBN UM REUBEN DN FRANZESISCHE ARBETER! DI GESTAPO SIACHT DEUTSCHISCHE DESERTEIRER IN REFUGIERTE! DI GPU DASCHISSN RUSSISCHE KOMMUNISTEN! DI ENGLIS AMERIKANISCHE POLICE GEGN DI STREIKN IN ENGLAND, AMERIKE...

OBA DI ARBETER ENTWERN!

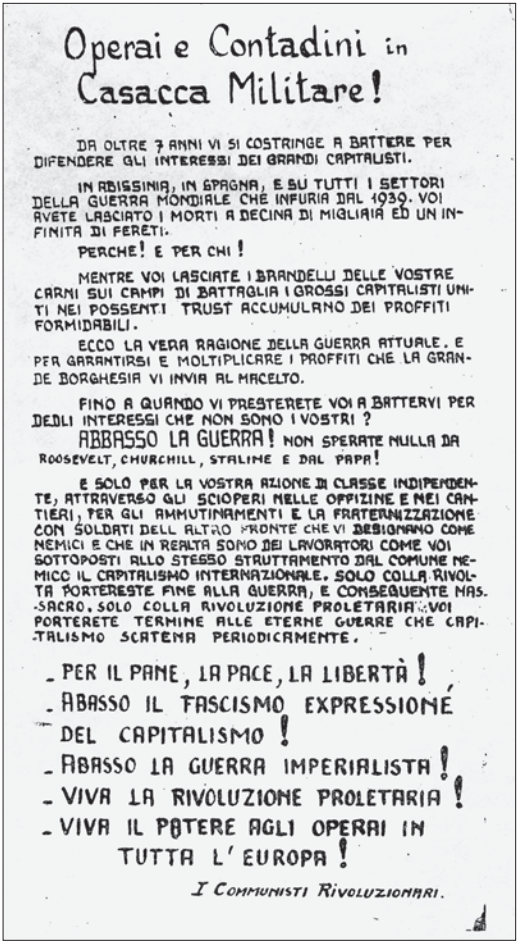
IN ARCACHON STREIKN 400 DEUTSCHISCHE ARBETER IN 1000 FRANZESISCHE JIDN FAR A BESSER ESSN. 10 DEUTSCHE IN 25 JIDN WERN ERSCHOSSN, OBA DA STREIK GEINT WEITER! DI DEUTSCHN TRAJN SIACH MIT DI JIDN DUS ESSN WEIL DI SS HOBN FARBUTN ZUS ESSN FAR DI JIDN. FRANZESISCHE IN AUSLENDISCHE ARBETER BAWUFN SIACH AUF DEM KAMPF GEGN FRANZESISCHE IN DEUTSCHISCHE GENDARMERIE.

DEUTSCHISCHE ARBETER JEGERTIREN WUS MER IN MER IN STELLN PASSIVE WIDASTAND IN LAND. ALLE MOMAT TOISENDE IN TOISENDE ERSCHOSSN! IN DI GANZE WELT FIL MIT STREIKN IN SBIUNTEN! DER IMPERIALISTISCHE WELTKRIG TOUSCHT SACH IN A BIRGERKRIG GEGN DI KAPITALISTISCHE HERSERS!

JIDDISCHE ARBETER, KAMARADEN: WI IS ENKER PLAS?

MIT DI JIDDISCHE BOURGEOISIE? SEI HOBN ENK STENDIG GEHASST IN FERRATN! SEI PROFITIRN FIN DI KRIG IN DI ZAT WUS ETS SEND FARBLUTET! SE HOBN STENDIG FAREINIGUNK MIT DI NICHT-JIDDISCHE KAPITALISTEN.

Tract des Communistes révolutionnaires.
En yiddish : « Jiddishe Arbeter ! Kamaraden ! » (Ouvriers juifs ! Camarades !),
1er mai 1943.



Operai e Contadini in Casacca Militare!

DA OLTRE 7 ANNI VI SI COSTRINGE A BATTERE PER DIFENDERE GLI INTERESSI DEI GRANDI CAPITALISTI.

IN ABISSINIA, IN SPAGNA, E SU TUTTI I SETTORI DELLA GUERRA MONDIALE CHE INFURIA DAL 1939. VOI AVETE LASCIATO I MORTI A DECINA DI MIGLIAIA ED UN INFINITA DI FERETI.

PERCHE! E PER CHI!

MENTRE VOI LASCIATE I BRANDELLI DELLE VOSTRE CARNI SUI CAMPI DI BATTAGLIA I GROSSI CAPITALISTI UNITI NEI POSSENTI TRUST ACCUMULANO DEI PROFFITI FORMIDABILI.

ECCO LA VERA RAGIONE DELLA GUERRA ATTUALE. E PER GARANTIRSI E MOLTIPLICARE I PROFFITI CHE LA GRANDE BORGHESIA VI INVIA AL MACELTO.

FINO A QUANDO VI PRESTERETE VOI A BATTERVI PER DEGLI INTERESSI CHE NON SONO I VOSTRI ?

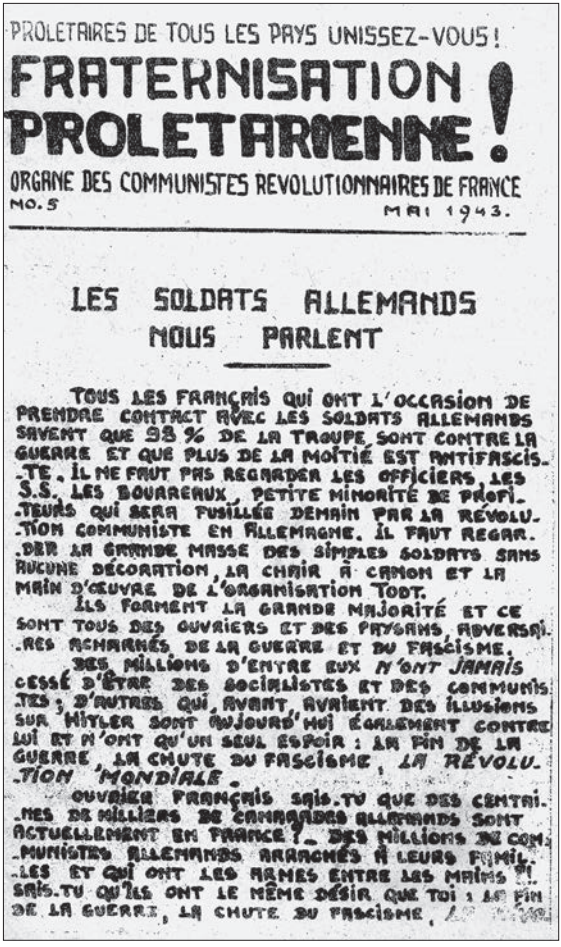
ABBASSO LA GUERRA! NON SPERATE NULLA DA ROOSEVELT, CHURCHILL, STALINE E DAL PAPA!

E SOLO PER LA VOSTRA AZIONE DI CLASSE INDIPENDENTE, ATTRAVERSO GLI SCIOPERI NELLE OFFIZINE E NEI CANTIERI, PER GLI AMMUTINAMENTI E LA FRATERNIZZAZIONE CON SOLDATI DELL ALTRO FRONTE CHE VI DESIGNANO COME NEMICI E CHE IN REALTA SONO DEI LAVORATORI COME VOI SOTTOPOSTI ALLO STESSO STRUTTAMENTO DAL COMUNE NEMICO IL CAPITALISMO INTERNAZIONALE. SOLO COLLA RIVOLTA PORTERESTE FINE ALLA GUERRA, E CONSEGUENTE MASSACRO. SOLO COLLA RIVOLUZIONE PROLETARIA VOI PORTERETE TERMINE ALLE ETERNE GUERRE CHE CAPITALISMO SCATENA PERIODICAMENTE.

- PER IL PANE, LA PACE, LA LIBERTÀ!
- ABASSO IL FASCISMO EXPRESSIONE DEL CAPITALISMO!
- ABASSO LA GUERRA IMPERIALISTA!
- VIVA LA RIVOLUZIONE PROLETARIA!
- VIVA IL POTERE AGLI OPERAI IN TUTTA L'EUROPA!

I Communisti Rivoluzionari.

Tract des Communistes révolutionnaires.
En italien : « Operai e Contadini in Casacca Militare »
(Ouvriers et paysans sous l'uniforme !), printemps 1943.



PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS !

FRATERNISATION PROLETARIENNE !

ORGANE DES COMMUNISTES REVOLUTIONNAIRES DE FRANCE

NO. 5 MAI 1943.

LES SOLDATS ALLEMANDS NOUS PARLENT

TOUS LES FRANÇAIS QUI ONT L'OCCASION DE PRENDRE CONTACT AVEC LES SOLDATS ALLEMANDS SAVENT QUE 98 % DE LA TROUPE SONT CONTRE LA GUERRE ET QUE PLUS DE LA MOITIÉ EST ANTIFASCIS-TE. IL NE FAUT PAS REGARDER LES OFFICIERS, LES S.S. LES BOURREAUX, PETITE MINORITÉ DE PROFI-TEURS QUI SERA FUSILLÉE DEMAIN PAR LA RÉVOLU-TION COMMUNISTE EN ALLEMAGNE. IL FAUT REGAR-DER LA GRANDE MASSE DES SIMPLES SOLDATS SANS AUCUNE DÉCORATION, LA CHAIR À CANON ET LA MAIN D'ŒUVRE DE L'ORGANISATION TODT.

ILS FORMENT LA GRANDE MAJORITÉ ET CE SONT TOUS DES OUVRIERS ET DES PAYSANS, ADVERSAI-RES ACHARNÉS DE LA GUERRE ET DU FASCISME.

DES MILLIONS D'ENTRE EUX N'ONT JAMAIS CESSÉ D'ÊTRE DES SOCIALISTES ET DES COMMUNIS-TES ; D'AUTRES QUI, AVANT, AVAIENT DES ILLUSIONS SUR HITLER SONT AUJOURD'HUI ÉGALEMENT CONTRE LUI ET N'ONT QU'UN SEUL ESPOIR : LA FIN DE LA GUERRE, LA CHUTE DU FASCISME, LA RÉVOLU-TION MONDIALE.

OUVRIER FRANÇAIS SAIS-TU QUE DES CENTAI-NES DE MILLIERS DE CAMARADES ALLEMANDS SONT ACTUELLEMENT EN FRANCE ? DES MILLIONS DE COM-MUNISTES ALLEMANDS ARRACHÉS À LEURS FAMIL-LES ET QUI ONT LES ARMES ENTRE LES MAINS ?! SAIS-TU QU'ILS ONT LE MÊME DÉSIR QUE TOI : LA FIN DE LA GUERRE, LA CHUTE DU FASCISME.

Fraternisation prolétarienne !, organe des Communistes révolutionnaires de France, n° 5, mai 1943.



PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

FRATERNISATION PROLETARIENNE !

N°8 (2e année) EDITION PARISIENNE Août 1944.—

ORGANE DES COMMUNISTES REVOLUTIONNAIRES

Contre le Courant !

PENDANT LA FAMINE ET LA MORT ET SOUS LE GRONDEMENT DES CANONS QUI VONT TUER FEMMES ET ENFANTS, RAPPELEZ-VOUS QUE GAULLISTES, STALINIENS & TROTSKISTES ONT RECLAMÉ PENDANT 4 ANNEES CE "2e FRONT" LE VOILA !!

LA 6e ANNEE DE LA GUERRE VA COMMENCER. 5 ANNEES DE GUERRE ET D'OCCUPATION IMPERIALISTES ! 5 ANNEES DE MASSACRES, DE TERREUR, DE MISERE POUR LES MASSES ! 5 ANNEES DE TRAHISONS ET DEFAILLANCES DE TOUS LES PARTIS OUVRIERS OFFICIELS, TOUS A LA REMORQUE DES DIVERS IMPERIALISMES ALLEMAND, ANGLO-AMERICAIN OU RUSSE !

PENDANT CES CINQ ANNÉES NOUS N'AVONS PAS CESSE DE MARCHER CONTRE LE COURANT NATIONALISTE, GERMANOPHILE, FRANCOPHILE, ANGLO- OU RUSSOPHILE, ET NOUS CONTINUERONS ! LE CALVAIRE DU PROLETARIAT REVOLUTIONNAIRE N'EST PAS TERMINE ; LE POINT CULMINANT DE LA VAGUE CHAUVINE, ENTRETENUE PAR LES GAULLISTES, STALINIENS ET CENTRISTES, EST IMMINENT.

LE POGROM CONTRE LES SOLDATS ALLEMANDS BLESSES OU EN RETRAITE, VA SE DECHAINER. LA PROPAGANDE CHAUVINE DE « L'HUMA », DE LA VERITÉ ET DES DIFFERENTES GAZETTES GAULLISTES PENDANT CES 4 ANNEES D'OCCUPATION VA PORTER SES FRUITS SANGLANTS.

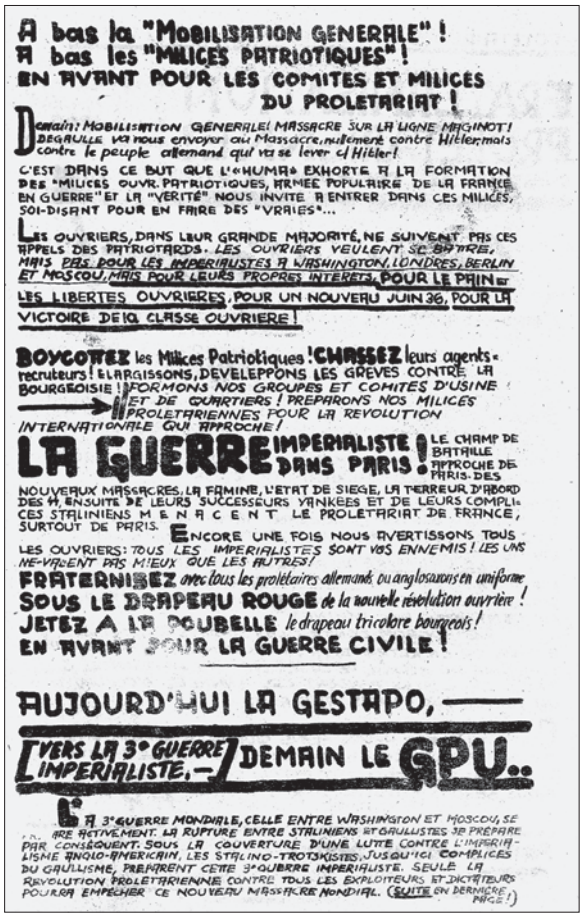
C'EST DANS CETTE HEURE GRAVE QUE NOUS AFFRONTONS A NOUVEAU LE COURANT, MEME AU RISQUE D'ETRE ISOLES PASSAGEREMENT, PARCE QUE NOUS SAVONS QUE NOUS SERONS ECOUTES PAR LA SUITE.

F. P.

FAITES VOTRE DEVOIR EN FAISANT CIRCULER "FRATERNISATION PROLETARIENNE"

OSEZ AFFRONTER LE COURANT, L'AVENIR EST A NOUS !

Fraternisation prolétarienne !, organe des Communistes révolutionnaires de France, n° 8, août 1944.
Édition parisienne, page 1.



A bas la "MOBILISATION GENERALE" !
A bas les "MILICES PATRIOTIQUES" !
EN AVANT POUR LES COMITES ET MILICES DU PROLETARIAT !

Demain : MOBILISATION GENERALE ! MASSACRE SUR LA LIGNE MAGINOT ! DE GAULLE va nous envoyer au Massacre, nullement contre Hitler, mais contre le peuple allemand qui va se lever c/ Hitler !

C'EST DANS CE BUT QUE L'«HUMA» EXHORTE A LA FORMATION DES "MILICES OUVR. PATRIOTIQUES, ARMEE POPULAIRE DE LA FRANCE EN GUERRE" ET LA "VERITÉ" NOUS INVITE A ENTRER DANS CES MILICES, SOI-DISANT POUR EN FAIRE DES "VRAIES"...

LES OUVRIERS, DANS LEUR GRANDE MAJORITÉ, NE SUIVENT PAS CES APPELS DES PATRIOTARDS. LES OUVRIERS VEULENT SE BATTRE, MAIS PAS POUR LES IMPERIALISTES A WASHINGTON, LONDRES, BERLIN ET MOSCOU, MAIS POUR LEURS PROPRES INTERETS, POUR LE PAIN ET LES LIBERTES OUVRIERES, POUR UN NOUVEAU JUIN 36, POUR LA VICTOIRE DE LA CLASSE OUVRIERE !

BOYCOTTEZ les Milices Patriotiques ! CHASSEZ leurs agents-recruteurs ! ELARGISSONS, DEVELEPPONS LES GREVES CONTRE LA BOURGEOISIE ! FORMONS NOS GROUPES ET COMITES D'USINE ET DE QUARTIERS ! PREPARONS NOS MILICES PROLETARIENNES POUR LA REVOLUTION INTERNATIONALE QUI APPROCHE !

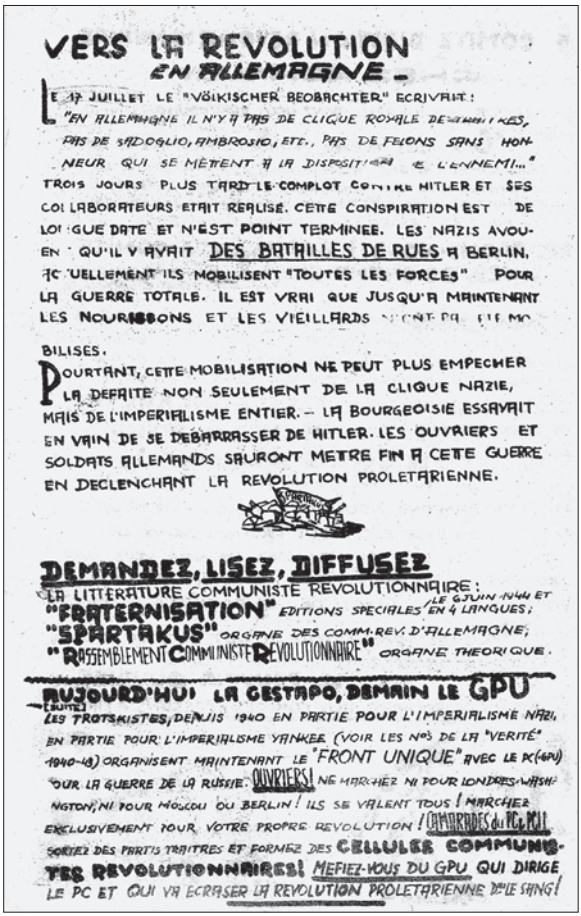
LA GUERRE IMPERIALISTE DANS PARIS ! LE CHAMP DE BATAILLE APPROCHE DE PARIS. DES NOUVEAUX MASSACRES, LA FAMINE, L'ETAT DE SIEGE, LA TERREUR D'ABORD DES "M", ENSUITE DE LEURS SUCCESSEURS YANKEES ET DE LEURS COMPLICES STALINIENS MENACENT LE PROLETARIAT DE FRANCE, SURTOUT DE PARIS. ENCORE UNE FOIS NOUS AVERTISSONS TOUS LES OUVRIERS : TOUS LES IMPERIALISTES SONT VOS ENNEMIS ! LES UNS NE VALENT PAS MIEUX QUE LES AUTRES !

FRATERNISEZ avec tous les prolétaires allemands ou anglo-saxons en uniforme
SOUS LE DRAPEAU ROUGE de la nouvelle révolution ouvrière !
JETEZ A LA POUBELLE le drapeau tricolore bourgeois !
EN AVANT POUR LA GUERRE CIVILE !

AUJOURD'HUI LA GESTAPO, —
[VERS LA 3e GUERRE IMPERIALISTE, —] DEMAIN LE GPU..

LA 3e GUERRE MONDIALE, CELLE ENTRE WASHINGTON ET MOSCOU, SE FAIT ACTIVEMENT. LA RUPTURE ENTRE STALINIENS ET GAULLISTES SE PREPARE PAR CONSEQUENT. SOUS LA COUVERTURE D'UNE LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME ANGLO-AMERICAIN, LES STALINO-TROTSKISTES, JUSQU'ICI COMPLICES DU GAULLISME, PREPARENT CETTE 3e GUERRE IMPERIALISTE. SEULE LA REVOLUTION PROLETARIENNE CONTRE TOUS LES EXPLOITEURS ET DICTATEURS POURRA EMPECHER CE NOUVEAU MASSACRE MONDIAL. (SUITE EN DERNIERE PAGE !)

Fraternisation prolétarienne !, n° 8, août 1944.
Édition parisienne, page 2.



VERS LA REVOLUTION EN ALLEMAGNE

LE 17 JUILLET LE "VÖLKISCHER BEOBACHTER" ECRIVAIT :
"EN ALLEMAGNE IL N'Y A PAS DE CLIQUE ROYALE DE GENERAUX, PAS DE BADOGLIO, AMBROSIO, ETC., PAS DE FELONS SANS HONNEUR QUI SE METTENT A LA DISPOSITION DE L'ENNEMI..."
TROIS JOURS PLUS TARD LE COMPLOT CONTRE HITLER ET SES COLLABORATEURS ETAIT REALISE. CETTE CONSPIRATION EST DE LONGUE DATE ET N'EST POINT TERMINEE. LES NAZIS AVOUENT QU'IL Y AVAIT DES BATAILLES DE RUES A BERLIN. OFFICIELLEMENT ILS MOBILISENT "TOUTES LES FORCES" POUR LA GUERRE TOTALE. IL EST VRAI QUE JUSQU'A MAINTENANT LES NOURRISSONS ET LES VIEILLARDS N'ONT PAS ETE MOBILISES.

POURTANT, CETTE MOBILISATION NE PEUT PLUS EMPECHER LA DEFAITE NON SEULEMENT DE LA CLIQUE NAZIE, MAIS DE L'IMPERIALISME ENTIER. — LA BOURGEOISIE ESSAYAIT EN VAIN DE SE DEBARRASSER DE HITLER. LES OUVRIERS ET SOLDATS ALLEMANDS SAURONT METTRE FIN A CETTE GUERRE EN DECLENCHANT LA REVOLUTION PROLETARIENNE.

FRATERNISATION

DEMANDEZ, LISEZ, DIFFUSEZ

LA LITTERATURE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE :
"FRATERNISATION" EDITIONS SPECIALES EN 4 LANGUES ; LE 6 JUIN 1944 ET
"SPARTAKUS" ORGANE DES COMM. REV. D'ALLEMAGNE ;
"RASSEMBLEMENT COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE" ORGANE THEORIQUE.

AUJOURD'HUI LA GESTAPO, DEMAIN LE GPU

(SUITE)
LES TROTSKISTES, DEPUIS 1940 EN PARTIE POUR L'IMPERIALISME NAZI, EN PARTIE POUR L'IMPERIALISME YANKEE (VOIR LES N°S DE LA "VERITE" 1940-43) ORGANISENT MAINTENANT LE "FRONT UNIQUE" AVEC LE PC (GPU) POUR LA GUERRE DE LA RUSSIE. OUVRIERS ! NE MARCHEZ NI POUR LONDRES-WASHINGTON, NI POUR MOSCOU OU BERLIN ! ILS SE VALENT TOUS ! MARCHEZ EXCLUSIVEMENT POUR VOTRE PROPRE REVOLUTION ! CAMARADES du PC, du PCI, SORTEZ DES PARTIS TRAITRES ET FORMEZ DES CELLULES COMMUNISTES REVOLUTIONNAIRES ! MEFIEZ-VOUS DU GPU QUI DIRIGE LE PC ET QUI VA ECRASER LA REVOLUTION PROLETARIENNE DANS LE SANG !

Fraternisation prolétarienne !, n° 8, août 1944.
Édition parisienne, page 3.

CHAPITRE 5
L'ÉMIGRATION

QUE DIEU PROTÈGE L'AUTRICHE[1] !

Le vent de février balaie le remblai entre la prison et la gare. Une vieille femme traîne un fagot de bois, elle s'arrête et nous suit du regard, nous les bagnards libérés : bonne chance ! Maintenant ça va aller mieux. Éblouis et comme dans un rêve, nous nous dirigeons vers la gare. On nous reconnaît à nos boîtes en carton et on nous sourit. À Krems, la situation change. Des jeunes gens arborent leurs croix gammées et saluent bruyamment, le bras tendu. Nous n'en croyons pas nos yeux ni nos oreilles. Le mouvement nazi se manifeste à visage découvert. Était-ce cela le sens de l'amnistie ? Nous pensons toujours qu'à Vienne la Rouge, le mouvement ouvrier va relever la tête.

Un cheminot s'approche et nous chuchote : « Attention ! Il y a des flics. » En effet, on peut les reconnaître ; des garçons aux vêtements discrets qui se mélangent aux amnistiés et écoutent, tout simplement. C'est flagrant, si on le remarque. À trois, nous prenons un taxi ; sinon qui sait ce qui peut nous attendre encore à la gare de Vienne. Il faut que la police perde nos traces. Nous roulons maintenant sur la départementale en aval du Danube, vers la capitale, notre ville natale.

Je m'approche prudemment du numéro 39 de la Neulinggasse où j'ai été arrêté. À l'époque je n'avais pas encore 21 ans, maintenant j'en aurai bientôt 23. Combien de fois, en prison, ai-je rêvé de ce retour pour me retrouver, toujours dans le rêve, dans cette même prison. Simple mécanisme de l'inconscient, protection contre le choc de la déception au réveil. Et maintenant, est-ce un rêve ? Ou bien un congé conditionnel ? Ma mère ouvre la porte de l'appartement et se jette à mon cou. Derrière elle, se tient mon père : « Bienvenue ! » Lui aussi m'a maintenant amnistié.

---

1. Conclusion du dernier discours radiophonique du chancelier Schuschnigg, le 11 mars 1938, à la veille de l'Anschluss. L'Anschluss désigne l'annexion et le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne imposé par Hitler en 1938.

Ce n'est pas seulement pour suivre les événements mais aussi pour exprimer une part de son amour paternel refoulé, et peut-être un peu de regret. La table est mise mais je mange peu. Es-tu malade, me demande ma mère, inquiète. Non, simplement mon estomac a rétréci.

La patrie est en danger. C'est à ce danger que nous devons notre libération. Des chansons patriotiques de mauvais goût sont transmises par des haut-parleurs. Une voisine vient serrer la main de ma mère pour la féliciter de la libération de son fils : « Vous le devez à notre Führer. Il libérera le pays entier. » Cynisme ou naïveté ? Ma mère la remercie sans insister.

Je suis libre, mais selon les règles de la conspiration je ne dois pas me mettre tout de suite en rapport avec l'organisation clandestine. Pourtant, deux jours plus, tard le camarade Haller vient me rendre visite au nom du groupe :

> Les camarades se réjouissent de votre libération. Il est clair que vous devez vous tenir à l'écart jusqu'à nouvel ordre. Mais la situation est tellement tendue que dès maintenant nous prenons contact avec toi. Voici l'ébauche d'un tract à propos duquel nous voudrions connaître ton opinion.

Il s'agit du référendum annoncé par Schuschnigg. Il y a à peine quarante-huit heures que j'ai quitté ma tenue de prisonnier, et je dois maintenant émettre un avis sur un appel illégal. Haller sort une feuille dactylographiée et je m'étonne qu'il ne l'ait pas mieux camouflée. Ouvriers, peut-on y lire, Schuschnigg est le moindre mal ; soutenons Schuschnigg comme la corde soutient le pendu, votez « oui » et luttez pour vos droits… Je souris : « Vous voulez voter pour le régime et vous venez chercher mon approbation ? Vous voulez jouer à Lénine et confondre Schuschnigg et Kerenski ? » Le messager pâlit. Et j'ajoute : « Non, je suis peut-être désorienté, mais je ne voterai pas pour ce régime de bourreaux. Schuschnigg prépare la voie à Hitler. »

Schuschnigg a nommé Seyss-Inquart, un national-socialiste « modéré », ministre de la police et a ainsi abandonné la rue aux manifestations de plus en plus effrontées des nazis « illégaux ». Les partis de gauche essaient eux aussi d'émerger de la clandestinité, mais ils se heurtent à une résistance implacable de la part de Schuschnigg, qui fait échouer l'amorce de véritables négociations avec les hommes de confiance sociaux-démocrates et ceux des

syndicats libres. Il cherche à gagner du temps par une «consultation populaire» annoncée subitement le 9 mars, portant sur la question d'une «Autriche allemande, chrétienne et sociale». On croit encore au long terme. En vérité, les événements se précipitent, comme je pourrai bientôt m'en rendre compte. Une manifestation regroupant de très nombreux adhérents des partis de gauche sous la devise «Rouge-blanc-rouge[2] jusqu'à la mort!» fait que beaucoup se bercent d'illusions et ne regardent pas la vérité en face. Les accords secrets conclus à Berchtesgaden entre Hitler et Schuschnigg ne parviennent que peu à peu et par bribes à la connaissance du public.

Dans mon optimisme juvénile je continue à croire que les secousses politiques peuvent donner un nouvel essor au mouvement ouvrier. La guerre d'Espagne n'est quand même pas terminée. Une lutte de libération autrichienne selon l'exemple espagnol, voilà un espoir pour la gauche et un épouvantail pour les fascistes. Les nazis lancent des attaques de plus en plus téméraires. Quant à moi, je considère Schuschnigg comme complice de Hitler. Je suis convaincu que la concurrence entre les deux systèmes fascistes ne change rien au fait qu'en cas de besoin, Schuschnigg et derrière lui Mussolini seront d'accord avec Hitler.

La tentative de Schuschnigg d'organiser en dernière minute un «référendum» me paraît être une manœuvre grossière pour revaloriser son régime autoritaire sévèrement touché. Cela ne domptera en rien l'agressivité de Hitler, qui au contraire en sera stimulée. C'est mon impression, ma conviction. Cependant ces quelques jours écoulés depuis ma libération ne me permettent pas de saisir la situation dans son ensemble. J'envisage donc de passer quelques jours dans le village natal de mes grands-parents près de Znaim en Tchécoslovaquie pour reprendre quelques forces après mon séjour en prison, et pour me renseigner sur le cours des événements autrichiens dans un pays où existe la liberté de la presse.

Au café Prückel, devant nous, deux tasses de café. Mon père fume un cigare et me regarde en silence. Je me dis: il a vieilli. Peut-être y a-t-il encore derrière ce front fatigué de la compréhension à mon égard, comme lorsque j'étais enfant? Je connais les difficultés et les faiblesses de cet homme blanchi sous le harnois

2. Les couleurs du drapeau national autrichien.

de l'État ; j'essaie de les considérer avec objectivité et de regagner sa confiance. Il me regarde de ses bons yeux sombres et il ne me comprend pas, tire sur son cigare et ne sait que dire. A-t-il peur de moi, peur de ce jeune homme inconnu, qui est certes son fils et pourtant déjà un étranger ? Et voilà qu'il me propose d'adhérer au Front patriotique, à moi, le bagnard à peine libéré ! L'État a besoin d'hommes. Réfléchis. Mon patron – *Hofrat*[3] Weber – on l'appelle le Hofrat rouge, remarque mon père. Deux ans auparavant, j'aurais tout simplement rigolé ou bien j'aurais frappé du poing sur la table. À présent j'ai pitié. Je dois surtout me reposer, j'ai besoin d'un passeport pour me rendre à Schaffa. Pour un condamné politique, il est quasiment impossible d'obtenir ce document. Mon père se tait.

Le lendemain, le 11 mars 1938 avant midi, il rentre à la maison :

– Alors c'est un passeport que tu veux ? J'ai parlé avec des représentants de l'autorité compétente. Deux conditions : tu dois quitter le pays immédiatement, et t'engager par écrit à ne pas travailler à l'étranger contre les intérêts de l'Autriche.

J'éclate de rire :

– Ne pas travailler contre l'Autriche ! Je n'ai jamais travaillé contre l'Autriche mais contre un régime qui a usurpé le nom de l'Autriche.

– Oui ou non, veux-tu partir tout de suite et veux-tu signer cette déclaration ?

– Partir tout de suite – pourquoi pas ? Mais je ne signe rien. J'ai mes convictions politiques et je ne signe pas des absurdités.

– Bien, bien. Est-ce que tu peux au moins le promettre ?

Silence.

– Eh bien, le voilà.

Il sort de la poche de son veston un passeport flambant neuf et l'agite en l'air. J'ai dû faire cette déclaration en ton nom, et j'espère que tu ne me démentiras pas.

Je suis surpris et touché et je ne peux que le remercier. Il fait semblant de ne pas entendre et se tourne vers ma mère :

– Mieux vaut partir encore ce soir. Tu as différentes affaires à régler à Znaim…

Déjà il feuillette les horaires.

---

3. En Autriche, *Hofrat* est un des titres honorifiques pour fonctionnaires de rang supérieur.

Déjà ce soir? Je songe: et le référendum de Schuschnigg dimanche prochain? Et la réunion de notre groupe prévue aujourd'hui même. Il se peut que la frontière soit fermée, remarque mon père. Je réfléchis: une frontière fermée signifie pour moi presque à coup sûr la prison. Je figure sur toutes les listes noires et brunes, et je ne veux pas retourner au trou de sitôt. L'organisation m'a conseillé et m'a donné la permission de me rendre à l'étranger pour quelque temps. Je peux aussi attendre le résultat du référendum à Znaim et décider ensuite de rentrer. Bon, allons-y. Alors tu prends la fuite? C'est ça votre courage? Mon père essaie de me provoquer en dernière minute, peut-être veut-il aussi me mettre à l'épreuve.

MORT AUX JUIFS!

Le car Vienne-Znaim se balance à travers un pays bouleversé. Dans les villages, des paysans ivres y montent en maudissant «les Juifs». Dans les rues des villages, de jeunes paysans chantent des chansons nazies. Tout d'abord je suppose qu'il s'agit de remous régionaux, je ne veux pas encore comprendre que le glas sonne pour l'Autriche. Souvent, notre chauffeur s'arrête longuement devant les auberges pour écouter les nouvelles à la radio. Schuschnigg a abdiqué: «Que Dieu protège l'Autriche!» L'invasion allemande ne saurait tarder.

Mort aux Juifs! hurle un ivrogne, passager dans le bus pendant quelques kilomètres. Je calme ma mère à voix basse. La monotonie de mon existence carcérale m'a tellement imprégné que tout ce qui se passe autour de moi me semble être un spectacle irréel. Mort aux Juifs!, hurle-t-il encore avant de descendre avec d'autres garçons au prochain village.

La frontière est proche. En dehors de nous, personne dans ce bus ne veut quitter le pays ce soir. Au poste frontière il y a encore des douaniers et des gendarmes autrichiens. L'annexion n'a pas encore atteint la Basse-Autriche. Le fonctionnaire examine attentivement mon passeport. Vous êtes né en 1915. Vous êtes dans l'obligation d'accomplir votre service militaire. Je ne puis vous laisser passer. Ma mère est fouillée dans la pièce d'à côté par des fonctionnaires femmes. Je n'ai jamais fait mon service militaire, j'ai fait deux ans de prison et je viens d'être amnistié. Il examine mon certificat de libération, me regarde avec de grands yeux, cinq ans de taule, libéré sous condition, est-ce que dans ces circonstances il peut me laisser quitter le pays?

Maintenant c'est la vie ou la mort, et pourtant je ne participe pas au jeu, je laisse les choses se dérouler. Dans mon esprit je nous vois déjà rentrer par le même bus, peut-être arrêtés, peut-être lynchés. Le fonctionnaire se creuse la tête, feuillette. Finalement il téléphone à son supérieur. À l'autre bout du fil une voix répond, je l'entends sans la comprendre. Bien, dit le garde-frontière, et il raccroche. Bien, cela peut tout dire et pas forcément du bien. Nous n'avons plus de gouvernement, alors passez. L'ancienne autorité a sombré et la nouvelle n'est pas encore en place. Un vide de quelques heures, peut-être de quelques minutes. Déjà nous roulons sur le sol tchécoslovaque.

Znaim. Un garçon de café nous confirme que l'Autriche a cessé d'exister. C'est le début de la Seconde Guerre mondiale, dis-je alors à ma mère, les puissances occidentales ne vont pas laisser faire. Le lendemain je peux admirer les jeunes de Znaim avec leurs bas blancs, cette profession de foi national-socialiste, bien difficile à interdire. Du haut-parleur, une voix rauque retentit : Hitler ! Des « *Heil* » et des chants frénétiques, ivres d'enthousiasme : « *Wir werden weitermarschieren, wenn alles in Scherben fällt*[4]… »

Ma cousine Emma vient de se marier. Son époux s'appelle Samstag et il est fonctionnaire actif du mouvement sioniste. Il se moque de mes idées cosmopolites : « Pour nous les Juifs, il n'y a qu'une solution : la Palestine. Quitter l'Europe, bâtir l'État juif. » Cela sonne à mes oreilles comme l'écho de la propagande nationale-socialiste. Cent ans après la révolution bourgeoise, à l'ère de l'électricité, de la radio et des avions, l'Europe devrait donc retourner au Moyen Âge ? Ridicule. « Emma et moi, nous partons dès cette année, dit Monsieur Samstag. La place des Juifs n'est pas en Europe. Hitler a raison de les mettre dehors. Tu le comprendras lorsqu'il sera trop tard. »

Emma opine de la tête. Il y a quelques jours encore, en franchissant la porte de la prison, je nous croyais à la veille d'une révolution sociale, et voilà qu'on veut revenir sur la révolution bourgeoise, s'enfoncer plus profondément que le point le plus bas atteint en 1933. Le Moyen Âge brun s'étend. Emma et son mari savent seulement que la Bohême et la Moravie seront prochainement mises au pas et qu'il est impossible de rester.

---

4. « Nous continuerons à avancer, même si tout s'écroule… »

À Schaffa, mon oncle Siegfried fait lui aussi ses valises. Les paysans viennent encore chez lui acheter des fers à cheval et du tissu. Pendant qu'il emballe la marchandise, l'oncle Siegfried leur demande : « Alors Hitler, il va venir aussi chez nous ? » Les paysans ne disent rien. Leurs fils font déjà partie des SA clandestins. On ne peut tout de même pas lui dire ça au Juif. Pourquoi le blesser. On le connaît depuis l'enfance, depuis l'école élémentaire, on se tutoie, on a connu les parents, les grands-parents et ceux-ci ont connu les arrière-grands-parents. Tous de braves gens, mais des Juifs. Pourquoi diable sont-ils donc Juifs ?

Oncle Siegfried fait ses valises. Mais où aller ? Apprendre l'hébreu ? Après vingt ans de vie en Tchécoslovaquie, il n'a même pas appris le tchèque ; tout ce qu'il parle, c'est l'allemand teinté d'autrichien des paysans de la région. Mais il est Juif.

D'un seul coup, nous voilà « Juifs » ou « non-Juifs », ce que nous ignorions jusqu'ici. Des marxistes révolutionnaires, des combattants de février et des membres du Schutzbund peuvent sauver leur peau s'ils prouvent que leurs grands-mères sont « aryennes » et s'ils se taisent. Si en plus ils entrent dans les SA, ils pourront même faire carrière. Mais sans certificat généalogique, le citoyen le plus fidèle est perdu. Les révolutionnaires d'origine juive sont doublement perdus.

Il y a peu de temps encore, des messieurs et des dames « Aryens » et « Juifs » se côtoyaient dans les divers ministères, les entreprises, les universités, sur les bancs des écoles, des théâtres et des cabarets, ils applaudissaient ensemble lors d'une première au Burgtheater[5] ou à l'Opéra et à l'entracte ils commentaient les derniers événements politiques ou artistiques. Les manifestations estudiantines antisémites étaient considérées comme des gamineries de quelques isolés. C'était « hier », et non seulement au temps de la monarchie et de la République, mais également sous l'État corporatiste, lorsque le NSDAP régnait déjà en Allemagne et qu'il concluait des accords culturels avec l'Autriche catholique.

Mais aujourd'hui subitement, on suit les ordres d'Adolf Hitler, considéré il y a peu de temps encore comme un psychopathe sans culture. Toute une partie de la population sera mise au ban parce que les lois aberrantes de Nuremberg déclarent ces personnes « juives », « demi-juives » et « quart-de-juives ». Beaucoup

5. Théâtre national de Vienne.

de citoyens apprennent seulement par les investigations exigées par les lois de Nuremberg qu'eux-mêmes, ou tel et tel de leurs amis ou de leurs connaissances ne sont pas «de race pure»! De larges couches de la population se laissent inciter à la haine, à l'encontre de tout bon sens. Qu'on puisse monter des hommes contre d'autres hommes issus d'une culture différente ou parlant une autre langue est déjà assez grave. C'est ainsi que réussissent les campagnes diffamatoires des Allemands contre les Français et réciproquement. En abusant des lacunes dans le domaine des connaissances linguistiques. Le cas des Juifs allemands et autrichiens est un peu différent, beaucoup étaient parfaitement assimilés, faisant partie intégrante de la société, souvent tellement fondus dans la masse de leurs concitoyens qu'on a eu besoin de recourir aux lois raciales de Nuremberg, aux «certificats généalogiques» avec des grands-parents de «pur sang», pour parvenir à les marginaliser. Et même là, il a fallu créer des ghettos artificiels, l'étoile jaune et enfin les barbelés électrifiés, pour pouvoir distinguer les «Juifs» des «Aryens».

Après avoir longtemps ignoré le délire hitlérien, nos groupes révolutionnaires doivent eux aussi se résoudre à un changement d'organisation. Les révolutionnaires sans certificat aryen doivent quitter le pays. Les organisations se divisent en «groupes intérieurs» comprenant les membres «non menacés» ou «inconnus» des services de police et en «groupes extérieurs» composés des personnes directement menacées. Kegel et Karl Thierl, «Aryens» et objecteurs de conscience, essaient de passer en Suisse pour se rendre en France; Gustav Gronich, d'origine juive, combattant de février et traînant un casier judiciaire en tant que communiste, décide cependant de son propre chef de plonger en utilisant une carte de membre des SA «empruntée» et falsifiée pour continuer son travail dans la clandestinité; Franz Lederer, «Juif» lui aussi, prend la direction de l'organisation clandestine.

En quelques jours, un renversement total s'est opéré à Vienne. Mon père nous écrit à Znaim que, se rendant à son bureau au lendemain de l'Anschluss, on lui a «recommandé» de ne pas y remettre les pieds jusqu'à nouvel ordre. Il semble ne pas en revenir. Toute sa vie, il a servi fidèlement l'État sous trois régimes – la monarchie, la République et l'État corporatiste – et les portes de l'agence de presse officielle lui sont dorénavant fermées. Ma mère, écrit-il, doit revenir tout de suite. Sa place est à ses côtés.

Je suis d'un avis différent. Ils doivent tous quitter le Reich de Hitler avant qu'il ne soit trop tard. On va vous prendre en otage à ma place. Sois raisonnable, nous ne pouvons pas partir. À l'étranger, ton père n'aura pas de salaire. Peut-être qu'on va le reprendre à l'agence. Ce ne sera pas si grave… Maman, tu cours à ta perte. Les nazis ne reculent devant rien. Mes avertissements restent sans écho. Il ne peut plus rien t'arriver, dit ma mère. Tu es en sécurité. Mais maintenant je dois m'occuper de ton père et de ta sœur. Toi, Georges, tu vois toujours tout en noir. Tu vois bien, tout est calme… Maman, je ne te laisse pas partir. Tu restes ici et nous ferons venir les autres… Bon, bon, dit-elle conciliante, et elle ajoute, je vais aller quelques jours à Schaffa, non loin de la frontière, chez l'oncle Siegfried. Je réfléchis : « Bon, moi pendant ce temps je vais à Brünn[6], dans la famille de Kegel. La semaine prochaine nous nous retrouverons ici à Znaim. Et tu me promets de ne pas retourner à Vienne ? » Elle me le promet. Elle m'accompagne à la gare et brusquement me dit : « Il te faut une femme, une femme raisonnable. » Je souris : « Ne te fais pas de soucis, maman. »

BRÜNN

Pour l'amour de Dieu, vous venez de la part de Kegel ? Pourquoi vous ne l'avez pas amené ? Où est-il ? Asseyez-vous. Racontez. Comme c'est terrible… Madame Fischer de Brünn, la tante de Kegel, s'adresse toute excitée à son compagnon qui se présente un peu gêné : « Je m'appelle Teller. Enchanté. » C'est donc l'oncle de Brünn qui nous a envoyés en prison d'énormes colis de victuailles dont nous avons vécu pendant des mois. Fils d'un marchand de textile, Juif. Bien entendu, vous allez rester quelques jours chez nous, dit l'oncle d'un ton décidé.

Il n'a jamais vu son neveu. Je lui assure que Kegel saura toujours se défendre et qu'il arrivera peut-être bientôt ici, au cas où il ne se rendrait pas directement en France. L'oncle est enchanté par ces paroles et joue au guide touristique, il me montre les monuments de sa ville natale, avant tout le Spielberg, la terrible citadelle des Habsbourg avec ses cachots sans lumière et sans aération. Je lui demande : « Croyez-vous que Hitler pourrait à

6. Brno en Tchécoslovaquie.

nouveau utiliser cette prison barbare ?» L'oncle Teller me regarde d'un air important :

– Jamais Hitler ne viendra ici. Vous y croyez ? La Tchécoslovaquie est encerclée comme par un casse-noix. À la frontière, nos fortifications sont imprenables. Et la force aérienne de Hitler ? Il peut bombarder Prague, mais nous, nous pouvons bombarder Dresde.

Eh oui, mon jeune ami, ajoute-t-il avec un sourire paternel, vous ne connaissez pas encore la vie.

Sur invitation de l'oncle Teller, je passe une semaine dans le village de Nedviedice en forêt de Bohême et j'oublie tous les soucis, le passé noir et l'avenir sombre ; je n'entends pas un mot d'allemand, seulement le tchèque et cette langue, qui auparavant me semblait dure, a maintenant pour moi un son doux et mélodieux. Les jolies filles et les femmes du village ne parlent et ne chantent qu'en tchèque. Lentement et avec tendresse, elles expliquent au jeune étranger le sens de leurs paroles simples, et chaque syllabe sonne comme une musique. Dorénavant je suis fermement convaincu qu'il n'y a pas de filles plus belles que les Tchèques. La plus belle de toutes c'est la blonde et fine Zdenka. Elle est mariée et a un bébé. Lorsque le mari de Zdenka est au bistrot et que le nourrisson est endormi, j'arrive chez elle. Après nos étreintes passionnées, Zdenka me raconte ses misères à l'aide de mots et de gestes, de dessins et d'un petit dictionnaire. Son mari boit beaucoup et il la bat. Plus tard, lorsque je serai à Prague à la recherche d'un moyen de rejoindre l'Europe occidentale, elle m'écrit une lettre que j'ai du mal à déchiffrer : «Jiri, combien je suis malheureuse. Viens me chercher sinon je dois mourir.» Zdenka ne comprend rien à la politique. Les garçons du village en comprennent davantage. Ils me traitent de «cochon d'Allemand». L'instituteur de Nedviedice m'explique l'importance de l'idée panslaviste. Il n'est pas communiste mais il ne jure que par Moscou.

Ma mère m'écrit de Znaim que malgré tout, elle va rentrer à la maison. Le père est malade et sa place est auprès de lui à Vienne, et il n'y a pas d'autre solution. Ma sœur ira aussi bientôt à l'étranger, ce sont les enfants avant tout qui doivent partir. Les vieux sont déjà trop vieux et on les laissera en paix. Il faut que je fasse attention à moi et que je lui pardonne. Aurais-je pu me douter, lorsque je l'ai embrassée pour la dernière fois à la gare de Znaim, que jamais plus nous n'allions nous revoir ? J'essaie de

me la représenter encore une fois dans mon esprit, la femme aux cheveux blancs sur le quai de la gare. Je la vois agiter la main encore et encore, et elle devient toujours plus petite, pour finalement disparaître dans la vapeur de la locomotive.

DÉLOGÉS ET CHASSÉS

La mairie de Vienne est maintenant administrée par les nazis. En juin 1938, mon père reçoit une résiliation, signée par Ferdinand Holzer, haut fonctionnaire à la mairie, et qui lui intime l'ordre de rendre notre appartement «complètement vidé», au plus tard le 1er août à midi. Désespérés mais en vain, Heinrich et Alice Scheuer se défendent contre l'injustice. Dans une lettre datée du 29 juin 1938 et adressée aux autorités nazies, mon père proteste contre la résiliation. Il leur demande «de revenir avec bienveillance sur la résiliation» pour les raisons suivantes: «J'habite à Vienne depuis mon enfance, et comme je peux en apporter la preuve mes parents, mes grands-parents et mes arrière-grands-parents étaient établis en Autriche. À l'âge de 18 ans, je suis entré au service de l'État à l'agence de presse officielle. Pendant la guerre à laquelle je n'ai pu prendre part à cause de ma jambe paralysée, j'ai participé avec d'autres collègues au travail de correspondant aux armées, activité comportant des responsabilités particulières à cette époque. Après la guerre, j'ai été correspondant local, et en tant que tel rapporteur des affaires communales de la municipalité de Vienne auprès de l'agence de presse officielle pendant presque vingt ans, œuvrant ainsi officiellement et pour l'État et pour la Ville, en accomplissant toujours mon devoir de façon correcte et comme il convenait.»

Et pour finir: «Je n'ai pas besoin de souligner que je n'ai jamais participé à des activités politiques et que j'ai eu d'excellentes relations professionnelles avec mes collègues de tous les journaux, ainsi qu'avec tous les voisins dans cette maison, fait dont je pourrai à tout moment apporter la preuve. Pour toutes ces raisons, je réitère ma prière d'appuyer avec bienveillance ma demande de revenir sur la résiliation de mon contrat de location auprès des instances compétentes.» Pour toute réponse, il reçoit une «convocation» pour des «débats» le 11 juillet 1938, pièce numéro 74, salle d'audience numéro 8, au 3e étage, et, le lendemain, l'arrêt suivant par écrit: «La résiliation est désormais exécutoire.» L'appartement sera dès lors loué à un certain Michael Gilhofer. Parmi les 60 locataires de l'immeuble, douze

sont déclarés «non-Aryens» par les autorités nazies. Tous doivent évacuer leur appartement dans les mois qui suivent l'Anschluss. Parmi eux se trouve le professeur Oskar Kreisky, oncle du futur chancelier fédéral. Mes parents sont obligés de déménager pour un logement minuscule de la Siebenbrunnengasse, puis dans la Gärtnergasse, enfin dans le ghetto.

Entre-temps, le gouverneur du Reich, Seyss-Inquart, décrète la mise à pied de mon père dans le cadre des «mesures prises en conformité avec l'ordonnance traitant de la restructuration de la fonction publique autrichienne». Dans une lettre en provenance de Ballhausplatz[7], et adressée au rédacteur Heinrich Scheuer, il est indiqué en référence à une ordonnance du 31 mai 1938 : «Le licenciement prend effet le jour de la réception de cet arrêt. Vous n'avez pas le droit d'interjeter appel contre ce licenciement.» Suit la signature illisible d'un sous-officier SS.

ZLATA PRAHA (PRAGUE LA DORÉE)

Hindels vit à Prague depuis plus d'un an. Comme délégué de notre groupe à l'étranger il y propose un vaste programme de formation, et il publie sous le pseudonyme de «Bruno» une série d'articles dans *Einziger Weg* (La seule voie), l'organe de la 4e Internationale en langue allemande. Maintenant il m'initie aux mystères de cette magnifique ville au bord de la Vltava. La plupart du temps il se promène à travers la vieille ville, un volume des œuvres de Lénine sous le bras. Les camarades praguois m'accueillent fraternellement. Ils me procurent un logement. Je m'inscris au comité des réfugiés de Prague. Maintenant, je suis un émigré pour de bon.

Les filles de Prague sont belles, et j'ai beaucoup à rattraper. Souvent cela commence par une conversation sur la place Venceslas. J'aborde maintenant les filles en pleine rue, chose que je n'aurais jamais osée auparavant, d'ailleurs cela semble plus facile dans une ville étrangère que chez soi. Avec mon tchèque hésitant puis en français, je leur demande de me montrer les beautés de la ville. Plus d'une fois, au crépuscule ce sont des balades au Hradčany[8] et qui finissent au lit. Je ressens cet été encore comme un miracle, malgré Hitler et Staline.

---

7. Siège de la chancellerie fédérale autrichienne.
8. Château de Prague dominant la ville.

De la clandestinité viennoise, on envoie Ernst Erdös à Prague. Il est chimiste et possède un passeport hongrois en bonne et due forme. Ainsi peut-il encore voyager avec facilité. Le camarade Ernst, gagné au groupe par Franz Lederer, nous apporte les salutations de l'organisation intérieure et une nouveauté sensationnelle : une pierre magique pour la fabrication d'une encre chimique, ainsi qu'un code pour les liaisons à venir. Entièrement nouvelle pour nous, cette méthode ouvre des possibilités inouïes.

Entre-temps à Vienne, Max est démasqué avec ses faux papiers et emmené à la Gestapo installée à la Morzinplatz. Les nazis sont ébahis par le culot de notre camarade. Max, communiste condamné et de surcroît «juif» selon les lois démentes de Nuremberg, s'est baladé pendant des mois à travers Vienne en plein délire nazi avec ses papiers SA rétablissant ainsi les liens de l'organisation clandestine rouge. L'un de ses vieux copains, effectivement membre des SA, lui avait pour ainsi dire vendu son nom «véritable», les papiers d'identité y compris. Si la police viennoise n'avait pas recherché ce garçon pour une effraction banale, peut-être que la farce n'aurait pas été découverte de sitôt. Tout d'abord son origine juive le sauve du pire ! Les nazis ont honte qu'un «Juif» ait pu les tromper de cette manière et bafouer ainsi leurs théories raciales. Ils renoncent à un procès pour «abus de l'uniforme» et envoient Max pour un an «seulement», à Dachau puis à Buchenwald. Au même moment, mes camarades «aryens» Kegel et Thierl entreprennent une randonnée en ski, et après quelques péripéties débarquent en Suisse. Ils franchissent la frontière à Bâle et vont à Paris.

Hindels me met en garde. Je ne dois pas flâner sans méfiance dans les rues de Prague. Par peur de la Guépéou, il n'assiste par principe à aucun rassemblement public. Mais moi, la curiosité me pousse à cette réunion des Freie Deutsche Jugend (Jeunesses libres d'Allemagne), une organisation camouflée de l'émigration du Parti communiste allemand. Ce soir on a choisi comme thème : «L'indépendance de l'Autriche». Comme seul Autrichien dans la salle, je demande la parole au cours de la discussion. Le président me la refuse, et sort un dossier. Comment se fait-il qu'il l'ait tout prêt sous la main ? Georg Scheuer, bredouille le stalinien allemand, est un espion trotskiste ; en Autriche, il s'est introduit dans les Jeunesses communistes et s'y est livré à un travail de sape pour les fascistes ; il a calomnié l'Internationale communiste

devant le tribunal de Vienne. Pour preuve, il pose sur la table une coupure de journal dans laquelle on parle de notre procès de trotskistes à Vienne. Nous n'admettons pas ici les méthodes de la Guépéou, crient les socialistes, pour la plupart membres du Pari ouvrier socialiste (SAP)[9]. Fritz Lamm demande qu'on m'accorde la parole pour ma défense. Le stalinien ne se laisse pas déranger : Georg Scheuer est en plus rédacteur du *Völkischer Beobachter*[10] et collabore étroitement avec le Parti ouvrier d'unification marxiste espagnol (POUM)[11]. Maintenant, c'en est trop pour les socialistes : « Avec de telles méthodes, vous rendez impossible tout travail en commun. » Je leur propose de le laisser continuer à divaguer, je répondrai ensuite. Je veux connaître entièrement mon « dossier ». Le président continue sa rengaine : Georg Scheuer a quitté l'Autriche un jour avant l'Anschluss avec un passeport flambant neuf, nous ne permettons pas qu'il prenne la parole ici. S'il parle, nous quitterons la salle.

C'est donc l'amalgame complet et l'accusé au lieu d'avouer veut se défendre. On vote pour savoir si je peux répondre pendant cinq minutes aux accusations. Droit accordé avec une voix d'avance. Les staliniens restent dans la salle, contrairement à ce qu'ils avaient annoncé, car ils ne veulent pas quitter des yeux les Jeunesses libres qu'ils ont créées. Je commence donc. J'arrive dans cette réunion, et voilà que des inconnus m'attaquent avec des accusations incroyables. Il est vrai qu'à Vienne, j'ai appartenu aux Jeunesses communistes que j'ai quittées, il est vrai aussi que je rejette la politique stalinienne, les procès de Moscou, et que j'ai défendu mes idées ouvertement devant le tribunal fasciste de Vienne. Il est exact que j'ai été condamné par la suite à cinq ans d'incarcération, qu'après l'amnistie, j'ai quitté l'Autriche un jour avant l'Anschluss, sinon je ne serais pas ici mais dans un camp de concentration, ce qui plairait sans doute mieux à mes détracteurs. J'ai entendu parler du POUM espagnol et j'ai des sympathies à son égard, mais je n'ai malheureusement jamais eu l'occasion de le connaître de plus près. L'accusation d'être rédacteur au *Völkischer Beobachter* est tellement inepte qu'il est inutile d'y répondre. Elle ne peut naître que dans un cerveau stalinien. C'est tout. Explosion dans la salle, la réunion est dissoute.

9. Socialistes de gauche allemands.
10. Organe central du Parti nazi.
11. Parti marxiste antistalinien.

Une commission d'enquête paritaire devra encore délibérer sur ce «cas». La suite des événements ne lui en laissera plus le temps.

Hindels m'a mis en garde. Le Comité des réfugiés à Prague est dirigé par des staliniens. Ils occupent toutes les positions clés de l'émigration politique. Dites donc, vous n'avez pas été impliqué à Vienne dans un procès politique? Le stalinien, permanent chargé des réfugiés, m'interroge. Les heures de bureau sont terminées. Nous buvons une bière sur la place Venceslas. Après le troisième bock, il me confie ses soucis: «Voyez-vous, c'est difficile. Il y a des agents ennemis qui se font passer pour des émigrés et qui s'infiltrent chez nous.» Des agents ennemis? Oui. Des agents de la Gestapo. Même des Juifs. Des agents de la Gestapo juifs? Oui. Des trotskistes. On ne les reconnaît que très difficilement. Nous devons les démasquer et les éliminer. Ah bon?

Dans la région des Sudètes, la marée brune monte. L'administrateur Henlein, «Führer des Sudètes», appelle au «combat final» sur ordre de Hitler. À Prague, les staliniens dominent toujours davantage l'opinion publique. «Prague-Paris-Moscou» voilà leur slogan. Lors des défilés de masses sur la place Venceslas, ils sont présents avec les bataillons les plus forts et les plus impressionnants. Avec leurs slogans panslavistes et leurs propos incendiaires et déchaînés contre les Allemands, ils gagnent une grande partie de la petite bourgeoisie et des ouvriers. La vague chauvine monte chaque jour. Il devient de plus en plus dangereux de parler allemand à Prague. Heinrich, un émigré trotskiste de Berlin, se fait tabasser sur la place Venceslas par des nationalistes tchèques parce que, pour gagner quelques sous, il vend le *Prager Tagblatt,* journal libéral et fidèle au gouvernement. Les Juifs dehors! les Allemands dehors!, hurlent les nationalistes tchèques radicaux. Nous vivons dans une République, leur répondent les Tchèques modérés.

Dans cette atmosphère, trois groupuscules, deux tchèques et un allemand-sudète, essayent de lever le drapeau de l'Internationale, de la fraternisation des peuples. Jan Frankel continue à rédiger *Jiskra* (L'Étincelle), Jozef Guttmann dirige le groupe *Proletar*, à Reichenberg le camarade Julik publie toujours *Das Banner* (La Bannière). Par ailleurs le Rops, un groupe d'intellectuels de langue allemande, soutient le Mouvement pour la 4e Internationale. Ils prêchent tous dans le désert.

Avec Trotsky, tout ne se passe pas non plus tout à fait comme nous l'avions imaginé. Hindels m'apprend les derniers développements au sein du Mouvement pour la 4e Internationale. Le guide de la révolution mondiale, après de longues pérégrinations, a trouvé refuge au Mexique. Là-bas, devant une commission d'enquête américaine, il a fait d'étranges déclarations sur l'attitude qu'il compte adopter lors d'une Seconde Guerre mondiale. Pour infirmer les calomnies de Staline, Trotsky se montre particulièrement prosoviétique. C'est une chose à laquelle nous nous attendions puisque nous-mêmes croyons encore plus ou moins à la fiction d'un prétendu État ouvrier. Mais l'exilé de Coyoacán va plus loin et assure vouloir, en cas de guerre, appuyer des États capitalistes du moment que ceux-ci sont alliés à l'Union soviétique. Dans de tels pays ce ne serait plus le défaitisme révolutionnaire recommandé jadis par Lénine qu'on devrait appliquer, mais une simple opposition politique. Cela pourrait, par exemple, concerner la France mais éventuellement aussi l'Allemagne si l'on en arrivait à une entente entre Hitler et Staline. Dans les rangs de la 4e Internationale, cela provoque une désorientation et des remous. Des protestations s'élèvent. Est-ce que la révolution mondiale doit être subordonnée et éventuellement sacrifiée aux nécessités de la défense russe ou est-ce le contraire ? La stratégie du Kremlin, les intérêts nationaux, la comparaison avec 1914 – autant de sujets de discussions pendant des nuits entières à Prague, mais aussi à Paris et à Bruxelles. Est-ce que la 4e Internationale, avant même d'avoir véritablement vu le jour, quitte le droit chemin comme celles qui ont précédé ? Est-ce que déjà, à la veille d'un nouveau massacre mondial, elle est aspirée par la force d'attraction du patriotisme social ?

Le Vieux n'aime pas que l'on pose de telles questions. Ses réponses ont des intonations différentes selon qu'il s'exprime dans des bulletins internes ou dans des déclarations publiques, devant des commissions bourgeoises. Nous sommes décontenancés et, agissant de concert avec des camarades tchécoslovaques, français, suisses et belges, nous rédigeons des résolutions conformes à un internationalisme intégral.

VERS D'AUTRES RIVES

Un paquet de passeports français dans une enveloppe déchirée adressée à mon nom, poste restante, à la poste principale de Prague. Le contrôle douanier, apparemment, a seulement

recherché des devises. On me remet les passeports. Je suis surpris. Des camarades français nous envoient tout simplement leurs passeports pour nous sauver de la souricière tchèque. Un des passeports semble convenir à Guttmann. Dorénavant, il va s'appeler Charles Béreaux. Mais l'ancien leader du Komintern n'est pas encore prêt à s'enfuir, il tourne et retourne le passeport français entre ses mains, et n'arrive pas à prendre une décision. Pendant ce temps, avec mon passeport autrichien, je cours d'un consulat à l'autre, du mexicain au roumain. Vous êtes juif? Catholique? Franc-maçon? Vous avez des recommandations? Je reste sans visa.

J'aimerais passer quelques jours en Suisse; je m'adresse au consul d'un air assuré. Pas un mot sur le fait que je suis réfugié politique; non, je suis tout simplement un Autrichien qui travaille à Prague et qui veut se rendre pour quelques jours en Suisse. Bon, signez ça. Il me tend un formulaire sur lequel je dois déclarer mon accord que passé un délai de dix jours, je serai reconduit à la frontière allemande. Je signe et je jubile. Car jusqu'à présent aucun consul ne m'a pris au sérieux, personne ne m'a fait signer quoi que ce soit. Celui-ci me fait signer mon arrêt de mort et je lui en suis reconnaissant car il m'accorde un sursis. Tant de choses peuvent se passer en dix jours! À ma grande surprise, il tamponne un visa dans mon passeport autrichien.

Je peux donc quitter la Tchécoslovaquie, je peux me rendre dans un pays qui a une frontière commune avec l'Occident démocratique. Une clé vers la liberté, mais la porte est encore loin. Comment faire pour arriver en Suisse? Retourner à Vienne? Traverser l'Allemagne? Entre la Suisse et Prague s'étend le même océan brun qui sépare aussi la Vltava de la Seine. Et cet océan monte et monte et se déchaîne avec toujours plus de violence contre la Tchécoslovaquie.

Le visa suisse en main, je me rends au consulat français et demande un visa de transit. Je prétends avoir des affaires à régler à court terme à Strasbourg. Le fonctionnaire du consulat ne demande pas de preuves et, automatiquement, tamponne un «visa sans arrêt», un visa qui m'autorise à séjourner en France «entre deux trains».

Sur les ondes retentissent des discours du Führer de plus en plus véhéments contre la «clique des criminels de Prague». Concentrations de troupes le long de la frontière des Sudètes.

Hitler veut seulement «ramener au bercail» la population de langue allemande des Sudètes. Dans les forêts de Bohême et dans les montagnes, on allume des «feux de la libération», projections de signaux sanglants dans la nuit d'été. À Prague une rumeur chasse l'autre. L'armée tchécoslovaque est en état d'alerte. La ligne aérienne Prague-Strasbourg-Paris fonctionne encore. Maintenant que la voie est libre, j'hésite. Certes, Prague n'était qu'une étape, presque un atterrissage forcé. Et cependant en quelques mois ce pays m'est devenu une deuxième patrie, le premier pays qui m'a accueilli après mon incarcération, hospitalièrement, avec amour et plein de vie.

Le car roule rideaux baissés du centre de Prague vers l'aéroport. Personne ne doit savoir où se trouve l'aéroport, la République tchécoslovaque veille sur ses secrets militaires. Seul Hindels vient me dire au revoir, l'inévitable volume de Lénine sous le bras, il me rappelle encore la «mission» que je dois remplir en Europe occidentale : rassembler à nouveau le groupe et hisser le drapeau, précisément maintenant, au milieu de la tempête. Notre «résolution de juillet» est déjà en route par courrier aérien vers Paris. Le car quitte la ville et roule silencieusement sur la route asphaltée.

Je prends l'avion pour la première fois. Nous roulons toujours plus vite sur le vaste champ d'aviation, nous nous détachons doucement du sol pour nous élancer dans le ciel bleu d'août. Prague reste en arrière, nous quittons la Tchécoslovaquie avec ses villes et ses villages, ses montagnes et ses forêts ; les hommes deviennent petits comme des fourmis et les maisons comme des boîtes d'allumettes. Nous survolons des frontières, des surfaces vertes et grises, puis bien vite de longues bandes claires : les autoroutes du 3e Reich, voies d'accès vers les champs de bataille de demain. Nuremberg n'est plus loin, certains avions y font escale avant de continuer vers la France. S'il y avait par hasard un changement d'horaire en dernière minute ? En bas guette la tête de mort avec les os croisés, la ville des congrès du parti. Pas d'escale cependant.

Scheuer ! appelle le fonctionnaire de l'aéroport de Strasbourg avec son accent français. Est-ce qu'on est déjà prévenu de mon arrivée, le rêve de liberté est-il de si courte durée ? Le fonctionnaire me tend un télégramme – de Kegel : «Ne va pas à Paris mais à Lille.» À Paris certains événements viennent de se produire. La Guépéou de Staline a frappé. Le secrétaire de notre

secrétariat international, l'émigré allemand Rudolf Klement, a «disparu sans laisser de traces». On soupçonne un enlèvement. Des investigations sont en cours. On conseille aux camarades autrichiens de s'établir jusqu'à nouvel ordre dans le Nord de la France.

Les contrôles de la douane et de la police frontalière sont derrière moi, je me trouve au centre de Strasbourg, libre dans un pays libre, je me retourne prudemment – personne aux alentours, autour de moi le calme de la sieste de midi, sacrée en France ; je tâte le passeport avec le visa toujours valable dans ma poche intérieure et j'avance lentement vers la gare. D'après mes papiers, je devrais prendre le train pour Bâle et être reconduit à la frontière allemande après l'écoulement des dix jours de mon visa suisse – c'est cela que j'ai signé.

Lille. Ville du Nord, en plein milieu du pays minier. Les maisons de brique coquettes et élancées se blottissent les unes contre les autres, une pluie fine tombe sur les toits à pignon et sur les pavés inégaux. Les rares réverbères s'allument et se reflètent, ternes, sur les places mouillées de pluie devant la gare et la préfecture. Voici la rue Littré, tranquille, la porte étroite de la maison est fermée de l'intérieur et, comme c'est l'habitude en Flandre, elle s'ouvre après que l'un des habitants ait actionné une commande. Près de la porte, des étiquettes portant des noms. Je lis : Charles Béreaux. J'appuie sur le bouton tout en haut, une fenêtre s'ouvre au dernier étage, une voix inconnue appelle : Georges ? *Ja… oui.* La porte s'ouvre.

Charles Béreaux ne m'a jamais vu, mais moi je connais son visage grâce au passeport qu'il nous a envoyé à Prague et qui peut maintenant servir à Pepek Guttmann pour échapper au danger de mort. Charles aussi semble bien me connaître, il m'embrasse fraternellement et suspend mon manteau trempé près du poêle. Tu vas tout de suite manger et boire. Comment s'est passé le voyage ? Il ne me demande pas si j'ai faim ou soif, et de quoi j'ai besoin, il le sait déjà. Et il donne. Son logement, ses vêtements, son lit.

Un feu flambe dans la cheminée. Aujourd'hui Renée est d'équipe de nuit, elle arrivera bientôt, elle travaille comme moi à la poste, m'explique Charles. Dans la cuisine, les premières pommes frites grésillent dans la friteuse. Voici la bibliothèque, les dernières brochures du Vieux en français, sur la guerre

d'Espagne, sur le danger de guerre menaçant. Dehors, il pleut dans la nuit. Ici, dans la chaleur et la lumière tamisée l'espoir, la sécurité, l'amitié nous enveloppent.

Est-ce vraiment au matin de cette même journée que j'ai pris l'avion à Prague ? Contraste frappant. À mon arrivée en France, je m'attends à une ambiance similaire à l'atmosphère de Prague. Là-bas chaque citoyen a son masque à gaz à portée de main, ici les soldats n'en ont même pas tous un. Là-bas des mesures énergiques, la mobilisation, une disponibilité générale pour partir à la guerre jusqu'au dernier homme, une trêve politique entre les partis tchèques – des communistes jusqu'aux radicaux de droite – afin de défendre la patrie, devenue synonyme de liberté et de République. Rien de tel en France : la vie s'écoule paisiblement, pas de fanatisme, les gens ont d'autres soucis et ne croient pas à une guerre imminente. On ne s'est tout de même pas saigné pendant quatre ans dans les tranchées et on n'a pas remporté la victoire en 1918 avec l'aide des Alliés pour recommencer, à peine une génération plus tard, à la case départ ! Les nouvelles en provenance de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie sont accueillies ici avec des hochements de tête : ils sont fous, ces gens.

Mais la machine une fois mise en route continue son chemin tracé d'avance, inexorablement, pas après pas en France aussi. Nous ne sommes pas loin de la frontière belge. Peut-être que la Belgique ou la Hollande, ou au moins les pays scandinaves resteront neutres ? Nous, les dissidents, ne voulons pas nous engager dans une Brigade internationale dirigée par des staliniens. En Espagne, on a vu le rôle des officiers staliniens, bourreaux des oppositionnels de gauche.

Réunion de cellule du Parti ouvrier internationaliste à Lille. Qu'est-ce qu'on fait si la guerre éclate ? Charles me regarde, et entre nous se trouve assise, invisible, la peur pour la sécurité et la liberté, pour le syndicat, pour le groupe. Peur pour le présent et le futur, pour la vie habituelle, pour la vie tout court. Nous luttons contre la guerre. Mais qu'allons-nous faire si la guerre éclate vraiment ?

Au fond qu'est-ce que c'est la guerre ? Pendant dix ans nous avons lutté, manifesté, fait grève, écrit, parlé et chanté contre le danger de guerre. Je connais la guerre par mes souvenirs d'enfance et par les récits de personnes plus âgées. Charles la connaît par sa propre expérience, par son service militaire et

par l'occupation de la Ruhr à laquelle il a dû participer comme jeune soldat français dans les années 1920. Mais maintenant nous allons devoir rencontrer ce monstre appelé «guerre» pour la première fois directement, l'affronter en tant qu'êtres pensants et politiques.

Que faire? Allons-nous être bousculés par les événements et séparés brutalement, chacun envoyé dans une autre direction, au front ou dans un camp? Nous devons dès maintenant mettre en place des liaisons adaptées. Pour cela les femmes vont jouer un rôle de première importance, sans doute ne seront-elles pas mobilisées dans un premier temps et resteront-elles aux anciennes adresses. Ces réseaux de contact, nous devons les établir dès à présent. Dans la clandestinité autrichienne, nous avons agi selon le même principe qui a fait ses preuves... Les yeux des camarades brillent. De cette façon ils ne sont plus livrés sans défense à la guerre et au fascisme. Des hommes rompus à la lutte clandestine contre la dictature sont venus leur dire qu'il y a des moyens et des chemins pour résister. Mais qu'en savons-nous vraiment? Une résistance est-elle possible?

Parmi nous, quelques-uns devraient se rendre dans un pays neutre pour maintenir les liaisons internationales. Crois-tu vraiment que cette fois-ci il y aura encore un pays neutre? Derrière ces paroles, se cache une autre question, toute aussi lourde de conséquences. C'est Charles qui la pose: «Pour vous les étrangers, ça n'a pas grande importance de quitter à nouveau la France, mais nous, nous y avons nos racines...» «Nos racines», ce ne sont pas des préjugés petits-bourgeois, mais des arguments qui ont une utilité révolutionnaire. Le révolutionnaire doit se trouver là où il a «ses racines», où il peut agir le plus efficacement parmi les masses. Qu'est-ce qu'il peut faire dans un pays étranger dont il ne possède même pas la langue? Ainsi des limites sont-elles posées, même et justement aux internationalistes. Derrière cette réflexion en apparence purement rationnelle se cachent des liens non-dits d'une force bien plus grande: famille, amis, patrie – et, ne l'oublions pas, la loi militaire qui punit sévèrement l'objection de conscience.

LA CONFÉRENCE DE FONDATION

Trotsky appelle ses disciples à une conférence qui doit se tenir en septembre 1938 à Paris. Lui-même est retenu au Mexique où enfin il a trouvé refuge. Il envoie une série de thèses et de

résolutions qui doivent être adoptées à Paris. À Lille, recevant une lettre d'invitation qui vient du secrétariat international, nous croyons à la possibilité d'une manifestation historique impressionnante : alors que le fracas des armes retentit partout dans la vieille Europe, des internationalistes pourraient hisser le drapeau rouge de la fraternisation prolétarienne. Si après cela la guerre éclatait « quand même », la manifestation de Paris resterait un phare lumineux, un peu comme les conférences internationales de Bâle et de Stuttgart avant la Première Guerre mondiale, comme Zimmerwald et Kienthal en 1915 et en 1916. Nous tirons ces conclusions dans l'arrière-salle d'un bistrot près de la place de la République.

Dans l'appartement de Lille que Charles a mis à notre disposition, nous passons toute une nuit à élaborer les résolutions de la « section autrichienne » : nous sommes les délégués d'un mouvement clandestin qui nous a envoyés à l'étranger pour contribuer au combat contre la guerre menaçante, et pour assurer la liaison entre le mouvement secret chez nous et l'Internationale. Nous discutons et formulons, fignolons et polissons nos « thèses », fidèles à la mission que nous a confiée l'« organisation intérieure ».

Rudolf Klement, secrétaire du mouvement trotskiste, reste « introuvable ». Depuis deux ans il était le responsable du Secrétariat international. Bientôt on repêche dans la Seine les restes d'un cadavre. Après un examen macabre de ce qui subsiste, des trotskistes parisiens croient pouvoir identifier le camarade Klement. Cette affaire sinistre, loin cette fois de la guerre civile espagnole mais au cœur de la capitale française, donne le coup d'envoi à la conférence de fondation de la 4e Internationale. Curieusement, juste avant sa disparition, Klement avait déjà « perdu » dans le métro parisien une serviette contenant les documents pour la préparation de la conférence ; il disait qu'on la lui avait volée alors qu'il s'était assoupi pendant quelques minutes. Toute l'année 1938 est ainsi remplie d'une terreur stalinienne croissante contre les rebelles trotskistes. En février déjà, alors que j'étais encore en prison à Stein, Liova Sedov, le fils de Trotsky, est mort à Paris dans des conditions mystérieuses.

Les voyageurs du train Lille-Paris ne se doutent de rien et ne font pas attention à nous, en ce matin de septembre humide et froid. C'est qu'ils ignorent être en présence de deux représentants munis de pleins pouvoirs, qui se rendent à la conférence

internationale du parti mondial révolutionnaire. Il y a encore sept mois nous étions à Stein sur le Danube, dis-je à Kegel. Il nous restait encore plus de trois ans à purger. Comme le temps passe vite !

Le vieux révolutionnaire Alfred Rosmer a prêté sa maison de Périgny en banlieue parisienne pour la tenue de la conférence de fondation souhaitée par Trotsky. Rosmer lui-même n'est pas présent. Il n'est pas trotskiste, «seulement» un révolutionnaire prolétarien. Arrivés à Paris nous nous rendons chez Marcel et Susanne Hic qui nous conduisent à Périgny avec Heinz Abosch, le jeune délégué de la «section allemande». La conférence internationale est déjà commencée. Après coup, nous comprenons que nous avons été invités délibérément trop tard car on connaissait déjà nos opinions oppositionnelles et on voulait éviter dans la mesure du possible que nous prenions la parole. La plupart des autres sections n'ont pas été invitées du tout. Il ne s'agit en fait que d'une réunion des amis intimes de Trotsky. Parmi eux, les Américains James Cannon et Max Shachtman, les Français Marcel Hic, Yvan Craipeau, Pierre Naville, Jean Rous et David Rousset, les Belges Walter Dauge et Léon Lesoil, l'Italien Pietro Tresso alias Blasco et le Grec Raptis alias Pablo[12].

Surtout l'agent direct de Staline, Marc Zborowski alias Étienne, se trouve parmi nous, silencieux et attentif. Son rôle d'espion et de provocateur sera découvert beaucoup plus tard. Malgré des mises en garde précises d'origines diverses, il jouit pleinement de la confiance de Trotsky et il est le successeur de Rudolf Klement à l'enlèvement duquel il a participé de manière décisive. Il a également pris une part active à l'élimination de Sedov, le fils de Trotsky. Maintenant il fait fonction de nouveau secrétaire et de représentant de la «section soviétique» de la 4e Internationale.

Ensuite il se déroule une «conférence des jeunes», composée pratiquement des mêmes personnes. De jeunes Américains portant la barbiche à la mode de Trotsky veulent nous expliquer la situation en Europe. Selon eux, il n'y a pas de sérieux danger de guerre, en tout cas ce n'est pas à l'ordre du jour. Avant tout, dans la maison de Rosmer, on doit maintenant «proclamer» la 4e Internationale comme existant déjà, même si en réalité elle existe moins que jamais. Mais tout d'abord une dispute éclate

12. Note de l'auteur : après la conférence, la plupart se sépareront de Trotsky pour différentes raisons.

autour des perspectives. La situation mondiale est-elle «révolutionnaire» – comme le prétend le secrétariat international de Trotsky – ou bien la marée réactionnaire atteint-elle de nouveaux points culminants, sommes-nous à la veille d'une nouvelle guerre mondiale, la nouvelle partition impérialiste de l'Europe n'a-t-elle pas déjà commencé? Notre évaluation de la situation nous mène à la conclusion que toutes les forces devraient être mobilisées contre la guerre menaçante, selon la parole de Karl Liebknecht pendant la Première Guerre mondiale: «L'ennemi est dans notre propre pays!» Nos propositions sont repoussées avec indignation.

Il semble inconcevable à ces deux délégués trotskistes venus d'Amérique que deux jeunes gens osent douter des paroles du dirigeant de la révolution mondiale. D'un autre côté, ils sont gênés que les opposants soient précisément des délégués autrichiens, qui arrivent tout juste du «secteur» d'Europe centrale et, qui plus est, ont été condamnés en tant que trotskistes à de lourdes peines par un tribunal fasciste. Max Shachtman, chef de la délégation américaine et mandataire direct du dirigeant de la révolution mondiale, président de la conférence de fondation, fait appel à notre conscience:

> Camarades, soyez raisonnables. Vous ne voulez tout de même pas prétendre en savoir plus que le Vieux. Vous avez accompli des choses extraordinaires pour l'Internationale mais cela ne signifie pas pour autant que vous pouvez prévoir l'avenir. Vous ne devez pas voir uniquement l'Europe centrale. En Europe occidentale nous sommes en plein élan révolutionnaire. Vous n'avez aucune idée sur l'Amérique…

Et il nous met en garde: «Réfléchissez si vous voulez continuer à être considérés comme membres de l'Internationale.»

Après avoir brièvement réfléchi, Kegel répond en notre nom:

> Nous vous remercions de vos hommages, qui sont cependant superflus car nous avons seulement accompli notre devoir de révolutionnaires. Malgré vos résolutions optimistes, auxquelles d'ailleurs vous ne croyez certainement pas vous-mêmes, nous sommes de l'avis que la deuxième partition impérialiste du monde a bel et bien commencé par l'«Anschluss» de l'Autriche, et qu'elle continuera. La guerre d'Espagne elle-même, perdue pour les ouvriers, fait déjà

> partie de cette nouvelle guerre mondiale. Cela, il faut le dire. Il est de notre devoir de dire la vérité. Vous ne voulez pas voir les faits, ou bien vous les voyez mais ne voulez pas les appeler par leur nom…

«Vous êtes des ultragauches!», crie tout à coup Shachtman et ainsi coupe court à toute nouvelle prise de parole car ce mot, lancé à la réunion comme une révélation, est synonyme d'anathème. Une fois de plus, nous voilà démasqués comme «hérétiques». Shachtman nous a reconnus et a percé notre secret. Dorénavant, toute suspicion à notre égard sera justifiée: des ultragauches! Peut-être même sommes nous envoyés par une secte parallèle, le Parti communiste internationaliste (PCI) d'alors de Raymond Molinier, dont nous ignorons tout mais avec lequel on nous met déjà sur le même plan. En tout cas nous sommes des «agents objectifs de l'ennemi de classe», et cela suffit.

La conférence est terminée. Trotsky a atteint son but: dans le monde entier on va rendre compte d'un «congrès grandiose» au cours duquel le parti mondial de la révolution internationale a été proclamé à l'unanimité… Kegel est triste. Sous son bras, il serre les notes et les comptes rendus de la conférence dans une serviette, moi je porte la petite machine à écrire. C'était à prévoir, j'essaie de trouver des explications. Oui, bien sûr, après tout ce que nous avions déjà entendu. Mais si au moins cela avait été une véritable conférence internationale, avec de vraies délégations…

LA FRONTIÈRE

Éditions spéciales au Quartier latin. J'arrache *Paris-Soir* des mains du vendeur de journaux. État d'alerte à Prague! Hitler concentre la Wehrmacht à la frontière des Sudètes! Des heurts sanglants. On envisage la mobilisation générale en France et en Angleterre. Tout va plus vite que nous ne l'avions imaginé. Apparemment ils ne sont pas informés des analyses et des résolutions de l'Internationale révolutionnaire mondiale, dit Kegel amèrement ironique.

Les trains sont déjà bondés d'appelés. Sans joie et visiblement à contrecœur, les mobilisés roulent vers leurs points de rassemblement. Lille ressemble à un camp militaire. Ici aussi des soldats fraîchement habillés de leur uniforme marchent à pas lourds et

moroses en direction de leurs casernes, et on entend plus d'une imprécation.

Nous croyons connaître notre chemin : la Belgique, puis la Hollande, peut-être la Scandinavie. Plutôt aujourd'hui que demain. Le soir même, nous nous réunissons chez Charles. Notre rapport sur la conférence de Paris est bref. À la lumière des événements nouveaux, les phrases forgées à Paris nous semblent encore plus absurdes et nous ne voulons pas perdre de temps à en reparler. Nous, les émigrés, nous décidons d'aller en Belgique cette nuit même. Avec son laissez-passer Charles veut aussi y aller et laisser venir les choses. Nous nous retrouverons à Bruxelles ou à Anvers. Nous fixons des adresses de liaison, et décidons de nouveaux pseudonymes pour nos futures correspondances.

Dernière nuit en France. Nous la passons avec nos camarades français. En cette nuit à la veille de la guerre, cela me semble une grande consolation, une promesse pour les jours à venir. Alors que Français et Allemands se mettent à nouveau en route pour marcher les uns contre les autres, baïonnette au canon, nous sommes un groupe d'internationalistes qui prenons la fuite devant les appareils de guerre mis en mouvement.

Dès l'aube, nous empruntons le chemin que de nombreux réfugiés espagnols ont déjà pris avant nous : traverser la frontière belge déguisés en mineurs, avec l'équipe du matin. Partout il y a des camarades qui nous attendent et nous guident. C'est cela l'Internationale, si elle existe encore, l'Internationale de l'action concrète. J'enlève mes lunettes, un mineur ne porte pas de lunettes. Autour de moi, le pays s'enfonce dans un brouillard gris. Kegel me devance de dix mètres, derrière moi marche Karl Thierl. Je prends comme repère la silhouette sombre formée par Kegel dans ce brouillard. C'est ainsi que nous marchons, notre sac de casse-croûte accroché à l'épaule, et nous passons devant des postes frontières impassibles ; nous nous rassemblons dans la première gare et prenons le train pour Bruxelles.

L'état d'alerte règne sur la capitale belge. Les camarades bruxellois voient l'arrivée des réfugiés avec des sentiments mitigés. Vous ne pourrez pas rester longtemps, nous dit Georges Vereeken, dirigeant du groupe de Bruxelles. Vous devez continuer vers la mer du Nord. Peut-être trouverez-vous un bateau pour le Danemark ou la Norvège. Mais dépêchez-vous.

Pour la nuit, on nous répartit dans différentes familles, nous devons nous retrouver le lendemain matin. Nous discutons longtemps encore sur la situation. Subitement on sonne brutalement à la porte. Ça ne peut être que la police, surtout à cette heure. Notre hôte belge regarde par la fenêtre dans la rue sombre. Des types en uniforme ! Montez au grenier, chuchote-t-il avant d'ouvrir. Je me glisse sous les combles. Nous sommes-nous fait remarquer ou est-ce qu'on nous a dénoncés ? J'écoute le bruit dans l'escalier en retenant mon souffle. Sommes-nous venus jusqu'à Bruxelles pour y être arrêtés et conduits à la prochaine frontière, peut-être même livrés à l'Allemagne hitlérienne ? Des portes claquent, puis le silence. Descendez. Ce n'était que l'ordre de mobilisation. À vrai dire, je devrais partir pour l'armée encore ce soir, mais il est trop tard, dit notre hôte. Demain matin, il doit prendre le premier train.

Il fait sa valise, cherche son uniforme belge, le secoue pour enlever la poussière. Qu'est-ce que tu vas faire maintenant ? Comment cela ? Partir pour l'armée bien sûr. C'est ce que Lénine et Trotsky ont recommandé, la place du révolutionnaire est dans l'armée. Ce n'est pas la question. Mais est-ce que vous avez préparé quelque chose pour rester en contact les uns avec les autres ? Il sursaute : « Non. » Maintenant il est trop tard. Nous convenons encore d'établir quelques liaisons ; demain matin, j'irai avertir les camarades Bruxellois qui ne doivent pas encore partir pour l'armée, surtout quelques camarades femmes. Il faudra convenir d'adresses qui seront des points de communication pour maintenir les liaisons.

Les convois militaires roulent à travers la nuit. Les armées sont en marche vers les frontières et occupent leurs positions. C'est de nouveau le branle-bas en Europe. Le lendemain matin Bruxelles est devenu à son tour un camp militaire. Kegel et Thierl arrivent au point de rencontre convenu ; chez leurs hôtes aussi, la mobilisation générale a créé un vide. Il vaut mieux partir dès aujourd'hui à Anvers, chaque minute compte.

En un tour de main, nous voilà propulsés dans un monde où subitement, plus personne ne comprend le français et où surtout, personne ne veut le comprendre. Nous, les émigrés de langue allemande, nous saisissons le sens des inscriptions et des phrases flamandes, même si nous ne les avons jamais vues auparavant. Mais Charles, que nous retrouvons à Anvers, souffre de ces mots

longs comme des serpents, incompréhensibles avec leurs voyelles doubles insolites. «Est-il possible qu'il y ait dans une langue autant de doubles A et de doubles O», demande-t-il intimidé et triste. «Tu vas t'y habituer», lui dit Kegel, qui visiblement est à l'aise dans ce nouvel environnement comme un poisson qu'on a remis à l'eau, même si ce n'est pas dans le même étang. «Oui, je te le certifie, tu apprendras vite la langue.» «Jamais!»

Avant de nous mettre à la recherche d'un bateau dans le port, nous entrons dans un grand magasin près de la gare, le *Sarma* où on peut également manger. On entend le disque du dernier tube à la mode: «*Bei mir bist du schön*...[13]» Nous voilà assis, et nous étudions le menu. Tout d'un coup, la guerre semble oubliée. Nous avons faim. J'épelle «*Aard aplsla*». Ce ne peut être qu'une salade de pommes de terre. Avec ça, nous commandons des saucisses chaudes. Charles est abasourdi par la quantité de Aardaplsla; il s'attendait à un hors-d'œuvre français et on nous apporte une véritable potée. Il supporte aussi mal la cuisine inhabituelle que le langage.

Je lève les yeux de mon assiette, et je remarque deux tables plus loin un cercle qui converse en allemand; à ma grande surprise, je reconnais notre camarade viennois Arthur Streicher, alias Fred. Il ne me voit pas et je ne veux l'aborder que plus tard pour éviter de nous faire remarquer inutilement car de toute évidence, nous sommes ici tous des clandestins sans papiers valables. À côté de lui se trouve une jeune fille aux cheveux foncés avec des yeux marron expressifs. Elle ne semble pas participer à la discussion, observe les gens dans la salle, nos regards se croisent une seconde. Je chuchote à Charles: «Si je ne me trompe pas, il y a là des camarades qui sont dans la même situation que nous. Peut-être savent-ils si un bateau est en partance pour la Norvège.»

Sur les ondes, retentissent des discours de Hitler de plus en plus véhéments «contre Benès et la clique criminelle praguoise». Le Führer assure vouloir seulement «ramener au bercail» la population de langue allemande des Sudètes. À Prague, une rumeur chasse l'autre. L'armée tchécoslovaque est en état d'alerte. La majorité écrasante du peuple tchèque regarde, avec une foi et une confiance absolues, vers Paris, Londres et Moscou. La capitulation des puissances occidentales devant le cas de l'Autriche,

13. *Bei mir bist du schön*... («Pour moi tu es belle»), chanson en yiddish écrite en 1932 pour une comédie musicale. Adaptée en anglais en 1937, elle devient un succès international.

quelques mois auparavant, ne parvient pas à ébranler la confiance des Tchèques.

LE DERNIER DÉFILÉ

Subitement, c'est la paix. Daladier et Chamberlain décident avec Hitler et Mussolini de sacrifier la Tchécoslovaquie. La guerre est finie avant même d'avoir commencé. Pendant que les gens à Prague pleurent et maudissent la trahison, pendant que les armées hitlériennes font leur entrée dans les régions de langue allemande de Bohême et de Moravie, c'est la jubilation à Paris, à Londres, à Bruxelles et à Anvers : la paix semble sauve. L'Europe bénéficie encore d'un délai de grâce.

Elle s'appelle Mélanie Berger et nous l'appelons Anna. Gagnée à la cause des socialistes révolutionnaires par Peter Strasser à Vienne, c'est Fred qui l'a introduite dans notre groupe. Avec lui, elle a traversé l'Allemagne hitlérienne pour passer clandestinement la frontière belge, destination Anvers. C'est dans une salle d'attente bruyante et archi-comble que nous faisons plus ample connaissance, dans cette atmosphère de guerre naissante. Dans la rue, Anna me prête sa veste qui me servira de coussin dans le garage froid où je passe ma première nuit à Anvers. Ce n'est que le lendemain soir que nous trouvons un moment pour nous voir plus longtemps. Une seule bougie brûle dans cette chambre isolée, Anna parle avec hésitation de ses dix-sept ans de vie bouleversée. La pluie de septembre bat contre les vitres.

Le camarade Henri Mandel nous héberge pendant quelques jours. Il est hospitalier, plein d'esprit, pétille d'humour et fait des jeux de mots allemand-yiddish. Il s'est donné le nom de «*Schaked*» (mot hébreu signifiant amande, *Mandel* en allemand) et c'est sous ce pseudonyme qu'il signe également ses lettres à Trotsky. Toute sa fierté réside dans son fils Ernest de 16 ans, lycéen doué qui veut étudier l'économie. Il ne semble pas encore se passionner particulièrement pour la politique active. Le camarade Nissenbaum habite par hasard dans la rue du Noyer, Nootenboomstraat (en yiddish *nissenbaum,* noyer). Il a dressé son chien. Au mot *Schtallin* (Staline) le caniche commence à hurler, à *Trotsky,* il remue la queue joyeusement. Avec de telles blagues les sympathisants actifs essaient encore, en cette fin d'année 1938-1939, de passer le temps, pourtant dur. Mais il les rattrape tous les matins avec les manchettes en gros caractères.

Avec Anna j'habite maintenant dans une maison sur cour à Anvers, dans la Elisabethstraat, non loin de la gare. Les maisons se blottissent les unes contre les autres comme si elles voulaient se protéger contre le froid glacial et se dissimuler dans les brumes. Une porte étroite, une arrière-cour nue d'où je peux déjà apercevoir la fenêtre derrière laquelle elle m'attend. La nuit d'hiver est tombée tôt sur la ville. La douce lumière d'une lampe à pétrole éclaire la pièce. Dans le petit poêle à charbon le feu brûle. Nous sortons rarement. Chaque sortie peut être la dernière. Les rafles de la police belge se multiplient, elle reconduit sans ménagement les étrangers à la frontière allemande et les livre à la Gestapo. Nous sommes tous clandestins. Un simple contrôle d'identité peut avoir des conséquences désastreuses, car nous n'avons pas de documents personnels valides. Un seul mot peut nous trahir car nous ne parlons ni flamand ni wallon.

La vieille femme nous a loué cette chambre sans poser de questions. Elle nous trouve sympathiques et cela lui suffit. Il ne lui vient pas à l'esprit de nous demander nos papiers. Une déclaration à la police n'est pas obligatoire. Chaque semaine nous payons notre modeste loyer et pour le reste, nous faisons bonne impression. La police ne se hasarde jamais dans la maison pour demander des renseignements ou pour faire des recherches. Son secteur, ce sont plutôt les rues commerçantes, le quartier des diamantaires, le quartier juif. Dans les maisons d'Anvers par contre règne le droit d'asile. Celui qui y habite, jouit de l'immunité. Nous y habitons.

De temps en temps cependant nous devons sortir dans la rue. Ce n'est pas le caprice qui nous y pousse mais nous avons besoin de charbon, de bois, de pain et de margarine (le beurre est pour nous d'un prix inabordable), une fois par semaine d'un morceau de viande et deux fois par mois de l'allocation d'aide aux réfugiés. Le chemin vers le centre des réfugiés est le plus dangereux. Dans un grand bâtiment gris des milliers de gens, des Juifs pour la plupart, à l'allure misérable, se rassemblent pour toucher l'allocation. Il faut attendre des heures avant d'être appelé. Ici non plus on ne demande pas de permis de séjour valide mais la police guette dans les rues. Il faut endurer une épreuve difficile pour les nerfs avant de nous retrouver, évitant le centre-ville, chez nous dans la Elisabethstraat.

Mais une fois rentrés, tous les soucis sont oubliés. On ferme la porte à clé, tire les rideaux devant les fenêtres. Dans l'ardeur de notre amour les années vécues auparavant tombent comme des scories, et en contrepartie l'heure que nous vivons brûle avec force et clarté. Mais n'est-ce pas de la folie de nous unir en ces temps dangereux ? Est-ce que de la sorte le danger n'est pas renforcé pour chacun de nous ? Le souffle du vent est suffisamment rude pour que de telles considérations viennent à l'esprit. Est-ce que je ne m'étais pas juré de mener ma vie tout seul ?

Un soir il est debout devant notre porte, grand et droit, avec des yeux sombres et brûlants, Dieter alias Franz Lederer, le « délégué de l'organisation intérieure ». Nous sommes en train de dîner, Noël 1938. Quelle chance, il a réussi à passer la frontière, à échapper aux sbires nazis. Ruisselant d'eau il est devant notre porte, nous lui serrons la main, le faisons entrer dans la pièce mal éclairée par une lampe à pétrole, nous accrochons son imperméable près du petit poêle, mais Franz reste debout sans mot dire, il me fixe de ses yeux sombres, muet et réprobateur, presque condamnatoire. Je ne le comprends pas, mais ensuite je devine le sens de son comportement.

Voilà, c'est Anna, dis-je, et, avec confiance, elle lui tend la main qu'il saisit et serre avec froideur. Anna est une camarade, Franz le sait. Je vis avec elle, n'est-ce pas la preuve suffisante qu'elle est digne de notre confiance ? En silence, Franz mange avec nous et se retire tôt dans la petite mansarde que j'ai préparée pour lui. Nous aurons à parler de certaines choses demain, laisse-t-il tomber. Il ne m'aime pas, dit Anna plus tard. Une ombre s'est glissée dans notre relation : la désapprobation d'un ami. La haine des ennemis ne nous touche pas, au contraire, elle nourrit le feu de nos sentiments. Le regard plein de reproches d'un ami par contre nous glace un moment. Un moment seulement. Nous savons ce que nous voulons et croyons connaître notre devoir.

Le lendemain matin, Franz m'appelle dans sa mansarde et, sérieusement, me fait un discours sur les convenances et la morale. Le révolutionnaire ne doit connaître qu'un amour, la révolution, le parti. Il doit vivre comme un soldat, comme un moine. Je l'ai déçu. Sa confiance en moi est ébranlée. Jamais il n'aurait cru de moi que je vivrais avec une femme.

Plus tard Anna sera quand même acceptée par Franz en tant que camarade. Pendant les nuits d'hiver nous nous retrouvons

dans notre piaule de la Elisabethstraat, afin de nous entraîner à utiliser le code secret élaboré par Franz pour les liaisons avec les clandestins de Vienne. Nous nous levons plus tôt, nous dormons et nous mangeons encore moins qu'avant et nous pensons davantage à nos devoirs révolutionnaires. Franz est convaincu de nous avoir sauvés de la mentalité petite-bourgeoise.

En octobre 1938, ma sœur Rose réussit encore à quitter Vienne pour l'Angleterre en passant par Bruxelles. Notre rencontre très tôt le matin sur le quai de la gare à Bruxelles est triste. Nous ne disposons que de quelques heures entre deux trains, et nous nous disputons à propos des perspectives d'avenir suite à l'agression hitlérienne – la crise des Sudètes vient d'avoir lieu, ainsi que la signature du pacte pourri de Munich – à propos du destin de nos parents et de l'urgence de leur émigration. Je pense que la Seconde Guerre mondiale est imminente et que nous devons nous préparer au fait que «Munich» ne constitue qu'un bref répit, et enfin je suis convaincu que nos parents risquent leur vie en restant à Vienne. Rose est d'un avis différent, soit par opposition contre son frère qui, à ses yeux, est un vaurien incapable de mener sa vie, qui a gâché ses études et a passé plus d'un an en prison, soit influencée par les continuelles illusions maintenues sous le toit familial pas encore anéanti. Les trains arrivant à toute vapeur mettent fin à notre dispute dans la gare de Bruxelles. Rose part vers son exil britannique, moi vers la clandestinité provisoirement flamande.

Les événements qui se succèdent à une vitesse accélérée dépassent mes pronostics les plus noirs. Immédiatement après l'émigration de Rose, a lieu la Nuit de cristal. Nos parents, à Vienne, sont dépouillés, humiliés, arrachés l'un à l'autre. Ils ne profitent pas des possibilités d'émigrer qui existent encore jusqu'en 1939. Jusqu'à la fin, ils se sentent citoyens du terroir, honnêtes, ayant droit à la retraite, des citoyens qui n'ont jamais enfreint la loi et que l'on devrait donc, pensent-ils, respecter.

Au printemps 1939, Charles Béreaux m'attend au passage de la frontière franco-belge. Je rentre en France, avec Anna. Franz et Kegel restent à Anvers, à proximité du port. Mais Lille devient un terrain brûlant pour les réfugiés. Mon *permis de séjour* est périmé, une prolongation m'a été refusée. Les contrôles de police deviennent de plus en plus rigoureux. Nous allons donc à Paris, pour Anna ce sera la première fois, munis d'une lettre

de recommandation des camarades lillois pour la direction centrale du Parti ouvrier internationaliste. Aux bords de la Seine, la chasse aux dissidents de gauche étrangers se déchaîne déjà. Les décrets-lois de Daladier sont impitoyables. Les camarades parisiens n'osent plus m'héberger. Ils craignent les rafles, les perquisitions, les dénonciations : « Non, tu ne peux même pas rester une nuit chez nous. C'est trop dangereux pour toi et pour nous. Mais tiens, prends ces cinq francs et va dormir à l'hôtel. » Et qu'est-ce que je fais dans un hôtel sans papiers d'identité ? Par chance, Anna reçoit de la préfecture un permis de séjour de quelques semaines. Ainsi peut-elle trouver une chambre d'hôtel bon marché. À minuit je me glisse dans sa chambre, avant la levée du jour – avant le contrôle de police –, je me retrouve dans les rues de Paris.

Le 14 Juillet, fête nationale, je vois encore le dernier défilé militaire de la 3e République sur les Champs-Élysées. La Légion étrangère qui, raide, marche au pas, est particulièrement applaudie par la foule des badauds patriotes ainsi que les chars dits invincibles, et surtout les cavaliers originaires des colonies africaines avec leur déguisement guerrier multicolore. Un an plus tard, l'Empire français ne sera plus qu'un amas de débris et la République aura été balayée. Aujourd'hui, sur la voie somptueuse de la métropole française, le public parisien est encore en liesse, agitant les mains au rythme des divisions qui marchent au pas.

Hindels m'écrit de Prague. La Tchécoslovaquie est démembrée. Les Sudètes sont détachées. Le fascisme triomphe. L'invasion totale est imminente. Hacha est le premier « Quisling » ou le premier « Pétain » d'Europe. Des trotskistes ou des demi-trotskistes sont doublement menacés. Le pogrome stalinien est pleinement déchaîné contre eux. Jan Frankel et des intellectuels de gauche de Reichenberg se réfugient aux États-Unis. Les socialistes en Scandinavie, Lisbeth Steinitz en France. Hindels devient Karel Popper. Sa tentative de se rendre au Mexique échoue. Les demandes de visa n'aboutissent pas. Seuls deux camarades peuvent rejoindre Trotsky comme secrétaires privés. Hindels alias Popper doit aller en Norvège puis en Suède. Ce n'est pas seulement une décision d'ordre géographique mais aussi d'ordre politique. Il devient social-démocrate, par la force des choses. Il reste léniniste de cœur. La 4e Internationale est morte avant d'avoir vécu. Son dernier combattant aux bords de la Vltava, c'est Wolf

Salus. Pendant la débâcle praguoise, il manifeste pour un «gouvernement ouvrier» et disparaîtra bientôt dans la nuit fasciste.

CHAPITRE 6
LA GUERRE

ALLONS ENFANTS…

Je vais à Nice. Non pas pour goûter le plaisir de vacances sur la Côte d'Azur mais pour obtenir une vraie carte d'identité. Nice jouit d'une bonne réputation auprès de nous, les réfugiés ; il paraît que la préfecture y délivre des permis de séjour plus facilement que dans d'autres régions françaises. Anna reste à Paris, elle a déjà sa carte de séjour mais qui n'est valable que pour Paris. Les adieux sont difficiles, nous avons été ensemble presque en permanence ces derniers mois. Nous nous consolons car la séparation sera de courte durée, quinze jours au maximum. Nous nous quittons à la gare de Lyon.

En ce mois d'août 1939, la Riviera essaie de faire oublier la situation météorologique européenne. Les gens se font dorer au soleil sur le sable brûlant, ils sont assis dans les chaises longues sur la promenade des Anglais, au bord de la mer sous des parasols rouges bordés de pompons blancs, dégustent les bonnes glaces italiennes, feuillettent distraitement les dernières éditions du *Temps* ou du *Figaro* et essaient de ne pas entendre les vociférations hystériques du Führer ou du Duce. Le ciel est bleu, la vie est simple et belle.

Pendant que je fais la queue à la préfecture au Service des étrangers en compagnie d'autres réfugiés, afin d'obtenir un récépissé de la carte d'identité, une foule de gens se rassemble avenue de la Victoire pour lire les dernières nouvelles de Moscou et de Berlin. Hitler s'est entendu avec Staline. Même dans la chaleur du Midi, cette nouvelle produit l'effet d'un souffle glacé. Mais Moscou et Berlin sont si loin, même Paris est loin, les «grands» se sont bien arrangés l'année précédente à Munich, pourquoi pas une deuxième fois ?

Madame Marronnier m'a loué une chambre dans son appartement de la place Grimaldi. Elle est confiante, me montre sa pendule et m'explique que c'est une *pendule boche,* de fabrication

allemande, une bonne horloge qui malgré son âge continue à indiquer l'heure exacte. Il ne peut et il ne doit plus y avoir de guerre, les gens ont déjà trop souffert pendant la Grande Guerre. À Nice et en France en général, la plupart des gens pensent la même chose. En attendant, à Moscou, à Berlin, à Londres, à Paris et à Rome on prend les dernières mesures, coup sur coup, comme aux échecs – ultimatum, mobilisation, transports de troupes – et nous tous sommes de minuscules pions dans ce jeu gigantesque. Avenue de la Victoire, la foule lit les dernières nouvelles écrites à la craie, en provenance du monde, où déjà apparaissent des décrets locaux inquiétants ; les gens se taisent, et lorsque les Méditerranéens loquaces se taisent, alors c'est grave.

C'est la guerre, murmure un homme d'un certain âge au visage rougeaud et au chapeau de paille tout neuf, il se le dit plutôt à lui-même et crache par terre. Les gens l'entendent et le regardent, personne ne demande comment ni pourquoi, chacun espère en son for intérieur qu'un miracle se produira en dernière minute mais personne n'ose plus exprimer cet espoir, peut-être est-ce superflu, peut-être même déjà dangereux.

Anna écrit tous les jours et moi aussi souvent, des lettres d'amour, des comptes rendus détaillés de ce que nous faisons, nos espoirs et nos plans. Soudain il n'y a plus de lettres. La poste cesse de fonctionner, elle n'assure que le service de mobilisation militaire. Je veux envoyer un télégramme. Ce n'est possible qu'avec une permission spéciale des autorités militaires. Maintenant nous sommes réellement séparés l'un de l'autre par un abîme d'incertitudes. Je cours à la gare pour retourner à Paris. Il n'y a plus de trains pour les civils. D'ailleurs les étrangers ont besoin d'un permis spécial pour le moindre déplacement. Du jour au lendemain nous voilà prisonniers en résidence forcée : Anna qui ne parle pas français seule à Paris, et moi à Nice sans pièce d'identité valable. Tous deux sans argent. Nous n'aurions jamais dû nous séparer.

La police m'attend déjà chez Madame Marronnier, la vieille dame en est toute effrayée. Ces deux messieurs embarquent en même temps le deuxième locataire, Rodsky, un jeune Polonais. Selon toute apparence il s'agit d'une rafle contre les étrangers. Êtes-vous expulsé de France ? me demande le commissaire de police après avoir noté les renseignements sur mon compte. Avec un calme hautain je réplique que je n'ai jamais eu l'occasion

d'être expulsé de France. Un coup d'œil rapide dans un gros livre remis à jour chaque année, une sorte de bottin de toute la France, apprend au fonctionnaire que je mens cependant sans m'en rendre compte. Déjà en avril 1939, j'ai été expulsé de France par le préfet du Nord, et ceci pour le reste de mes jours. C'est ce qu'on peut lire noir sur blanc avec mon nom et ma date de naissance. Aucun doute n'est donc possible. On me donne «trois jours» pour quitter la France après m'avoir dûment photographié et enregistré.

Je proteste vivement contre cette injustice, cet acte inhumain. En vain. À la suite d'un décret-loi de Daladier et sans doute d'une dénonciation stalinienne je suis sans le savoir banni du département du Nord et donc automatiquement de toute la France ; on me photographie sous tous les angles, on me mesure, on me décrit en détail sur un formulaire. Plusieurs fois on relève mes empreintes digitales, une à une, puis toutes ensemble.

Le chef de service accompagne cette procédure humiliante par des propos virulents contre les «étrangers» en général dont on va enfin s'occuper pour faire place nette. La France était trop bonne, trop bête. La guerre a au moins un bon côté, de chasser ce mélange de races étrangères. La tirade ne s'adresse pas à moi, je ne suis qu'un objet, un représentant de la «racaille étrangère» avec laquelle on va enfin en finir. Il veut que les simples employés de la préfecture entendent et comprennent que les choses vont commencer à changer. Mais ils ne disent rien, ne réagissent pas, laissent parler leur chef, ne relèvent que la couleur de mes cheveux, mesurent la distance entre l'oreille et la commissure des lèvres et me tendent un chiffon sale pour que j'enlève l'encre qui me colle aux mains. Puis je reçois un papier sur lequel je dois certifier que je quitte la France «dans un délai de trois jours», sinon je risque une peine de prison de plusieurs mois. Je refuse de signer mais le fonctionnaire ricane : «Ça ne fait rien, de toute façon nous sommes en possession de vos empreintes digitales.»

En cette journée d'été resplendissante, la Seconde Guerre mondiale devrait donc commencer ? Elle arrive de la frontière germano-polonaise, atteint à une vitesse folle Berlin, Varsovie, Londres et Paris, court dans toutes les villes et dans tous les villages, et hurle du haut de tous les panneaux d'affichage : «Ordre de mobilisation !», «Mobilisation générale !», «Guerre !». Les sirènes mugissent également sur la Riviera, la nuit les rues

des stations balnéaires sont obscurcies, la crème fraîche épaisse disparaît des magasins, les touristes étrangers se hâtent de faire leurs valises et de partir. L'allié italien de l'Axe ne se trouve qu'à la distance d'un coup de canon. Puis ce sont des rafles, des arrestations, des tirades patriotiques, des convulsions de peur, le recrutement de volontaires et surtout des camps - pour les amis et pour les ennemis, les vivants et les morts, des camps provisoires et des camps définitifs.

Rodsky, en bon Polonais et donc «allié», est libéré tout de suite. Mais avant qu'il ne quitte le commissariat de police, je lui demande d'aller brûler sur-le-champ quelques écrits politiques que j'ai laissés dans ma chambre chez madame Marronnier. Je m'attends à une perquisition et ne veux pas aggraver mon cas. Lorsque, quelques heures plus tard, je rentre à l'improviste, mon avis d'expulsion en poche, je trouve toute ma correspondance avec les camarades trotskistes, des brouillons d'articles et des appels contre la guerre impérialiste fourrés dans le poêle. Rodsky n'a oublié qu'une chose, c'est d'y mettre le feu.

Malgré cet acte manqué je lui fais à nouveau confiance, cette fois-ci dans une affaire tout à fait légale. Il connaît un «avocat remarquable» avec d'«excellentes relations» à la préfecture, qui pourra régler mon problème «en un tour de main». Cependant maître Rançon, comme cela s'avérera plus tard, ne dispose pas même d'un bureau ; par principe il me donne rendez-vous dans une mansarde, dans la rue ou dans un café où chaque fois je dois régler l'addition. C'est un jeune handicapé marqué par le destin qui ne se déplace qu'avec difficulté et qui a un pressant besoin d'argent. Lui et Rodsky se partagent honnêtement les derniers francs que je sors de mes poches, me promettent en jurant sur tous les saints une prolongation de mon délai de trois jours. La France en général et le préfet des Alpes-Maritimes sauraient se montrer généreux.

Je n'ai plus l'occasion de juger du résultat de leurs efforts, les événements vont plus vite que maître Rançon et même plus vite que la préfecture des Alpes-Maritimes. Déjà au deuxième jour de mon délai de séjour, donc vingt-quatre heures avant l'obligation de passer sans passeport ni visa une frontière qui est fermée depuis longtemps ou qui est devenue ligne de front, tous les «ressortissants allemands», et de manière générale toutes les personnes nées en Allemagne et dans les régions annexées

par l'Allemagne sont déclarés en bloc «ressortissants ennemis» et poliment invités à se rendre le lendemain matin à 9 heures à la gare de Nice munis d'une couverture et de leur brosse à dents.

Engagez-vous!, déclare un orateur bien habillé aux réfugiés étrangers, la Légion étrangère et même l'armée française vous sont ouvertes, vous remplirez ainsi votre devoir envers la France et pourrez même acquérir la nationalité française. Les réfugiés dressent l'oreille. La guerre a à peine commencé et déjà le recrutement commence: la patrie est en danger. Quelle patrie? Ces hommes sans espoir et sans issue sont des sans-patrie dans le vrai sens du terme; un grand nombre a traversé les Alpes il y a quelques jours à peine pour se mettre à la recherche d'un bateau pour l'Amérique; ils se font traduire le discours.

J'ai un billet pour le Mexique, murmure l'un, mon frère m'y attend... Bien sûr, la démocratie il pourra également la défendre le cas échéant au Mexique, dit un autre à mi-voix. J'attends mon affidavit[1] pour l'Amérique. Quoi? Un affidavit?, s'indigne un jeune Berlinois, il s'agit de combattre Hitler! Bien sûr, il s'agit de combattre Hitler. Les frontières sont fermées, il n'y aura plus de bateaux pour les touristes. Il s'agit de remettre Hitler à sa place; il a marché jusqu'en Pologne, il ne doit pas avancer plus loin. Nous avons fui jusqu'à Nice, maintenant restons là et faisons demi-tour.

Engagez-vous! Les candidats aux affidavits et les détenteurs de billets de bateau se taisent maintenant, les listes circulent et attendent des signatures. *Formez vos bataillons... La Marseillaise* chantée par des réfugiés de Munich et de Varsovie, de Vienne et de Berlin, de Prague et de Reichenberg, un soir de septembre 1939 à Nice.

LA LIE DE LA TERRE

Les «ressortissants ennemis» de cette 3e République, pour la plupart de jeunes et vieux Juifs d'Allemagne et d'Autriche, des victimes misérables de la folie raciale, ennemis jurés du régime nazi, donc ces «ressortissants ennemis» qui, en partie, se sont déjà inscrits comme volontaires pour l'armée française, se rassemblent ponctuellement avec leurs baluchons à la gare de Nice pour être emmenés, escortés par des soldats français, dans le fameux stade

1. Pour le demandeur d'un visa, dépôt de garantie par un citoyen du pays d'accueil, nécessaire pour obtenir le permis d'immigrer.

d'Antibes. Ils ont le cœur joyeux et lorsque le train quitte la gare de Nice, ils chantent *La Marseillaise* et crient « Vive la France ! » à la grande surprise de leurs gardiens. Ils sont de très bonne humeur, car ils ont cette croyance naïve à laquelle souvent les sacrifiés se cramponnent, qu'ils recevront, après un bref examen de leur condition de réfugié, des uniformes et seront admis dans l'armée française comme soldats égaux en droit.

Sur le terrain de foot, on nous rassemble devant le monument aux morts imposant, un « poilu » de la Grande Guerre taillé dans la pierre. Il n'y a pas d'abri ; ceux qui ne trouvent pas de place dans les tribunes doivent dormir par terre. Il n'est pas question d'examiner rapidement nos « cas », nous sommes prisonniers pour un temps indéterminé. Les journées sont encore chaudes, mais les nuits de septembre sont froides. L'humeur des émigrés internés ici s'assombrit d'heure en heure et même les « engagés volontaires » les plus enthousiastes des premiers jours se transforment lentement mais sûrement en adversaires aigris de la guerre, voire en ennemis réels de cette France qui, ils en sont convaincus, les méconnaît tellement et les abandonne à leur sort.

Après une semaine, des planches sont apportées en camion pour la construction de baraques. Et cela est pire, car cela signifie que notre séjour dans le stade d'Antibes est prévu pour une durée assez longue. Les barbelés et les postes de garde sont renforcés et nous commençons à assembler les planches. On creuse des latrines juste devant le guerrier français taillé dans la pierre. Nous devons faire la queue quand nous voulons nous laver.

Nous sommes marqués du sceau des parias. Nous pouvons protester cent fois ; les gardiens, des vignerons du Midi, vieux et débonnaires, inaptes pour le front, nous répondent en haussant les épaules : « C'est la guerre… » Et aussi : « À la guerre comme à la guerre. » « À la guerre comme à la guerre », ce slogan mille fois utilisé dans toutes les situations et sur tous les tons pour justifier ou au moins pour expliquer tous les abus, toutes les bêtises, toutes les bassesses. « *C'est la guerre…* » – toute protestation est superflue.

Des adversaires de Hitler, particulièrement zélés et qui persistent à se sentir comme d'ardents patriotes français, essaient de persuader nos braves gardiens du tort qu'on leur fait. Mais comment est-ce que le brave paysan qui doit monter la garde ici contre les *Boches* et la « Cinquième colonne » pourrait comprendre

que ces émigrés ne sont en réalité pas des ennemis mais des amis de la France, alors que même Daladier ne le comprend pas? Au contraire, les affirmations patriotiques derrière les barbelés sont suspectes. Celui qui se trouve derrière des barbelés ou des barreaux est toujours suspect, peu importe la façon dont il y est arrivé.

Dans sa conduite de la guerre, Daladier a besoin de *Boches*, de boucs émissaires, de «Cinquième colonne» et nous, les émigrés de langue allemande, nous sommes tout cela à la fois. Les reporters du *Petit Provençal,* du *Petit Niçois* et de *L'Éclair* arrivent, prennent des clichés des prisonniers comme on photographierait des fauves dans leurs cages, et montent la population contre nous. Dans un de ces articles, on peut lire: «Comme de vrais cochons, ils font leurs besoins devant le monument aux morts sacré du Fort et n'ont pas honte de se laver tout nus!»

On couvre les baraques de papier goudronné et à l'intérieur, on les tapisse de paille. Nous dormons sur la paille, avec des couvertures si nous en avons. De quoi aurions-nous à nous plaindre? Dans les camps de concentration allemands il en va tout autrement et les soldats de France sont au front. Nous mangeons en plein air, le ciel est toujours bleu et derrière les barbelés nous pouvons apercevoir et même entendre la mer. Mais pour nous, la Riviera est morte, la guerre l'a tuée elle aussi.

Tous les jours du riz avec de la viande venant de la cantine militaire, du mouton avec du riz. Je l'avale en quantités incroyables, deux rations et plus, comme si je devais rassasier une faim de plusieurs mois.

La construction des baraques met à jour la division en classes entre la masse des internés sans argent et quelques-uns qui ont beaucoup d'argent. Je fais partie de la couche inférieure et je n'ai pas de relations à l'extérieur. Le haut de la pyramide de cette société ne manque de rien; des barons autrichiens et des capitalistes allemands, qui apparemment ont atterri derrière les barbelés à la suite d'un malentendu bureaucratique, se sont installés dans les vestiaires du stade et dans des tentes privées avec champagne et musique. Des officiers français de l'administration du camp ont reconnu dans ces privilégiés des «camarades appartenant à la même classe» et se sentent solidaires avec eux, au-delà de toutes les frontières nationales.

Avec arrogance, une aristocratie du camp trône, de concert avec l'administration du camp, au-dessus du misérable prolétariat du camp. Contre paiement ou d'autres «services», elle a droit à des «sorties» nocturnes et même à des sorties de plusieurs jours. Des amies ou des épouses ont loué des chambres d'hôtel à Antibes, et Nice n'est pas loin non plus.

Isolés dans la foule des émigrés autrichiens et allemands, il y a aussi une poignée de «ressortissants ennemis» véritables, de vrais nazis, des fanatiques ou des agents surpris par l'éclatement de la guerre et qui n'ont plus eu le temps de regagner le 3e Reich. Un seul parmi eux se déclare ouvertement partisan du régime de Hitler: Walter Heckert, un Allemand d'origine alsacienne. À voix haute et avec insolence, il exprime ses convictions antisémites. Quelques Juifs menacent de lui régler son compte de manière sanglante mais on ne lui touche pas un cheveu. La masse des Juifs provoqués refuse de s'en prendre à un nazi isolé, on le laisse faire du vacarme et on l'ignore.

Monsieur Wilder est plus nuancé. C'est un Allemand qui vit en France depuis quelque temps. Avec un don des langues extraordinaire, il parle presque tous les dialectes allemands et français sans accent; marié à une Française, il est intelligent et capable de s'adapter à tout, c'est un bon agent.

Meisnig, étudiant originaire d'Innsbruck, passait ses vacances d'été 1939 avec sa mère sur la Côte d'Azur; son père, catholique de choc et ancien partisan de Schuschnigg, n'est pas bien vu par les nazis. Après son bac, le jeune Meisnig a été attiré davantage par la France que par l'Allemagne. Le 1er septembre 1939, il était encore francophile. Au début de son séjour au camp, on pouvait encore lire dans ses yeux rêveurs la foi en la fraternité et la justice. Peut-être même serait-il allé à la guerre sous le drapeau de la République française si Daladier lui avait donné un fusil en déclarant qu'il s'agissait aussi de défendre la liberté de l'Autriche. Mais Daladier l'enferme dans un camp comme un criminel et accuse ce jeune ami de la France d'être un «ressortissant ennemi», un «agent» ou un «espion» sans lui donner l'occasion de se défendre. Le 10 septembre, il n'attend plus que sa libération et que ce malentendu soit tiré au clair; il ne veut pas croire que le pays de ses rêves, de la liberté et de la fraternité soit capable d'une telle injustice. Bien vite Heckert le «met au

fait» sur les «méthodes françaises», sur les «Juifs» et les buts de la guerre de Hitler. L'expression de son visage se durcit et se ferme.

LES MILLES

Le camp d'Antibes est liquidé. Fin 1939, on nous transporte par petits groupes vers la tuilerie désaffectée des Milles, près de Marseille. D'abord on nous dit qu'il s'agit de transports disciplinaires. Des listes sont établies, l'aristocratie du camp se bat avec intrigues et pots-de-vin pour ne pas faire partie de «ce» transport. L'atmosphère de panique se propage à toute la population du camp, et plus d'un grimpe dans le camion militaire avec le sentiment de partir en enfer. Six kilomètres avant Aix-en-Provence, l'ensemble de bâtiments s'étend sur une surface de 45 000 mètres carrés entourés de barbelés. Plusieurs milliers de prisonniers civils sont gardés ici par un bataillon ; 150 paysans et artisans du département de l'Ardèche déguisés en toute hâte en soldats sous le commandement du capitaine Goruchon. L'officier au crâne dégarni et aux joues rouges donne des ordres brefs, tire sur sa fine moustache et agite une cravache dans ses mains gantées de blanc. Son remplaçant, le capitaine Poinas, de Lyon, essaie de nous surveiller et de nous sonder, un troisième capitaine d'Aix se contente de faire le travail administratif. Sous leurs ordres, quelques lieutenants et adjudants qui nous réveillent tôt le matin avec des sonneries de trompette et des appels, et nous rassemblent plusieurs fois par jour pour nous compter. Le soir, on nous chasse à nouveau vers nos couches de paille. Soldats et officiers sont logés dans les ateliers de la tuilerie tout aussi poussiéreux.

La nourriture est abondante pour le personnel de garde et pour les prisonniers, là encore surtout du mouton et du riz. De temps en temps les journaux parviennent jusqu'à nous. Je réussis plusieurs fois à dégotter *Le Temps*. Autour de moi, un cercle de prisonniers se forme, et, à haute voix, je traduis en allemand les dernières nouvelles.

Nous sommes couchés dans la poussière rouge, nous bouffons de la poussière, nous respirons la poussière. Dans nos pores, dans nos cheveux, à la commissure de nos lèvres, dans nos gamelles et dans le vin rouge, partout la fine poussière des briques. Lorsque le mistral se lève, dévalant la vallée du Rhône et nettoyant au vol les rues sales de Marseille, il soulève dans l'air la poussière des Milles, enveloppant le camp tout entier d'un épais nuage.

Au cours de telles journées, nous nous réfugions dans les coins les plus retirés, nous nous blottissons dans les fours, enfouis dans la bonne poussière calme pour ne pas être blessés au visage par le tourbillon des éclats granuleux de terre cuite. Celui qui a la malchance d'être incommodé par la diarrhée et qui doit sortir souvent pour se rendre aux latrines, revient les yeux rougis et infectés par la tempête de poussière. Le mistral emporte les bouts de papier hygiénique souillés et les fait tournoyer à travers le camp ; il mugit et siffle comme pour se moquer de nous.

Les mois passent, la drôle de guerre continue. Les armées françaises sont dans les tranchées et derrière les fortifications de la ligne Maginot, elles attendent des jours meilleurs. «*Rien à signaler*» – c'est le refrain des communiqués quotidiens ; rien de nouveau sur les fronts.

La direction du camp fait passer son temps – et le nôtre – à faire l'appel tous les jours selon un ordre et des critères différents. Les statistiques établies par ce système jouent un rôle important dans nos espoirs illusoires. «Ex-Autrichien», «Sarrois», «Rhénan», «Allemand des Sudètes», «marié à une Française», «père d'un enfant français», «père de deux enfants français», «ancien légionnaire», telles sont un certain nombre de catégories selon lesquelles nous sommes classés. Selon l'humeur du commandant, on promet un examen du «cas» ou une «libération prochaine». Si par bonheur quelqu'un réunit plusieurs de ces catégories sur une seule et même personne, par exemple «ex-Autrichien, père d'un enfant français» ou bien «Sarrois, marié à une Française et ancien légionnaire», il sera envié par les autres pour sa prétendue chance. Mais peu à peu, même les optimistes les plus invétérés s'aperçoivent que ce jeu burlesque ne change rien à notre situation. Nous restons dans la poussière et nous commençons à comprendre que ce n'est peut-être pas un malheur mais une chance si cela nous tient à l'abri de choses bien pires.

En fait ce sont nous les grains de poussière sur lesquels la guerre passe à pas lourds. Des numéros, des sans-noms. Au cours des appels quotidiens nous avons perdu nos noms véritables, dans la bouche du sergent les noms allemands compliqués sont déformés et méconnaissables. Les appels en sont d'autant plus longs, et si l'un de nous, malade, se cache dans le four sur sa couche de paille, les autres doivent rester encore plus longtemps alignés en

rangs. Mais bien souvent, une telle absence peut passer inaperçue s'il se trouve simplement un camarade pour répondre «présent» à la place de l'autre. Nous sommes des numéros interchangeables.

Entre-temps, Anna est dirigée de Paris vers Clermont-Ferrand. Ses lignes écrites en langue allemande traversent le pays en état de guerre de Clermont-Ferrand jusqu'aux Milles, et arrivent dans le camp des *Boches*. Pendant des jours, la lettre d'amour est retenue au bureau de la censure où elle est examinée par des fonctionnaires du 2e Bureau, des interprètes issus de l'élite du camp, des inconnus qui ouvrent nos lettres. Puis un jour l'enveloppe atterrit dans la baraque, le responsable de la baraque appelle mon nom : «Scheuer, une lettre.» Elle est passée par des douzaines de mains, elle a été couverte des tampons de la censure, elle a traversé les barbelés.

Quelle valeur ont des mots d'amour dans cette nuit chargée d'insensibilité, de haine, sans perspective ? Nous avons tout perdu – la liberté, l'union, la communauté –, ne restent que des pensées d'amour et d'espérance. Plus l'abîme dans lequel nous sommes plongés est noir, plus les mots que nous pouvons encore nous écrire par-dessus les barbelés prennent de la valeur. Anna s'est donc rendue dans une ville inconnue qui, nous l'espérons, sera épargnée des attaques aériennes et des avancées de l'envahisseur, étant donné sa distance géographique avec les frontières allemande et italienne. Défiant la guerre nous échafaudons des plans.

Pourvue d'une vague lettre de recommandation, Anna est arrivée dans la ville inconnue, une Autrichienne, donc une Allemande originaire d'un État ennemi, réfugiée, donc suspecte d'être agent de la «Cinquième colonne». Chacun sait que l'ennemi compte parmi ses meilleurs agents des jeunes femmes, même des enfants, camouflés en victimes et en réfugiés. Les journaux l'écrivent et mettent en garde quotidiennement contre les manœuvres de la «Cinquième colonne». Malgré cela, Anna n'est d'abord pas internée, un avocat la prend sous sa protection, Maître Bresson. Il est jeune, marié et a besoin d'une aide, il se porte garant auprès des autorités pour *mademoiselle* et elle reste en liberté. Le travail est fatigant et long mais qui oserait se plaindre ? Les soldats français sont au front.

La protection de Maître Bresson n'est pas tout à fait désintéressée. Anna est jeune et jolie. *C'est la guerre*… Elle résiste,

pleure dans sa chambre, ses lettres sont baignées de larmes. Elle n'écrit pas tout, mais des allusions suffisent pour que je prenne conscience de mon impuissance. Alors je ne peux que marcher autour de la tuilerie ou me jeter sur ma couche de paille, sans cesse aveuglé de poussière, en attendant le pire.

Puis, à d'autres moments, ces lettres sont une délivrance, elles ravivent des souvenirs qu'aucun censeur ne peut deviner, elles me rendent confiance, apportent des messages indirects des camarades d'Anvers, de Kegel et de Dieter qui là-bas, dans la Belgique neutre, continuent le travail internationaliste. À Clermont-Ferrand, Anna devient la femme de liaison entre Anvers et les Milles, Londres, Zurich et New York. Car de tous ces endroits arrivent à nouveau des lettres avec des questions inquiètes et des opinions formulées avec prudence. Notre victoire est inévitable, peut-on y lire, la juste cause de la liberté triomphera finalement. La censure met ces phrases inattaquables sur le compte des puissances alliées, mais l'expéditeur et le destinataire savent bien de quoi il est question : « L'Internationale sera le genre humain… »

Du courrier arrive même à nouveau de Vienne, passant par les pays neutres ou par la Croix-Rouge. L'organisation clandestine viennoise poursuit son travail, malgré Hitler et malgré la guerre, comme nous nous y attendions. Donc rien n'est perdu. Que la guerre nous ait pris au dépourvu et que nous nous trouvions à des postes perdus n'est donc qu'une impression passagère. Les lettres nous prouvent que nous continuons à être les maillons d'une chaîne qui ne peut être brisée. Dans les camps, les prisons, au front ou dans les villages isolés, en Amérique ou en Europe, nous restons unis, reliés par un même espoir qui « tôt ou tard » sortira de cette guerre pour devenir la réalité triomphante. Maintenant c'est le temps des épreuves, le temps de faire nos preuves. Anna écrit maintenant presque tous les jours, et la censure se lasse d'éplucher ses longues lettres d'amour. Le trajet vers la baraque se raccourcit.

Par la Suisse, mes parents aussi m'écrivent encore, de Vienne, du ghetto que Hitler a fait rétablir. Il les chasse de maison en maison, les parque dans des pièces toujours plus exiguës, les tracasse, les torture, les humilie, les menace. Pas un mot de tout cela dans les lettres. « Nous allons bien. » Le mensonge pieux de toutes les guerres, de tous les camps, de toutes les prisons, couché délicatement sur le papier à lettre par l'écriture fine de

la mère, dans la détresse et la misère : « Nous sommes en bonne santé. » À l'intention de la censure, pour se moquer de la censure, pour la tromper et finalement pour se tromper soi-même : « Rien ne peut plus nous arriver, nous sommes vieux. Vous, restez en bonne santé. » Cela ressemble déjà presque à un testament. Ma sœur à Londres, moi dans la tuilerie, nous voulons faire tout notre possible pour ne pas décevoir nos parents. Ce n'est que plus tard que j'apprendrai la vérité : mes parents sont enfermés dans le ghetto de la Czerningasse, déportés à Minsk et assassinés à proximité de cette ville, à Maly Trostinec.

PRESTATAIRE

J'apprends par hasard que mon camarade viennois Gustav Gronich se trouverait lui aussi dans le vaste camp des Milles. Il semble que, malade, il soit en permanence à l'infirmerie. Est-ce que c'est vraiment Max, comme nous l'appelions, a-t-il réussi à être libéré du camp de Buchenwald avant le début de la guerre et à se réfugier en France ? Je feins d'être malade pour être admis à l'infirmerie d'Aix-en-Provence. Là-bas, je trouve le dirigeant de notre organisation clandestine viennoise dans un piteux état. Couvert de furoncles, il est placé dans une pièce isolée, soigné et sévèrement gardé par des religieuses âgées. Tout contact avec d'autres malades est interdit à cause du danger de contamination. Ainsi, à l'hôpital d'Aix-en-Provence, des religieuses catholiques font-elles échouer à plusieurs reprises le rétablissement de la liaison entre les organisations extérieure et intérieure de notre groupe. Finalement, j'arrive à faire parvenir à Max un message clandestin et à l'informer de ma présence. Nous convenons d'une entrevue secrète après le repas du midi, lorsque la chaleur et le vin rouge font quelque peu somnoler même les servantes de Dieu les plus vigilantes.

En une petite heure, j'apprends donc les derniers développements. Après une année d'enfermement à Dachau et à Buchenwald, Max a réussi à obtenir, avec l'aide des Quakers, un visa pour l'outre-mer. Le permis de sortie lui a été accordé tout juste avant le début de la guerre. Il s'est rendu en Italie et a poursuivi sa route jusqu'à la frontière française. La guerre avec l'Allemagne avait déjà commencé. Sept fois Max a traversé la montagne pour entrer en France et sept fois les gardes-frontières français l'ont refoulé vers l'Italie fasciste. La huitième fois fut la bonne, il réussit à tromper les gardes à l'entrée des

Alpes-Maritimes. Il arriva à Nice pour être bientôt interné à la tuilerie comme «ressortissant ennemi».

Je me retranche avec Max dans l'une des catacombes en briques. Nous fabriquons des feuilles d'information et des tracts rudimentaires pour faire connaître nos idées. Fred Buch nous aide discrètement à la fabrication et à la distribution. Parmi les milliers d'esclaves du camp, il y a des écrivains célèbres comme Walter Benjamin et Walter Hasenclever. Tous les deux se suicideront avant la fin de l'année. Se trouvent également internés Lion Feuchtwanger et Golo Mann, les artistes Max Ernst et Hans Bellmer. Les dirigeants du SPD Rudolf Breitscheid et Rudolf Hilferding sont également ici. Après la débâcle, ils seront livrés à Hitler et assassinés.

On bat le tambour toujours plus fort pour la Légion étrangère et pour l'armée. Un beau jour, un appel au travail est lancé. L'armée a besoin de bras. On promet aux émigrés des uniformes et une solde. Nous devrions nous engager «pour la durée de la guerre». Surtout nous pourrons quitter la tuilerie et voir du neuf, vivre du neuf.

Devons-nous devenir des «*prestataires*», revêtir un uniforme et servir d'ouvriers pour l'armée, est-ce compatible avec notre conscience internationaliste? Le four insonorisé que nous avons accaparé pour en faire notre logis se transforme en club de débats révolutionnaires. La Seconde Guerre mondiale a commencé, et nous discutons comme si le destin de l'Europe dépendait de notre décision d'être transférés dans un camp de travail ou de rester des internés civils. Après de longues réflexions, nous décidons de devenir des *prestataires*, ne serait-ce que pour échapper à la monotonie du camp d'internement et pour entrer en «contact avec le peuple français».

Des uniformes bleus et verts nous sont remis, et nous voilà partis pour la jolie ville d'Aix-en-Provence où on nous loge d'abord dans un garage, encore à moitié internés, gardés – mais peut-être aussi protégés contre la «colère du peuple» attisée assez longtemps contre nous – par un sergent-chef français bon garçon, à moitié membres égaux en droit de l'armée française: une création curieuse dans une guerre curieuse. Puis nous allons en camion dans des villages de la Provence pour ramasser de la ferraille que la population patriote met à la disposition de l'État: cheminées rouillées, clôtures de jardin, candélabres, agrafes, fil

de fer. Il y a quelquefois des pièces lourdes que nous devons hisser sur les remorques, mais des jeunes filles nous font signe partout, nous sommes presque des soldats et on nous sert du vin rouge et du Pernod, cette boisson fortement alcoolisée au goût d'anis. De tels dons doivent être acceptés ; les refuser serait pris comme une offense par nos hôtes et perturberait donc notre « contact avec le peuple français ». Dorénavant nous sommes égaux, les Provençaux nous parlent comme les Français parlent entre eux, avec des allusions pleines de sous-entendus et des sourires amicaux. Heureusement, Max est toujours de la partie et me débarrasse discrètement de mon verre ; il boit donc une double ration, ce qui ne l'embarrasse nullement.

Le conducteur, seul Français au cours de ces transports de ferraille, garde le secret de notre origine. Apparemment, il ne veut pas d'ennuis ; peut-être est-il aussi fier d'être porteur d'un secret. Au fond, me dit-il un jour sur un ton confidentiel, au fond on n'a rien contre les *Boches* (malgré tout nous restons des *Boches* pour lui), par contre, les macaronis, les Italiens, *c'est une sale race*… Il faut que la haine se dirige quelque part. Si ce ne sont pas les *Boches*, alors ce sera les macaronis, les voisins immédiats qu'on connaît par sa propre expérience, parfois mauvaise. Mais cette haine n'est pas non plus ancrée profondément.

On continue vers Forcalquier, dans les Basses-Alpes, non loin de la frontière italienne, où nous sommes affectés à un poste militaire et où nous passons notre temps à creuser des tranchées et à remplir des sacs de sable.

Un souhait, un désir monte en ce printemps 1940 des villages et des villes, des montagnes et des vallées de Provence : *que ça finisse !* Fini « tout ça », finie la drôle de guerre, la guerre des nerfs, l'épée de Damoclès suspendue depuis neuf mois au-dessus de la France. Qu'elle s'abatte, que l'inévitable advienne finalement, c'est ainsi que pense la Provence qui, sous son soleil, croit se trouver loin des événements mondiaux. Qu'a-t-elle à voir avec Dantzig, avec Prague ? Est-elle responsable des politiciens de Paris ? Beaucoup de Françaises et de Français pensent de manière semblable lorsque, avec une impatience grandissante, ils proclament à tout bout de champ : « *Pourvu que ça finisse !* » Mais quelle est l'alternative ? Le déclenchement de la guerre « véritable », de la guerre des tranchées le long de la ligne Maginot ? Ou bien la soumission pacifique à laquelle appelle la propagande allemande ?

Personne ne veut le savoir. Mais que cela finisse, même au risque que cela finisse mal…

Bientôt les événements se bousculent. En novembre, les troupes de Staline envahissent la Finlande. Les libertés fondamentales sont réduites en France. Le Parlement donne à Daladier les pleins pouvoirs allant dans ce sens. Depuis le début de l'année 1940, l'alimentation est rationnée. La drôle de guerre dure jusqu'en avril. C'est alors que les troupes de Hitler envahissent la Norvège et le Danemark, début mai les voilà déjà en Hollande, en Belgique et en France. Le maréchal Pétain, rappelé de Madrid, est nommé chef adjoint du gouvernement pendant les derniers jours de la 3e République. Début juin, les armées française et anglaise s'effondrent à Dunkerque. Mussolini s'empresse de déclarer la guerre à la France juste avant la débâcle. Hauts dans le ciel, au-dessus de notre camp d'internement civil, des avions de combat italiens apparaissent puis font demi-tour.

LA DÉBÂCLE

C'est dans un uniforme bleu datant de la Première Guerre mondiale que je me rends chez Anna à Clermont-Ferrand pour quarante-huit heures, muni d'un sauf-conduit militaire et de bons conseils sur la façon de saluer les officiers que je pourrais éventuellement rencontrer. Mes premiers pas sans surveillance après sept mois de camp comme «ressortissant ennemi»; je porte dorénavant l'uniforme des soldats et je parcours en chemin de fer un pays fatigué par la guerre; congé curieux dans une guerre étrange, la nuit du 1er mai 1940.

Anna m'attend à la sortie de la gare. Je dois enlever mon calot militaire pour qu'elle me reconnaisse. La première nuit après huit mois, peut-être la dernière pour longtemps, peut-être pour toujours. Elle me fait traverser des rues sombres et inconnues pour m'amener dans une maison inconnue, dans une pièce inconnue. Retrouvailles, étreintes à la lueur d'une lampe de chevet inconnue. Anna a apporté des choses précieuses: beurre, pain, fromage, fruits. Des draps blancs comme neige, des couvertures colorées. Une chambre d'hôtel misérable, mais qui me semble riche et luxueuse, j'ai à peine secoué la poussière de paille dans laquelle je couche depuis le début de la guerre. Qu'est-ce que j'ai à faire avec ce luxe, couteaux et fourchettes, draps et lampes de chevet? C'est Anna que je veux sentir, elle seule, voir ses yeux, entendre sa voix. Tout ce qui est resté inexprimé, allusif dans des

lettres censurées, doit être prononcé encore une fois de vive voix, confirmé par des baisers ardents.

Le jour se lève, la police nous réveille avec un vacarme infernal. *Vos papiers s'il vous plaît !* Contrôle d'identité. Ah bon, étranger ? Né à Vienne. Donc ressortissant ennemi. Votre sauf-conduit expire ce soir. Non, je n'oublierai pas de rentrer au camp ce soir même. Déjà, le rêve prend fin. Ce 1er mai passe vite. Anna me montre encore la ville, les environs, me présente les femmes avec lesquelles elle habite : des émigrées allemandes communistes dont les maris, hauts fonctionnaires du KPD, sont également enfermés dans des camps.

Nous sommes à nouveau sur le quai de la gare, prêts pour une séparation dont nous savons cette fois-ci qu'elle pourra durer longtemps, mais nous nous sommes vus, sentis, parlés, nous sommes calmes. Notre baiser et nos étreintes au milieu de cette multitude de scènes d'adieu ainsi que nos dernières paroles se perdent dans les cris de la foule, des femmes, des soldats, dans le sifflement de la locomotive, dans le bruit des roues qui démarrent. Anna reste sur un quai de gare obscurci, dans une ville sombre. Moi je retourne à Forcalquier afin d'empiler des sacs de sable pour la victoire.

Dix jours plus tard, la drôle de guerre est terminée, la véritable guerre éclate, les blindés d'Adolf Hitler envahissent la Hollande et la Belgique, écrasent la neutralité de ces royaumes et foncent vers la France. À Forcalquier il n'y a tout d'abord pas de changement, mille kilomètres séparent Lille des Basses-Alpes. Bien sûr les Italiens, partenaires de Hitler au sein de l'Axe, ne sont pas loin, mais ils ne devraient pas attaquer. La déclaration de guerre par Mussolini est moralement ressentie comme un coup de poignard mais sur le plan militaire elle n'est pas prise au sérieux. Maintenant les divisions de blindés allemands avancent irrésistiblement. Les communiqués de Paris présentent l'effondrement du front français avec des mots qui se veulent rassurants, des descriptions abstraites et des termes techniques vagues. Les blindés allemands continuent d'avancer. Nous, réfugiés de Berlin, de Vienne et de Prague, nous nous livrons dans les camps à des réflexions stratégiques et à des prophéties sur la fin de Hitler. Il devra certainement s'arrêter au bord de l'Oise, Paris est imprenable, il ne pourra traverser la Seine.

La bataille de Dunkerque est perdue, les divisions blindées continuent à avancer, des millions de gens se précipitent sur les routes, quittent Paris et les villes au nord de la Loire, on panique au nord, on se fait des illusions au sud, les gens hésitent entre la fuite et la capitulation.

Au-dessus de nos têtes, les avions de reconnaissance envoyés par Mussolini dessinent leurs courbes dans le ciel bleu acier de la Provence pour bien prouver l'état de guerre entre l'Italie et la France. L'armée française des Alpes est encore intacte. Les divisions blindées allemandes avancent. La Loire ne les arrête pas non plus. Le gouvernement français a quitté Paris depuis longtemps. Il s'est enfui à Tours et de là à Bordeaux. Daladier se retire et le maréchal Pétain émerge. La défaite est accompagnée par la trahison.

À Forcalquier, les sacs de sable que nous empilons devant notre abri, les barbelés que nous déroulons ne sont pas dirigés contre un ennemi extérieur mais contre nous-mêmes, nous le comprenons trop tard. Demain nous devons réintégrer le camp d'internement des Milles. La guerre est terminée pour la France, nous avons accompli notre devoir. En tant que ressortissants allemands, donc en tant qu'Allemands nous devons retourner dans le camp des Allemands, à la disposition du vainqueur. La France ne vous sacrifiera pas, la France tient sa promesse, il n'y a pas lieu de s'alarmer, «notre» officier français nous apaise paternellement. Nous lui parlons de Vienne et de Prague, de Dachau et de Buchenwald. Nous pourrions tout aussi bien lui parler d'une autre planète. Allez dormir, les enfants. Vous êtes sous la protection de la France. Il a de bonnes intentions.

Il y a déjà deux France. Des vignerons français d'une naïveté désarmante pensent même que nous devrions être contents et essaient de se réjouir avec nous. Eh bien vous pourrez bientôt rentrer chez vous, la guerre est finie. Il n'est peut-être pas si mal que ça, Hitler. On dit qu'il a fait beaucoup de choses bien pour son peuple. Nous renonçons à répondre à de tels propos.

Le soir même nous nous évadons, Max et moi. Edi Düdner, un jeune émigré de Graz, se joint à nous. Il parle aussi peu le français que Max, ce qui rend notre trio facilement repérable. En passant par les forêts et les collines, nous voulons atteindre la Durance et ensuite Marseille, nous marchons la moitié de la nuit avant de trouver un abri en pierre vide en pleine forêt. Max

qui se targue d'un sens de l'orientation infaillible, entre en action pour nous guider et prétend que nous nous sommes suffisamment éloignés du camp pour nous accorder quelques heures de repos. La nuit de juin est tiède et nous rêvons de liberté.

Le soleil se trouve déjà bien haut au-dessus de l'horizon et ses rayons clignotent à travers les conifères. Subitement nous nous rendons compte que nous avons marché en rond, notre camp n'est éloigné que de quelques centaines de mètres. Nous repartons pour traverser les forêts et les montagnes, maintenant tout droit, avec un plan et le soleil pour nous guider, direction sud-ouest. Nos provisions sont épuisées et nous nous nourrissons de cerises qui mûrissent en grande quantité. Max va jusqu'au prochain village, cherche un peu de pain, du saucisson et un journal, nous mangeons en lisant les dernières nouvelles. La France a demandé des négociations pour un armistice, les troupes allemandes sont entrées à Clermont-Ferrand et à Lyon. Clermont-Ferrand – Anna. Est-elle déjà en route pour un camp de concentration ou bien en fuite comme nous ?

Des tirs et des appels dans les Basses-Alpes. L'après-midi, nous sommes descendus dans la vallée et par légèreté, nous longeons la voie ferrée vers le sud-ouest. Des combats ? Des chasseurs ? Tranquillement nous continuons à la queue leu leu, nous n'avons pas encore compris que ces coups de fusil et ces cris s'adressent à nous. Des gendarmes nous ont pris en chasse et nous encerclent. Alors que les divisions blindées de Hitler poursuivent ce qui reste de l'armée française, ici des gendarmes français prennent en chasse trois *Boches* en cavale, des émigrés, des sans-patrie. Des balles ricochent à côté de nous sur le remblai, nous nous arrêtons. Tout rouges et ruisselants de sueur, quatre gendarmes nous entourent en haletant, leurs carabines mises en joue : « Où est le quatrième ? » Max et Edi qui ne comprennent rien, me regardent fixement pour implorer de l'aide, ce qui me désigne automatiquement comme porte-parole ou meneur. « Allez, réponds… où est le quatrième ? » Il y a donc un quatrième qui a fait la belle et dont nous ignorons tout. Un coup de crosse s'abat sur mon bras, un coup de poing fait sauter mes lunettes dans l'herbe haute qui borde la voie ferrée : « Sale Boche, où est le quatrième ? Si tu ne réponds pas, je tire. » Déjà il me met en joue, à bout portant. À ce moment, je suis convaincu que ma dernière minute est arrivée. Peur et fatigue s'évanouissent d'un coup et je crie

face à la gueule du canon de fusil : « Tu peux tirer mais c'est toi qui es au service des *Boches*, c'est vous qui venez nous prendre pour nous livrer à Hitler. » Une balle siffle tout près de ma tête, l'explosion retentit dans les montagnes. « Ce n'est pas vrai ce que tu dis là », dit un autre gendarme, il ne veut pas nous embarquer pour Hitler, il croit lutter contre Hitler et avec mes imprécations j'ai ébranlé sa conviction. « Ce n'est pas vrai », grogne-t-il. « C'est vrai, je répète, vous venez nous prendre pour nous livrer au camp. Nous sommes des réfugiés autrichiens et nous serons livrés à Hitler. » Les gendarmes nous dévisagent. Avec des mots précis et tranchants je leur explique la raison de notre fuite. Nous n'avons plus rien à perdre. Ils ont quand même déjà entendu parler de l'Autriche. Puisque nous faisons partie d'une compagnie française de travail il est invraisemblable que nous soyons des partisans de Hitler.

« Fouillez-les ! », dit le responsable qui a toujours en main son fusil au canon fumant. On vide nos poches. Des croûtons de pain, un couteau de poche, des papiers d'identité froissés, une carte de la région, de la ficelle et une lampe de poche. « Assez », dit un gendarme à son collègue excité. « Et le quatrième ? » Il n'y a pas de quatrième. Nous ne sommes que trois. Il ne peut pas encore se résoudre à rentrer avec trois prisonniers alors qu'il y en a quatre sur sa liste. Scrutant les buissons sur le versant de la colline, il se résigne : « En route ! »

Les gendarmes ont honte. En cette chaude journée de juin, alors que Hitler foule aux pieds le sol de la France, ils sont partis pour au moins capturer quatre *Boches* dans leur département avant que la guerre ne soit finie. Et voilà qu'ils rentrent avec trois victimes de Hitler. Peut-être ont-ils réellement davantage servi l'ennemi que la patrie ? Ils cachent leur embarras derrière des paroles rudes, des menaces et des blagues. Plus tard, au poste de gendarmerie de Digne, ils viennent nous voir, nous apportent à manger et essaient de nous consoler. Vous ne serez sûrement pas livrés à Hitler. Le remords les travaille, j'ai trop bien parlé. Encore un mot et ils nous rendent la liberté. Nous restons dans la cour pendant une demi-heure sans surveillance, peut-être veulent-ils nous donner une chance ? C'est trop tard, nous sommes épuisés et nos corps sont douloureux. La voiture des gendarmes nous amène directement aux Milles, à la tuilerie, où on nous enferme

dans une pièce où il fait noir comme dans un four puisque nous sommes des évadés particulièrement dangereux.

Nous voilà au mitard tous les trois. De l'obscurité se détachent bientôt d'autres silhouettes : François Jungmann, le « quatrième inconnu », a essayé de s'évader de son propre chef la même nuit et a été rattrapé comme nous. Quelques malheureux vieux Juifs qui dans leur panique ont tenté de passer sous les barbelés. L'un d'eux craque, gémit et hurle pour demander de l'air. Nous tapons contre la porte de toutes nos forces réunies jusqu'à ce que le gardien ouvre : un malade. Accompagnés par la sentinelle, nous traînons le malade à l'infirmerie, puis nous nous en allons tranquillement comme de simples aides-soignants pour disparaître dans la masse des internés. L'« évasion » du mitard est réussie, nous sommes « libres » – derrière les barbelés, dans la tuilerie.

Des milliers de visages nouveaux. Des transports incessants amènent maintenant des centaines et des milliers d'internés civils de toute la France, surtout du Nord. Parmi eux Peter Strasser. Des retrouvailles fantomatiques depuis notre fuite d'Autriche. Les autorités militaires françaises vident maintenant tous les camps pour conduire les émigrés vers le sud sans savoir encore ce qu'ils vont en faire.

La France est battue mais nous, les émigrés, sommes doublement et triplement battus. Le vainqueur brun veut négocier avec la France – les pourparlers ont déjà commencé –, avec nous pas de négociation. Dans le meilleur des cas nous sommes un point de détail, objet de ces pourparlers, de la racaille misérable, réfugiés sans patrie, sans passeport, sans protection diplomatique, des types suspects pour les deux camps de la guerre. La grande masse des émigrés parqués dans la poussière de brique des Milles en est pleinement consciente. Nous ne pouvons ni avancer ni reculer, nous sommes pris au piège. Par contre la minorité, la toute petite minorité parmi nous, la poignée de nazis, jubile. Ils resteront volontiers dans le camp pour attendre le vainqueur.

LE TRAIN FANTÔME

Dans un grincement de roues, le train fantôme s'approche tout près du camp : quarante wagons dont la moitié sont des wagons à bestiaux. Ceux qui préfèrent rester sous la protection des autorités françaises peuvent saisir cette dernière chance et monter dans un train dont pourtant personne ne sait où il va. Sans hésiter, la grande majorité choisit le train, elle se déciderait aussi pour un

départ à pied et même pour la Légion étrangère si ce choix lui était encore offert. Tout, mais surtout pas tomber entre les mains de la Gestapo. Des antifascistes allemands et autrichiens, déserteurs, anciens légionnaires, émigrés et la grande masse de Juifs apolitiques émergent de la poussière de terre cuite et se bousculent avec leurs baluchons et leurs paquets vers les barbelés : personne ne veut être le dernier dans cette fuite vers l'inconnu, cette fuite devant le camp de concentration, devant la chambre de torture, devant la guillotine.

Le train nous engloutit tous, quelques milliers de réfugiés. Ne reste que la poignée de vrais nazis, d'agents et d'indifférents, le commandant du camp et ses officiers, seuls dans la vaste tuilerie dorénavant vide. Nous sommes entassés dans le train fantôme, gardés par quelques sentinelles marocaines, des paysans analphabètes avares de paroles, revêtus d'uniformes bariolés.

Avec Max, je m'assois dans un wagon à bestiaux ouvert. Le train roule doucement en direction du sud-ouest, à travers le pays vaincu, si lentement qu'on peut de temps en temps sauter sur la voie et remonter. Souvent il s'arrête comme si, ne pouvant se décider, il devait réfléchir pour savoir si ça avait du sens de poursuivre sa route. À l'occasion, quelques-uns descendent pour chercher de l'eau ; le soir est tombé, un soir de juin teinté de bleu sur la côte méditerranéenne. Le train redémarre inopinément, les chercheurs d'eau ne sont pas encore revenus, personne ne les appelle, ils ne manquent à personne. On peut donc descendre où et quand on veut, on nous a rendu nos pièces d'identité et quelques-uns ont un peu d'argent sur eux. Mais pour aller où ? Presque personne ne quitte le train. Ce n'est pas par peur des gardiens marocains qui somnolent avec indifférence et semblent rêver de leur patrie. C'est plutôt la peur de l'incertain, de la solitude, de sa propre responsabilité, la crainte de la liberté. Ici c'est la chaleur de la communauté, le ravitaillement par l'armée – pain, conserves de viande, confiture, café –, dehors c'est la nuit, l'inconnu, le danger. Pas un n'a le sentiment que le train pourrait rouler vers notre perte et que le salut pourrait se trouver dans la fuite isolée, en se noyant dans la masse anonyme des Français qui peuplent les routes en ce moment.

Tard dans la nuit, on s'arrête sur une voie secondaire à Marseille. Est-ce qu'on veut nous embarquer pour l'Afrique ? La côte méditerranéenne sera-t-elle à son tour occupée par les Allemands ?

Nos gardiens ont disparu ou ronflent dans un coin. Silence profond. Sur les voies pas un homme à la ronde. Les internés dorment. Je fais signe à Max. Il réfléchit. Nous ne sommes pas rasés. Nous nous ferons repérer. Sottises. Beaucoup de gens ne sont pas rasés par les temps qui courent. Plutôt demain…

Nous restons donc. Mais je prends congé de Max, nous décidons d'agir chacun de notre côté. L'échec de notre cavale commune nous sert de leçon. Nous échangeons des adresses de liaison pour nous retrouver une fois notre évasion réussie. Ces adresses sont-elles encore valables ?

Au petit matin, je traverse de wagon en wagon le train qui s'ébranle pour s'arrêter à nouveau, toujours pour plus longtemps ; je veux avancer jusqu'à la locomotive, parler au mécanicien pour connaître notre destination, et je suis fermement décidé à sauter si nous nous dirigeons vers le nord. Dans les wagons de voyageurs, mes compagnons d'infortune dorment sur les banquettes, par terre ou dans les filets à bagages, d'autres sont déjà réveillés mais ne veulent pas entendre les mises en garde. « Nous allons vers une zone neutre garantie par la Croix-Rouge. » Dans les situations sans issue, l'imagination des prisonniers est inépuisable de prendre leurs désirs pour la réalité.

En zigzag nous prenons quand même la direction des Pyrénées. Peut-être veut-on nous mettre dans un des camps français des Pyrénées dans lesquels se trouvent des réfugiés espagnols depuis plus d'un an, depuis la fin de la guerre civile et où on a mis également depuis quelques semaines une partie de nos femmes ?

Dans un des wagons je tombe à nouveau sur Peter Strasser. D'une voix calme et impassible il me demande : « Tu as vu Anna ? Quand, où ? » Tout à l'heure, lorsque nous nous sommes arrêtés il y avait un train en face avec des réfugiés, probablement des Français, surtout des femmes ; elles nous ont fait signe de la main et tout à coup je l'ai vue. Elle aussi m'a vu. N'était-ce pas une hallucination ? Anna aurait donc quitté Clermont-Ferrand, nos trains se seraient croisés ici, y aurait-il une toute petite chance de nous revoir ? Peter est sûr de son fait, il ne s'est pas trompé, il la connaît depuis son enfance à Vienne, il l'a gagnée à la cause des socialistes-révolutionnaires. Il l'a remarquée par hasard « tout à l'heure », et par hasard j'arrive dans son wagon pour l'apprendre. Notre train fantôme continue à rouler vers le sud-ouest, le sien vers le sud-est, c'est fou, c'est absurde.

TERMINUS

Le mécanicien est communisant, il reconnaît en moi un camarade d'Europe centrale et me donne à tout hasard son adresse dans un petit village pas loin de la frontière espagnole. À chaque gare on lui communique les consignes pour la direction à prendre. Le lieu de destination reste inconnu.

Le train fantôme s'arrête à Bayonne, et on dit que nous sommes arrivés. Fin d'après-midi. Nous ramassons nos baluchons et sautons des wagons. Alors on va vers la «zone neutre»? Une heure plus tard, la nouvelle s'abat sur nous: les troupes allemandes se trouvent devant Bayonne! Nous avons donc voyagé trois jours et trois nuits pour échapper à l'ennemi, et nous nous jetons directement dans ses bras. Les Allemands occupent la frontière des Pyrénées. L'information nous vient de nos «protecteurs», les autorités militaires françaises, elle ne peut donc être mise en doute. Retour dans les wagons!

Le train ne peut aller plus loin, il est arrivé à la frontière espagnole, terminus. Maintenant il doit faire demi-tour. Pour aller où? Personne ne pose la question. Résignés à leur sort et soumis, les émigrés reviennent sur leurs pas en traînant leurs paquets et leurs petites valises, se chamaillent pour retrouver chacun «sa place». Le train fantôme se trouve dans la zone de la mort mais personne ne veut le savoir.

Dehors, derrière les barrières du passage à niveau, sur la route poussiéreuse, je vois le Juif errant, il court vers le port, je le reconnais tout de suite. Il est encore assez jeune, sa barbe est rousse, il porte un paquet sur le dos, il arrive d'Anvers et il a traversé ces derniers jours la Belgique et toute la France. En criant, il adresse quelques mots aux émigrés qui remontent dans le train fantôme comme des moutons, un mélange de yiddish et de flamand. Personne ne semble le comprendre ni le reconnaître. Moi non plus, je ne comprends pas ses paroles, mais j'en saisis le sens: le persécuteur est aux portes de la ville. En avant, en direction du port!

Il crie cela en courant, sans s'arrêter. Je sens que le moment est venu de sauter. Je dois me décider tout seul. Max se trouve à plusieurs wagons de là. Peut-être a-t-il entendu l'appel lui aussi et se décide-t-il. Je saute de l'autre côté du train et atteins la route en traversant des rails abandonnés. Avec ma blouse de travail bleue je pourrais être un cheminot. Personne ne m'a remarqué. Tout à

coup me voilà libre, sans surveillance, je ne dépends que de moi. Partout des gens avec des bagages se bousculent. Des charrettes, des voitures me dépassent.

Vers le port, vers le port ! Un bateau – c'est l'ultime espoir de tous ces gens. C'est ici que j'entends parler pour la première fois de Charles de Gaulle et de son action. Il a redressé le drapeau français. La lutte continue, me dit un jeune Français.

Au port il ne reste qu'un seul bateau, et il ne partira plus. En larmes de jeunes Français, des légionnaires tchèques, des émigrés Juifs supplient les matelots, leur offrent de l'argent, des montres en or, tout ce qui leur reste ; en vain. On manque de carburant. Le navire ne peut lever l'ancre que demain. Mais demain les troupes allemandes entreront dans Bayonne[2].

J'erre dans le port à la recherche du Juif errant. Il peut sûrement me donner des conseils, il a une longue expérience. Mais il a disparu. La nuit tombe sur Bayonne, sur la France. Des affiches apparaissent sur les murs pour annoncer l'entrée des troupes allemandes. Restez calmes et préservez l'ordre public ! Les portes et les fenêtres se ferment, les rues sont désertes. La ville semble morte : Bayonne attend les Allemands. Aucune résistance, aucune plainte, une indifférence apparente, un no man's land.

Ce ne sera pas si grave, Hitler va nous apporter beaucoup de bonnes choses, me dit le Français qui me laisse passer la nuit sur une paillasse dans une maison vide. L'homme n'est pas nazi, il n'est pas même irréfléchi, il a seulement peur et il siffle pour se donner du courage : je n'ai pas peur, ce ne sera pas si grave. Bien entendu, il n'y a qu'un pas entre cela et se mettre au service de l'ennemi redouté. Mes arguments se heurtent au désir qu'il a de se tromper lui-même, au besoin urgent de croire que cela « ne sera pas si grave ». Je dois dormir pour quitter la ville avant la levée du jour, il n'y a plus de trains et les automobiles sont bondées.

C'est à pied que je tente maintenant d'échapper aux nazis. Cette marche au nord des Pyrénées est-elle vraiment la dernière étape de ma fuite ? Derrière moi les divisions blindées de Hitler

2. Note de l'auteur : comme je l'apprendrai plus tard, le train fantôme reprend sa route d'errance sans moi pour retourner à Toulouse, Sète et Nîmes ; il arrive enfin à destination, de nouveau aux Milles, qui devient camp de transit. En 1942, il sera encerclé par les GMR (Groupes mobiles de réserve) de Pétain ; environ 2000 prisonniers civils seront envoyés à Drancy près de Paris, puis la plupart vers le camp d'extermination d'Auschwitz.

se rapprochent plus que jamais. Les journaux publient enfin la ligne de démarcation qui partage la France et je vois que je dois au moins atteindre Pau pour quitter la zone occupée. Les divisions vert-de-gris ont déjà occupé le Nord et le Centre, Paris, Lyon et Clermont-Ferrand, elles pourraient me dépasser. Des milliers de civils français fuient et se pressent avec landaus et carrioles, des réfugiés espagnols, tchèques, Juifs et allemands, les survivants de la guerre civile espagnole, les restes de brigades décimées, les victimes de toutes les défaites de ces dernières années, de Berlin et de Vienne, de Madrid et de Barcelone, de Prague et de Varsovie.

Hitler est le vainqueur de l'Europe ; Rome et Budapest, Sofia et Bucarest, Oslo et Copenhague, Amsterdam, Bruxelles et Paris lui sont soumises. Le Japon et l'Union soviétique sont ses alliés. Nous sommes dix fois vaincus et nous en sommes conscients. Le chemin vers l'Angleterre ou l'Afrique nous est barré. Nous fuyons vers l'intérieur des terres, vers une nouvelle souricière, nous le savons. Je marche un bout de chemin avec des réfugiés espagnols, nous partageons un dernier morceau de pain. Dans les Pyrénées il y a des refuges sûrs. Il nous reste toujours cette possibilité. Ils me l'expliquent, pleins d'espoir. Pourquoi n'y ai-je pas pensé plus tôt ? Les divisions de Hitler peuvent toujours avancer et occuper toute l'Europe, il nous reste la montagne, le maquis. C'est là que notre fuite prendra fin, c'est là que le pouvoir de Hitler prend fin aussi.

Pétain devient le chef du gouvernement français. Fin juin, il signe l'armistice avec Hitler. Début juillet, il proclame l'« État français ». La République est abolie. Quelques mois plus tard, lors d'une rencontre à Montoire, Hitler et Pétain décident la « collaboration ». Au même moment, les armées de Staline occupent les États baltes, la Bessarabie et la Bucovine. La première étape de la nouvelle partition de l'Europe est accomplie.

Je n'ai des nouvelles de Trotsky que de manière indirecte, par les journaux censurés. Au Mexique, il se défend désespérément contre la vague de calomnies lancée par Staline, rédige des mémoires de défense et un testament. Le 20 août, il sera assassiné par un « ami », un agent de Staline introduit dans sa maison.

RENTREZ AU REICH !

Sur un chemin latéral je brûle mes papiers d'émigré, et je me présente dorénavant partout comme Tchèque. En tant

qu'Autrichien je suis doublement suspect et en danger : pour les Français, un Allemand camouflé ; pour les Allemands, un Viennois en civil, donc au moins déserteur, peut-être même Juif. Par contre, comme Tchèque, je serai un « allié » pour les Français, car les Tchèques sont des alliés reconnus et non des « ressortissants allemands ». Dans le traité d'armistice conclu entre Hitler et Pétain, on ne parle que de l'extradition des émigrés allemands.

S'il vous plaît, emmenez-moi jusqu'à Pau ; je m'adresse au lieutenant français qui est en train de faire le plein d'essence. Je dois quitter la zone à tout prix encore aujourd'hui, en tant que Tchèque j'ai tout à craindre des Allemands. Il se trouve avec un groupe de soldats sur un camion et il hésite. Tu as des bagages ? Non, pas de bagages, seulement une blouse de travail sale et les mains vides. Beaucoup de soldats français ressemblent à ça en ce moment. Vite, monte ! Déjà, je me trouve sur le camion parmi les poilus qui se réjouissent de la diversion. Ils me mettent un casque sur la tête pour que la présence d'un civil ne se fasse pas remarquer. Et nous roulons à toute allure vers Pau. Loin de la zone.

Il doit y avoir encore des amis quelque part, des points de rencontre du mouvement ouvrier dispersé. Toulouse est la ville la plus proche, mais pour obtenir un billet il faut une permission spéciale. Indécis, j'hésite devant le train prêt à partir, bondé de civils et de militaires. Je ne demande rien, toute question peut me trahir. Puis, résolu, je saute dans le train, décidé à tenter ma chance, je choisis un compartiment plein de soldats, me blottis dans un coin sans un mot et ferme les yeux comme si je dormais. « Tous des militaires ? », demande le contrôleur en passant la tête par la porte. « Affirmatif », répondent les soldats. D'un mouvement las je fais signe de la tête et je continue à somnoler. Le contrôle est passé, le train roule vers Toulouse.

Enfin les temps vont changer, dit un jeune soldat en face de moi. Il porte un uniforme curieux, un étudiant je suppose. Il est grand temps d'en finir avec cette racaille étrangère. La France a fait preuve de trop de bonté. Les autres militaires se taisent ou opinent de la tête. Bien que je continue à somnoler je sens le regard perçant du jeune homme. L'atmosphère devient inconfortable. Le train s'arrête dans une petite gare. Le jeune homme se penche par la fenêtre. Tiens, regardez-moi ça, des Juifs. C'est de leur faute, tout ça. Les Allemands savaient très bien ce qu'ils

faisaient quand ils ont mis ces gens dehors. Les autres soldats restent silencieux. La voilà donc la révolution, mais pas celle de gauche. C'est la «révolution nationale» des fascistes.

Qu'est-ce que c'est que cet uniforme? Le jeune homme pointe son doigt vers ma blouse bleue. *Prestataire. Prestataire?* Oui. Je suis Tchécoslovaque. Ça tombe bien. Il y a tout un compartiment de vos concitoyens dans ce train. Parfait. Je vais vous les présenter. Merci.

Il veut me mettre à l'épreuve. Par chance, il s'avère que le Tchèque qu'il rencontre dans le couloir, est par hasard le seul du groupe à comprendre l'allemand. Après un aimable «*Nazdar*», je m'adresse à lui dans mon bon dialecte autrichien que le fasciste français peut prendre pour du tchèque. Il voit que nous pouvons communiquer, nous laisse seul et j'explique au légionnaire tchèque que je suis originaire de Moravie et que je ne parle pas bien le tchèque. Il le comprend parfaitement.

Je me rends compte tout d'un coup de ce qui me manque pour franchir le contrôle à Toulouse et, de manière générale, pour me promener dans la France battue sans me faire remarquer: un béret militaire. Pour l'instant, je peux passer à la rigueur pour un cheminot, mais avec un béret je me transforme en l'un de ces soldats épuisés et déguenillés qui sont démobilisés par centaines de milliers dans la zone Sud. Mon Tchèque est prêt à me faire cadeau d'un tel béret, mais ses compagnons, des gaillards blonds de Bohême qui ont suivi avec méfiance notre dialogue en allemand s'y opposent: sait-on seulement qui je suis?

À Toulouse, j'ai à nouveau de la chance. Un riche voyageur me prend pour un porteur et me charge sur le champ de ses valises que je dois porter à l'hôtel de la gare. C'est ainsi que je passe le contrôle sans problème, sans billet et sans papiers. En plus, on me glisse quelques francs dans la main et déjà je me retrouve pris dans la masse des soldats qui quittent la gare pour se répandre dans la ville lentement comme une marée montante.

Personne ne sait où on va. Toutes les unités militaires semblent dissoutes. Des soldats portant des uniformes les plus divers traînent leurs sacs à dos dans la nuit de juin, certains ont encore leur casque et leur fusil; ils ne pensent plus qu'à une chose: manger et dormir. Je me retrouve au milieu d'un groupe de militaires indochinois qui avancent avec la même indifférence. Finalement nous atterrissons dans une caserne quelconque. Ou

bien est-ce une cour d'usine ou une école ? Les Indochinois me prêtent une assiette et un gobelet et je prends du bœuf, du pain et du vin rouge. Les soldats ne semblent pas emballés, mais pour moi c'est un festin.

Dans un des centres d'hébergement pour réfugiés français et étrangers, sous le marché couvert de Toulouse, je rencontre des communistes allemands, des staliniens fanatiques. La victoire de Hitler est une « chose relativement bonne » pour ces anciens officiers des Brigades internationales car elle porte un coup dur aux « ploutocraties » et « renforce la position de l'Union soviétique ». J'entends pour la première fois le mot d'ordre des staliniens allemands et autrichiens : « Rentrez au Reich ! » Rentrer au Reich de Hitler ?, est-ce bien la directive de Moscou à l'adresse des émigrés communistes, des combattants de la guerre d'Espagne, des Juifs ? Rentrer à Dachau et à Buchenwald ? Mes questions ironiques ne parviennent guère à ébranler les gens du KPD : « Nous ne discutons pas avec des trotskistes. Si le parti donne une directive, c'est qu'il sait ce qu'il fait. » Et en effet, beaucoup suivent cet ordre et « rentrent au Reich », vers la mort.

ÇA ALLAIT TROP BIEN

Pour la France, la guerre est donc officiellement terminée. Elle devait, selon les prédictions officielles, durer des années pour se terminer comme prévu par une victoire de la France. L'Allemagne hitlérienne a écrasé la France en quatre semaines, comme elle a écrasé l'Europe de l'Est. Le choc psychologique est colossal. Il faut l'autorité d'un maréchal français pour expliquer l'inexplicable. Vous voyez, on vous a menti. On vous a poussés dans une guerre sans issue. À cause des grèves la France n'était pas assez bien préparée. Je hais ces mensonges qui vous ont fait tant de mal. Ainsi parle le vieux Pétain de sa voix tremblotante. Il s'érige en père de la patrie : « J'ai été avec vous dans les jours de gloire, je reste avec vous dans les journées de détresse. » Bien que la France soit aujourd'hui plongée dans la misère, lui, le maréchal Pétain, serait assez bon pour daigner une fois de plus sacrifier sa personne sur l'autel de la patrie. Estimez-vous heureux que je sois là. C'est le refrain que chante le maréchal de la France battue par Hitler, en s'adressant à ses concitoyens. Dorénavant, vous devrez réduire vos besoins, travailler plus et serrer la ceinture. Bizarrement, dans les rues de Toulouse, j'entends souvent chez des gens plus âgés comme un écho à ces discours : « Eh oui

nous vivions trop bien. Maintenant il va falloir payer. C'est un châtiment.»

Alors que le pays entier est comme figé par la terreur, le moment est bien choisi pour mettre au placard la République et pour ériger l'«État français». Cette manœuvre et la phraséologie qui s'y rattache me rappellent de manière frappante un autre «souverain» qui six ans auparavant, lui aussi à l'ombre de la dictature hitlérienne, «abolissait» la République en Autriche pour proclamer un «État corporatiste».

Une pénible surprise m'attend au secrétariat du Parti socialiste (SFIO) à Toulouse. Il faut réviser nos erreurs passées, y dit-on. Hitler a apporté beaucoup de progrès, des conquêtes sociales. Nous étions mal informés... Et avec un regard oblique vers moi: «Notre camarade autrichien semble cependant ne pas être du même avis...» En effet. Mais je préfère ne pas me lancer dans des grands discours dans ce secrétariat, et gagner le large au plus vite. Je reçois tout de même une information précieuse: l'émigration socialiste autrichienne se regroupe dans les environs de Toulouse, dans la petite ville de Montauban. Dans la rue, je tombe par hasard sur Hans Beck (Jumbo), membre des socialistes-révolutionnaires de Vienne, et nous réussissons à nous procurer papiers et documents qui nous permettent d'être démobilisés à Toulouse. Avec des soldats français, nous attendons dans les casernes le déroulement du dernier acte bureaucratique de cette guerre perdue.

MONTAUBAN

Montauban, 630 kilomètres au sud de Paris, traversée par le Tarn, 50 000 habitants qu'on appelle les Montalbanais, une cathédrale du 17e siècle, un musée Ingres. Pourra-t-on se camoufler ici[3]? Bastion du protestantisme en 1570, résistance héroïque contre les troupes royalistes en 1621. Pouvons-nous bâtir une nouvelle résistance ici? Au cours de l'été 1940 des réfugiés antifascistes commencent à affluer dans cette ville.

À peine arrivé, je m'évanouis dans la rue. Épuisement. J'ai de la fièvre, on m'emmène à l'hôpital. Juste avant, j'ai écrit une lettre à Anna à sa dernière adresse. La poste fonctionne à nouveau, ma lettre devrait lui parvenir quelque part en France. Au

3. Jeu de mots intraduisible: allusion au Tarn. En allemand «*tarnen*» signifie camoufler, dissimuler.

fond c'est à elle, à elle seule, que je pense maintenant. Dans mon délire fébrile je divague : si je pouvais la retrouver dans ce chaos, je serais peut-être sauvé, cette vie aurait à nouveau un sens. Je la retrouve en effet, tout simplement dans la rue à Montauban, juste après avoir quitté l'hôpital prématurément malgré les protestations du médecin. Est-ce que je délire encore ? Nous nous embrassons pour la première fois depuis l'armistice. Depuis la journée que nous avons passée ensemble en mai à Clermont-Ferrand, trois mois se sont écoulés. C'était avant la bataille de France. Dorénavant, le destin de l'Europe semble scellé pour longtemps.

Avant l'entrée des troupes nazies à Clermont-Ferrand, Anna a été évacuée avec d'autres civils, son train a effectivement croisé notre train fantôme. Maintenant, nous essayons pendant quelques jours et quelques nuits d'« oublier » la réalité horrible : la victoire de Hitler, la défaite de la France, la menace directe pour tous les émigrés. Nous cherchons une chambre, trouvons un minuscule refuge miteux dans cette ville submergée de réfugiés et oublions l'histoire du monde.

Pas pour longtemps. Des scrupules et des doutes nous assaillent. Notre groupe est dispersé. La guerre ne s'est pas déroulée comme nous l'avions imaginé. Est-ce que nous ne nous sommes pas pris trop au sérieux ? Après tout, y a-t-il encore quelque chose à faire ?

Kegel arrive à Montauban, le crâne rasé, fatigué et malade. Arrêté par la police belge comme « espion allemand » au début de l'offensive allemande en mai 1940, on a trouvé chez lui de l'encre chimique et des notes codées pour les liaisons avec notre organisation clandestine en Autriche. La police belge, qui a plusieurs fois livré des émigrés allemands à la Gestapo, a alors malmené l'antifasciste autrichien Karl Fischer en tant qu'« espion allemand ». On voulait le faire comparaître devant un tribunal militaire belge, mais à la suite de l'avance allemande rapide, l'État belge s'est effondré en quelques jours. Avec d'autres « éléments dangereux » Kegel a été parqué dans un wagon à bestiaux et déporté vers le Midi. Des inscriptions sur le wagon avaient pour but d'attiser la haine de la population française contre les prisonniers. Pendant le transport des pierres et des menaces sauvages ont plu sur le train. Ce n'est qu'en arrivant à la frontière des Pyrénées qu'on a ouvert les wagons. Les prisonniers exténués,

pour la plupart des émigrés allemands, ont été enfermés au camp de Saint-Cyprien où se trouvaient déjà auparavant des combattants d'Espagne. Kegel a fait une première tentative d'évasion, a été rattrapé et a eu le crâne rasé en guise de punition. Sa deuxième tentative d'évasion a réussi[4].

Franz Lederer a pu lui aussi s'échapper du même camp. Maintenant il s'est retiré dans une maison en ruine à Florensac, près de Montpellier. Karl Thierl a quitté Anvers pour l'Angleterre avec un faux passeport belge et, dans un premier temps, il a été mis en prison comme immigrant illégal avant d'être transporté au Canada comme «ressortissant ennemi». Karl Pollak (Haller) a émigré en Amérique à la veille de l'entrée des troupes allemandes. Josef Hindels a réussi à s'enfuir de Prague vers la Norvège, puis vers la Suède, sous un faux nom (Karel Popper). Arthur Streicher est légionnaire en Afrique. Nous peuplons ainsi plusieurs continents.

À Marseille, je retrouve Max. Il a sauté du train fantôme qui avait quitté Bayonne pour reprendre son chemin en sens inverse. De vieilles connaissances, des staliniens, lui proposent maintenant de rejoindre la Yougoslavie avec un transport clandestin via la Méditerranée ou l'Italie fasciste, pour participer au combat des partisans. Il semble fasciné :

– Je connais le recruteur depuis la clandestinité autrichienne de Buchenwald. C'est une garantie.

– Max, as-tu oublié qu'en tant que trotskiste déjà condamné tu es fiché, que la Guépéou te connaît ? As-tu oublié les meurtres de la guerre civile espagnole où ils ont assassiné nos camarades ?

Silence. Notre discussion dure toute une nuit, dans une chambre d'hôtel grouillante de punaises, dans le midi de la France.

Ce ne sont pas les dangers qui pourraient le menacer personnellement qui l'impressionnent. Nous savons que nous sommes des «morts en sursis». Seule la réflexion, que c'est le moment ou jamais de maintenir la cohésion de notre groupe pour préparer la nouvelle Internationale, permet à Max de surmonter sa «crise de conscience». Franz Lederer par contre n'a pas d'état d'âme. Il habite Florensac, dans la ruine séculaire qui lui a été attribuée par la mairie en tant que «réfugié belge» ; enveloppé dans des

4. Note de l'auteur : Karl Fischer (1918-1963) a enregistré sur bande le récit de ce calvaire Anvers - Saint-Cyprien - Montauban.

couvertures, entouré de livres de Marx et Lénine, il prend des notes, pense et écrit. Il est notre conscience, notre mauvaise conscience.

Une nouvelle tentation ou chance se présente à nous : l'émigration en Amérique. Il faut pour cela des affidavits, des recommandations, des appuis. Des trotskistes américains se souviennent de nous et nous aident un peu. Pas trop puisque nous avons osé critiquer Trotsky. Plusieurs fois nous nous rendons au Comité des réfugiés de Marseille. Une marée d'émigrés se presse vers l'Amérique, le Mexique, l'Amérique du Sud. L'Amérique n'est pas encore entrée en guerre, des navires quittent encore le port de Marseille pour l'outre-mer. Mais nos efforts sont trop faibles. Les bousculades devant le Comité des réfugiés nous dissuadent, et puis nous n'avons pas la conscience tranquille car notre foi en une révolution à venir en Europe s'est réveillée ; devons-nous quitter l'Europe, notre patrie, à l'heure la plus difficile ? Pour les émigrés d'Europe centrale, la voie est encore ouverte pour continuer le voyage ou la fuite, de façon légale, à moitié légale ou illégale, vers l'Amérique ou la Suisse, afin de quitter une France dorénavant occupée par les troupes hitlériennes et gouvernée par le maréchal Pétain. Beaucoup de réfugiés allemands et autrichiens quittent la France pour ne pas être victimes de la terreur de la Gestapo ; ils estiment qu'une résistance active contre le régime de Hitler n'est pas possible. En son for intérieur, chacun de nous doit prendre des décisions lourdes de conséquences. Sciemment, je renonce à mon départ ou à ma fuite de France, car je veux participer à un combat de résistance révolutionnaire en Europe. Je laisse donc expirer un affidavit que des amis m'ont procuré aux États-Unis, et au cours des années suivantes, je ne saisis aucune occasion pour quitter l'Europe. Alors que beaucoup d'émigrés autrichiens, allemands et d'autres traversent les montagnes pour aller en Suisse afin d'attendre là-bas la fin de la guerre, je reste avec Anna et quelques autres, tout d'abord à Montauban et dans ses environs.

Chaque semaine, la mairie verse aux réfugiés une modeste aide financière, et elle met à leur disposition des maisons vides. Dans une ferme en bordure de la ville, nous fondons pendant quelques mois une communauté d'un genre un peu particulier. Edith Kramer avait quitté Vienne avec sa mère, que nous appelons tante Resi, pour se réfugier à Anvers. C'est là que l'étudiante de

20 ans a fait la connaissance de Franz Lederer à la bibliothèque municipale, juste avant que la guerre n'éclate. Ce fut un grand amour, platonique. Maintenant elle le cherche dans le Midi de la France. Trop tard.

«François est mort»; ces trois mots télégraphiés nous font conclure à une arrestation. Nous avons l'habitude des arrestations, et nous les désignons dans nos lettres comme «maladies» pour tromper la censure. Mais pourquoi écrit-on dans ce télégramme en provenance de Florensac que Franz est «mort»? Comment un garçon de 26 ans, qui voilà quelques jours nous a encore fait parvenir une lettre avec des thèses politiques et des directives organisationnelles, peut-il mourir du jour au lendemain? C'est une mort «naturelle» et inattendue dont Dieter fut la victime dans cette nuit de janvier 1941, seul dans la maison isolée de Florensac dans le Midi, enveloppé dans de vieilles couvertures, entouré de littérature marxiste. Edith et sa mère restent avec nous à la ferme.

Nous trouvons une vieille machine à écrire, et au printemps 1941, nous commençons à taper le premier bulletin depuis le début de la guerre. En plusieurs exemplaires, pour servir de base de discussion dans les nombreux cercles et groupes de travail qui sont en train de se créer parmi les émigrés de Montauban. À tour de rôle, nous faisons le guet devant la maison pour avertir les autres quand nous flairons un danger. Dans ce cas, la machine à écrire et les manuscrits disparaissent dans un creux de la cheminée, et la table est mise de façon tout à fait anodine. Dans la cuisine campagnarde, tante Resi prépare des soupes aux légumes et des boulettes. Pour notre communauté Edith va chercher au village le pain et les matières grasses sévèrement rationnés avec les tickets d'alimentation. Une fois elle grignote sa ration sur le chemin de retour, cela provoque des discussions. Nous cultivons le petit jardin et cueillons des mûres sauvages en bordure de forêt.

L'idylle dure jusqu'à la fin de l'année. Les premières rafles commencent alors dans les environs. Nous devons quitter la maison de campagne. Anna et moi trouvons un logement minuscule à Montauban, directement au bord du Tarn. Kegel et Ignaz se rendent à Lyon avec de faux papiers; pour passer inaperçus, ils se transforment en Français moyens et se font embaucher comme manœuvres. Max et Jumbo deviennent pendant un certain temps

bûcherons dans une forêt près de Montauban. Tante Resi les accompagne et fait la cuisine pour les affamés. Edith hésite encore entre sa mère dans la forêt et la résistance naissante dans les villes.

Dans la salle des fêtes de la ville de Montauban, des Quakers charitables distribuent tous les jours à midi des repas aux réfugiés. Nous faisons la queue et nous nous précipitons vers les tables déjà mises. Il y a de la soupe aux pois, du pain blanc croustillant et de l'eau. Deux jeunes femmes organisent le bon déroulement. Elles mettent le couvert sur les longues tables, examinent les cartes de réfugié, distribuent la nourriture. Je ne me doute pas encore du rôle qu'elles joueront bientôt dans notre vie. Hélène Hartmann, Lorraine de 24 ans à la chevelure rousse, est ordonnée et coléreuse. Elle ne parle et ne comprend que le français. Les hôtes, surtout des Espagnols, doivent s'asseoir sagement les uns après les autres aux premières tables en attendant la soupe. Mais ils manquent de discipline, choisissent leurs places où bon leur semble et se moquent des ordres donnés par Hélène, et encore plus de ses explosions de colère. Par contre Jeanne Katzenstein, 17 ans, sa collaboratrice aux grands yeux sombres et étonnés, est douce et compréhensive. Arrivée de Francfort avec ses parents juifs-allemands, elle est secrétaire multilingue : français, allemand, anglais, espagnol. Avant la guerre, Hélène et Jeanne militaient à Paris dans le mouvement indépendant de gauche des Auberges de jeunesse et aux Jeunesses socialistes révolutionnaires (JSR), oppositionnels de gauche. Nous nous lions d'amitié, et ainsi naît l'idée qu'avec sa maîtrise des langues et ses connaissances de secrétariat, Jeanne pourrait participer à notre travail clandestin révolutionnaire. Dans ce but, je la conduis même dans notre refuge en bordure du Tarn. C'est tout de même imprudent, dit Anna. L'avenir lui donnera raison.

CHAPITRE 7
LA RÉSISTANCE

RAZZIA

Nous fabriquons une feuille d'information clandestine. Anna range les pages tapées et froisse les papiers carbones utilisés. J'enlève la machine à écrire de la table et la pose dans l'entrée sombre. Il y a là du bois à brûler, des chaussures, du fatras. Je couvre la machine de vieux journaux et mets la table pour nous deux et pour Hermann Bortfeldt, émigré allemand de Magdebourg qui nous rend visite. Il s'appelle «Raymond». Anna brûle les papiers carbones froissés, je cherche du bois dans l'entrée et j'apporte la soupe fumante.

On frappe à la porte. Peu de gens connaissent le logement et il n'y a presque pas de voisins. Je suis à proximité de la porte d'entrée et j'hésite. Nous nous interrogeons d'un regard. On frappe une deuxième fois. Plus fort. Anna fait signe de la tête. Il faut ouvrir si on ne veut pas éveiller de soupçon. Ce n'est peut-être qu'un hasard sans importance. J'ouvre en faisant grand bruit.

Devant la porte se tient le commissaire Pflugfelder en civil. Nous l'appelons «tête d'oiseau». Presque tous les émigrés de Montauban le connaissent. Ce qui ne l'empêche pas de se croire inconnu. Pourtant, il a déjà quelques «faits glorieux» à son actif. Tout d'abord le coup contre les combattants d'Espagne résidant ici. Il n'y avait pas la moindre preuve d'une activité illégale, mais les ex-brigadistes se chargeaient mutuellement. La rivalité autour d'une jeune femme désirable est entrée en jeu et a permis au rusé commissaire de recueillir des informations précieuses. Ensuite la rafle contre les émigrés du POUM. Ce petit parti s'était divisé en deux groupes. La «droite» mangeait le produit de la vente des pierres précieuses «expropriées» avant la défaite, la «gauche» mourait de faim et étudiait les textes de Marx. Ils vivaient serrés comme des sardines dans des pièces nues, se nourrissaient de soupes ou d'ersatz de café et discutaient bruyamment et passionnément. Un vol d'oranges leur fut fatal. Les gendarmes

vinrent chercher les fruits disparus dans les chambres nues et y trouvèrent de la littérature subversive. Les Espagnols furent emprisonnés dans la sombre prison dénommée «Beau Soleil». Pflugfelder reçut une distinction.

Maintenant, il pressent à nouveau des titres de gloire. «Est-ce que Mélanie Berger habite ici?», demande-t-il, blême et en sueur malgré le froid d'hiver. «Pardon? Berger c'est bien ici?» Il halète. «Que voulez-vous?» Je sens l'imminence du danger. Gagner du temps! «Vous désirez?» Une silhouette se détache de l'ombre, un collègue du commissaire, timide et maladroit. Tous les deux m'écartent sans me prêter attention, et entrent dans le vestibule en passant devant moi. Tout est fini, cette pensée me traverse en une fraction de seconde; et puis: est-ce que je dois me sauver? Et Anna et Raymond? Le matériel, la machine, le travail de tous ces mois? Essaie de t'enfuir! Je referme doucement la porte d'entrée de l'extérieur et descends lentement l'escalier en bois, à chaque pas mes pantoufles de feutre glissent de mes pieds, je franchis le seuil de la maison. Dehors c'est la pluie.

Devant la porte, une voiture de police attend, le chauffeur laisse tourner le moteur, une voiture «banalisée». Assise sur le siège arrière, cachée, Jeanne Katzenstein. Mais cela, je ne l'apprendrai que plus tard. Sous la pluie, lentement, sans faire attention aux flaques d'eau, je me dirige vers le pont du Tarn. Est-ce que quelqu'un me suit? Je ne tourne pas la tête pour ne pas me faire remarquer, je ne traverse pas le pont, mais j'essaie de quitter la petite ville par des chemins détournés, mes chaussons continuent à glisser de mes pieds mouillés, ma chemise et mon pantalon sont trempés par la pluie, je m'en aperçois à peine, je m'attends à tout instant à un coup de sifflet, un appel, un coup de fusil ou à une main lourde sur mon épaule, surtout ne pas regarder en arrière. Désespéré mais gardant encore espoir malgré tout, je marche sous une pluie de plus en plus drue.

Willy Kessler habite une petite maison entourée de champs, à cinq kilomètres de Montauban, à l'écart du centre des émigrés. «Est-ce que quelqu'un t'a vu?», me demande Golda. «Donne-lui une chemise et un pantalon», dit Willy, puis il m'interroge: «Est-ce qu'il y avait des textes écrits de ma main? Naturellement, ton article sur l'économie d'État.» Golda lance un regard plein de reproches à son mari. L'ami qu'elle a eu précédemment est tombé pendant la guerre civile espagnole, elle est fermement

opposée à l'activité clandestine de Willy, par peur de perdre également son second compagnon. « Tu ne peux pas rester ici. Là-bas dans le champ, il y a une cabane à outils, les ouvriers ne sont pas là, dépêchons-nous, je marche devant et tu me suis à dix pas de distance. »

La cabane à outils est une sorte de débarras, je suis assis dans le noir. D'un coup, j'ai à nouveau tout perdu. Le plus dur, c'est l'arrestation d'Anna. Je me fais des reproches de ne pas être à sa place ; jusqu'au soir, j'essaie de me persuader qu'il est possible que cette visite de la police soit sans signification politique, peut-être s'agissait-il seulement d'un contrôle d'identité ?

Quelques heures plus tard, Raymond arrive à son tour, Pflugfelder n'a gardé que ses papiers, avec obligation de se présenter le lendemain à la préfecture. L'attitude du commissaire est surprenante. Apparemment, c'est seulement après le départ de Raymond qu'il a commencé la perquisition.

Nous voilà tous les deux dans le débarras de Willy. L'événement a vite fait le tour parmi les émigrés de Montauban. Le soir, des amis passent chez Willy pour lui apporter la nouvelle, sans se douter que nous sommes cachés dans la cabane juste à côté.

Le lendemain, Max arrive, le troisième en cavale. Les policiers ont trouvé chez Anna une carte d'alimentation à son nom ; ils l'ont déniché à Verfeil et amené à Montauban. Après un premier interrogatoire, on l'a conduit de la préfecture au commissariat de police en compagnie d'autres émigrés suspects, en deux groupes serrés l'un derrière l'autre. Anna connaissait mon intention de me sauver, raconte Max. Elle a ralenti exprès, je me tenais entre les deux groupes. Soudain, à l'entrée de la rue de la République j'ai commencé à courir et j'ai disparu dans le noir, les gardiens n'ont pas osé tirer, ils auraient pu blesser des passants, ils ont juste crié : « Arrêtez ! » Mais personne ne s'est soucié de leurs cris. Et qu'en est-il d'Anna ? Elle a tout pris sur elle, mais on ne la croit pas. À mon avis, elle exagère avec ses autoaccusations, pense Max.

Au début, la police de Vichy agissait vraiment avec légèreté à Montauban. Max a pu assister à une partie de l'interrogatoire qu'on a fait subir à Anna, il a même pu s'entretenir ensuite avec elle. Maintenant les contrôles ont été renforcés dans toute la ville. Nous sommes pris au piège ; en prenant des précautions inhabituelles, nous passons les jours suivants en alternance chez

Willy Kessler et chez Balasz, le sinologue, un émigré hongrois installé dans le village voisin.

Comment ont-ils donc pu trouver notre cachette sur les bords du Tarn ? Nous ne sommes pas déclarés, personne ne connaît notre adresse. Il n'y a que Jeanne qui est venue chez nous pour taper à la machine, mais elle est tout de même prudente et fiable ? Malheureusement, là nous nous sommes trompés. Jeanne s'est fait remarquer, a été convoquée à la police et interrogée par Pflugfelder. Nous apprenons bientôt tout le déroulement de l'affaire, et même la teneur de l'interrogatoire. Pflugfelder était dans son élément. Il fut d'abord question de la machine à écrire sur laquelle Jeanne avait tapé pour nous. Mademoiselle, vous savez que la seule possession d'une machine à écrire est suspecte, et à vrai dire interdite dans les circonstances actuelles. Comment s'appelle la personne pour laquelle vous tapiez ? Nous ne voulons rien savoir d'autre de votre part. Il s'agit d'un simple renseignement. Vous êtes libre. Après, vous pouvez immédiatement rentrer chez vous. Mais si vous ne voulez même pas nous rendre ce petit service…

On fait entrer le père et la belle-mère de Jeanne ; pleins de déférence, ils saluent la tête d'oiseau aux aguets derrière son bureau. Comment peux-tu faire ça à ton père, s'exclame la belle-mère en colère. Le vieux Katzenstein tremble d'émotion et de peur. Il a toujours été un fidèle serviteur de l'État, un citoyen obéissant. Aux premiers jours de la guerre, en 1939, il s'est tout de suite engagé dans la Légion étrangère, et il a été récemment démobilisé. Depuis, il est trésorier de l'Association des anciens légionnaires de Montauban. Johanna[1], mon enfant, balbutie-t-il, le chagrin étouffe la suite de ses paroles paternelles. Jeanne aime et adore son père. Elle a les larmes aux yeux. Votre fille sera libre dès qu'elle aura donné le nom de la personne ; sinon… Johanna, tu ne peux pas refuser, s'exclame la belle-mère furieuse. Son père la dévisage, fatigué et suppliant.

Berger, dit Jeanne. Bien, dit le commissaire. Quelle adresse ? Le commissaire ajoute qu'il peut bien entendu consulter un registre d'adresses mais qu'il espère que Jeanne lui épargnera cet effort. Je ne connais pas l'adresse, je n'y suis allé qu'une fois. La belle-mère s'agite. Pourriez-vous retrouver la maison ? Quelques minutes

1. Johanna, Jeanne.

plus tard, une voiture anonyme quitte discrètement la préfecture en direction du Tarn, traverse le pont, tourne à droite et s'arrête devant une vieille maison délabrée.

Jeanne nous a donc trahis. Elle est incarcérée à Toulouse à la prison Saint-Michel, en compagnie d'Anna et d'Hélène qui, en tant qu'amie de Jeanne, a été arrêtée par la même occasion. Dans leur cellule commune, elle révèle dans un moment de faiblesse comment tout est arrivé. Meurtrie par le regret et le remords. Hélène est furieuse, Anna essaie de comprendre. Elle organise dans leur cellule des discussions et des cours de formation en attendant le procès.

Montauban, minuit. Nous nous introduisons à trois, Max, Edith et moi, dans notre appartement des bords du Tarn, perquisitionné par la police et abandonné depuis, pour y chercher des livres précieux et des objets utilitaires que Pflugfelder n'a pas confisqués : du linge, des couvertures, de la vaisselle, des coupures de journaux. L'appartement n'est pas sous scellés. Aucun danger ne semble menacer aux alentours. Pourtant, notre expédition nocturne est risquée. Edith fait le guet. Montauban dort. Les rues et les ruelles sont sombres et désertes. Nous poussons une charrette sur laquelle nous voulons charger nos biens. Puis nous cambriolons notre propre logement et subtilisons vite et sans bruit nos propres affaires. Pas un mot n'est échangé. Pas même un chuchotement. Quelques minutes plus tard nous traversons à nouveau le pont du Tarn et disparaissons dans l'obscurité. Le sauvetage du « matériel » important a réussi. Nous ne laissons que les bulletins et les preuves de notre activité clandestine des derniers mois, provisoirement, et bien cachés dans des poutres creuses. Nous les récupérerons plus tard.

Nous ne pouvons pas continuer trop longtemps ces petits jeux nocturnes autour de Montauban. Les investigations policières se font plus intenses, les rafles se multiplient. Pflugfelder est relayé par des collègues plus compétents. Il est temps de quitter la province du Tarn et de plonger dans la clandestinité pour de bon.

FAUX PAPIERS

Ignaz et Kegel ont quitté Montauban bien avant la vague d'arrestations, et ils ont essayé de trouver du travail à Lyon. Avec ses faux papiers, Ignaz, « Français » frais émoulu, revient à présent à Montauban, où nous sommes toujours cachés après la descente de police et l'arrestation d'Anna. Par chance, il n'existe

pas encore de fichier centralisé et contrôlé. Bien que le maréchal Pétain essaie à plusieurs reprises d'introduire une prétendue *carte d'identité nationale,* la tentative échoue suite à de multiples sabotages de l'appareil d'État corrompu, et à cause des coups audacieux de différents groupes de résistance. On en reste donc à un système relativement simple qu'on peut utiliser pour une autoprotection.

Nous achetons des cartes d'identité vierges, qui sont disponibles dans les bureaux de tabac sans autre formalité, tout comme les cigarettes, les timbres-poste ou les timbres à quittance, et nous nous rendons à la préfecture compétente ou bien, s'il s'agit d'une petite localité, à la mairie où le fonctionnaire compétent, après examen des documents présentés – extrait de naissance, papiers militaires, livret de famille, etc. –, remplit la carte d'identité et y applique le tampon officiel. Normalement cette carte suffit lors des contrôles d'identité.

Toulouse, printemps 1942. Cette petite cantine ouvrière est fréquentée surtout par des étrangers, en particulier des Espagnols et des Nord-Africains, des journaliers pour la plupart, et très peu par des Français. Il y a un menu unique bon marché, et on est assis serré autour de petites tables. Une voiture de police s'arrête, quatre policiers en descendent, soulèvent le rideau de perles et entrent dans la salle enfumée. Ils scrutent du regard les rangées de tables. Dehors le moteur de la voiture tourne. Aucune des personnes présentes ne laisse transparaître de l'inquiétude, on continue à manger et à discuter. «Cartes d'identité!», dit le chef et les fonctionnaires passent de table en table, examinent les tampons, les photos, les visages, les dates. D'un geste négligent, je tends ma carte. Cet instant est décisif pour moi. Dans ce restaurant pour étrangers, je suis un des rares «Français». Pour la première fois, je présente une fausse carte d'identité à un fonctionnaire. J'exhibe une mine indifférente et détachée, lève à peine la tête de mon assiette et continue à mâcher mon morceau de pain. Au plus profond de moi-même, je me trouve dans un état de tension extrême; en un éclair, j'évalue tous les dangers et toutes les possibilités, lorsque le fonctionnaire me rend rapidement mes papiers: «Merci.» J'ai réussi l'épreuve du feu. Ce papier est dorénavant reconnu, pour ainsi dire certifié conforme par la police. À partir de maintenant, je suis vraiment Jacques Hubert et je commence à oublier que je me suis un jour appelé

Georg Scheuer. D'un pas assuré, je sors dans le soleil scintillant, en cette journée de l'année 1942. Je pense que dans ma poche intérieure, ce papier me protégera contre tout arbitraire éventuel de la part de la police. À partir de maintenant, seul le poing qui menace tous les Français peut me frapper. Il y a des millions de Français et le pays est grand. La solidarité des gens simples grandit de jour en jour, également envers les étrangers et envers tous ceux qui sont traqués.

Lotte Israël, 20 ans, vit avec sa famille dans un village près de Montauban. Elle ne veut pas attendre la prochaine rafle contre les Juifs, ni l'arrivée d'un affidavit. Elle entend parler de nos activités à Toulouse et nous rejoint. Bientôt elle sera un membre extrêmement actif de notre groupe. En plus elle et Max forment bientôt un couple d'amoureux.

De quoi et comment allons-nous vivre désormais ? Des petites entreprises lyonnaises acceptent des étrangers comme manœuvres, même si leurs papiers sont visiblement falsifiés ; on manque de bras, et nous sommes bienvenus comme candidats à l'exploitation. Mais nous croyons avoir mieux à faire.

Les contrôles d'identité se font plus sévères. Depuis sa démobilisation de la Légion étrangère, Fred travaille comme maçon à la mairie de Saint-Julien, un petit village méridional. Le soir, après les heures d'ouverture, le bureau est rarement fermé à clé. En cambriolant, pense-t-il, on pourrait utiliser le tampon officiel pour divers papiers, et procurer ainsi des documents authentifiés à plusieurs camarades. Nous discutons la proposition de Fred lors d'une séance exceptionnelle. Fred nous explique tous les détails : « La porte est presque toujours ouverte. Et même si par hasard elle devait être fermée, je connais la fenêtre par laquelle nous pourrions en tout cas rentrer. Dans le bureau nous trouverons en un tour de main le tampon officiel, des cartes d'identité, des extraits de naissance, des cartes d'alimentation. » Il parle avec un zèle ardent, il veut prouver son dévouement à la cause commune et il est avide d'action.

Kegel, Max et Lotte sont tout feu tout flamme, moi je fais des objections. J'ai un sentiment de malaise, je vois plus de dangers que de chances de réussite. Tout d'abord, se pose la question de savoir si de telles actions sont moralement admissibles. Dans les livres d'histoire sur la Révolution russe nous avons abordé le thème des expropriations. Ce n'est pas la propriété privée

capitaliste, et encore moins le régime de Vichy qui nous inspireraient du respect. Mais une telle action ne peut-elle pas facilement mener à la découverte de tous ceux qui y auront participé, ou conduire à la corruption et au laisser-aller en cas d'appropriation personnelle incontrôlée ? Est-ce que dans ces conditions, il ne vaudrait pas mieux continuer de rester simple manœuvre, noyé dans la masse populaire, et de se contenter d'un champ opérationnel modeste ? En plus l'équipe prête à exécuter le cambriolage me semble non qualifiée. À la suite d'une blessure subie à la Légion étrangère, Fred est sourd d'une oreille, Kegel est complètement myope et Max manque de sens de l'orientation. Mais je suis mis en minorité et l'action réussit. Le tampon de la municipalité n'est pas seulement utilisé sur place mais tout simplement emporté ainsi qu'un tas de certificats de naissance et de baptême, des livrets de famille et des certificats de mariage, le tout d'une blancheur vierge, attendant seulement d'être remplis de noms et de dates correspondants.

Il s'agit de procéder prudemment avec ce butin. Tout d'abord il faut en camoufler la provenance. Par quelques retouches, la commune du sud de la France devient un village situé dans le Nord lointain, devenu maintenant quasiment inaccessible – en plus de la «zone occupée», il y a là-bas aussi une «zone interdite» –, ce qui peut également expliquer le léger accent de nos camarades lors de contrôles d'identité dans le Midi. Nous pouvons donc procurer des documents personnels absolument sûrs non seulement aux membres de notre groupe mais aussi à des amis proches, à des déserteurs et à des résistants.

Moi-même je dispose donc, tout comme Fred, Max, Kegel et quelques autres, de plusieurs identités que j'utilise en alternance comme l'imposent différentes actions, ce qui d'un point de vue psychologique n'est cependant pas toujours facile à assumer. Je dois oublier mon nom d'origine, je dois connaître par cœur l'identité que je porte à ce moment précis. Non seulement ma date de naissance mais aussi celle de mes parents fictifs, mon curriculum vitæ, mes années de service militaire, afin de pouvoir les donner à tout moment lors d'un contrôle dans la rue sans devoir jeter un coup d'œil sur ma carte d'identité, ou afin de les noter sans sourciller dans le registre si je vais à l'hôtel.

Mais la performance la plus brillante est réalisée par Fred avec sa carte d'invalide de guerre qu'il se fait établir tout à fait

officiellement trois fois, une fois à Marseille, puis à Toulouse et enfin à Lyon. Il reçoit ainsi trois cartes d'invalidité avec son véritable nom et sa photo, ornées de rayures bleu blanc rouge sur lesquelles il est certifié qu'il a été blessé au service de la patrie française et qu'il est invalide à 75 %, ce qui lui donne droit a des réductions pour tous ses voyages en chemin de fer. Fred nous donne ses deux cartes supplémentaires et nous les dotons de nouvelles photos et de noms imaginaires. De cette façon et jusqu'à la fin de la guerre, Max et moi voyagerons dans le Midi comme mutilés de guerre, ce qui nous mettra en mesure de poursuivre l'établissement de nouvelles liaisons.

Cela me permet aussi de passer au travers d'innombrables rafles et contrôles d'identité, petits et grands, à Toulouse, à Lyon, à Valence, à Grenoble, à Marseille et dans d'autres villes plus petites ou dans des gares, tandis que chaque fois à mes côtés des malchanceux munis de papiers insuffisants ou suspects sont arrêtés, emprisonnés, fusillés ou déportés vers l'Allemagne nazie pour les travaux forcés.

Pour des raisons de sécurité nous nous établissons dans des villes différentes tout en restant en contact permanent par le biais d'un service de messagers : Marseille, Lyon, Grenoble, Toulouse, Valence. Lyon, la ville située à l'embouchure de la Saône dans le Rhône avec son demi-million d'habitants, devient la « capitale de la Résistance » et notre point d'appui le plus important. C'est ici qu'en 1942-1943 nous fabriquons nos bulletins et les premiers numéros de *Spartakus*. C'est ici également que se trouve notre atelier de fabrication de faux papiers. Nous entretenons de bonnes relations techniques avec d'autres groupes clandestins ; gaullistes, socialistes, trotskistes, sionistes. Il y a échange d'informations pratiques, de matériel imprimé, d'armes mais il n'y a pas d'accord politique. Marseille est le centre de notre travail militaire sous la direction d'Ignaz Duhl ; agitation et propagande destinées aux soldats de la Wehrmacht et aux déserteurs. À Valence, Edith Kramer a installé l'imprimerie de nos journaux et de nos tracts. Grenoble, où l'occupation italienne est plus modérée, est une sorte de région de repli. Ici, Kegel s'est inscrit sous un faux nom à l'université, et il s'occupe de travail idéologique.

Lyon, été 1942. Minuit passé. Nous rentrons d'une conférence clandestine et marchons dans les rues sombres. Nous traversons la ville déserte à quatre. À cent mètres devant nous, surgit une

patrouille de police qui se dirige directement sur nous. Notre première idée est de nous séparer et de nous disperser dans des directions différentes, mais il est trop tard, cela nous rendrait encore plus suspects.

« Vos pièces d'identité ! Qu'est-ce que vous faites à cette heure-ci ? D'où venez-vous ? » Nous donnons des réponses vagues, des excuses plausibles : « On s'est amusé avec des filles. » De toute évidence on ne nous croit pas. « Vous vous expliquerez au commissariat. »

Au prochain commissariat, on commence par nous fouiller. Heureusement assez superficiellement. Je porte sur moi un document suspect que je fais glisser juste à temps par ma poche déchirée dans la doublure, personne ne s'en aperçoit. Par contre on trouve sur Kegel tout un paquet de coupures de journaux allemands. Vous lisez l'allemand ? C'est plus que suspect. Kegel répond du tac au tac : « Pourquoi pas ? » On doit lire aussi et même surtout les journaux de l'occupant, c'est important. Il se dit Alsacien (cela correspond à ses papiers) qui utilise ainsi ses connaissances linguistiques. On examine nos cas, notamment pour voir si nous sommes recherchés. Nous ne sommes évidemment pas recherchés puisque les noms qui figurent sur nos papiers sont le fruit pur et simple de notre imagination. On ne met pas en doute l'authenticité de nos cartes d'identité. Au petit matin, on nous relâche avec un clin d'œil en ajoutant : « Soyez plus prudents la prochaine fois. Ne nous prenez pas pour des imbéciles. Nous savons très bien qui vous êtes : la cellule gaulliste qui se réunit tous les soirs à tel et tel endroit. »

Nous bénéficions de la bienveillance discrète d'une partie de la police française envers le mouvement de résistance en zone Sud, mais on ne peut pas compter systématiquement sur une telle attitude. Il y a aussi d'autres policiers, serviteurs zélés du régime pétainiste et de l'occupant. Lorsque je crois les apercevoir de loin, je les évite autant que possible. Ils essaient parfois de surpasser la Gestapo qui, depuis l'invasion de la zone Sud par les troupes allemandes à partir de 1942, y a également fait son entrée.

Plus d'une fois, je vois et j'entends ces messieurs allemands en civil dans la rue ou dans des restaurants, leurs conversations animées à la table voisine, fermement convaincus qu'on ne les comprend pas. Normalement, dans les rues, sur les places et

dans les gares, ils préfèrent laisser à la police française le contrôle direct de la population civile, ne serait-ce que pour des raisons de langue. Ce n'est que dans des situations exceptionnelles qu'on emploie des soldats allemands pour le contrôle des passants français, par exemple après le couvre-feu, passée une certaine heure de la soirée. Une fois, lors d'une telle occasion, on m'arrête avant le passage d'un pont sur le Rhône ; j'ai pris quelques minutes de retard. Dans un mauvais allemand, j'explique au soldat de service les raisons de mon retard. Il est tellement content d'entendre de façon inattendue quelques bribes de sa langue maternelle qu'il crie à son camarade à l'autre bout du pont de me laisser passer sans formalité. Je rentre sain et sauf à la Croix-Rousse où se trouve notre refuge.

Lorsque, avec des intervalles de plusieurs semaines, j'arrive tôt le matin à la gare de Lyon-Perrache, Max m'attend discrètement à la sortie. J'ai télégraphié auparavant, utilisant une fausse signature et une heure d'arrivée codée. Alors Max attend ; non il n'attend pas, il flâne à 7 heures précises devant la gare, c'est plus prudent que de se faire remarquer sur le quai ou à la sortie, où des agents en civil de la police secrète surveillent les arrivants et ceux qui les attendent. Séparément, nous nous rendons dans le grand café en face, le garçon nous demande si nous voulons du « café » (une mixture indéfinissable) ou du « café-café » (du vrai café à triple prix). En présentant nos tickets d'alimentation, nous aurons des tartines de pain beurré. À mi-voix et en employant des expressions anodines, nous échangeons les dernières informations. Ensuite, chacun de notre côté et après quelques détours, nous prenons le tramway cahotant pour nous rendre au terminus au bord de la Saône, puis à notre local secret, en respectant toujours les règles de prudence nécessaires.

Un large réseau de presse clandestine se crée en zone Sud. Je deviens collaborateur de *L'Étincelle* avec Albert Demazière à Marseille, de *Front ouvrier* avec Marc Paillet à Toulouse et de *Franc-Tireur* avec Jean Rous à Lyon. La ligne de chemin de fer P-L-M (Paris-Lyon-Marseille) est ma nouvelle patrie. J'emprunte sans cesse le trajet Nord-Sud, quelquefois en montant jusqu'à Paris ou en descendant jusqu'à Nice, toujours avec de faux papiers. Le point le plus dangereux c'est la ligne de démarcation, qui est sévèrement gardée même après décembre 1942, bien que de toute façon les Allemands aient déjà occupé le pays entier.

Deux *Feldgendarmen*[2] passent de compartiment en compartiment. Nous les appelons «*Kettenhunde*» («chiens enchaînés»). L'un reste dehors pour surveiller le couloir, l'autre dit d'une voix nasillarde : «*Gardidantité silfouplé*». Il n'en sait pas plus en «français». Beaucoup d'Allemands ont l'habitude d'accentuer durement les consonnes qui en français sont douces et d'adoucir celles qui sont dures. Avec une mauvaise grâce évidente, les civils français fouillent leurs poches pour sortir leurs cartes d'identité et les tendent négligemment au policier qui les tourne et les retourne, en cherchant à les déchiffrer ou plutôt en faisant semblant, mais visiblement sans y comprendre grand-chose. «Merci», dit-il correctement, et il passe au compartiment suivant. Soulagement. Des regards ironiques et des remarques sur «eux», les occupants, les vainqueurs d'aujourd'hui, les «corrects». En sourdine on reprend les conversations interrompues, sur la guerre, les pénuries et les autres inconvénients. Sur la ligne P-L-M, une fois que les portes du wagon sont fermées, les gens se font vite confiance du moment qu'ils ne portent pas l'uniforme allemand. Par contre, si un seul dans le compartiment paraît «*louche*», alors les commentaires sur «eux» cessent et on parle du temps qu'il fait ou alors on se tait pour de bon.

À moi aussi le *Feldgendarm* m'a rendu la fausse carte d'identité en me remerciant. Je l'ai établie moi-même la veille à Lyon dans notre «fabrique». La «fabrique», un abri à mi-chemin entre la Saône et la Croix-Rousse, la colline sur laquelle se trouve tout un quartier et qui était autrefois dans la banlieue de cette métropole de la soie située au centre de la France. Entre les ruelles étroites qui montent en pente raide vers le haut de ville, voilà notre «fabrique». Il faut d'abord grimper par une cage d'escalier étroite et inhabitée, c'est comme la montée escarpée vers une forteresse isolée et abandonnée. Puis au niveau supérieur, en traversant une cour intérieure, on arrive à la porte de notre cache. Par la fenêtre à côté, voilée, on peut lorgner vers le bas sans être vu. Très peu de gens utilisent ce chemin. Si quelqu'un passe par ce raccourci pour rentrer chez lui et continue sa route à travers d'autres cours intérieures, nous entendons déjà l'écho des pas de loin, et nous pouvons prendre des précautions à temps, en faisant

2. Gendarme militaire allemand, portant une grosse plaque de fonction suspendue au cou par une chaîne.

disparaître des documents suspects dans des cavités spécialement aménagées.

Jusqu'à présent, il n'est pas venu à l'esprit des policiers ou des militaires allemands de s'égarer dans ce labyrinthe de ruelles. Pour le moment ils ont mieux à faire en bas, au parc de la Tête-d'Or, lieu de rendez-vous des soldats allemands stationnés à Lyon, où ils doivent surveiller des civils et des militaires. De temps en temps, il y a aussi des rafles dans des cafés et dans les rues du centre-ville. Notre «fabrique» semble sûre.

MISSION ET FIN DE H. R. ALEXANDROWICZ

Hans Raymond Alexandrowicz, alias Hubert, alias Helmer, 27 ans, passe la ligne de démarcation en mai 1942, venant de Paris pour se rendre à Lyon. Envoyé par le petit groupe parisien La seule voie (LSV), il veut prendre contact avec des groupes révolutionnaires dans le sud de la France et préparer un comité de liaison. Jusqu'à présent, son groupe est isolé à Paris. À la différence du Parti ouvrier internationaliste, plus aguerri, qui a déjà publié quelques numéros de *La Vérité,* le groupe LSV s'est limité à quelques cercles restreints et à des cours de formation. Sous l'impact des événements de la guerre et de l'agitation croissante dans la France occupée, il cherche de nouveaux contacts.

Hans s'est porté volontaire pour la mission à Lyon. Nous le connaissons d'avant-guerre. Malgré des divergences politiques, nous avons amicalement collaboré à Anvers. Après la joie des retrouvailles – plus de trois ans depuis notre dernière rencontre à la veille de l'éclatement de la guerre à Anvers – et l'échange des dernières informations les plus importantes, une âpre discussion s'engage dans notre refuge insonore. À l'ordre du jour, il y a les questions brûlantes du moment autant que des problèmes de fond. Des résolutions communes sont rédigées en français et en allemand. Après la signature d'un accord, Hans nous propose d'envoyer tout de suite un représentant à Paris. Nous hésitons et nous réfléchissons.

La traversée de la ligne de démarcation est risquée. Nous ne sommes pas encore suffisamment équipés pour cette expédition. Nous ne disposons pas encore de faux papiers appropriés. Mais Hans insiste et, sûr de lui, garantit la sécurité du passage. Influencé par ces arguments, Fred se déclare spontanément prêt à l'accompagner. Il a une confiance personnelle en Hans. Nous autres émettons des réserves : Fred est handicapé par son aventure

à la Légion étrangère et toujours sourd d'une oreille. Il s'obstine malgré tout à risquer le voyage en zone occupée par les nazis.

Hans avec sa façon paternelle prend la responsabilité de l'expédition. Imprudent, il porte sur lui les notes politiques cousues dans un vêtement, au lieu de les envoyer, selon l'usage, sous emballage camouflé à une adresse «morte» où, même dans le cas improbable d'une découverte, elles ne peuvent causer aucun dégât. Hans se sent trop sûr de lui.

Le contrôle à la ligne est plus sévère que prévu. Les fonctionnaires allemands examinent plus attentivement que d'habitude les cartes d'identité des civils français, ils cherchent du matériel suspect – et en trouvent. Hans est emmené et disparaît à jamais…

Le train s'ébranle et continue en direction de Paris. Sans le délégué de LSV. Assis dans le compartiment voisin, Fred a assisté à l'arrestation de l'ami et a fait mine d'être totalement étranger à l'affaire, comme cela est convenu dans le cas où les choses deviennent graves. Avec sa carte de mutilé, il est passé au travers. À Paris, il se rend immédiatement à l'adresse de LSV et annonce le désastre. Pour Fred se pose maintenant le problème d'un retour à Lyon le plus vite possible et sans risque. Pour cela, il est dépendant de l'aide du groupe parisien. Malheureusement, celui-ci n'est pas capable d'organiser un passage sûr. L'échec tragique de la mission de Hans Alexandrowicz n'a pas été un hasard.

Muni d'une carte d'identité de fabrication imparfaite, Fred entreprend le chemin du retour et tombe entre les mains des sbires. Heureusement sans matériel politique. Mais la pièce d'identité suspecte et une carte d'alimentation douteuse suffisent pour qu'on le retienne provisoirement dans un des nombreux camps de transit, d'où il a encore la possibilité de nous écrire à Lyon pour nous faire le récit du déroulement tragique. Puis il disparaît pour toujours dans les trains de déportation.

PROCÈS À TOULOUSE

«Nous, juge d'instruction près le Tribunal militaire de Toulouse…» – c'est l'introduction de l'acte d'accusation rédigé en septembre 1942 par Monsieur Schrecker, juge militaire français au nom allemand, contre trois femmes, l'«ex-Autrichienne Mélanie Berger» (Anna), «Jeanne Katzenstein de nationalité apatride, déchue de la nationalité allemande» et la Française

Hélène Hartmann pour «activité communiste et anarchiste». Elles auraient en 1941 et en 1942 :

> Dans une intention communiste ou anarchiste, détenu en vue de la distribution, de la vente ou de l'exposition, dans un but de propagande, des tracts, bulletins ou papillons d'origine étrangère, de nature à nuire à l'intérêt national.

On ne dit pas de quel intérêt national il s'agit. Anna aurait de surcroît :

> Propagé les mots d'ordre de la 3e Internationale communiste [...], notamment en remplissant les fonctions de secrétaire d'une organisation communiste et anarchiste, en recevant chez elle des dirigeants, en constituant la documentation, rédigeant et tapant les tracts à la machine.

Schrecker porte les mêmes accusations contre Jeanne et Hélène de façon légèrement atténuée, et il demande leur condamnation selon les derniers décrets-lois promulgués au cours des mois qui ont précédé la guerre, en juin et en septembre 1939, et en application de la loi du mois d'août 1941. Dans de telles circonstances, Monsieur Schrecker peut éventuellement mettre en activité la guillotine ; car la loi d'exception de 1941 prévoit la prison à vie ou la peine de mort. C'est dans ce sens que le commandant général de la 17e division militaire fixe la date de la comparution devant le tribunal pour le 18 décembre 1942. Les débats se dérouleront selon la routine, à huis clos.

Anna est condamnée à quinze ans de prison, Jeanne à trois ans, Hélène s'en tire avec quinze mois. Toutes les trois sont transférées à la prison des femmes des Baumettes, à Marseille, et se trouvent donc réunies dans la même cellule pour un temps indéterminé. Sous contrôle sévère, nous pouvons leur faire parvenir du linge, de la nourriture et des lettres dans lesquels nous dissimulons aussi des messages secrets. Les femmes nous envoient leurs réponses à des adresses fictives de Lyon ; des boîtes aux lettres «mortes» dans de vieilles maisons.

En 1943, la Gestapo commence à s'intéresser aux prisonniers politiques d'«origine allemande» détenus dans les prisons du régime de Vichy. Une extradition globale n'est pas possible, le maréchal Pétain persiste à vouloir garder un dernier reste de «souveraineté» pour son gouvernement vassal. Ainsi, la Gestapo

doit-elle opérer au «cas par cas»; avec des «visites» dans les maisons d'arrêt, des menaces, elle essaie de persuader les détenus de «rentrer au pays de leur plein gré». Anna et Jeanne sont de plus en plus en danger. Nous réfléchissons aux moyens de les sauver.

Hélène a fini de purger sa peine au printemps 1943. Avant même sa mise en liberté, elle se décide à travailler avec nous. Elle ne veut pas retourner dans la vie bourgeoise. Au cours de discussions de plusieurs mois, Anna l'a gagnée à notre cause, et elle a vanté également le charme de nos relations amoureuses passées. La misère sexuelle en prison excite l'imagination des détenus. La liberté est à portée de main. Pour sa libération, Hélène a besoin d'une adresse fixe et de garanties. Nous les lui fabriquons dans la clandestinité. Pour cela nous lui créons de toutes pièces un frère du nom de François Hartmann, qui l'attend en ma personne devant la porte de la prison de Marseille le jour de sa libération. Hélène est amoureuse de moi avant même de me connaître. En embrassant son frère fictif elle tombe dans les bras de son amant inconnu. Le train pour Lyon est bondé. Nous sommes assis par terre dans un coin entre le couloir et la plate-forme. La prisonnière libérée tremble d'excitation. Pendant ce voyage, j'essaie de garder une attitude «normale» pour la calmer. Mais à peine arrivés nous sommes unis par la passion.

Comment tout cela peut-il continuer? Est-ce que j'ai trahi Anna? Plusieurs fois pourtant elle m'a conseillé de mener une vie saine, de «faire des écarts» dans l'intérêt de mon «équilibre». Que cela n'allait rien changer à notre union, que nous allions tout nous raconter par la suite avec franchise. Est-ce que je dois lui écrire en prison maintenant pour lui faire part de ma nouvelle liaison? Ou bien dois-je attendre nos retrouvailles? Est-ce que nous nous reverrons un jour?

Hélène commence son travail comme secrétaire clandestine à la rédaction. Avec des papiers d'identité fraîchement fabriqués nous devenons Monsieur et Madame Delas qui habitent Grenoble, en zone d'occupation italienne. Ma nouvelle amie corrige et tape à la perfection les nombreux bulletins, et elle est heureuse. Pour notre entourage nous sommes un couple marié modèle, des réfugiés de l'est de la France. Elle s'occupe des relations extérieures et moi je fais office de partenaire taciturne.

Tout cela peut continuer jusqu'au jour où nous allons tout de même peut-être libérer Anna de sa taule française, avant

qu'elle ne soit envoyée dans un camp de concentration allemand. Hélène me dit ouvertement qu'au fond elle ne désire pas le retour d'Anna, qu'elle considère la prisonnière comme une rivale encombrante. Je lui réponds tout aussi franchement que je vivrai de nouveau avec Anna si jamais celle-ci s'en réchappe. Hélène réagit avec aigreur, sa colère éclate à nouveau, elle profère des menaces. Dans la mesure du possible, elle ne doit donc rien savoir des préparatifs concrets pour une évasion.

COMMUNIQUÉ SPÉCIAL

Communiqué spécial en provenance du quartier général du Führer, entrecoupé de musique «grave» et solennelle, rien à voir avec les marches militaires entraînantes habituelles ni avec les chants nazis accompagnés de roulements de tambour. Je dresse l'oreille, interrompant la fabrication à peine commencée d'un tract destiné «aux ouvriers et aux soldats». D'ordinaire, dans notre refuge sur la colline de la Croix-Rousse à Lyon, notre appareil de radio primitif ne laisse entendre que des émissions uniformisées du 3e Reich en alternance avec celles du gouvernement de Vichy. Avec un peu d'astuce et de prudence, on écoute la nuit Radio Londres et l'*Atlantiksender*, émetteur des Alliés basé sur l'Atlantique et camouflé en station de radio allemande pour faire passer des nouvelles hostiles au régime. Maintenant il n'y a pas de doute possible, c'est bien l'émetteur allemand qui répète inlassablement la même annonce sur un ton tout à fait inhabituel, jusqu'à ce qu'enfin le «communiqué spécial» tombe, formulé avec prudence mais finalement quand même assez clair: Stalingrad est tombée, les armées hitlériennes sont encerclées, la chance commence à tourner. Le soir même, lors d'une réunion extraordinaire à Lyon, nous délibérons pour apporter quelques changements au texte du tract en cours d'élaboration, afin de tenir compte de la situation nouvelle.

Cependant Hitler ne s'avoue pas vaincu. Nous nous en apercevons bien vite à Lyon et dans d'autres villes de la zone Sud avec les rafles massives engagées. Dans un rythme de plus en plus accéléré, des jeunes gens mais aussi des personnes plus âgées sont arrêtés un peu partout afin d'être expédiés en Allemagne pour le «travail obligatoire». Avec mes 28 ans, je dois donc redoubler d'attention pour ne pas tomber dans un de ces innombrables pièges ou barrages de rue qui souvent mènent tout droit dans les trains de déportation vers l'Allemagne de Hitler. Dorénavant

la situation devient dangereuse à Lyon aussi. Dans les prisons françaises les détenus politiques sont menacés de déportation vers les camps de concentration allemands. Anna et Jeanne sont en danger de mort.

Nous nous réjouissons des défaites de Hitler. Nous sommes convaincus d'y avoir contribué par notre propagande, et notamment par notre travail auprès des soldats ; cela nous fait espérer en des répercussions révolutionnaires dans le 3e Reich. Les victoires militaires de Staline ont bientôt d'autres conséquences. Le chef du PCUS se fait proclamer «maréchal» en mars 1943, en juin il envoie la 3e Internationale définitivement au diable, le Komintern fondé par Lénine en 1919 est enterré. La voie pour la 4e Internationale à laquelle nous aspirons, nous, les jeunes dissidents, est donc d'autant plus libre – pensons-nous.

L'espoir grandit encore plus en juillet 1943 avec la chute de Mussolini. L'Axe est brisé. Je travaille fiévreusement jour et nuit à de nouveaux tracts, destinés aux ouvriers français et aux soldats allemands. En zone d'occupation italienne – autour de Grenoble – on commence à respirer plus librement. Des soldats italiens essaient de plus en plus ouvertement de «fraterniser» avec les civils français. Encore une fois Hitler prend son élan pour riposter ; par un coup de main il fait libérer son ami Benito et le remet en selle dans le nord de l'Italie comme chef d'un gouvernement fantôme. Avec une phraséologie quasiment gauchiste ce gouvernement s'intitule «République sociale» – une appellation empruntée à la 1re Internationale ! En France, l'occupant nazi est gagné par la nervosité.

PENSÉES NOCTURNES

Sortez-moi d'ici, écrit Anna à l'encre invisible de la prison des femmes des Baumettes, à Marseille. Sortez-moi d'ici, c'est possible. Grâce à la «pierre miraculeuse» dont elle a pris un petit éclat lors de son arrestation et qui n'a jamais été découvert, elle peut nous faire parvenir des lettres secrètes relatant la situation dans la prison des femmes, et ainsi nous mettre au courant des possibilités d'une évasion. Ces derniers temps la Gestapo s'est présentée plusieurs fois à la prison pour interroger les détenus politiques originaires de la Grande Allemagne et pour les persuader de «retourner volontairement» au pays. Sinon, les a-t-on menacés, des mesures draconiennes seront prises. Le sérieux de cette menace ne peut être mis en doute. Il faut donc agir vite.

Jeanne doit elle aussi être sortie sans tarder. Mais au dernier moment, elle est transférée dans un camp d'internement français pour y purger le reste de sa peine. Le commandant de cette institution est corrompu. Pour un billet de banque de valeur moyenne il est prêt à fermer les yeux à une heure et une minute très précises à l'aube et à laisser Jeanne traverser un endroit mal fermé des barbelés. Jeanne se réveille trop tard ou rate le bon moment, et nous avons graissé la patte du fonctionnaire pour rien.

Reste Anna. Est-ce que nous réussirons vraiment à «jouer à la Gestapo», à rappliquer à la place de la vraie police nazie, à bluffer et à bousculer les gardiens de prison français? Est-ce que nous disposons des moyens adéquats, et en particulier de suffisamment de talent d'acteurs? Et surtout: est-ce que la libération d'une seule prisonnière peut justifier l'engagement et le risque que prennent nos rares membres vraiment sûrs et capables?

Ignaz, responsable du travail militaire à Marseille, s'oppose d'abord résolument à cette entreprise hasardeuse, il en souligne les dangers, sans oublier qu'il n'est pas vraiment convaincu de la «valeur» d'Anna sur le plan militant. Des préjugés contre les femmes entrent en jeu. Max hésite. Lotte s'engage avec passion en faveur de l'action, pour des motifs de principe et de morale; elle connaît la détenue uniquement par son attitude devant le Tribunal militaire et par ses lettres, et elle est enthousiaste, peut-être aussi par féminisme. C'est elle qui finalement, par son argumentation infatigable, fait pencher la balance; elle traite les camarades «versatiles» de «chiffes molles» et fait appel à leur honneur de révolutionnaires.

Depuis quelques heures, de longues colonnes de police et de gendarmerie arrivent à Marseille. Sur les voies d'accès, des blindés, des camions, des voitures cellulaires et des motocyclettes se dirigent vers le centre-ville. Tous les trains sont réquisitionnés pour le transport des troupes de police supplémentaires. Le Vieux-Port, un quartier composé d'un labyrinthe de ruelles étroites, est encerclé et complètement bouclé par un double cordon de polices, française et allemande. La Gestapo sait depuis longtemps que le Vieux-Port abrite de nombreux sans-papiers qui vivent ici tant bien que mal. Des réfugiés en provenance de plusieurs pays européens, des déserteurs, des criminels politiques

et de droit commun se cachent dans ce lacis de ruelles difficilement accessibles. Le «bubon pesteux» doit être cautérisé.

«*Achtung! Achtung!* Attention!», la voix résonne, le son vient de loin, assourdi mais distinct – «Avertissement!» J'écoute attentivement dans la nuit. Des avions tournent au-dessus du Vieux-Port. Sur la table de mon logement, sont posés pêle-mêle des vêtements, des livres, des restes de nourriture. Il faut considérer Anna comme perdue, remarque Ignaz. Pourquoi perdue? Est-ce que la prison est encerclée par la Gestapo? Non. Jusqu'à présent, il n'y a que la police française et la milice devant les portes. Mais nous devons quitter ce lieu. Lotte met en garde: «Nous ne pouvons pas abandonner Anna purement et simplement.»

Silence dans la pièce. Je réfléchis si j'ai le droit de mettre en jeu ma vie et celle d'autres êtres humains pour sauver une autre vie, une seule, et j'arrive à la conclusion qu'Anna est digne de cette mise. Et puis, que vaut donc une communauté si elle ne cherche plus à sauver ou à défendre ses membres? Est-ce qu'au fond, cela n'est pas aussi une de ses raisons d'être? Mais je ne veux plus influencer personne, on pourrait l'interpréter comme de l'égoïsme, puisqu'Anna est mon amie. Ils doivent décider eux-mêmes.

Max me montre sa fausse carte du SD[3] avec la croix gammée, un chef-d'œuvre de notre ami Heinz Abosch. Il te faut une légitimation semblable pour pouvoir bouger plus librement, dit Max. Je fais signe que non. Tu sais, dit-il, quelquefois je me sens déjà tellement pénétré par mon rôle que je me fais peur moi-même. Un bon acteur devrait avoir les plus grandes chances de passer au travers des temps qui courent. Il suffit d'être habillé de telle ou telle manière, de prendre telle ou telle attitude, de prononcer tel ou tel mot dans une langue définie et de porter sur soi certains petits papiers, et ces apparences ridicules décident de ta liberté et de ta vie.

C'est exact, mais très peu de gens l'ont compris. Le cerveau humain est paresseux. Et ceux qui l'ont compris sont loin de pouvoir le mettre en pratique, les gens sont esclaves de leurs habitudes. La dictature leur dit: toi, tu fais partie de la catégorie A, et toi de la catégorie B. Voilà vos papiers d'identité, il faut les

3. SD, service de renseignement et de maintien de l'ordre de la SS.

conserver. Puis un jour on vous dit : ceux qui appartiennent à la catégorie B doivent se présenter car ils doivent être massacrés.

Bon, ça ne se passe pas de façon aussi grossière ! On ne parle pas tout de suite de massacre. Oui, bien sûr, c'est une question de nuances. On ne parle que de transfert. Mais la plupart savent, ou tout au moins soupçonnent qu'il s'agit d'un transfert vers l'au-delà. Et parmi eux, combien déchirent leurs papiers B pour disparaître dans la nature ? En effet, bien peu… Et pourquoi ? Ils ont peur. Peur de quoi ? D'une punition. D'une punition ! Qu'est-ce qui peut leur arriver de pire que d'être massacrés ?

Oui, vois-tu, c'est ça le problème. Les gens espèrent toujours que cela ne se terminera pas si mal. On leur dit : transfert, et ils espèrent que ce ne sera pas tout de suite vers l'au-delà. Plutôt la caserne que le camp, plutôt le camp que la prison et plutôt la prison que la torture et la mort. D'ailleurs il y a aussi différentes sortes de mort…

Je connais tes réflexions et je continue à les trouver justes. Mais elles sont incomplètes. Elles seraient suffisantes si les gens n'avaient pas l'expérience de cette guerre. À l'heure qu'il est, ils devraient tout de même savoir qu'un moindre mal ne peut pas arrêter un mal de plus grande ampleur. Bien au contraire. Ils savent par expérience et ils ont la preuve par leurs parents et amis déjà exterminés, que le prétendu moindre mal mène tout droit et inévitablement à leur perte. Et pourtant ils y vont. Ce n'est plus une simple superstition, ce n'est pas le simple espoir d'un miracle qui de toute façon ne peut pas se produire. C'est une sorte d'hypnose, de résignation.

ÉVASION À MARSEILLE

Nous voulons donc nous présenter en tant que Gestapo, demander tout d'abord à voir Anna et puis, après un bref simulacre d'interrogatoire, décider brusquement de l'amener à la Kommandantur pour une « confrontation », tout cela avec une brutalité « teutonne » appuyée et en quelques minutes sans laisser le temps à l'administration pénitentiaire de vouloir en savoir plus. L'emploi de la force doit être évité autant que possible. Les derniers détails seront communiqués uniquement aux camarades destinés à participer à l'action.

Dans un premier temps, des pièces doivent être préparées qui nous permettront de bluffer : des extraits du dossier du procès, avec un faux tampon de la Gestapo. Ces documents seront

éventuellement mis sous le nez des fonctionnaires français hésitants. Nous n'avons pas de voiture et surtout pas d'essence. Comment pouvons-nous arriver en voiture devant la prison, puis disparaître rapidement ?

Tout d'abord, Lotte veut se présenter à la prison comme « fonctionnaire civile allemande » pour reconnaître le terrain. Dans ce but, nous bricolons pendant des jours une broche en forme de croix gammée, « discrète » mais suffisamment visible. Nous ne dénichons rien d'utilisable. Finalement, j'ai l'idée de découper simplement une petite croix gammée dans un épais papier de réclame doré. Lotte la fixe à son corsage et se met en route tôt le matin. À la porte d'entrée et à l'accueil de la prison des Baumettes, l'effet dépasse ce que nous attendions : la panique. Les fonctionnaires français compétents expliquent avec empressement et soumission que la détenue ne peut pas être présentée actuellement, car elle a été transférée la veille à l'hôpital pour une jaunisse aiguë…

Nous n'avons donc que quelques heures pour nous adapter à la situation nouvelle. L'action doit se dérouler à midi précise, à l'heure sacrée de midi lorsque tout Marseille sombre dans la sieste. La camarade Denise travaille ici comme infirmière, elle nous renseigne sur l'emplacement des escaliers et des différentes ailes du bâtiment ; Anna, en compagnie d'autres détenues politiques, se trouve au dernier étage, dans la pièce la plus reculée, sa fenêtre est grillagée, et elle est sous surveillance spéciale de la police française sur ordre supérieur, en tant qu'« ennemie de l'État » condamnée à quinze ans de bagne.

Nous prenons un taxi sur la Canebière, à cinq : Lotte avec sa broche en forme de croix gammée, les Viennois Max et Ignaz tous les deux habillés au mieux et portant des porte-documents noirs, un soldat allemand prêt à déserter que nous avons persuadé à participer, en uniforme, et moi avec ma canne et mon béret. Exprès, nous ne parlons qu'allemand, à voix haute et d'un ton arrogant et saccadé, en houspillant le chauffeur lorsqu'il roule trop lentement – direction l'hôpital ! Une fois arrivés, sans payer le prix de la course, nous donnons l'ordre au chauffeur de nous attendre. Il le promet, intimidé et visiblement troublé. Une chaleur de midi torride écrase la place. Quelques policiers semblent somnoler devant l'entrée. Un peu plus loin, trois « miliciens » en uniforme noir, membres de la Milice fasciste française.

L'un après l'autre, comme des visiteurs anodins, nous entrons dans le hall sans nous presser. Personne au guichet de la réception. Midi. Appuyé sur ma canne, je monte les étages doucement, escalier après escalier. Les autres attendent discrètement dans différents coins, chacun pour soi, en lisant des affiches sur des cas de maladie ou le règlement intérieur. Arrivé en haut, je vois devant moi un long couloir. Au fond, devant une porte, se trouvent trois flics français en uniforme normal, à moitié endormis, des bouteilles de rouge à moitié vides posées à côté d'eux. Je reviens lentement sur mes pas comme si je m'étais trompé d'étage, et tout aussi lentement je redescends. Personne aux alentours. Pause de midi. Arrivé en bas, je donne le signal à ceux qui m'attendent.

La voie semble libre. Le vrai spectacle peut commencer et doit être mené rondement – sinon c'est l'échec. Je monte à nouveau avec les camarades, cette fois-ci en leur indiquant vite le chemin ; arrivés en haut, nous nous rassemblons. Les policiers somnolents sursautent littéralement, bousculés et pris au dépourvu ; Max et Ignaz demandent dans un allemand énergique la présentation immédiate de la personne cherchée pour un «interrogatoire», Lotte «traduit» en mauvais français d'un ton non moins aigu, notre soldat se tient au garde-à-vous et joue avec son pistolet de service. Une mêlée humaine bizarre déboule dans les escaliers : Anna entourée de trois hommes et d'une femme, derrière eux des policiers qui protestent et le personnel de l'hôpital horrifié et indigné. *C'est un scandale !,* des huées contre les *Boches*, les flics notent le numéro du taxi, Max et Ignaz traînent Anna vers la voiture, la poussent à l'intérieur et nous démarrons en trombe. Les miliciens devant l'hôpital nous saluent.

Nous nous arrêtons sur la Canebière, le boulevard central, nous réglons la course et nous nous dispersons immédiatement dans différentes directions. Dans une chambre d'hôtel louée pour cette journée, Anna peut se laver et se changer, je lui établis une nouvelle carte d'identité préparée à l'avance, munie d'une photo prise dans un photomaton au coin de la rue et dûment tamponnée. Par des voies détournées, nous nous rendons à Lyon dans notre cache.

Cela fait presque deux ans que nous ne nous sommes pas parlé. Rien que des lettres, des généralités et des mots codés écrits ouvertement, les informations secrètes et intimes à l'encre invisible. Je n'ai rien écrit sur ma relation avec Hélène, ni ouvertement

ni de manière codée, je n'y arrivais pas, voulant «remettre» ça au moment de nos retrouvailles, si jamais cette libération réussissait.

Le moment est venu. Anna prend acte en silence, calme en apparence. Puisque cela correspond à nos «accords», à notre «manière de voir»; pas de jalousie, de la franchise, de la sincérité. Elle réagira plus tard: cela aura d'abord été pour elle comme une douche froide après la chaleur des retrouvailles. Que ma relation avec Hélène ne soit qu'une histoire passagère, elle ne semble pas le croire vraiment. Elle ne me fait pas de scène. Ce n'est pas son genre. Elle ne me pose pas non plus d'ultimatum. Elle me fait seulement comprendre clairement que cela ne peut continuer ainsi. Hélène est moins diplomate. Elle se cramponne à moi avec passion, des crises de larmes et des explosions de colère. Fidélité, infidélité, bigamie, polygamie, mariage à trois, à quatre, théorie et pratique – un pot-pourri de concepts bourdonne dans nos réflexions, mais pour l'instant il y a des choses plus importantes. La fin de la guerre est proche, et nous ne voulons pas prendre du retard avec nos alternatives révolutionnaires. Je dois donc me décider. Avec Anna, je me sens plus fortement lié et solidaire après toutes ces épreuves. Avec Hélène, j'ai vécu une satisfaction sexuelle plus intense, par contre je suis révulsé par son absolutisme possessif. La fin de la guerre est proche, les événements m'occupent complètement. Il reste peu de place pour des confusions sentimentales. Peut-être que nous allons tous nous détacher les uns des autres?

SPAGHETTIS

Printemps 1944. Cette fois-ci je voyage, encore avec Hélène, dans un train de voyageurs ordinaire de Lyon à Paris, avec de faux papiers. Nous sommes toujours «Monsieur et Madame Delas». Le voyage dure trois jours et trois nuits. Le contrôle à la ligne de démarcation se passe sans encombre. La *Feldgendarmerie* et d'autres militaires allemands montent comme d'habitude dans le train, et passent de compartiment en compartiment. Les civils français montrent leurs papiers d'identité et font à mi-voix et en argot des remarques désagréables sur les *Boches* indésirables. Ceux-ci bavardent en général avec l'accent des Allemands du Nord. Bien entendu je comprends tout, mais je reste assis dans mon coin sous une apparence impassible, appuyé sur la canne qui correspond à ma carte de mutilé de guerre. Le train se remet en route, et dans le compartiment les voyageurs donnent libre cours

à leur mauvaise humeur. Habitués à ce genre de situation, ils ont vite compris qu'il n'y a pas de mouchard dans le compartiment.

Revenue à Paris, sa ville natale, Hélène loue une chambre non loin de la place Voltaire qui, selon les critères de l'époque, me paraît confortable. Elle corrige les articles que j'écris dans un français imparfait, et les tape sur des stencils qui seront ensuite ronéotypés et diffusés par des camarades parisiens sympathisants. Je ne reste cette fois-ci que quelques semaines sur les bords de la Seine, pour préparer notre retour et un déménagement plus important. Pendant ce temps, Anna, Max et Lotte font les valises et empaquettent nos affaires à Lyon et à Grenoble. C'est à Paris que nous voulons vivre la fin de la guerre.

Les alliés occidentaux débarquent en Normandie en juin 1944. Le nouveau front ne se déplace d'abord qu'avec lenteur puis en accélérant en direction de Paris. Les attaques aériennes de la Royal Air Force se font plus fréquentes et plus intenses au-dessus de la capitale et en d'autres points de la France. C'est par petits groupes que nous montons à Paris. Le voyage dure plusieurs jours et plusieurs nuits. Cette fois, Max, Hélène et Lotte se sont joints à moi. Les autorités militaires allemandes laissent délibérément une partie de ce train exceptionnellement long aux civils français, une autre partie est occupée par des soldats allemands. En cette dernière année de guerre, le commandement supérieur de la Wehrmacht espère par ce mélange systématique protéger les transports militaires contre des attaques aériennes alliées. Et pourtant, pendant notre voyage, des bombes tombent régulièrement tout près de la voie ferrée. À plusieurs reprises, le train s'arrête pendant des heures pour se remettre ensuite lentement en mouvement. La nuit il roule toutes lumières éteintes. Nos provisions sont bientôt épuisées, nous avons faim et soif.

Plusieurs fois pendant ce long voyage, nous lions conversation avec de simples soldats allemands. Nous sommes alors doublement observés et suspectés. Les officiers allemands veillent sur leurs hommes. Des civils français peuvent nous prendre pour des «collabos». Tout de même des discussions instructives sont engagées. Intentionnellement, nous ne faisons que baragouiner l'allemand. La lassitude des bidasses est plus que visible. Une voiture-prison remplie de déserteurs est accrochée à ce train.

Sous le soleil d'été, des pêches légèrement abîmées exhalent leur parfum dans des cageots sur la voie d'à côté. Justement,

notre train s'arrête à nouveau, directement devant la récolte appétissante. Nous décidons, Max et moi, ainsi que deux soldats allemands voyageant avec nous, de «réquisitionner» quelques cageots, chacun prend une certaine quantité de pêches, le reste est distribué dans notre wagon aux familles françaises qui ont des enfants. Les passagers saisissent l'occasion, d'abord un peu inquiets, ils nous prennent peut-être pour des «collaborateurs». C'est un conflit de conscience, mais l'arôme des fruits juteux est le plus fort.

Subitement, le train s'arrête en plein jour en rase campagne. Les rails ont été dynamités par un groupe de résistants français. Nous ne sommes pas loin de Dijon. Tous les voyageurs doivent descendre avec leurs bagages, les militaires allemands continuent leur route avec des voitures de la Wehrmacht, quelques centaines de civils français sont conduits en car et avec les moyens du bord vers le point le plus proche de l'autre côté de la voie ferrée interrompue. Quelques-uns font de l'autostop.

«Halte! Tout le monde descend! Haut les mains! Fouillez-les tous!» Le jeune chef, qui semble venir directement du front de l'Est, est déchaîné: «Si nous trouvons la moindre chose sur ces voyous, toute la bande sera descendue.» Il nous prend apparemment pour des résistants camouflés. Les Françaises et les Français pris dans le filet comme nous, ne saisissent pas tout de suite le sérieux de la situation, ils ne comprennent pas le sens des menaces proférées avec brutalité. Quelques simples soldats commencent à nous contrôler. Fouille de haut en bas, on cherche visiblement des armes, peut-être aussi des écrits. J'ai une boîte de spaghettis dans laquelle sont cachés quelques messages secrets et des tracts. Le soldat la montre du doigt. Je la secoue en ricanant: «*Nudeln*» («nouilles»). Un mot allemand qui doit lui être familier. C'est tout ce que je sais en allemand. Il ricane à son tour: «Ah bon. *Nudeln*...» Je peux remballer mes pauvres affaires. La tension tombe, on n'a rien trouvé sur nous. Nous ne sommes donc pas des partisans déguisés mais des Français moyens tout à fait anodins. On nous laisse partir.

LA LIBÉRATION

Je pousse lentement mon vélo dans les rues et les ruelles de Paris. Août 1944. Le maréchal Pétain adresse un dernier «appel» à «son peuple» puis disparaît. Depuis des jours et des nuits on entend le grondement des combats qui approchent, venant de

l'ouest. Je vis la libération de Paris en marchant du petit matin jusqu'à tard le soir avec de courts arrêts, de l'Est parisien jusqu'à Boulogne-Billancourt, à l'extrémité sud-ouest de la ville. Le métro ne marche plus et les pneus de ma bicyclette sont crevés. Un Français moyen en bleu de travail, béret basque sur la tête, poussant un vélo déglingué sur le macadam. Personne ne fait attention à moi. Je m'arrête souvent pour voir les dernières scènes d'une ère moribonde.

L'ordre donné par Hitler de «défendre» Paris rue après rue et d'anéantir ainsi la capitale française ne sera pas suivi par les généraux allemands responsables des lieux. Le putsch de juillet contre Hitler qui a échoué à Berlin il y a quelques semaines a, par contre, réussi à Paris; des officiers en rébellion se sont imposés ici, la plus grande partie des troupes allemandes s'est retirée de Paris sans coup férir, seule une arrière-garde est restée. Je passe devant eux: des soldats mal rasés, la mine défaite, montent la garde au centre-ville devant ce qui reste de la *Kommandantur,* attendant les Anglo-Américains auxquels ils veulent se rendre. Dans le quartier de la presse autour de la rue Réaumur, des préparatifs intenses pour le changement de pouvoir sont en cours. *Paris-Soir,* le grand quotidien du soir compromis par la collaboration, disparaît. Aux étages supérieurs du journal, les lettres en bois peint visibles de loin sont en train d'être démontées. Elles sont jetées par des ouvriers les unes après les autres et tombent sur le trottoir. Sous les applaudissements des badauds, elles sont brûlées dans un feu de joie.

Mon but, ce sont les usines Renault. Elles sont occupées par le personnel. Un conseil ouvrier essaie de renouer avec les grèves massives d'avant-guerre et même d'aller plus loin. Monsieur Renault était collaborateur. Il doit être exproprié, non pas par une nationalisation bureaucratique de la grande entreprise automobile, mais par un contrôle ouvrier et par l'autogestion. Lors de l'assemblée générale, des agitateurs révolutionnaires parlent dans ce sens sous les applaudissements des ouvriers et des employés, en cette période de vide du pouvoir entre la Wehrmacht qui se retire et les Alliés qui ne sont pas encore arrivés.

Paris cherche la continuité avec l'époque d'avant 1939, mais le pain blanc des années de paix tarde à revenir. Les forces aériennes de Hitler tentent encore quelques attaques nocturnes sur la capitale française. Nous nous précipitons dans les couloirs du métro.

Assis sur les voies surchargées du métro paralysé, nous attendons la fin de l'alerte aérienne.

ÉPILOGUE

Le 30 janvier 1945, jour anniversaire de sa prise de pouvoir, Hitler s'adresse encore à ses partisans en hurlant :

> J'attends de chaque homme valide qu'il engage son corps et sa vie au combat. J'attends de chaque malade, handicapé ou autre personne indispensable à l'effort de guerre qu'il travaille jusqu'au bout de ses forces. J'attends des habitants des villes qu'ils forgent des armes pour cette bataille et j'attends du paysan qu'il fournisse le pain pour les soldats en restreignant au maximum ses propres besoins...

En février 1945, Roosevelt, Churchill et Staline fixent à Yalta les structures de la politique mondiale de l'après-guerre. En avril, l'empire hitlérien s'écroule définitivement. Le premier mai, on annonce la fin de Hitler par un communiqué en provenance du « quartier général du Führer ». Il serait « tombé pour l'Allemagne, en combattant le bolchevisme jusqu'à son dernier souffle ». Juste avant, il a désigné son successeur en la personne de l'amiral Dönitz. La Seconde Guerre mondiale se termine sans les événements révolutionnaires que nous attendions en Europe. Il n'y a pas de répétition ou de continuation des années 1917-1918. Hindels nous écrit de Suède :

> La Seconde Guerre mondiale impérialiste s'est terminée par une terrible catastrophe pour la cause du socialisme : dans aucun des pays en guerre, on n'a vu éclater la guerre civile contre les exploiteurs, ni la révolution prolétarienne. Le caractère impérialiste de la Russie de Staline apparaît au grand jour

La guerre est finie. Mais il n'est pas encore facile de se déplacer. Les quatre puissances d'occupation demandent des pièces d'identité, des visas, des autorisations spéciales. Avec un groupe des Jeunesses socialistes, j'entreprends le voyage de Paris au Tyrol pour participer à une rencontre internationale de la jeunesse à Berwang. Les destinations de mon voyage sont Linz et Vienne.

Je pars en éclaireur. Les autres préparent encore à Paris leur retour. Pas tous. Ignaz Duhl a disparu à Marseille. Selon les dernières nouvelles, il a été reconnu sur la Canebière par un camarade d'école viennois portant l'uniforme de la Wehrmacht : « Mais dis donc, c'est Duhl le Juif ! » Mes recherches dans les morgues où se trouvent les dépouilles de ceux que la Gestapo et la Feldgendarmerie ont encore fusillés avant de battre en retraite restent infructueuses. Jeanne a été transférée dans une autre prison à Rennes et de là, déportée à Ravensbrück. Elle a survécu et rentre en France en passant par la Suède. Edith a été arrêtée à Valence « en flagrant délit », alors qu'elle discutait avec un soldat de la Wehrmacht sur les bords du Rhône et qu'elle lui remettait un tract. Un collaborateur caché dans les buissons a entendu la conversation et a dénoncé le « couple d'amoureux ». Pendant des nuits, Edith a été interrogée par la Gestapo, et elle a réussi à jouer jusqu'à la fin le rôle de la Française naïve. Simulant une crise d'appendicite, elle a pu être libérée de l'hôpital de la prison par un groupe de résistants gaullistes.

Le train fonce dans la nuit. Il se rapproche de la frontière franco-suisse. Kegel doit m'attendre à la gare d'Innsbruck. Il a été arrêté par la Gestapo en 1944 à Paris et déporté à Buchenwald ; c'est là qu'il a vécu l'effondrement du régime hitlérien, et il travaille depuis la fin de la guerre à la Chambre du travail de Linz. Un congé spécial pour qu'il puisse se reposer en France ou en Suisse lui a été refusé par l'arbitraire bureaucratique des puissances d'occupation. Maintenant nous allons enfin nous revoir – au Tyrol.

C'est en vain que j'attends devant la gare enneigée d'Innsbruck. Pas la moindre trace de Kegel. Il a « disparu sans laisser de trace » entre Linz et Urfahr, comme je l'apprendrai quelques jours plus tard. Il faut que j'aille à Linz puis à Vienne pour retrouver mon ami. La mère de Kegel est désespérée. Après les épreuves qu'elle a endurées lors de sa détention par la Gestapo – elle a été condamnée en décembre 1943 par le « tribunal populaire » nazi de Vienne à dix ans de prison pour « préparation à la haute trahison ». Elle vient de perdre son fils pour la deuxième fois, d'une manière qui pour le moment n'est pas encore claire, et peut-être pour un temps indéterminé. Je parle au maire de Linz, Ernst Koref. Il hausse les épaules.

Chez la mère de Kegel, je rencontre pour la première fois Roman et Emmy Rosdolsky. Il est Polonais, historien marxiste et dissident communiste. Sa femme est viennoise et faisait déjà partie de l'Opposition de gauche dans les années 1920. Eux aussi ont la police secrète stalinienne à leurs trousses. Au début de la guerre, en Pologne, devant les armées staliniennes qui avançaient ils ont fui à pied pour Cracovie, en espérant se fondre dans la masse. En 1942 ils ont été arrêtés par la Gestapo. Après l'effondrement du 3e Reich, ils ont voulu s'établir à Vienne. Hésitant quelque peu, tout comme Kegel et Maria Fischer, ils ont décidé de rester à Linz jusqu'à nouvel ordre. Et voilà la preuve que même ici on n'est pas à l'abri des bras longs du NKVD[1]. Roman et Emmy se préparent à une nouvelle émigration vers l'Amérique. Ils me mettent en garde contre un voyage à Vienne, dans la zone d'occupation soviétique. Je pars quand même.

Avec ma carte d'identité française, le contrôle à la ligne de démarcation est superficiel. À Vienne, c'est la consternation, et parmi les dissidents de gauche c'est la panique. Hindels est rentré de Suède, et il a des contacts avec l'état-major soviétique à Vienne. Finalement, il parvient à obtenir quelques détails ; Karl Fischer a été kidnappé entre Linz et Urfahr par des agents secrets de Staline, il a été condamné à quinze ans en tant que « trotskiste » et envoyé en Sibérie. Un signal d'alarme pour tous les hérétiques. Peter Strasser pense qu'actuellement et étant donné les circonstances, je ne devrais pas séjourner dans la zone occupée par les troupes staliniennes. Mais je ne veux pas quitter si vite ma ville natale. Je marche à pas lourds dans les rues enneigées à la recherche du passé. Ma mère et mon père, tous mes parents et beaucoup d'amis restés en Autriche ont été délogés, déportés et assassinés par le régime de Hitler. Malgré cela, je cherche. Mes parents auraient pu fuir, une dernière occasion s'était présentée pour Budapest ; mais malgré la terreur ils n'ont pas pu s'arracher de Vienne, croyant jusqu'à la fin que la guerre ne durerait pas si longtemps, que le régime brun allait bientôt s'écrouler. Une illusion partagée par des millions d'autres victimes, et qu'ils ont payé de leur vie.

L'immeuble municipal de la Neulinggasse où nous avons vécu jusqu'à la fin, où les policiers de Schuschnigg m'ont arrêté en

1. NKVD : commissariat du peuple aux affaires intérieures soviétiques, chargé des purges, il succède à la Guépéou en 1934.

1936, et d'où mes parents furent délogés et chassés en 1938, est légèrement endommagé par une bombe. Dans notre ancien appartement se trouve maintenant une famille avec des enfants et la grand-mère. Les voisins me reconnaissent tout de suite et se répandent en exclamations : « Mon Dieu ! » Un autre habitant se plaint auprès de moi d'être poursuivi comme ancien membre du NSDAP :

– Mais qu'est-ce qu'on pouvait faire ? Nous avons toujours été des sociaux-démocrates. Monsieur votre père lui-même m'a conseillé d'entrer au parti pour ne pas perdre mon travail comme employé technique au journal *Neue Freie Presse.*

Dans la Burggasse, la petite madame Hanousek, italienne du Nord par naissance, m'embrasse et commence à pleurer. Juste après la guerre, elle m'a envoyé à Paris un petit paquet de *Vanillekipferl*[2]. À la mairie, je rends visite à Monsieur Honay qui est conseiller municipal. Nous sommes des amis de longue date. Dans sa famille, je trouve des traces de mes parents ; avant leur déportation, ils ont déposé ici des livres précieux, de l'argenterie, des photos. Chez d'autres amis je découvre notre bonne vieille machine à coudre avec laquelle, enfant, j'ai joué. Je reconnais chaque petite vis, chaque manette, et je crois voir ma mère assise devant. Je l'entends actionner la pédale et coudre, je la vois ajuster le tissu et bobiner, faire une pause et continuer à coudre et me dire : « Fais attention, ne joue pas avec l'aiguille. » Malgré tout, ma mère est peut-être encore là ?

Les ruelles de mon enfance, les rues de ma jeunesse sont un tas de décombres. Des bombes américaines et britanniques, des commandos de dynamitage des nazis, les troupes de démolition russes ont fait rage ici. La Matthäusgasse est plongée dans l'obscurité, on a fait sauter la voie de raccordement du petit train. Les berges du canal du Danube sont dévastées, le Prater est détruit. Les ponts sur le canal ont été remplacés par des constructions en bois. La guerre est finie. C'est dimanche aujourd'hui. Un groupe de jeunes tourne au coin. Des chemises bleues, des fanions rouges, comme autrefois. Ils passent devant les ruines des maisons et chantent quelque chose qui parle de drapeaux et de vent, « qui manifestent notre foi, l'homme est bon… ». Il reste de la neige sur les décombres…

2. Spécialité autrichienne, gâteau sec à la vanille en forme de petit croissant.

INDEX

Abosch, Heinz (1918-1997), dissident de gauche allemand, peintre, écrivain, résistant 165, 232

Adler, Friedrich (1879-1960), secrétaire de l'Internationale socialiste 37, 66, 119

Adler, Max (1873-1937), théoricien austromarxiste 32

Alexandrowicz, Hans Raymond [Helmer] (1915-1942), trotskiste belge, assassiné par les nazis 225, 226

Anna (voir Berger, Mélanie) 171, 172, 173, 174, 175, 177, 178, 187, 188, 192, 193, 195, 199, 206, 207, 209, 210, 211, 213, 214, 215, 217, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237

Anzböck, Rudolf (1913), socialiste autrichien 109, 113, 115

Auinger, Ludwig (1906-?), nettoyeur en argenterie, opposant de gauche, membre des RKK 88, 94, 106, 107, 122

Balasz, Etienne [Tomori] (1906-1963), sinologue hongrois, exilé 216

Barbusse, Henri (1873-1935), écrivain français, chantre du stalinisme 78

Barton (voir Klinger) 88

Bartosik, Klara (1914-1990), ouvrière dans la métallurgie, opposante de gauche, membre des RK 82, 123

Bauer, Otto (1881-1938), théoricien austromarxiste, dirigeant du SDAPÖ 30, 32

Bauer, Otto (le petit), président des Religiöse Sozialisten (socialistes croyants) 30

Beck, Hans [Jumbo] (1919), membre des RKK et des RS 206, 210

Beigl, procureur de la République autrichienne 105

Bellmer, Hans (1902-1975), peintre allemand, surréaliste 190

Benès, Edvard (1884-1948), chef du gouvernement tchécoslovaque (1935-1938 et 1945-1948) 170

Benjamin, Walter (1892-1940), écrivain allemand, se suicide en 1940 190

Béreaux, Charles (1907-1979), postier, syndicaliste français 124, 159, 161, 162, 163, 164, 168, 169, 170, 174

Berger, Mélanie [Anna] (1921), membre des RK, résistante, 134, 171, 214, 216, 226

Bismarck, Otto von (1815-1898), chancelier de Prusse, puis de l'Allemagne unifiée 17, 52

Blasco (voir Tresso, Pietro) 165

Blum, Léon (1872-1950), dirigeant de la SFIO, président du Conseil pendant le Front populaire 37

Bortfeldt, Hermann [Raymond] (1911-1985), trotskiste allemand, puis cadre du SPD 213, 214, 215

Boukharine, Nikolaï (1888-1938), dirigeant bolchevique, exécuté par Staline 75

Brabetz, Hermi (1919), employée de commerce, opposante de gauche, membre de RK 82

Braque, Alexandre (1861-1955), dirigeant socialiste français 37

Breitner, Hugo (1873-1946), conseiller municipal socialiste de Vienne jusqu'en 1934 29

Breitscheid, Rudolf (1873-1946), dirigeant du SPD allamnd, livré à la Gestapo par Vichy 37, 46, 190

Broda, Christian (1916-1987), membre des Jeunesses communistes, opposant, puis socialiste et ministre de la justice de la 2e République autrichienne 39

Brüning, Heinrich (1885-1970), dirigeant du Parti allemand du Centre, chancelier du Reich 47

Bruno (voir Hindels) 51, 54, 74, 154

Buch, Fred (1900), ingénieur 190

Bursch (voir Stiegler, Franz) 82

Cannon, James (1885-1973), membre fondateur du PC des États-Unis, trotskiste 165
Chamberlain, Neville (1869-1940), Premier ministre britannique en 1938 171
Churchill, Winston (1874-1965), Premier ministre britannique pendant la 2e Guerre mondiale 241
Craipeau, Yvan (1911-2001), trotskiste français 165
Crispien, Arthur (1875-1946), dirigeant du SPD allemand 37
Czeczovicka, Heinz (1913), opposant de gauche 30
Daladier, Édouard (1884-1970), président du Parti radical-socialiste, président du Conseil (1933-1934 et 1938-1940) 171, 175, 179, 183, 184, 192, 194
Dan, Fédor (1871-1947), menchevik russe 37
Dauge, Walter (1907-1944), révolutionnaire belge, fusillé par les nazis 165
Demazière, Albert (1914-2008), trotskiste français 223
Deutsch, Julius (1884-1968), dirigeant du Schutzbund 18, 21, 119
Dewar, Rita (Watz, Margarete), opposante de gauche en Allemagne puis en Angleterre 88
Dieter (voir Lederer, Franz) 85
Dimitrov, Georgi (1882-1949), dirigeant stalinien de la 3e Internationale, bulgare 58
Dollfuss, Engelbert (1892-1934), chancelier autrichien, chrétien social, il instaure un régime autoritaire. Assassiné par les nazis 48, 55, 56, 59, 60, 66, 104, 111
Dönitz, Karl (1891-1980), amiral allemand, dernier chanchlier du Reich 241
Doriot, Jacques (1898-1945), dirigeant du PCF puis fasciste 83
Dubber, Bruno [Walter] (1910-1941), dirigeanbt des Jeunesses communistes allemandes, assassiné par les nazis 82
Düdner, Edi (1918), émigré, originaire de Graz 194
Duhl, Ignaz (1918-1944), membre des RK, résistant, assassiné par les nazis 132, 210, 217, 221, 231, 232, 234, 235, 242
Edern, Ernest 123
Erdös, Ernst (1918), chimiste, membre des RK 155
Ernst, Max (1891-1976), peintre d'origine allamnde, surréaliste 190
Federn, Ernst [Konrad] (1914), psychanalyste, opposant de gauche 75, 94
Fein, Erich (1909-1983), dirigeant des Jeunesses communistes 39, 42, 43
Feuchtwanger, Lion (1884-1958), écrivain allemand 190
Fey, Emil (1886-1938), commandant, fasciste 48
Fischbacher, Josef, manœuvre, permanent du PC autrichien à Liezen 50
Fischer, Karl [Kegel] (1918-1963), employé, opposant de gauche, membre des RK, résistant 45, 62, 89, 95, 106, 110, 122, 151, 207, 208, 243
Fischer, Maria (1897-1962), mère de Karl Fischer 89, 243
François-Joseph (1830-1916), empereur d'Autriche, roi de Hongrie 27
Frankel, Jan [Werner, Verny] (1906), opposant de gauche dans le PC tchèque, secrétaire de Trotsky 87, 88, 157, 175
Fraser, Jeffery, journaliste stalinien britannique 83
Fred (voir Streicher, Arthur) 170, 171, 219
Frei, Bruno (1897-1988), journaliste, membre des PC autrichien et allemand 68
Frey, Josef (1882-1957), dirigeant du PC autrichien, opposant de gauche 75
Gabler, Leo [Heini] (1908-1944), permament des Jeunesses communistes, exécuté par les nazis 42, 43, 73
Gaulle, Charles de (1890-1970) 201
Gerl, Josef (1912-1934), socialiste, exécuté par les austrofascistes 110
Geyer, Florian (1490-1525), chevalier allemand, leader paysan révolutionnaire, assassiné 30
Goebbels, Josef (1897-1945), nazi, ministre de la propagande 48, 68
Goering, Hermann (1893-1946), dirigeant nazi, condamné à mort par le tribunal de Nuremberg 46, 48, 52, 58
Grad, Berthold (1898-1978), trotskiste 75, 94, 122

Grimm, Robert (1881-1958), dirigeant du PS suisse 37
Gronich, Gustav [Max] (1916), membre des RK, résistant 59, 132, 150, 189
Guttmann, Jozef (1908-1958), dirigeant du PC tchécoslovaque, opposant de gauche 88, 157, 159, 161
Habsbourg, Otto (1913), fils de Karl I, dernier empereur d'Autriche 111
Hacha, Emil (1872-1945), chef d'État du protectorat tchèque 175
Hackl, fonctionnaire de police 93, 94, 95, 96
Haller (voir Pollak, Karl) 144, 208
Hartmann, Hélène 92, 211, 217, 227, 228, 229, 235, 236, 237
Hasenclever, Walter (1890-1940), écrivain allemand, se suicide en 1940 190
Havas, Peter 30
Heckert, Walter 184
Henlein, Konrad (1898-1945), chef nazi des Sudètes 157
Herz, Willy, permanent du PC autrichien 45
Hic, Marcel (1915-1944), trotskiste français, mort en déportation 165
Hic, Suzanne 165
Hilferding, Rudolf (1877-1941), allemand, théoricien austromarxiste, mort à Paris aux mains de la Gestapo 190
Hindels, Josef [Karel Popper] (1916-1990), employé, membre des RK, puis du PS autromarxiste 30, 31, 33, 38, 41, 51, 55, 59, 62, 73, 74, 75, 79, 82, 96, 154, 155, 157, 158, 160, 175, 208, 241, 243
Hindenburg, Paul von (1847-1934), maréchal président du Reich allemand (1925-1934) 47, 48, 49, 51, 52, 54
Hitler, Adolf (1889-1945) 46, 47, 48, 49, 51, 52, 53, 65, 77, 89, 105, 111, 113, 143, 144, 145, 148, 149, 151, 152, 154, 157, 158, 160, 167, 170, 171, 177, 181, 182, 184, 185, 188, 190, 192, 193, 194, 195, 196, 201, 202, 203, 205, 206, 207, 209, 229, 230, 239, 241, 243
Hoch, Ernst 39
Holaubek, Joschi (1907-1999), dirigeant des Faucons rouges, préfet de police de Vienne après 1944 32
Holfeld, Bruno (1895-1954), journaliste autrichien 60
Holzer, Ferdinand, haut fonctionnaire de Vienne 153
Honay, Karl (1891-1959), conseiller municipal social-démocrate de Vienne 244
Horty, Miklós (1868-1957), amiral, chef d'État hongrois 77
Ignaz, voir Duhl 242
Israel, Lotte 133
Israël, Lotte (1920-1980), membre des RKK, résistante 219, 235
Julik (Kozlecki, Wenzel), opposant de gauche dans les Sudètes 88, 157
Jungmann, François (il se peut que ça soit Ernst mais ?? 197
Kamenev, Lev (1897)1936), bolchevik, exécuté par Staline 80, 83
Kanitz, Felix (1897-1940), président des Jeunesses socialistes ouvrières autrichiennes 32
Karner, Gretl, membre du Groupe de randonnée socialiste 30
Katzenstein, Jeanne (1923-1984), exilée allemande, membre des JSR en France, déportée à Ravensbrück 211, 214, 216, 217, 226, 227, 228, 230, 231, 242
Kautsky, Karl (1854-1938), théoricien de la social-démocratie allemande 37
Kegel (voir Fisher, Karl) 89, 93, 106, 112, 113, 115, 150, 151, 155, 160, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 174, 188, 207, 208, 210, 217, 219, 220, 221, 222, 242, 243
Kerenski, Alexandre (1881-1970), chef du gouvernement provisoire après la révolution russe de février 1917 80
Kessler, Willy, opposant de gauche allemand 214, 216
Kethly, Anna (1889-1976), social-démocrate hongroise 37
Kirov, Sergueï (1888-1934), dirigeant du PC de Leningrad, assassiné sans doute sur ordre de Staline; assassinat qui servit de prétexte au déclenchement des purges 73
Kisch, Egon Erwin (1885-1948), écrivain tchèque de langue allemande, journaliste 69

Klement, Rudolf (1910-1938), secrétaire de Trotsky, assassiné par la guépéou 161, 164, 165
Klinger [Barton] (Bergel, Friedrich, sympathisant de Trotsky, mécène 88
Kodré, autrichien, directeur de prison, assassiné par les nazis en 1945 115
Koplenig, Johann (1891-1968), secrétaire général du PC autrichien 43
Kopp, Jiri (1907), opposant au sein du PC tchèque, secrétaire de Trotsky 88
Koref, Ernst (1891-1988), maire social-démocrate de Linz 242
Kozlik, Adolf (1912-1964), austro-marxiste 36
Kramer, Edith 124
Kramer, Edith (1921), membre des RKK, résistante 209, 210, 221
Kunke, Vally, Groupe de randonnée socialiste 30
Lamm, Fritz (1911-1917), dirigeant du SAP allemand 156
Lauscher, Josef (1912-1975), permanent des Jeunesses communistes autrichiennes 59, 71, 72
Lederer, Franz [perez, Dieter] (1915-1941), membre des RK, résistant 78, 84, 85, 150, 155, 173, 208, 210
Lénine, Vladimir (1870-1924) 38, 41, 42, 46, 57, 58, 72, 74, 75, 76, 79, 80, 81, 86, 101, 144, 154, 158, 160, 169, 209, 230
Lesoil, Léon (1892-1942), trotskiste belge, mort en déportation 165
Leutgeb (1895), fonctionnaire de la police criminelle autrichienne 85, 93, 94, 95, 96, 98, 99
Leuthner, Karl (1869-1944), social-démocrate autrichien 18, 29
Liebknecht, Karl (1871-1919), spartakiste allemand, assassiné par les corps-francs 77, 81, 83, 166
Löbe, Paul (1875-1967), dirigeant du SPD 37
Luxemburg, Rosa (1970-1919), spartakiste allemande, assasinée par les corps-francs 77, 81, 83
Mandel, Ernest (1922-1995), trotskiste et économiste belge 171
Mandel, Henri, père d'Ernest Mandel 171
Mann, Golo (1909-1994), écrivain allemand 17, 190
Marie-Thérèse (1717-1780), impératrice d'Autrice, reine de Hongrie et de Bohême 17
Max (voir Gronich, Gustav) 22, 59, 88, 155, 165, 166, 189, 190, 191, 194, 195, 198, 199, 200, 208, 210, 215, 217, 219, 220, 221, 223, 231, 232, 234, 235, 237, 238
Meichler, Jean (1898-1941), trotskiste français, fusillé par la Wermacht 77
Meisnig, étudiant 184
Metsch, Julius (1908-1960), socialiste de gauche autrichien 75, 94
Molinier, Raymond (1904-1984), trotskiste français 167
Münzenberg, Willy (1887-1940), dirigeant du KPD, reponsable du travail antifasciste de la 3e internationale, assassiné sur ordre de Staline 68
Mussolini, Benito (1883-1945) 89, 145, 171, 192, 193, 194, 230
Nathanson, Martha, membre fondateur du PC autrichien 64
Nathanson, Ruth (1919-1939), fille de Martha Nathanson 64, 65, 75
Naville, Pierre (1904-1993), surréaliste, trotskiste français, sociologue 165
Niescher, Fritz (1913-1984), employé, opposant de gauche autrichien 102
Nissenbaum 171
Noske, Gustav (1868-1946), membre du SPD, ministre des armées du Reich allemand (1919-1920) 20, 33, 46
Pablo (voir Raptis, Mikhalis) 165
Paillet, Marc 223
Papen, Franz von 47
Perez (voir Lederer, Franz) 17, 78, 84, 85
Pétain, Philippe 175, 192, 194, 201, 202, 203, 205, 209, 218, 227, 238
Pflugfelder 213, 214, 215, 216, 217
Poinas (capitaine) 185
Pollak, Karl [Haller] 208
Polzer 75
Popper, Karel (voir Hindels, Josef) 175
Quisling, Vodkun 175
Raptis, Mikhalis [Pablo] 165
Reich, Wilhelm 32
Reinwein, Josef 82, 123
Renaudel, Pierre 37

Renner, Karl 18
Richter, Oswald 103, 105
Rintelen, Anton 111
Rodsky 178, 180
Roosevelt, Franklin Delano 241
Rosdolsky, Emmy 243
Rosdolsky, Roman 243
Rosmer, Alfred 165
Rous, Jean 165, 223
Rousset, David 165
Ruskin 39
Salus, Wolf 88
Scheuer, Heinrich 119
Schober 28, 92
Schöffmann, Johann 88, 94, 122
Schropp, Franz 42, 43, 63
Schüller, Richard 43
Schuschnigg, Kurt 62, 78, 84, 88, 89, 91, 93, 111, 113, 143, 144, 145, 147, 184, 243
Sedov, Liova 164, 165
Seitz, Karl 37
Seyss-Inquart, Arthur 144, 154
Shachtman, Max 165, 166, 167
Speiser, Wolfgang 103
Spielmann, Hans 100, 110, 111
Spira, Leopold 30, 31
Staline, Joseph 41, 42, 51, 54, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 86, 105, 154, 158, 160, 165, 171, 177, 192, 202, 230, 241, 243
Stampfer, Friedrich 52
Starhemberg, Ernst Rüdiger 60
Stavarits, Karl Rudolph [Stadler] 39, 72
Steinitz, Lisbeth 38, 45, 175
Stiegler, Franz [Bursch] 82
Stifter, Adelheid 30
Strasser, Peter 171, 197, 199, 243
Streicher, Arthur [Fred] 170, 208
Streicher, Julius 48
Strob, Rudolf 82
Strohleny, Franz 49, 50
Stürgkh, Karl Graf von 37
Tesarek, Anton 32
Thälmann, Ernst 47, 52
Thierl, Karl 86, 150, 155, 168, 169, 208
Thorez, Maurice (1900-1964), dirigeant du PCF 83
Torgler, Ernest 46
Trampus, Heinz 30, 31, 32
Trautzel, Victor 27, 33, 44
Tresso, Pietro [Blasco], dirigeant du parti communiste italien, exclu, membre de la 4e Internationale, assassiné au maquis par les staliniens 165
Trotsky, Léon 31, 45, 46, 54, 70, 72, 75, 76, 77, 78, 79, 81, 86, 87, 89, 104, 158, 163, 164, 165, 166, 167, 169, 171, 175, 202, 209
Turati, Filippo 37
Vandervelde, Émile 37
Vaugoin, Carl 28
Vereeken, Georges 168
Vychinsky, Andreï 80
Wallner, Hans 82
Walter (voir Dubber, Bruno) 82
Wasinger, Lore 30
Watz, Margarete (voir Rita Dewar) 88
Wels, Otto 37
Wolf, Erwin [Braun] 78, 175
Wotruba, Friedl 82
Wotruba, Gottfried 123
Wotruba, Heini 82
Wotruba, Heinrich 123
Zborowski, Marc [Étienne] 165
Zinoviev, Grigori 75, 80, 83
Zörgiebel, Karl 46

Georg SCHEUER

Seuls les fous n'ont pas peur

Scènes de la guerre de trente ans (1915-1945)

Traduit de l'allemand par Christa Scheuer-Weyl et Geneviève Hess

Georg Scheuer est né en 1915 en Autriche, dans ce qui était encore l'Empire des Habsbourg. Éveillé très jeune à la politique, il assiste à l'écroulement de la première république autrichienne, à l'avènement de la dictature et rencontre les premières chemises brunes.

À 15 ans, il choisit son camp, celui des travailleurs, et milite aux Jeunesses socialistes, puis aux Jeunesses communistes.

Sa fidélité aux idéaux révolutionnaires de la Révolution russe, ses lectures, ses rencontres, l'amènent à rejoindre les trotskistes autrichiens. Il est arrêté pour ses activités révolutionnaires en 1936 et condamné à cinq ans de réclusion. Par chance, il est amnistié en février 1938, à la veille de l'Anschluss, et peut quitter l'Autriche juste avant l'arrivée des troupes hitlériennes.

Réfugié en France, il y poursuit son combat pour la révolution et contre le fascisme. Mais, à la déclaration de guerre, comme tant d'autres militants antifascistes devenus du jour au lendemain des « ressortissants ennemis », il est interné au camp des Milles, près d'Aix-en-Provence. Évadé, il poursuit dans la clandestinité son combat contre les nazis.

La Libération n'est pas la fin du cauchemar. Presque tous les siens ont été exterminés en Autriche par les nazis. Un de ses meilleurs camarade, rescapé de Buchenwald, est kidnappé par la police stalinienne et envoyé au Goulag.

Après la guerre, Georg Scheuer a été correspondant à Paris de journaux étrangers, rédacteur à l'AFP et auteur de plusieurs ouvrages historiques. Il est décédé à Vienne en 1996.

Cet ouvrage, écrit en 1991 en allemand,
avait été traduit et édité en français par les éditions Syllepse en 2002.
Il est réédité aujourd'hui par les éditions Syllepse et Les Bons Caractères.

Photo de couverture : Georg Scheuer,
clandestin à Marseille en 1942 (collection de l'auteur)

ISBN : 978-2-493083-12-8

Prix TTC : 15 €
www.lesbonscaracteres.com

Collection Témoignages